CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page1

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page2

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page3

Les jeunesses guyanaises dans une société en mutation

Une enquête statistique auprès des 16-25 ans

Frédéric Piantoni et Raphaël Wintrebert

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page4

Photographies

Couverture : Fresque réalisée par les jeunes du quartier Mont-Lucas, dans le cadre du « Projet de fresque pour Mont Lucas II », 2015-2016 / Association Ancrage Guyane-Régie de quartier, Cayenne.
Page 29 : Transport scolaire sur le fleuve Maroni, 2015 / Collectivité territoriale de Guyane.
Page 30 : Jeune enquêtrice de la Démarche Jeunesse, Saint-Laurent-du-Maroni, mars 2012 / Crpv.
Page 116 : Lycée Raymond-Tarcy, Saint-Laurent-du-Maroni, avril 2015 / Collectivité territoriale de Guyane.
Page 157 : Pirogues sur le fleuve Maroni, 2015 / Collectivité territoriale de Guyane.
Page 167 : Jeune enquêtrice de la Démarche Jeunesse, Grand-Santi, mars 2012 / Crpv.

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page5

Préface

En Guyane, nous faisons face à un bon nombre de spécificités démographiques. Parmi elles, notons que les moins de 25 ans, qui constituent la force vive du développement économique, social et culturel de notre territoire, représentent plus de la moitié de la population.

Pourtant, nous avons fait le constat d'une méconnaissance de nos jeunes, de leurs profils, de leurs parcours ou encore de leurs attentes.

C'est pourquoi, en 2011, la Région Guyane, dont j'étais le président, a décidé d'initier un travail d'observation fine des jeunes de 16 à 25 ans : la « Démarche Jeunesse ». Véritable démarche expérimentale, combinant analyses statistique et qualitative, ce travail a reposé sur un principe d'approche coopérative, engageant ainsi de nombreux partenaires et acteurs agissant en faveur des jeunes, parmi lesquels le Centre de ressources Politique de la ville, la Préfecture de Guyane, l'Insee ou encore le Rectorat.

Il s'agissait pour nous de mieux comprendre cette tranche de la population, de mieux connaître ses modes de vie, d'identifier ses besoins et ses attentes, et non seulement de mieux appréhender ses perceptions et ses représentations de ce que c'est qu'être jeune de nos jours, mais aussi de comprendre comment elle pense sa place dans le développement de la Guyane, tout cela afin d'être en mesure de proposer des solutions concrètes aux problèmes qu'elle rencontre.

Cette étude, menée sur trois ans (2011 à 2014) et expliquée dans le présent ouvrage, a permis de dresser plusieurs constats.

En premier lieu, la jeunesse est une période de transition entre l'enfance et l'âge adulte, et ne constitue pas une catégorie unifiée. En effet, il n'y a pas *une* jeunesse mais *des* jeunesses guyanaises, dont le passage à l'âge adulte est fonction de facteurs tels que le travail, la décohabitation, ou encore l'origine sociale. Cette avancée vers l'âge adulte se fait notamment dans un contexte d'affaiblissement des adultes dans leurs missions éducatives et d'appauvrissement économique et social des populations. L'étude montre également que les différences se situent au niveau territorial, entraînant de fortes disparités entre les jeunes des agglomérations urbaines et les jeunes des communes de l'intérieur.

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page6

Forts de ces différents constats, la Collectivité territoriale de Guyane s'attellera ainsi à la redéfinition d'une politique publique et territorialisée à l'attention des jeunes, en permettant à nos différents territoires de développer une politique locale, transversale, priorisée et partenariale.

Bonne lecture !

RODOLPHE ALEXANDRE,
président de la Collectivité territoriale de Guyane.

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page7

Avant-propos

Les premières représentations de la Guyane que nous pouvons lire et entendre s'appuient souvent sur l'extraordinaire jeunesse de sa population, une jeunesse omniprésente dans l'espace public, dans les villes et dans les territoires de l'intérieur.
Cette jeunesse se définit par sa capacité à inventer de nouvelles formes de relation, d'engagement, à redéfinir son rapport à l'autre et au monde, et à produire ainsi les bases d'une société en constante évolution. Les courbes démographiques de la Guyane génèrent mécaniquement une mutation rapide et profonde, la société guyanaise se réinvente sans délai et sa jeunesse en est le moteur permanent.

Consciente de ces mutations, la Région Guyane engage dès 2010 une réflexion pour la structuration d'une réflexion dédiée aux jeunesses de Guyane et, dans ce cadre, mobilise une large communauté de partenaires institutionnels. Elle devient cheffe de file d'un projet fédérateur et innovant, la Démarche Jeunesse, et confie au centre de ressources l'élaboration d'une méthodologie et la mise en œuvre des travaux d'enquêtes et d'études.

L'émergence de la Démarche Jeunesse la définit avant tout comme un projet local, une « démarche ascendante », comme les centres de ressources aiment à qualifier les dynamiques partenariales qui naissent sur les territoires. Elle relève également d'une exigence méthodologique propre à la politique de la ville, qui garantit la transversalité et le décloisonnement des politiques publiques.

Cette démarche illustre par ailleurs la particularité de notre fonction ressource en Guyane : une fonction de recherche-action, qui s'articule autour de l'analyse des besoins et de la construction d'une réponse adaptée et partenariale. Le choix de l'internalisation de cette étude au sein du centre de ressources a pour objet de l'enrichir et, surtout, de pouvoir continuer à observer cette jeunesse en perpétuelle mutation.

Les Jeunesses guyanaises dans une société en mutation est l'aboutissement d'une série de travaux et d'études qui ont permis la production d'une connaissance inédite sur les jeunes du territoire. Ces données ont été largement partagées et utilisées par les institutions pour l'élaboration de documents stratégiques et la réalisation de projets.
Nous pouvons citer : le schéma régional d'actions pour les jeunes, les projets de territoire, les contrats de ville, les contrats locaux de santé, le schéma territorial des services aux familles ainsi que de nombreux autres documents stratégiques. Cette publication poursuit ainsi la vocation de la Démarche Jeunesse à nourrir l'action publique en direction des jeunes.

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page8

Un volet opérationnel est d'ores et déjà engagé et s'illustre notamment par la mise en œuvre d'expérimentations innovantes au service des jeunesses de Guyane.

Avant de laisser le lecteur découvrir le cœur de cet ouvrage, il nous incombait d'exprimer combien la Démarche Jeunesse a marqué le projet du centre et ses perspectives.
Les questions de jeunesse imprègnent une grande partie des travaux du centre de ressources et encouragent le développement de recherches-actions et l'impulsion d'expérimentations.

Nous espérons que la somme des connaissances exposées dans cet ouvrage seront utiles et permettront de compléter et d'affiner la connaissance de la Guyane et de ses jeunesses.

JEAN-RAYMOND PASSARD, *président,*
DENIS SOUILLARD, *directeur,*
Centre de ressources Politique de la ville de Guyane.

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page9

Remerciements

La « Démarche Jeunesse » est un projet collectif. Collectif dans son pilotage, puisqu'il a fédéré les grands acteurs publics du territoire. Collectif aussi dans sa réalisation opérationnelle.

En premier lieu, nous tenons à remercier très sincèrement M. Rodolphe Alexandre, président du Conseil régional de 2010 à 2015 et actuel président de la Collectivité territoriale de Guyane, pour avoir soutenu la « Démarche Jeunesse » depuis ses tout débuts jusqu'à nos jours.

Nous remercions spécialement à la fois M. Joby Liénafa, 9e vice-président du Conseil régional de Guyane de 2010 à 2015, et Mme Audrey Marie, actuelle 9e vice-présidente Petite enfance et jeunesse, qui n'ont cessé de porter ce projet auprès des élus et des décideurs.

Nos remerciements vont également à Mme Guylaine Sarr, cheffe de service Jeunesse et vie associative, et à Mme Nadine Beaudi, actuelle directrice du service Jeunesse et vie associative à la Collectivité territoriale de Guyane, pour avoir accompagné le CRPV dans la mise en œuvre opérationnelle de l'étude tout au long du projet.

Nous tenons à remercier bien sûr l'équipe d'enquêteurs qui a interrogé des centaines de jeunes sur tous les territoires de Guyane : de Camopi à Maripasoula, en passant par tout le littoral.

Merci à Aurore Appolinaire, Lydie Clerc, Alexandra Cossio, Gracia Delice, Wendy Griffith, Stessy Horth, Macken Jeanty, Marie-France Joseph, Kelly Jean-Baptiste, Juliette Loussouarn, Rougui Ndiaye Coïc, Glenn Samson, Stéphane Tartarin, Sophie Wright, et tout particulièrement à Gueda Gadio et Tedd Gaspard, qui ont su superviser ces enquêteurs afin de fournir des données fiables.

Merci à l'équipe de l'INSEE Guyane, pilotée à l'époque par N'Ouara Yahou, mais aussi à Hélène Duplan, statisticienne à l'Agence régionale de santé de Guyane. C'est grâce à leurs conseils méthodologiques et techniques que nous pouvons présenter une analyse pertinente de l'ensemble des jeunes en Guyane.

Merci à Valérie Darriau, du Commissariat général à l'égalité des territoires, pour son soutien et pour avoir relayé nos analyses au niveau national à travers le rapport annuel 2013

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page10

de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles. Nous espérons ainsi avoir fait découvrir un peu des spécificités de ce territoire si particulier qu'est la Guyane.

Merci bien sûr à l'équipe du Crpv Guyane, qui a suivi de près cette aventure et qui a permis de nourrir toutes nos réflexions. Notre profonde reconnaissance va évidemment à Denis Souillard, directeur du Crpv, sans qui ce projet n'aurait jamais vu le jour. Il est le premier à avoir compris l'importance de disposer en Guyane d'un diagnostic affiné de la situation des jeunes, diagnostic débarrassé de toutes les idées préconçues qui accompagnent bien souvent cette population.

Last but not least, nous remercions tous les jeunes que nous avons interrogés, qui nous ont donné non seulement de leur temps mais aussi un peu d'eux-mêmes en racontant leur parcours, leurs difficultés et leurs espoirs. La Guyane est un pays qui évolue extrêmement vite, avec toutes les tensions mais aussi tous les dynamismes qui en résultent. Les jeunes des générations à venir seront sensiblement différents de ceux d'aujourd'hui. Il était donc d'autant plus nécessaire de réaliser cette étude afin, précisément, de comprendre les bouleversements en cours.

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page11

Sommaire

Introduction 13

Synthèse générale 19

Carte de la Guyane (territoires de l'étude et principales localités mentionnées) 28

Partie 1. Devenir adulte en Guyane 29

I. Sociodémographie des 16-25 ans 31
- A. Statut, genre, âge 31
- B. Origines sociales, nationales, linguistiques 31
- C. Répartition spatiale régionale, quartier, logement 35

II. Franchir les étapes du devenir adulte 37
- A. Finir des études : les acquis scolaires et les formations suivies 37
- B. Être enfant et devenir parent 50
- C. Gagner sa vie : emploi, revenus et autres ressources 60
- D. Mobilité, TIC, « filon », plurilinguisme : activer les ressources sociales disponibles 68
- E. S'intéresser à la politique, s'engager 85
- F. Des étapes vers l'âge adulte au « sentiment » d'être adulte 89

Partie 2. Avancer vers l'âge adulte dans des contextes divers 117

I. Des différenciations territoriales plus ou moins marquées 118
- A. Les origines biographiques et les parcours de vie 120
- B. La scolarisation 124
- C. Les niveaux (ressources) et conditions de vie 128
- D. Les perceptions et les représentations 130
- E. La santé 133
- F. Synthèse des profils territoriaux 134

II. L'indispensable articulation entre politique de la jeunesse, politique de la ville et politique de genre 138
- A. Près de 60 % des 16-25 ans de Guyane vivent en quartier prioritaire 138
- B. Le genre et les territoires différencient fortement les jeunes 150

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page12

III. Les cibles prioritaires pour une action publique de jeunesse 154

- Jeunes disant ne pas (ou peu) prendre soin de leur santé | FICHE 1 158
- Jeunes disant avoir commencé à consommer de l'alcool avant 13 ou 15 ans | FICHE 2 160
- Jeunes disant consommer, ou avoir déjà consommé, des stupéfiants | FICHE 3 ... 162
- Jeunes n'utilisant aucun moyen de contraception / utilisant des moyens de contraception non recommandés uniquement / recommandés uniquement / mixtes | FICHE 4 164
- Jeunes filles ayant eu au moins un enfant lorsqu'elles étaient mineures (mères mineures) | FICHE 5 168
- Jeunes précaires | FICHE 6 172
- Jeunes dont la mobilité est faible ou nulle | FICHE 7 174
- Jeunes « inactifs » (ni en études, ni en emploi, ni inscrits à Pôle emploi) | FICHE 8 176
- Jeunes n'ayant aucun diplôme / ayant un diplôme inférieur au Bac / ayant un diplôme supérieur ou égal au Bac | FICHE 9 178
- Jeunes disant avoir déjà ressenti des discriminations | FICHE 10 180
- Jeunes affirmant insuffisamment maîtriser le français | FICHE 11 182
- Jeunes isolés | FICHE 12 184
- Jeunes ayant une situation de logement instable | FICHE 13 186
- Jeunes dont un des projets professionnels est de créer une entreprise | FICHE 14 188

Conclusion. Des jeunesses en mouvement : individualisation et intégration 191

Annexes 195

I. Méthodologie 195

II. Les 55 variables d'intérêt majeur retenues pour l'analyse dans la partie II 201

Bibliographie 203

Index des tableaux 208

Index des graphiques 212

NOTES MÉTHODOLOGIQUES

I. Scolaires et étudiants 38

II. Niveau de diplôme 40

III. Pourcentage de l'écart maximum, ou PEM 54

IV. Indice de mobilité globale 71

V. Indice de confiance, I_{cg} 108

VI. Indice d'optimisme global, I_{OG} 110

VII. Variable de score (IPA) évaluant le « passage à l'âge adulte » 113

VIII. Indice de disparité 118

IX. Régression logistique et lecture des odd-ratios (cf. annexes) 149

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page13

Introduction

Depuis 2012, l'action publique en faveur des jeunes s'est concrétisée notamment par les comités interministériels de la jeunesse (CIJ) réunis en 2013 et 2014. Ce dernier CIJ a abouti au plan « Priorité Jeunesse », plan d'action qui comprend quarante-sept mesures phares. À travers une approche globale (scolarisation, orientation, logement, santé, TIC, etc.), l'objectif était de réduire le taux de chômage (qui concerne un quart des jeunes) et le taux de pauvreté (deux fois plus élevé que la moyenne chez les moins de 25 ans). Un dernier CIJ s'est réuni en 2015, il s'appuie sur quatre axes : accès aux droits sociaux, autonomie et sécurisation des parcours, lutte contre les discriminations, participation des jeunes/co-construction des politiques publiques[1].

Par ailleurs, la jeunesse s'inscrit comme l'une des trois « priorités transversales » qui, avec l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre les discriminations, « doivent faire l'objet d'une attention particulière » dans le cadre des nouveaux contrats de ville. Un cadre de référence a spécifiquement été élaboré par le CGET afin de guider les collectivités dans cette voie (CGET, 2014).

En Guyane, plus qu'ailleurs, les indicateurs socio-économiques et sociodémographiques révèlent une précarisation de la population, accrue par un contexte contraignant de dépendance financière à l'égard de la métropole. Les effets se traduisent par la faiblesse et/ou l'inadaptation des structures de prise en charge, en particulier pour les jeunes, groupe le plus vulnérable.

Or, la moitié de la population a moins de 23 ans. Si une telle croissance démographique constitue un potentiel de dynamisme du territoire, ce facteur inquiète s'il n'est pas inscrit dans une stratégie d'action et, plus globalement, de développement. Les phénomènes de délinquance juvénile sont par exemple très souvent évoqués. On craint d'assister, à plus ou moins court terme, à des mouvements sociaux comme l'ont vécu la Guyane en 1999 et, plus récemment, les Antilles (2009)[2], Mayotte (2011) ou La Réunion (février 2012), mouvements au cours desquels les «jeunes» ont joué un rôle majeur et qui ont conduit parfois à des actes violents.

L'attention portée à la jeunesse n'est pourtant pas récente. Arthur Othily notait déjà en

[1] http://www.jeunes.gouv.fr/article/le-plan-priorite-jeunesse/

[2] On a tendance à oublier que les premières manifestations outre-mer contre la hausse des prix sont parties de Guyane. Le 24 novembre 2008, à l'appel d'une coordination d'associations de consommateurs et de transporteurs de Guyane réclamant une baisse du prix du carburant, des barrages bloquent les principaux axes routiers. Le bras de fer dure onze jours (stations-service fermées, mais aussi les écoles et beaucoup de commerces) et les manifestants obtiennent gain de cause le 6 décembre 2008. Deux jours après seulement, la Guadeloupe prend le relais pendant plus de deux mois, mêlant des revendications économiques, sociales et identitaires. Le mouvement social atteint également la Martinique, dans de moindres proportions.

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page14

1980 le « désintérêt global manifesté par un nombre important de jeunes pour des activités autres que consommatrices » (Othily, 1980, p. 46)[3] et dénonçait, concernant la « jeune génération », « les aspects négatifs de ses relations avec son environnement social. Elles mettent en relief tout particulièrement : l'absence d'esprit collectif, de cohésion, de solidarité dans les unités de vie collective, dans le type d'habitat qui tend à regrouper une partie croissante de la population : les cités » (*Ibid.*, p. 37-38). L'auteur déplorait finalement « l'absence de conscience collective, d'histoire concrète, vécue, ressentie » (*Ibid.*, p. 46) chez ceux qui sont devenus… les parents de nos jeunes actuels.

Même crainte une décennie plus tard, en novembre 1996, à la suite des grèves de lycéens qui provoquèrent des émeutes à Cayenne. Les jeunes réclamaient alors du matériel pédagogique, la sécurité aux abords des lycées et, plus globalement, des assurances pour leur avenir[4]. Même discours aujourd'hui où la Guyane vit quelques secousses sociales – par exemple, à l'automne 2013, la grève des étudiants du Pôle Guyane et la revendication d'une université de plein exercice.

Chaque génération d'adultes semble rejouer le même film, celui de l'incompréhension intergénérationnelle. Or, ce que dit le directeur de cabinet du président de région d'alors, Jean-François Lafontaine, de la Martinique peut sans doute s'appliquer à la Guyane : « Moi, ce que je crois, c'est que, justement, notre jeunesse martiniquaise actuelle n'a pas envie de nous ressembler, et c'est ce qui nous pose problème. Ce qu'on appelle problème chez les jeunes, c'est certainement leur comportement, que nous ne comprenons pas […], la Martinique est maintenant dans le monde bien malgré elle, les jeunes ont cette capacité que nous n'avons pas, nous les adultes, à appréhender le monde plus rapidement. Vous avez parlé d'*hiatus*, et c'est cet *hiatus* qui pose problème ; peut-être qu'eux n'ont pas de problème, c'est nous qui avons un problème avec eux » (Lafontaine, 2009).

Il faut donc donner la parole aux jeunes. Élaborer une politique de jeunesse cohérente et structurée nécessite d'abord de mieux connaître cette population (« les jeunes ») et cette phase de la vie (« la jeunesse »). C'est tout particulièrement le cas des jeunes de Guyane dont, à la différence de ceux de

[3] Arthur Othily s'interrogeait ainsi sur « les moyens à mettre en œuvre pour réaliser une insertion cohérente et formatrice des jeunes dans la société guyanaise » : « Depuis la génération de ceux qui ont aujourd'hui 45-50 ans, il semble qu'il y ait eu ''gap'', un vide, une béance, tant dans la matière que dans la manière d'agir avec les jeunes. Non seulement l'âge des grands ''maîtres'' […] semble révolu, mais les mouvements de jeunesse eux-mêmes tournent en rond, se battent les flancs, non parce que les activités à proposer aux jeunes font défaut, mais parce qu'on ne sait plus au nom de quel principe, de quel pari sur l'avenir, de quel choix de société les inciter à pratiquer celles qui impliquent un minimum d'engagement personnel, qui ne sont pas d'une façon ou d'une autre, directement, immédiatement gratifiantes, celles qui ne correspondent pas de façon directe ou détournée à une forme de consommation passive. Il s'agit donc de trouver le moyen de donner un nouveau contenu aux actions pour, avec et par la jeunesse » (*Ibid.*, p. 1).

[4] « Cayenne, capitale de la Guyane, est en émoi. La nuit précédente, pour la quatrième fois en une semaine, des magasins ont été pillés ; des voitures incendiées, du mobilier urbain détruit. Des débris en tous genres jonchent les trottoirs, tandis que certains bâtiments officiels portent encore les traces de dégradations survenues quelques nuits plus tôt. Ce mercredi 13 est un jour de grève générale ; pas au point d'annuler le tir, mais assez pour empêcher certains invités d'Arianespace d'y assister » (Linard, 1997).

métropole, on ne connaît presque rien. Avant d'être en mesure de proposer un cadre cohérent et des dispositifs publics précis à leur attention, il faut les entendre au-delà de ce dont font état certains à l'occasion de faits divers ; il faut saisir ce qui se joue dans cette période de la vie où l'on gagne en autonomie et en indépendance, où l'on recompose ses relations aussi bien familiales qu'amicales, et où l'on cherche une place dans un système économique et social.

En Guyane, dans des contextes socio-économiques diversifiés et souvent précarisés, qui sont ces jeunes adultes en devenir ? Quels sont les critères pertinents permettant d'appréhender leurs difficultés souvent cumulées ? Quels sont les groupes les plus vulnérables qui nécessiteraient une prise en charge prioritaire ?

Dès 2010, la région Guyane s'est engagée dans une recherche-action visant une connaissance fine et dynamique des jeunesses de Guyane. La Région est ainsi devenue le chef de file de cette « Démarche Jeunesse », avec l'objectif d'élaborer une politique territoriale de jeunesse, notamment dans la perspective de la collectivité unique. Ce projet s'est appuyé sur une large mobilisation de partenaires locaux et nationaux. Tout d'abord la préfecture de Guyane, l'INSEE Guyane et le Centre de ressources politique de la ville (CRPV) de Guyane, puis la Direction des affaires culturelles de Guyane, la Délégation générale de l'outre-mer (DÉGÉOM), l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSÉ), l'Agence régionale de santé (ARS) de Guyane, le rectorat de Guyane, la CAF de Guyane, le Parc amazonien de Guyane, le Centre Population et Développement (CEPED), ou encore le Conseil général de Guyane.

La « Démarche Jeunesse » a pour but de cerner les transitions vers l'âge adulte. Car la représentation même du « devenir adulte » évolue, tout comme les moyens pour y parvenir. Longtemps, comme dans nombre de sociétés, la façon dont les adolescents accédaient à ce statut ou à cette condition ne posait pas question : les transitions étaient marquées par des rites sociaux correspondant à une sacralisation des transformations physio-corporelles attachées à la puberté.

La division sociale du travail et le développement de l'individualisme, caractéristiques des sociétés dites « modernes », entraînèrent une divergence croissante entre l'évolution physiologique et l'évolution statutaire. La catégorie « jeune » apparut alors, entre l'enfant dépendant et l'adulte émancipé. On était considéré comme « adulte » lorsqu'on avait acquis son indépendance. Celle-ci se matérialisait concrètement par la conjonction de l'autonomie résidentielle, d'un emploi stable (ou du moins suffisamment rémunérateur) d'une part, la formation d'une vie matrimoniale (rapidement suivie d'un enfant) d'autre part.

Les cultures traditionnelles guyanaises (bushinenge et amérindienne), par exemple, relevaient de ces deux logiques : être reconnu comme adulte reposait sur des rites de passage (comme la cérémonie du Maraké, chez les Wayana) et sur la capacité de fonder une famille, de défricher un abattis, de construire son canot, sa maison ou sa pirogue.

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page16

Ce schéma est caduc. Tout d'abord parce que de moins en moins de jeunes en ont les moyens et l'envie ; ensuite parce que les jeunes – amérindiens, bushinenge, créoles ou issus de l'immigration des années 1980 – sont davantage scolarisés et que l'accession à l'indépendance financière est retardée ; enfin parce que les pratiques sociales ont profondément changé. Une fille de 14 ans peut être mère et scolarisée ; un garçon de 13 ans peut être charge de famille (éduquer ses frères et sœurs) et s'occuper des procédures administratives pour ses parents ; une fille peut quitter ses parents à 18 ans et ne se mettre en couple que quatre ans plus tard ; un jeune homme de 25 ans peut être sans activité professionnelle et continuer d'habiter chez ses parents (éventuellement avec sa compagne et ses enfants).

De fait, les étapes successives qui menaient vers le statut d'adulte une fois la puberté achevée (finir sa scolarité, trouver un emploi, décohabiter, vivre en couple, avoir un enfant) sont à la fois désynchronisées et réversibles, laissant place à des bricolages personnels (Lévi-Strauss, 1962 ; de Certeau, 1980). « En quittant leurs parents, les jeunes passent par une période transitionnelle au cours de laquelle ils multiplient les expériences dans une phase de construction de soi » (Pan Ké Shon, 2010). Outre l'acquisition d'une indépendance matérielle, être adulte signifie aussi acquérir une autonomie identitaire, processus qui n'est jamais définitif.

Les transformations du rapport au « devenir adulte » sont désormais assez largement documentées (Galland, 2008 ; Bidard, 2006 ; Van de Velde, 2008a). Mais ces approches privilégient systématiquement l'échelle nationale, sans étudier les spécificités régionales. On sait pourtant que les systèmes familiaux sont distincts entre le bassin parisien, l'Est ou la Bretagne[5]. On peut donc imaginer que les transitions vers l'âge adulte sont elles-mêmes diverses selon les territoires.

Le récent *Atlas des jeunes en France* (Amsellem-Mainguy et Timoteo, 2012) est de ce point de vue significatif, puisqu'il présente de nombreuses cartes découpées selon les départements français (y compris les Dom), mais que l'analyse demeure à un niveau national. Alors même que les auteurs précisent que « la jeunesse ne constitue pas un groupe homogène à l'échelle nationale » (*Ibid.*, p. 8), on ne sait pas dans quelle mesure la variable territoriale est déterminante pour comprendre les différences entre ces « jeunesses ». Or, si un jeune picard a très vraisemblablement un parcours et des représentations sociales différents d'un jeune héraultais, que dire d'un jeune guyanais ?

C'est précisément une contribution à une analyse des transitions territoriales vers l'âge adulte que nous présentons à travers cette étude. Les analyses « nationales » sont-elles pertinentes pour comprendre les

[5] On peut évoquer la typologie présentée par Emmanuel Todd (2011), qui distingue les familles autoritaires et non autoritaires d'une part, et les familles égalitaires et inégalitaires d'autre part. Le croisement des deux logiques fait apparaître quatre types de famille (communautaire ; souche ; nucléaire égalitaire ; nucléaire absolue). Todd observe alors que les régions françaises ne sont pas homogènes et se répartissent selon au moins trois de ces types.

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page17

réalités guyanaises ? Lorsque des adolescents (voire des enfants) sont amenés à s'occuper des frères et sœurs plus jeunes, à faire des démarches administratives, à ramener de l'argent pour la famille, à travailler régulièrement avec les parents au détriment de leur scolarité, à connaître des grossesses précoces, ne sont-ils pas déjà dans des rôles sociaux habituellement réservés aux adultes ?

Ce questionnement sera traité à la fois à travers notre enquête *quantitative* (phase 2.1 de la Démarche Jeunesse) et à travers l'enquête *qualitative* (phase 2.2) qui s'est déroulée en 2013-2014. Le présent rapport ne concerne que la phase 2.1. Il vise en premier lieu à dresser un profil des jeunes de Guyane.

La première partie du texte aborde les thématiques essentielles qui touchent la jeunesse, en déclinant les étapes vers l'âge adulte : scolarité, décohabitation, constitution d'une famille, travail. Nous pouvons ainsi identifier les 16-25 ans – Combien sont-ils ? Où vivent-ils ? Comment se répartissent-ils (filles/garçons ; origine sociale ; nationalité ; etc.) ? Quels sont leurs niveaux scolaires ? –, comprendre leurs trajectoires sociobiographiques (familiale, scolaire, professionnelle, migratoire…), leurs conditions de vie – mode de cohabitation, logement, santé, ressources –, ou encore leurs projets et leurs perceptions de l'avenir.

La seconde partie met en évidence la diversité des populations « jeunes » de Guyane : différences entre quatre grands territoires (Centre-Est ; Savanes ; Littoral-Ouest ; Intérieur) ; différences infracommunales entre quartiers prioritaires et quartiers non prioritaires de la politique de la ville ; différences entre filles et garçons. Comme le rappelle Clémence Helfter, il faut véritablement parler de « jeunes au pluriel et non [de] la jeunesse au singulier, tant les clivages sont multiples au sein d'une même classe d'âge, en fonction en particulier de la classe sociale ou du milieu social d'origine, du niveau de diplôme, du sexe, du lieu d'habitation, du pays d'origine des parents, etc. » (Helfter, 2010, p. 126). L'individualisation progressive des parcours de vie en Guyane implique une différenciation croissante des façons d'« être jeune ». Les différences se situent à de multiples niveaux, souvent imbriqués : entre garçons et filles, entre diplômés et non-diplômés, entre migrants de différents pays (Haïti, Brésil, Surinam, métropole, Antilles…), entre le littoral et l'intérieur, entre l'Est (frontière avec le Brésil) et l'Ouest (frontière avec le Surinam), entre les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les autres, entre ceux qui n'ont que des jobs (informels) et ceux qui ont un emploi déclaré, etc. Cette hétérogénéité entraîne des disparités de plus en plus fortes, et donc le risque d'une dichotomie croissante au sein de la population jeune (notamment en matière de qualification et donc d'accès à l'emploi). Plus fondamentalement, elle porte les germes d'une société de plus en plus inégalitaire.

Enfin, nous identifions ce qui nous paraît être des populations prioritaires pour des actions en faveur de la jeunesse : jeunes isolés, jeunes non diplômés, jeunes précaires, jeunes ayant consommé de l'alcool avant 15 ans (et même 13), jeunes inac-

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page18

tifs, etc. Ces différentes «fiches population», très synthétiques, peuvent être lues séparément en fonction de l'intérêt des professionnels.

En filigrane de notre rapport est finalement questionnée l'articulation entre prise en charge privée et prise en charge publique de la jeunesse. La croissance du nombre de «jeunes» et leurs parcours de plus en plus différenciés impliquent un déplacement progressif de la responsabilité des structures familiales traditionnelles vers des structures institutionnelles étatiques ou des collectivités territoriales, aussi bien dans le champ éducatif (rôle majeur de l'école) que dans celui de l'emploi. Cette situation soutient la comparaison avec des pays africains[6] connaissant une situation de croissance démographique, une forte dépendance économique et un chômage important. «La croissance des effectifs à scolariser n'est pas seulement démographique. Elle est renforcée par la croissance, encore plus rapide, de la ''demande sociale'' d'enseignement. Une fraction de plus en plus étendue de la population aspire à l'éducation et à des études de plus longue durée. Les structures scolaires ont de plus en plus de mal à répondre aux besoins des jeunes et de leurs familles dans ce domaine. Il en va de même pour l'emploi. L'intégration du jeune dans l'activité économique, qui est, dans les sociétés rurales, gérée par le groupe familial de production, doit, en milieu urbain, être assurée par les investissements publics ou privés qui créent des emplois. Seul le secteur informel urbain continue à créer des emplois dans un contexte proche des logiques traditionnelles sans accumulation monétaire préalable» (Lauras-Locoh et Lopez-Escartin, 1992, p. 34).

Ce basculement amène à redéfinir totalement la place et le rôle de chacun : famille, communauté, éducation, collectivités locales, État. Les réseaux familiaux et communautaires semblent de moins en moins en mesure d'assurer seuls leur rôle éducatif, en particulier pour les nombreux jeunes sans qualification et sans emploi. Ceux-ci se retrouvent souvent en marge du système social officiel. Les pouvoirs publics tentent dès lors de fournir des espaces et des dispositifs d'accueil, d'écoute, de médiation, de formation..., ce qui ne va pas sans bouleverser, en retour, les relations familiales.

À travers cette étude, ce sont donc également les contours d'une image plus globale de la Guyane que l'on entend dessiner. Car c'est bien le projet de société guyanais qu'il s'agit d'interroger. Comment repenser les dispositifs de l'action publique pour s'adresser à des individus-jeunes qui, s'ils ne renient aucunement leurs origines, n'en aspirent pas moins à construire leur propre vie ? Quelle politique de cohésion sociale mettre en œuvre dans un pays de plus en plus inégalitaire ?

[6] Davantage qu'avec les pays d'Amérique du Sud, qui sont en phase de fort développement économique. En revanche, l'augmentation de la demande sociale d'enseignement en milieu rural rejoint une problématique latino-américaine apparue dans les années 1980.

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page19

Synthèse générale

Les jeunes guyanais, acteurs d'une société en transition

En Occident, les transitions vers l'état d'adulte, fondées sur les paradigmes de responsabilité et d'indépendance, sont bouleversées par les évolutions socio-économiques de ces vingt-cinq dernières années. Les étapes qui formalisent ce processus – la fin de la scolarité, l'accès à des ressources permettant une indépendance financière (emploi), la décohabitation définitive du domicile parental, la matrimonialité et la parentalité, la capacité à se projeter (aspirations professionnelles et personnelles) – sont de plus en plus brouillées, désynchronisées et réversibles. L'acquisition des attributs qualifiant l'adulte n'est plus adossée aux transitions physiologiques liées à l'âge.

En Guyane, devenir adulte est tributaire de facteurs qui relèvent autant des contraintes (sociales, culturelles et économiques) propres à chaque famille que des profondes mutations de la société guyanaise.

Ces dernières sont le fruit d'un accroissement démographique naturel sans précédent (doublement de la population en soixante ans), de trois décennies d'immigration, de fortes discontinuités territoriales et d'un modèle de développement économique (dépendance à l'égard de la métropole) qui atteint ses limites. Les conditions de vie et les perspectives d'avenir souvent limitées rendent de plus en plus complexe l'intégration des jeunes. Même si les conceptions et les valeurs qualifiant l'être adulte sont largement partagées en Guyane, les contraintes sociales et économiques obèrent les transitions biographiques. D'où de nombreuses souffrances individuelles et des phénomènes d'anomie collective.

L'enquête statistique de la Démarche Jeunesse pallie la méconnaissance des modes d'acquisition des attributs du « devenir adulte » en Guyane. L'échantillon enquêté comporte 1 648 individus, répartis par quotas selon l'âge (16-19 ans ; 20-25 ans), le genre (fille ; garçon), les grands territoires de Guyane (Centre-Est ; Savanes ; Littoral-Ouest ; Intérieur) et le statut socio-économique (en études ; actifs en emploi ; sans emploi). La population analysée, population globale des 16-25 ans en Guyane, est ainsi de 34 330 individus, soit environ 15 % de la population départementale totale (239 000 habitants en 2012, selon l'Insee). La campagne de collecte des données a été menée entre mai et juillet 2012.

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page20

41% des jeunes guyanais font des études, 40% sont sans emploi[7], 19% sont en emploi[8]. Si les différences de genre sont relativement faibles pour expliquer ces différents statuts, l'âge est, assez logiquement, déterminant. De 16 à 20 ans, les trois quarts des jeunes sont en études. À partir de 20 ans, plus de la moitié des jeunes sont sans emploi et ne sont plus scolarisés ; le tiers est en emploi.

La moitié des jeunes de 16 à 25 ans sont français de naissance (53%), un quart d'entre eux ont acquis la nationalité française soit par « naturalisation » (non nés en Guyane), soit par reconnaissance du « droit du sol simple différé » (nés en Guyane de parents étrangers)[9]. Enfin, 22% sont de nationalité étrangère. Ils sont plus du tiers (36%) à avoir deux parents nés à l'étranger ; à l'inverse, seuls 22% ont leurs deux parents nés en Guyane. Enfin, près des deux tiers des jeunes ont toujours vécu en Guyane (64%).

L'immigration des années 1980-2000 et le maintien d'une pratique linguistique familiale sont déterminants pour expliquer le fort plurilinguisme pratiqué en Guyane. Parmi les langues premières déclarées, le français constitue 48% des réponses, devant l'ensemble des langues parlées par les populations noires marron[10] (23%), le créole haïtien (11%), le créole guyanais (9%), le sranan tongo (8%), le portugais du Brésil (6%) et les langues amérindiennes (5%). Globalement, pour tous les registres (usage familial, amical, professionnel, dans les administrations, dans les commerces, etc.), la langue française reste la plus pratiquée.

L'origine sociale des jeunes guyanais est majoritairement populaire[11] (55%). Ce facteur a de fortes conséquences sur les modes de vie (études, logement, matrimonialité, mobilité notamment).

Enfin, les jeunes sont fortement représentés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville : plus de la moitié y résident (57%). Et si l'on considère les seules communes ayant mis en place des contrats urbains de cohésion sociale (Cucs), 72% des jeunes habitent dans des quartiers prioritaires. D'où un lien fondamental entre la politique de la ville et la politique de la jeunesse.

---

[7] Cette catégorie regroupe les jeunes inscrits à Pôle emploi et les inactifs divers ; elle est proche de la catégorie des Neet utilisée par l'Ocde (« Neither in employment, not in education or training », soit les « Ni en emploi, ni en études, ni en formation »). Par comparaison, les Neet représentent en métropole 12% des 15-24 ans (Prévost, 2012, p. 13).

[8] À titre comparatif, le taux d'emploi des jeunes français de 15-24 ans est de 30,3% (Prévost, 2012, p. 12).

[9] Rappelons que l'enfant né en France de parents étrangers nés à l'étranger acquiert automatiquement et de plein droit la nationalité française à sa majorité (« droit du sol simple différé ») s'il réside en France à cette date et s'il a résidé habituellement en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans depuis l'âge de 11 ans.

[10] On considère que le sranan tongo relève davantage du créole surinamais que des autres langues parlées par les populations noires marron *stricto sensu* (aluku, tongo, djuka, tongo, saamaka tongo).

[11] Le milieu social est caractérisé par l'agrégation des professions et catégories socioprofessionnelles de la mère : ouvrière, agricultrice, chômeuse, jobeuse, sans activité professionnelle déclarée. Le parti pris de privilégier la mère tient à la prééminence de son rôle dans l'éducation des enfants et au nombre important de familles monoparentales où la mère est le chef de famille.

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page21

Devenir adulte en Guyane : précocité et précarité

Par comparaison avec la situation européenne, les étapes qualifiant l'adulte en Guyane sont globalement franchies plus tôt (avec toutefois des effets de genre et des différenciations territoriales importantes) : scolarité plutôt orientée vers des formations courtes ; sortie du système sans diplôme ; maternité précoce ; décohabitation tardive exceptée pour une part des jeunes femmes ; ressources propres faibles, irrégulières, et souvent liées à des activités informelles (jobs). Cette précocité est donc assortie d'une vulnérabilité multiforme, en particulier économique.

Scolarité, formation : l'importance des jeunes sans diplôme

41 % des jeunes ayant achevé leurs études n'ont aucun diplôme, 11 % ont le brevet des collèges, 26 % un CAP, BEP ou CAPI, 16 % un baccalauréat ou équivalent, 7 % au moins un diplôme de type Bac + 2. Par ailleurs, près des deux tiers des jeunes ont le sentiment d'avoir cessé leur scolarité trop tôt.

Le système éducatif joue un rôle important pour les jeunes étrangers issus des mouvements migratoires des années 1990 : les jeunes de nationalité surinamaise obtiennent davantage un CAP/BEP/CAPI, les jeunes haïtiens ont davantage le baccalauréat (25 %) que les jeunes de nationalité française (16 %), et la part des diplômés de niveau Bac + 2 et supérieur est la plus forte chez les jeunes d'autres nationalités étrangères.

Les difficultés sociales, liées à des milieux socio-éducatifs précaires, se cumulent souvent et ont des conséquences sur les parcours des jeunes (non-scolarisation, absence de diplôme, inactivité). Ce phénomène n'est pas spécifique à la Guyane, mais se révèle avec acuité dans le contexte régional soumis à des contraintes macro-économiques réduisant les opportunités d'emploi. On constate par exemple un lien très fort entre le fait de n'avoir aucun diplôme et une mobilité nulle (63 % de ceux qui ne sont pas mobiles n'ont aucun diplôme).

Emploi et ressources : l'importance des contrats aidés et du recours à l'informel

Aux yeux de un jeune sur deux, activité professionnelle et indépendance financière sont les principaux moyens pour devenir adulte. Or, parmi les jeunes actifs occupés – qui ne représentent, rappelons-le, que 20 % des 16-25 ans –, seuls 27 % ont un contrat à durée indéterminée (CDI), contre 35 % un contrat à durée déterminée (CDD) et 23 % un contrat aidé. Même en emploi, la grande majorité des jeunes est donc en situation précaire.

Le niveau de diplôme est, en Guyane comme ailleurs en France, une condition essentielle pour obtenir un emploi stable : les jeunes diplômés du baccalauréat et du supérieur constituent la plus forte propor-

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page22

tion à être en CDI et CDD (37%). Ceux ayant des diplômes inférieurs au baccalauréat, ou sans diplôme, obtiennent eux davantage de contrats aidés.

Parmi les jeunes sans emploi, près de la moitié déclarent exercer une ou plusieurs activités non déclarées (jobs). Les secteurs d'activité sont alors l'aide aux personnes (garde d'enfants, travaux domestiques, soins à la personne), le jardinage, le BTP, la menuiserie, la mécanique ou l'électricité.

Globalement, toutes catégories confondues, 26% des jeunes tirent leurs ressources d'activités non déclarées, devant les activités déclarées (24%), les aides financières issues de réseaux de solidarité (famille, amis) (22%), les prestations sociales (18%). Enfin, 10% des ressources financières déclarées par les jeunes sont issues d'une bourse, de l'allocation chômage ou d'autres dispositifs sociaux.

Les ressources sociales : vers une société en interaction ?

74% des jeunes ont accès à Internet, mais seuls 57% se connectent grâce à un ordinateur[12]. Le principal frein à cet accès concerne les coûts d'équipement personnel et des abonnements aux fournisseurs d'accès. 60% des jeunes utilisent les technologies de l'information et de la communication (TIC) de façon multiple et très importante.

La mobilité est un vecteur d'échange. Or, près de deux jeunes sur trois ont une mobilité faible ou nulle, contre un tiers une mobilité forte (souvent liée à une activité scolaire et/ou professionnelle). Pour près des deux tiers des jeunes, les déplacements sont polarisés dans les territoires de résidence. Parmi les plus mobiles, 82% sont de nationalité française. En creux, les jeunes étrangers sont souvent peu ou pas mobiles, en raison du cumul de difficultés socio-économiques et de réseaux familiaux et sociaux plus limités. On observe finalement une forte sédentarisation chez ceux qui disposent de peu de ressources, alors même que plus des deux tiers des jeunes considèrent que les réseaux de connaissances (qualifiés localement de « filon ») sont importants. 78% des jeunes considèrent aussi qu'une des prérogatives de l'adulte est de savoir mobiliser un réseau interpersonnel pour « réussir » et « faire réussir ».

En matière d'engagement, plus de un jeune sur deux (55%) déclarent *être intéressés* par la politique. On retrouve ainsi le même ordre de grandeur qu'au niveau national, puisqu'un sondage récent indique que « plus de la moitié (55%) des jeunes déclarent que la politique est importante dans leur vie » (AFEJ, 2014, p. 4). Le genre n'influence guère les réponses, à l'exception des hommes qui se déclarent *très intéressés* (15%, contre 10% chez les femmes). Ces chiffres montrent que les jeunes ne sont pas indifférents à leur environnement sociétal. Pour autant, en Guyane comme ailleurs,

[12] À la question « Disposez-vous d'une connexion à l'Internet ? », on obtient un score de 57%. Le résultat paraît faible, particulièrement si l'on tient compte du fait que 17% des jeunes possèdent un téléphone mobile disposant d'une connexion internet intégrée.

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page23

avoir un intérêt pour la politique ne signifie pas nécessairement être engagé réellement. En effet, 61% des jeunes ne s'engagent pas dans la vie de leur commune ou de leur quartier, seuls 16% votent aux élections, et 63% ne sont liés à aucune organisation de type associatif[13].

Si 8% des jeunes déclarent être engagés dans une association religieuse, 31% d'entre eux affirment avoir une pratique religieuse régulière (se rendre au lieu de culte au moins une fois par mois). Les femmes pratiquent davantage que les hommes (34%, contre 28%). Ces chiffres sont très nettement supérieurs à ceux de métropole. La religion demeure une dimension importante pour de nombreux jeunes, non seulement en matière de croyances, mais également de pratiques et de réseaux sociaux[14].

Six profils types de jeunes guyanais

L'analyse du franchissement des étapes vers l'âge adulte permet d'identifier six populations types et des profils divers. Seul le premier profil type est scolarisé.

1. Les jeunes scolarisés

Ces jeunes correspondent à 42% des femmes et à 40% des hommes de 16-25 ans. Ils sont relativement protégés, puisqu'habitant presque toujours dans leur famille et étant inscrits dans le cadre institutionnel scolaire. Ils ont peu de revenus (sauf aide financière, bourse et quelques jobs) et n'ont pas d'enfant.

2. Les jeunes non scolarisés, peu ou pas diplômés, sans emploi, sans enfant et sans ressources

Représentant 15% des femmes et 37% des hommes de 16-25 ans, c'est le profil le plus isolé et certainement le plus en difficulté.

3. Les jeunes non scolarisés, sans diplôme ou avec un diplôme inférieur au baccalauréat, sans emploi, avec enfant(s) mais pas (ou peu) de ressources

Représentant 15% des femmes et 11% des hommes de 16-25 ans, ils sont également fortement précarisés et s'appuient sur l'éventuelle solidarité familiale pour faire face. Ils sont d'autant plus éloignés de l'emploi qu'ils ou elles ont un ou des enfant(s).

4. Les jeunes non scolarisés, sans diplôme ou avec un diplôme inférieur au baccalauréat, sans emploi, avec enfant(s) et des ressources supérieures à 500 euros par mois

Représentant près de 25% des femmes et 6% des hommes de 16-25 ans, ces jeunes sont également éloignés de l'emploi et ont d'autant moins de raison de s'en rapprocher qu'ils ont des ressources propres.

[13] Au sens d'un regroupement de personnes autour d'un intérêt ou d'objectifs communs.
[14] Précisions que cette notion de « religion » a sans doute été moins bien comprise par les jeunes (Amérindiens, Marrons, Haïtiens, etc.) qui croient aux esprits et non à la religion dans sa forme institutionnalisée.

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page24

5. Les jeunes non scolarisés, avec un diplôme inférieur ou supérieur au baccalauréat, ayant à la fois au moins un enfant et un emploi

Représentant 12% des femmes et 8% des hommes de 16-25 ans, ces jeunes ont des revenus supérieurs à 500 euros mensuels, provenant de leur activité professionnelle et d'allocations sociales (ressources combinées).

6. Les jeunes non scolarisés, avec un diplôme inférieur ou supérieur au baccalauréat, n'ayant pas d'enfant, mais ayant un emploi

Représentant 17% des femmes et 16% des hommes de 16-25 ans, ces jeunes sont vraisemblablement celles et ceux qui ont le plus investi le domaine professionnel, leur activité leur procurant des ressources financières supérieures à 500 euros mensuels.

TABLEAU 1. **Synthèse de la typologie des 16-25 ans en Guyane** *(en %)*

Répartition des 16-25 ans en Guyane		Femmes	Hommes
(1) Les scolaires (plutôt protégés)		42	40
Parmi les non-scolarisés	(2) Peu/pas de diplôme, pas d'emploi, pas d'enfant, pas de ressources financières (risque d'isolement)	15	**37**
	(3) Peu/pas de diplôme, pas d'emploi, enfant(s), pas de ressources financières (risque d'enfermement)	**15**	11
	(4) Peu/pas de diplôme, pas d'emploi, avec enfant(s), ressources financières (relative sécurité grâce aux enfants mais risque d'enfermement)	**25**	6
	(5) Diplôme, emploi, enfant(s), ressources financières (ressources multiples)	**12**	8
	(6) Diplôme, emploi, pas d'enfant, ressources financières (investissement professionnel)	17	16
	Profils divers	17	21

SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

Prendre en compte les différences territoriales et les différences de genre

L'analyse doit cependant être précisée au regard des fortes disparités territoriales. Les trois agglomérations urbaines du littoral (Cayenne, Kourou et Saint-Laurent-du-Maroni) sont des pôles d'activité économiques et peuvent, quoique de manière variable, drainer des dispositifs publics, tandis que les chefs-lieux des communes des fleuves et ceux de l'intérieur ignorent souvent l'existence de ces dispositifs, ou souffrent de leurs inadaptations.

L'opposition entre le littoral et le reste du territoire structure les représentations et les discours sur la Guyane: «L'on évoque souvent les termes de ''Guyane à deux vitesses'', de ''rattrapage nécessaire'' en matière d'infra-

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page25

structures, voire de développement, l'on a donc parfois tendance à considérer qu'il existe deux Guyane, l'une ''à l'heure'' : la zone Île de Cayenne-Kourou, et l'autre ''en retard'' : le reste. Cette distinction recoupe *grosso modo* deux réalités économiques et, de fait, culturelles, l'une urbaine et l'autre rurale. Mais l'on sait que les termes de cette comparaison ont, dans l'histoire, été inversés, particulièrement durant le siècle de l'or durant lequel l'intérieur produisait des richesses qui attiraient les populations, le rendant environ deux fois plus peuplé que la bande côtière au début du XX^e siècle» (Toulemonde-Niaussat, 1997, p. 174).

Il ne faut cependant pas surestimer les oppositions urbain/rural, littoral/intérieur. Notre enquête montre des configurations et des polarités territoriales diverses selon les variables considérées (types de population[15]; conditions de vie; scolarisation; perceptions; santé; etc.). Si les communes de l'intérieur se singularisent nettement, les autres territoires font également apparaître des spécificités notables, y compris à l'échelle infracommunale. Les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont ainsi en situation de décrochage par rapport aux quartiers non prioritaires d'une même commune.

Si la typologie des six sous-populations de 16-25 ans présentée plus haut est globalement valable pour l'ensemble des territoires, les populations présentes sur ces territoires peuvent avoir des profils sensiblement différents (notamment en raison des taux de scolarisation et des niveaux de diplôme variables selon les espaces).

Ainsi, les jeunes du Centre-Est sont globalement plus diplômés, plus décohabitants, davantage en emploi et donc pouvant bénéficier à la fois de revenus d'activité déclarée (supérieurs à 500 euros par mois) et d'allocations chômage.

Le Littoral-Ouest se distingue par des jeunes titulaires d'un diplôme inférieur au baccalauréat, qui ne sont pas en emploi, non décohabitants ou en décohabitation partielle (certainement des jeunes venus à Saint-Laurent pour des études), percevant des revenus sociaux ou des allocations chômage.

Les jeunes de l'Intérieur, quant à eux, sont beaucoup plus nombreux à n'avoir aucun diplôme, à ne pas être en emploi, à faire des jobs, à gagner moins de 500 euros par mois, à être en couple et à avoir des enfants.

Enfin, les Savanes présentent un profil atypique, puisque l'on n'y distingue presque aucune spécificité (par rapport aux variables intégrées dans notre typologie) hormis le fait d'avoir moins d'enfants. Comme si ce

[15] «Il faudrait se garder d'opposer trop nettement les campagnes, comme lieu d'ancrage et d'expression de la culture nègre, à Cayenne, où triompherait la culture occidentale dominante. Et cela pour deux raisons: le milieu urbain peut être également un lieu d'épanouissement de ce que Bastide appelle ''la culture nègre'' élaborée par les Noirs au contact des Blancs [...]. D'où l'émergence de pratiques et de rites en général fermés aux Blancs. Déjà au temps de l'esclavage, la ville pouvait être aussi un lieu propice au marronnage, l'esclave pouvant se perdre facilement dans la foule [...]. Les flux entre ville, bourgs et campagne ont permis le brassage culturel» (Farraudière, 1989, p. 28).

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page26

territoire, et en premier lieu la commune de Kourou, était une synthèse de tous les autres territoires.

La dimension territoriale doit par ailleurs être combinée avec la dimension de genre. Les différences entre filles et garçons sont en effet encore fortes sur de nombreux aspects (conditions de vie, matrimonialité, santé, scolarisation notamment) ; elles modèlent ainsi des parcours de vie différenciés. Bernard Chérubini rappelait qu'il fallait « distinguer deux types d'individus : ceux dont la famille reste le centre principal des relations et qui se sont repliés sur une vie domestique très intense, et ceux qui passent l'essentiel de leur temps à l'extérieur, qui peuvent se livrer à des conduites prolongées de distanciation au sein de leur quartier et de leur groupe de parenté et qui entretiennent des relations privilégiées avec un noyau restreint d'individus » (Chérubini, 1988, p. 177).

Certes, en Guyane, la plupart des jeunes garçons correspondent au deuxième type et une large partie des filles restent centrées sur l'espace domestique. Mais de profonds bouleversements sont en cours. Concernant les femmes, l'émergence des types 5 et 6 évoqués plus haut – environ 30 % des filles non scolarisées, soit plus que les hommes – et d'une population féminine de plus en plus scolarisée est vraisemblablement l'élément fondamental expliquant les transformations des structures familiales et sociales en Guyane. Plus les filles sont scolarisées, plus elles se créent des sociabilités juvéniles externes à leur famille ou communauté, plus elles aspirent à avoir un emploi et à être indépendantes financièrement, plus elles se projettent dans un modèle familial nucléaire avec relativement peu d'enfants (pas plus de 3 ou 4). Elles manifestent ainsi une certaine émancipation, bien que cette évolution ne soit ni linéaire, ni définitive.

Marie-José Jolivet et Diane Vernon le notaient déjà très justement au sujet des femmes djuka : « Ce qui change de nos jours, c'est la diversité des situations que connaissent les femmes. Parmi les facteurs déterminants interviennent l'âge et le niveau de scolarisation, mais aussi l'itinéraire précédemment parcouru et l'exemple des autres » (Jolivet et Vernon, 2007, p. 747) ; « Par rapport au système antérieurement en place en pays djuka, ce qui se joue aujourd'hui sur la côte n'est ni stabilisé, ni formalisé : l'entre-deux s'accommode de bien des manières de faire. Mais il est clair que se profile désormais pour les femmes une alternative à la dépendance économique qui était jusqu'alors leur lot. Reste à savoir comment pourront réagir les hommes, trop souvent condamnés à être chômeurs ou RMistes, dans une Guyane où le développement économique n'a jamais rivalisé avec le développement social » (*Ibid.*, p. 750).

Massification scolaire, émancipation des statuts hérités, désir d'indépendance des femmes, nouveaux rapports de genre, nouvelles structures familiales, nouvelles relations intergénérationnelles, bricolages identitaires… telles sont les transformations actuellement en cours en Guyane, selon des modalités bien différentes selon les territoires.

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page27

Des enjeux fondamentaux pour les pouvoirs publics

Les responsables publics sont bien conscients des enjeux démographiques du territoire : comment intégrer les nouvelles générations, de plus en plus nombreuses, alors même que le marché du travail n'a déjà pas la capacité d'intégrer ceux qui sont déjà adultes ? De nombreux documents stratégiques – Pacte d'avenir, Plan territorial pour la jeunesse, schéma régional d'aménagement du territoire, schéma enfance famille jeunesse, programmes européens, nouveaux contrats de ville – se fondent sur cette problématique.

Bien qu'absolument nécessaires, on peut regretter des initiatives par trop indépendantes. Car le premier enseignement de notre rapport est qu'aucune institution n'est en mesure de répondre seule aux défis que pose la jeunesse en Guyane. Les pouvoirs publics sont véritablement condamnés à travailler ensemble, à articuler leurs programmes d'action et à s'adapter aux spécificités territoriales, s'ils comptent avoir quelques effets bénéfiques.

La maîtrise de la fécondité ne peut, par exemple, être de la responsabilité d'un seul acteur. Elle concerne à la fois l'Agence régionale de santé, le Conseil général, les communes, le rectorat, les associations locales, et bien sûr les familles elles-mêmes. C'est aussi bien le cas de l'amélioration des conditions de vie ou même de la réussite éducative, qui ne relève pas du seul rectorat. Les périmètres d'intervention des institutions se recoupent de plus en plus, nécessitant une approche globale et coordonnée, avec un pilote capable de mobiliser des réseaux professionnels clairement identifiés.

Le deuxième enseignement fondamental concerne la manière de concevoir l'action publique. L'accompagnement des parcours individuels par les pouvoirs publics est d'autant plus nécessaire que les solidarités privées (familiales ou communautaires), bien qu'encore essentielles, ne suffisent plus. Cet accompagnement ne peut plus se limiter à occuper le « temps libre » des jeunes à travers diverses activités périscolaires. Il doit s'appuyer sur les besoins et sur les attentes, rarement explicitées, des jeunes eux-mêmes, pour leur proposer une prise en charge globale (santé, logement, mobilité, loisir, scolarité, insertion professionnelle). Notons par ailleurs qu'un tel appui, qui nécessite un substantiel investissement financier, devrait selon nous viser des publics prioritaires, en particulier les jeunes filles, dont on a vu qu'elles sont toujours les premiers moteurs du changement.

Enfin, dernière conclusion majeure, cette logique d'action publique doit être développée à la fois aux différentes échelles territoriales (tantôt ciblées sur des quartiers prioritaires, tantôt communales ou intercommunales, parfois régionales) et aux différents niveaux d'intervention : réseaux d'acteurs de terrain ; réseaux de techniciens des différentes institutions et organismes ; réseaux d'élus.

CRPV INTERIEUR INTROS DER:EXCELLENCE 05/10/17 10:28 Page28

TERRITOIRES DE L'ÉTUDE ET PRINCIPALES LOCALITÉS MENTIONNÉES

	Savanes (42822 hab*)	Littoral-Ouest (54643 hab*)	Intérieur (17919 hab*)	Centre-Est (111042 hab*)
Nbre de jeunes de 16-25 ans* *(35 357)*	4775	9604	2367	18611
Nbre de jeunes interrogés *(1648)*	192	323	267	866

** Chiffres Insee 2012.*

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:29 Page29

Partie 1. Devenir adulte en Guyane

STOP

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:29 Page31

I. Sociodémographie des 16-25 ans

A. Statut, genre, âge

Sur la base de l'échantillon redressé[16], la population statistique est de 34 330 individus de 16 à 25 ans, soit près de 15 % de la population départementale.

41 % des jeunes font des études, 19 % ont un emploi. À titre comparatif, le taux d'emploi des jeunes français de 15-24 ans est de 30 % (Prévost, 2012, p. 12). 40 % des jeunes guyanais sont sans emploi. Cette catégorie regroupe les jeunes inscrits à Pôle emploi et les « inactifs » divers ; elle est proche de la catégorie des NEET[17] utilisée par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Les NEET représentent en métropole 12 % des 15-24 ans (Prévost, 2012, p. 13).

TABLEAU 2. **L'âge selon le statut d'activité des jeunes (en emploi, en études, sans emploi)** *(en %)*

	Guyane			France
	16-19 ans	20-25 ans	Total	15-24 ans
En emploi (Guyane : 6 568 personnes)	3	32	19	32
En études (Guyane : 13 912 personnes)	75	12	41	56
Sans emploi (Guyane : 13 850 personnes)	22	56	40	12
Total	100	100	100	100

LECTURE : 19 % des 16-25 ans en Guyane sont en emploi (actifs occupés), contre 32 % des 15-24 ans (données 2010).
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse* 2012 pour les données Guyane ; estimation du Crpv à partir des données INSEE RP2010 pour la France.

Très logiquement, le statut dépend fortement de l'âge : de 16 à 20 ans, les trois quarts des jeunes sont en études. À partir de 20 ans, plus de la moitié d'entre eux sont sans emploi et ne sont plus scolarisés ; un tiers d'entre eux sont en emploi.

B. Origines sociales, nationales, linguistiques

ORIGINES SOCIALES

Pour caractériser le milieu social des jeunes, nous nous appuyons sur les professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) de leur mère[18].

On détermine finalement trois classes (favorisée ; moyenne ; populaire) en considérant les conditions d'emploi en Guyane. Ainsi, la PCS *chef d'entreprise* ou *artisan* est intégrée dans la classe moyenne, au regard du tissu des entreprises en Guyane, caractérisé globalement par les très petites entreprises (TPE).

[16] Population représentative, extrapolée à la population statistique.
[17] « Neither in employment, not in education or training », soit les « Ni en emploi, ni en études, ni en formation ».
[18] Le parti pris de considérer la PCS de la mère (et non celle du père) tient du rôle prééminent de celle-ci dans l'éducation des enfants et du nombre important de familles monoparentales (dont le chef de famille est presque toujours la mère). La PCS du père est dès lors un facteur secondaire qui permet davantage de conforter nos analyses.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:29 Page32

- Classe favorisée : Cadres et professions intellectuelles supérieures
- Classe moyenne : Employé(e), profession intermédiaire, artisan, commerçant(e), chef d'entreprise
- Classe populaire : ouvrier, agriculteur(trice), chômeur(se), jobeur(se), sans activité professionnelle déclarée

Plus de la moitié des jeunes (55%) sont issus d'un milieu social populaire. Ce facteur a des conséquences fortes sur les modes de vie (études, logement, matrimonialité, mobilité, entre autres facteurs). Près du tiers (32%) sont issus de la classe moyenne et, enfin, 4% sont issus d'un milieu social favorisé.

TABLEAU 3. **Catégories de jeunes selon les classes sociales de leurs parents** *(en %)*

	En études	Parmi les jeunes non scolarisés	
		En emploi	Sans emploi
Classe populaire	34	23	77
Classe moyenne	48	50	50
Classe supérieure	65	72	28

LECTURE : 34 % des jeunes dont la mère est d'un milieu social populaire sont en études, contre 65 % pour ceux issus d'un milieu favorisé.
SOURCE : CRPV, *Démarche Jeunesse,* 2012.

Le lien est très net entre le milieu social et le statut des jeunes : plus le milieu est favorisé, plus les jeunes font des études et, parmi ceux qui ne sont plus scolarisés, plus ils sont en emploi. À l'inverse, les milieux populaires sont moins scolarisés et davantage sans emploi.

Assez logiquement, on retrouve les mêmes corrélations entre milieu social et niveau de diplôme. Plus le milieu social est favorisé, plus on obtient un diplôme élevé, et plus on aura donc de chances de trouver un emploi. La reproduction sociale est forte. Il paraît essentiel de réitérer ces analyses à venir afin de mesurer si la mobilité sociale tend à s'accroître ou au contraire à stagner (voire à diminuer) en Guyane.

TABLEAU 4. **Lien entre niveau de diplôme et milieu social des parents** *(en %)*

	Diplôme Bac et supérieur	Diplôme inférieur au Bac	Aucun diplôme	Total
Classe populaire	13	39	49	100
Classe moyenne	41	32	27	100
Classe favorisée	46	38	15	100

LECTURE : Parmi les jeunes issus de milieux populaires, 13 % ont un diplôme supérieur ou égal au Bac et 49 % n'ont aucun diplôme. Les proportions sont inversées pour les jeunes non scolarisés issus de milieu favorisé.
SOURCE : CRPV, *Démarche Jeunesse,* 2012.

On constate le même décalage pour les jeunes faisant des études supérieures en Guyane. Si 46% des jeunes guyanais sont issus d'un milieu populaire (contre 6% d'un milieu favorisé), on ne trouve que 37% de jeunes des milieux populaires parmi les étudiants (contre 10% de jeunes de milieux favorisés). Cet écart serait vraisemblablement plus grand encore en tenant compte du fait que les classes favorisées envoient fréquemment leurs enfants étudier hors du département.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:29 Page33

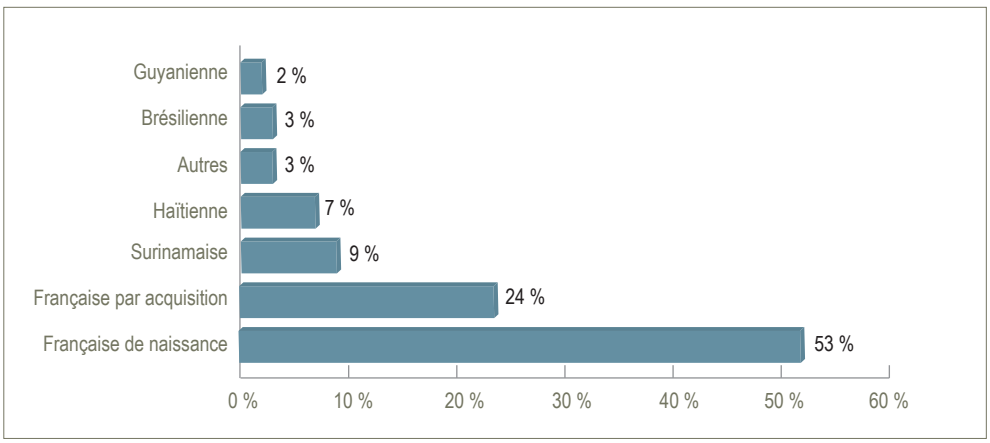
Origines nationales

On considère que l'origine socioculturelle peut être appréhendée à partir des variables de nationalité, de la durée de présence en Guyane, du lieu de naissance (le sien et celui de ses parents biologiques) et de la langue première.

Ainsi, la moitié (53%) de la population guyanaise est française de naissance et le quart est français par acquisition (24%). Le dernier quart est de nationalité étrangère (23%). De fait, près de la moitié des jeunes de 16 à 25 ans sont immigrés[19] (47%). Ce résultat est conforme à la croissance globale de la région où l'accroissement naturel prend l'ascendant sur l'immigration nette depuis une dizaine d'années. Plus de la moitié des jeunes (60%) ont au moins un parent né à l'étranger.

Par ailleurs, l'âge des jeunes illustre, en creux, les vagues d'immigration de la fin des années 1980 (Surinamais, Haïtiens) et des années 1990 (Brésiliens, Haïtiens), puis leur participation à la croissance naturelle. En affinant la répartition, les jeunes sont plus du tiers (36%) à avoir deux parents nés à l'étranger et près du quart (22%) à avoir leurs deux parents nés en Guyane. Soulignons, enfin, qu'un quart des jeunes de 20 à 25 ans sont nés soit au Brésil, soit au Surinam, soit en Haïti, contre 12% pour les moins de 16 à 20 ans. Ces chiffres montrent l'importance des origines migratoires dans l'ascendance des individus nés entre 1988 et 1997 d'une part, mais aussi la baisse importante de l'immigration nette par rapprochement familial des enfants (la plus importante par rapport à l'immigration nette d'individus dans ces tranches d'âges).

GRAPHIQUE 1. **Répartition des 16-25 ans par nationalité**



Source : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse*, 2012.

[19] Un « immigré » est une personne née à l'étranger de nationalité étrangère. On peut donc être de nationalité française (par acquisition) et immigré.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:29 Page34

TABLEAU 5. **Répartition des jeunes par nationalité étrangère**

Nationalité	Effectifs	% dans la population totale	% parmi les seuls étrangers
Française de naissance	18 311	53	
Française par acquisition	8 400	24	
Surinamaise	2 992	9	39
Haïtienne	2 295	7	30
Autres	906	3	12
Brésilienne	878	3	12
Guyanienne	548	2	7
Total	34 330	100	100

SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse*, 2012.

Ce constat rejoint celui de la durée de présence en Guyane. Près des deux tiers des jeunes ont toujours vécu en Guyane (64%). À l'inverse, les individus arrivés en Guyane depuis dix à quinze ans représentent 10,5%, ce qui correspond aux regroupements familiaux durant cette période. On constate ainsi une durée de présence plus faible chez les individus de moins de 20 ans, qui indique un ralentissement de l'apport migratoire et des regroupements familiaux.

Ces chiffres expliquent que la proportion des jeunes étrangers dans l'échantillon soit plus faible que celle des étrangers dans la population totale. Cependant, parmi cette sous-population, l'ordre d'importance et le rapport entre les nationalités sont conservés *(tableau 5)*. Aussi la chute de l'immigration nette touche-t-elle tous les groupes.

Origines linguistiques

Les langues premières, soit les langues parlées avant la scolarisation, sont des indicateurs des origines culturelles des jeunes. D'après notre enquête, 48% des 16-25 ans ont le français comme langue première, contre 23% pour l'ensemble des langues bushinenge[20], 11% pour le créole haïtien, 9% pour le créole guyanais, 8% pour le sranan tongo, 6% pour le portugais du Brésil et 5% pour les différentes langues amérindiennes.

Nous avons déjà souligné dans une précédente publication le très fort plurilinguisme des jeunes adultes en Guyane (Wintrebert, 2013b). Ce diagnostic est confirmé et affiné par notre étude : que ce soient les langues premières, les langues parlées entre amis ou les langues véhiculaires, les jeunes déclarent utiliser plusieurs langues. C'est moins le cas pour des usages professionnels, et moins encore pour des usages administratifs (où le français est la langue quasi exclusive). On verra cependant plus loin que les différences sont toutefois fortes entre les territoires de Guyane.

Pour mesurer ce plurilinguisme, nous avons élaboré un indicateur de « complémentarité linguistique ». Celui-ci correspond au pourcentage de locuteurs utilisant une langue combinée avec d'autres langues.

[20] Nous utiliserons l'expression *langues bushinenge* pour évoquer les différentes langues créoles à base lexicale anglaise originaires du Surinam : l'aluku, le ndjuka et le paramaka ; ainsi que le saramaka (base lexicale anglaise et portugaise) et le sranan tongo – qui relève davantage du créole surinamais que des langues bushinenge.

TABLEAU 6. **Complémentarité linguistique des langues premières** *(en %)*

Langues premières parlées parmi les 16-25 ans de Guyane	Locuteurs	Coef de complémentarité linguistique
Français	48	29
Créole guyanais	9	52
Langues bushinenge	23	21
Nenge tongo / Sranan tongo	8	42
Créole haïtien	11	22
Portugais du Brésil	6	30
Langues amérindiennes	5	31
Anglais	5	39
Autres	10	45

SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

Parmi les jeunes ayant le français comme langue première, 29% parlent (au moins) une deuxième langue première. En revanche, parmi ceux qui ont le créole guyanais comme langue première, 52% ont (au moins) une deuxième langue première.

Si presque la moitié des jeunes parlent le français, en revanche, ceux qui parlent le français parlent plutôt moins d'autres langues (premières). C'est l'inverse pour le créole guyanais.

On retrouve, assez logiquement, une forte connexion entre les langues bushinenge. En revanche, le lien est faible entre les langues bushinenge et le créole guyanais par exemple. La langue première française est globalement celle qui est la plus associée à d'autres, notamment le créole de Guyane. On peut considérer, un peu familièrement, que plus la connexion est élevée, plus la langue est « ouverte ».

C. Répartition spatiale régionale, quartier, logement

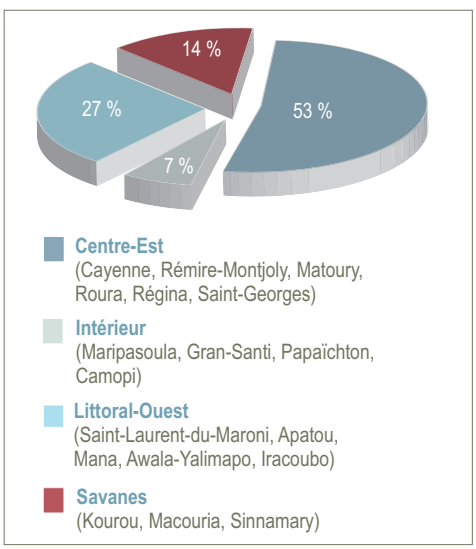
Rapportée aux ensembles spatiaux majeurs, la population de l'enquête est répartie à 53% dans le Centre-Est, à 27% dans le Littoral-Ouest, à 14% dans les Savanes et à 7% dans l'Intérieur.

TABLEAU 7. **Répartition de la population d'étude par territoires**

Ensembles spatiaux	Effectifs	%
Centre-Est (Cayenne, Remire-Montjoly, Matoury, Roura, Régina, Saint-Georges-de-l'Oyapock)	18 164	53
Intérieur (Maripasoula, Gran-Santi, Papaïchton, Camopi)	2 331	7
Littoral-Ouest (Saint-Laurent-du-Maroni, Apatou, Mana, Awala-Yalimapo, Iracoubo)	9 210	27
Savanes (Kourou, Macouria, Sinnamary)	4 625	13
Total	34 330	100

SOURCE : CRPV, *Démarche Jeunesse,* 2012.

GRAPHIQUE 2. **Répartition des 16-25 ans par territoire**



SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

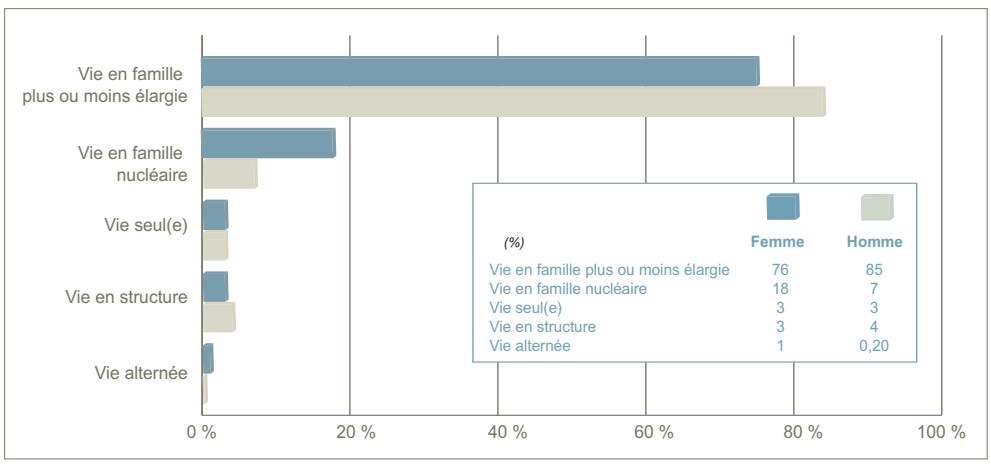
CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:29 Page36

Globalement, les jeunes de Guyane sont majoritairement concentrés dans des agglomérations urbaines (Cayenne, Saint-Laurent-du-Maroni, Kourou) ou dans des noyaux urbains (Communauté des communes de l'Ouest guyanais et Communauté des communes de l'Est guyanais). L'intérieur non urbain (hors le bourg de Maripasoula) concerne 2% de la population globale. Il présente, nous le verrons plus loin, des spécificités propres, qui soulignent l'impérieux besoin de développer les infrastructures permettant les échanges avec le littoral *(graphique 2 page précédente).*

À l'échelle des villes, les jeunes sont fortement représentés dans les quartiers de la politique de la ville (quartier prioritaire): plus de la moitié y résident (57%) et, si l'on ne considère que les communes ayant signé des contrats urbains de cohésion sociale (Cucs), 72% des jeunes habitent dans des quartiers prioritaires. Ce constat souligne le lien entre politique de la ville et politique de la jeunesse[21].

La plupart des individus logent au domicile de leurs parents biologiques (ou d'un de leurs parents). La solidarité familiale supplée à la difficulté de trouver un logement indépendant. C'est le cas pour 83% des moins de 20 ans et 56% des plus de 20 ans, lesquels sont aussi 22% à louer et à vivre dans un logement de la famille élargie[22] (contre 8% chez les 16-19 ans). Ce mode de résidence est majoritaire

GRAPHIQUE 3. **Mode de résidence selon le genre**



Source : Crpv Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

[21] Les corrélations entre politique de la ville et politique de la jeunesse font l'objet d'un chapitre spécifique dans ce rapport (voir page 138). Voir aussi notre article «Diversité des jeunes adultes en Guyane» dans le rapport annuel 2013 de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (Wintrebert, 2013, p. 173-188).

[22] La *famille élargie* compte plusieurs générations ou plusieurs membres issus d'une même famille nucléaire. Le sens de ce terme est ici très large, comprenant des personnes vivant au sein d'une même unité d'habitation (comprenant plusieurs logements) ou non.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:29 Page37

quels que soient l'âge et le genre. Il repose sur un mode de vie attaché à la mobilisation de la famille élargie, et ce à toutes les étapes de la vie.

Les différences entre les genres sont notables ; elles apparaissent essentiellement au sein de la résidence en famille nucléaire[23] : 18 % des femmes déclarent vivre en famille nucléaire, contre seulement 7 % des hommes. Cet écart s'explique par le nombre important de familles monoparentales à la tête desquelles se trouvent de jeunes femmes devenues mères récemment.

II. Franchir les étapes du devenir adulte

A. Finir des études : les acquis scolaires et les formations suivies

Les jeunes en études : cursus et effets de genre

On considère dans cette section la sous-population des individus scolarisés et en études, quel qu'en soit le niveau, soit 41 % des 16-25 ans.

Tous âges confondus, 80 % des jeunes en études n'ont jamais suivi un cursus ailleurs que dans le département ; 10 % ont suivi une partie de leur scolarité dans un pays étranger, 8 % en France métropolitaine, 3 % dans une autre Rom-Com.

La sous-population en études s'oriente à 60 % vers les filières techniques et professionnelles, du lycée à l'université : baccalauréat de la filière technologique (37 %), formations professionnalisantes type Bep/Cap/Cippa (14 %) et Bts-Dut (9 %).

Au sein de la filière générale (40 % des scolaires et étudiants), les cursus du lycée concernent la majorité des individus, alors qu'une minorité de la population scolarisée poursuit ses études jusqu'en licence et en master.

[23] La *famille nucléaire* correspond soit à une famille regroupant deux adultes vivant en couple (mariés ou non), avec ou sans enfant(s), soit à un adulte avec son (ses) enfant(s) *(famille monoparentale).*

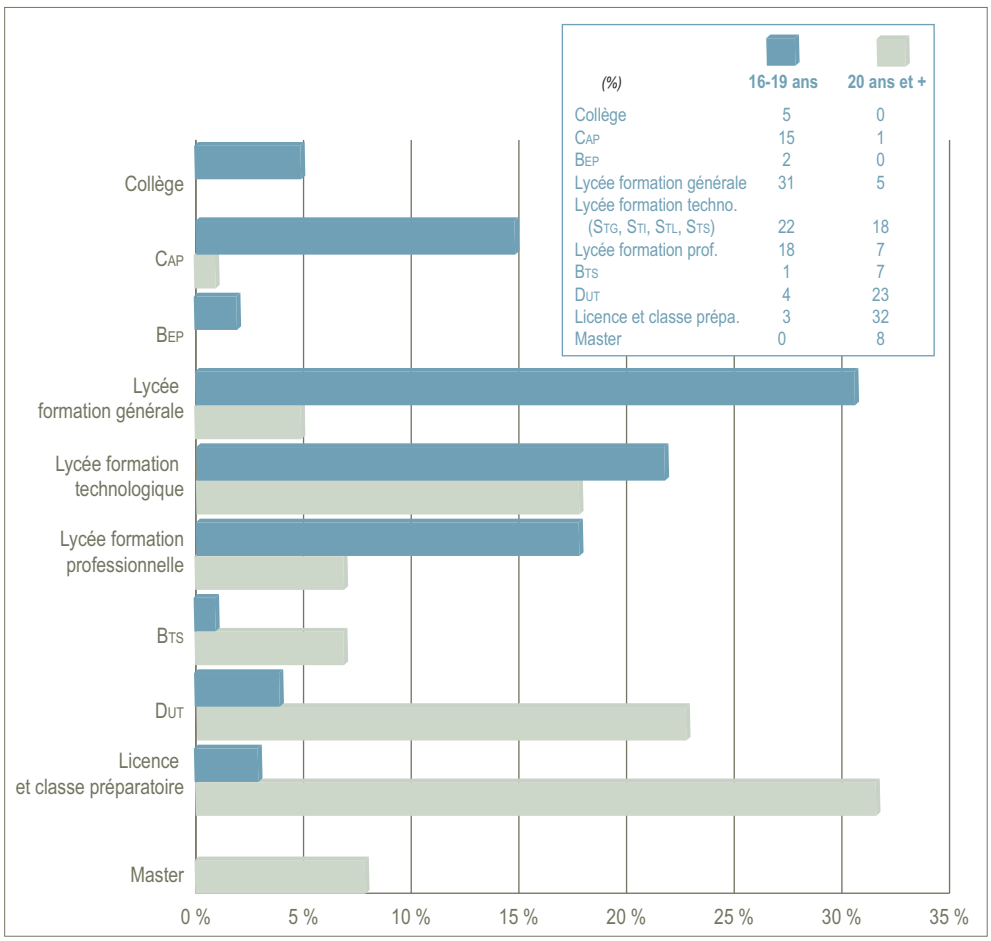
CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:29 Page38

Note méthodologique I
Scolaires et étudiants

La campagne de collecte des données d'échantillon concernant les étudiants a donné lieu à la constitution d'effectifs trop faibles pour que le redressement soit fiable. Aussi n'a-t-il pas été possible de dissocier la sous-population des scolaires de celle des individus inscrits à l'université. En revanche, l'agrégation de ces deux groupes est pertinente en matière statistique et permet de tirer des conclusions à ce niveau d'agrégation.

Quel que soit l'âge, les jeunes hommes sont plus attirés par les filières techniques du secondaire et de l'université (69% des hommes, contre 52% des femmes). À l'inverse, les filles sont plus attirées par les filières générales (48% des femmes, contre 31% des hommes).

GRAPHIQUE 4. **Formations suivies en études, selon l'âge**



LECTURE : 32% des 20 ans et + sont en licence et classes prépatoires, contre 3% des 16-19 ans.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

TABLEAU 8. **Les formations suivies par les jeunes en études selon le genre** *(en %)*

Filières	Femme	Homme	Total
BEP/CAP/CIPPA	11,3	16,6	13,9
Collège	3,9	4,7	4,3
Lycée formation générale (SL, ES)	30,5	22	26,5
Bac professionnel/Lycée formation technologique	32,2	43,1	37,4
Classes préparatoires (PCSI, AL, IFSI, Sc. Pol.)	0,6		0,3
BTS/DUT	8	9,2	8,6
Licence	11,2	3,4	7,5
Master professionnel/master Recherche	1,8	0,7	1,3
Autres	0,4	0,4	0,4
Total	100	100	100

LECTURE : 63 % des femmes et 64 % des hommes disent avoir choisi leur filière scolaire par intérêt.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

Quels que soient l'âge et le genre, le choix de la filière d'études est déterminé par l'intérêt qu'elle représente pour plus de la moitié des jeunes.

En revanche, parmi les autres réponses, l'« absence d'autre choix » vient en deuxième position (pour 18% des filles et 16% des garçons scolarisés). Le choix guidé par la présence de la filière en Guyane semble en revanche peu importer (2% à 5% des réponses), de même que l'idée d'une suite logique du parcours suivi antérieurement. Enfin, les choix d'ordre pragmatique (« c'était pratique ») ou stratégique (« filière demandée sur le marché de l'emploi ») sont modérément privilégiés : environ 10% des garçons et 8% des filles pour chacune des deux réponses.

L'orientation ne paraît pas être une décision particulièrement réfléchie, ni du côté des élèves ni du côté de leurs parents (seuls 4% des jeunes disent avoir été poussés par leurs proches). Sans doute faute d'une connaissance précise des filières et des débouchés professionnels, elle n'est pas pensée dans le cadre d'une trajectoire d'insertion.

TABLEAU 9. **Raisons du choix de la filière selon le genre chez les jeunes encore scolarisés** *(en %)*

	Femme	Homme
Intérêt pour la filière	63	64
Parce que vous n'aviez pas d'autres choix	18	16
Autre	13	12
Parce que c'était pratique pour vous	8	10
Filière demandée sur le marché de l'emploi	7	10
Parce que vous avez été poussé(e) par vos proches	4	4
Suite logique de mon cursus	3	4
Filière présente en Guyane	2	5
Total	118	123

LECTURE : 63 % des filles de 16-25 ans scolarisées ont choisi leur filière parce qu'elle les intéressait ; mais, pour 18 %, parce qu'elles n'avaient pas le choix.
Le total indiqué dépasse 100 % car les jeunes interviewés pouvaient donner plusieurs réponses.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page40

Considérant les scolaires dans leur globalité, les catégories de métiers plébiscitées sont la santé (14%), les filières de gestion, comptabilité, logistique, management et commerce (13%), les filières du Btp, l'électricité et la mécanique (13%). 12% des jeunes en études ne se projettent vers aucun métier.

La capacité de projection vers un métier est liée au cursus, mais elle reste là encore marquée par les effets de genre. Les professions de santé, de l'enseignement, du social, de l'enfance, du droit et de la justice, du journalisme et des langues, sont prioritairement choisies par les jeunes femmes. Les jeunes hommes se tournent davantage vers les métiers du bâtiment, de l'électricité, de la mécanique (toutes catégories d'artisans) et se projettent vers des statuts (technicien ou ingénieur).

L'âge, le genre et le niveau de diplôme

On considère uniquement dans cette section la sous-population des jeunes ayant achevé leur scolarité, soit environ 20500 individus, représentant 60% de la population totale des jeunes étudiés.

Note méthodologique II
Niveau de diplôme

Le niveau des diplômes obtenus, lié au niveau d'études, est fondé sur la nomenclature de l'Insee[24]. Le niveau VI, regroupant l'absence de diplôme et le brevet des collèges, a été scindé en créant un niveau VII, qui correspond à l'absence stricte de diplôme. En effet, dans le contexte local d'absence de diplôme, le brevet des collèges prend une valeur qu'il n'a pas en métropole. De plus, compte tenu du nombre important de décrochages scolaires, il est apparu pertinent de considérer la catégorie des jeunes n'ayant aucun diplôme comme un groupe à part entière.

Précisons que, au vu de la faiblesse des effectifs concernés, et de l'analyse fine que nous tentons d'en donner, il conviendra de comparer les tendances avec les données du rectorat.

Globalement, la répartition des jeunes selon le niveau d'études est la suivante:

- Tous Bac + 5 et diplômes équivalents (niveaux I et II): 2%;
- Tous Bac + 2 et diplômes équivalents (niveau III): 4,6%;
- Baccalauréat et diplômes équivalents (niveau IV): 16%;
- Cap, Bep, Capi (niveau V): 25,5%;
- Brevet des collèges (niveau VI): 11,1%;

[24] Niveau VI: brevet des collèges et absence de diplôme | Niveau V: Cap ou Bep, Capi (Rsma) | Niveau IV: baccalauréat général, technologique ou professionnel, brevets d'État dans les disciplines sportives, Daeu | Niveau III: diplômes de niveau Bac + 2 (Dut, Bts, Deug, écoles des formations sanitaires ou sociales,...), diplômes d'infirmier(ère) | Niveaux II et I: diplômes de deuxième ou troisième cycle universitaire (licence, maîtrise, master, Dea, Dess, doctorat) ou diplômes de grande école.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page41

• Aucun diplôme (niveau VII) : 40,8 %.

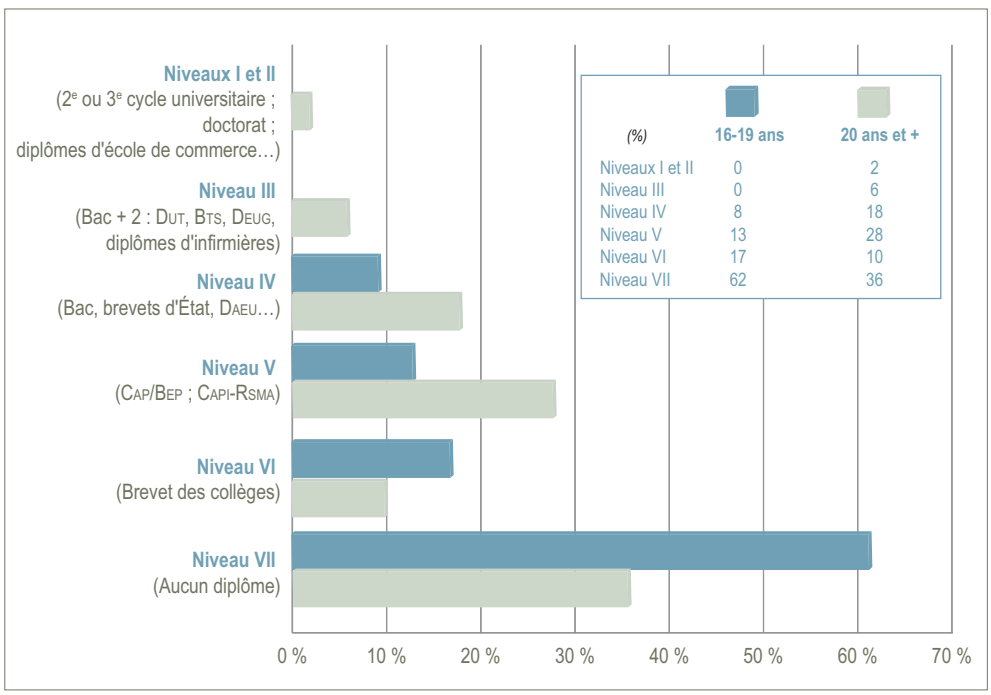
Parmi les 20 ans et plus ayant achevé leur scolarité, 36 % n'ont aucun diplôme, 10 % ont seulement le brevet des collèges, 28 % sont titulaires d'un CAP, d'un BEP ou d'un certificat d'aptitude personnelle à l'insertion (CAPI) obtenu dans le cadre du régiment du service militaire adapté[25] (RSMA), 26 % ont un diplôme au moins égal au baccalauréat.

Pour les 16-19 ans, les données sont logiquement plus alarmantes, puisque ceux qui ne sont plus scolarisés à cet âge sont ceux qui, par définition, ont arrêté précocement leurs études. Ainsi, 62 % d'entre eux n'ont aucun diplôme.

Les chiffres très élevés de non-diplômés soulignent non seulement un manque de prise en charge des décrocheurs scolaires, mais aussi un déficit des formations proposées après le collège et après le baccalauréat. Les abandons sont nombreux (en particulier pour les jeunes de l'Intérieur), souvent en cours d'année scolaire.

L'analyse par le genre montre que les jeunes qui décrochent sans aucun diplôme sont autant des filles que des garçons. En

GRAPHIQUE 5. **Niveau de diplôme selon l'âge**
(% des jeunes non scolarisés)

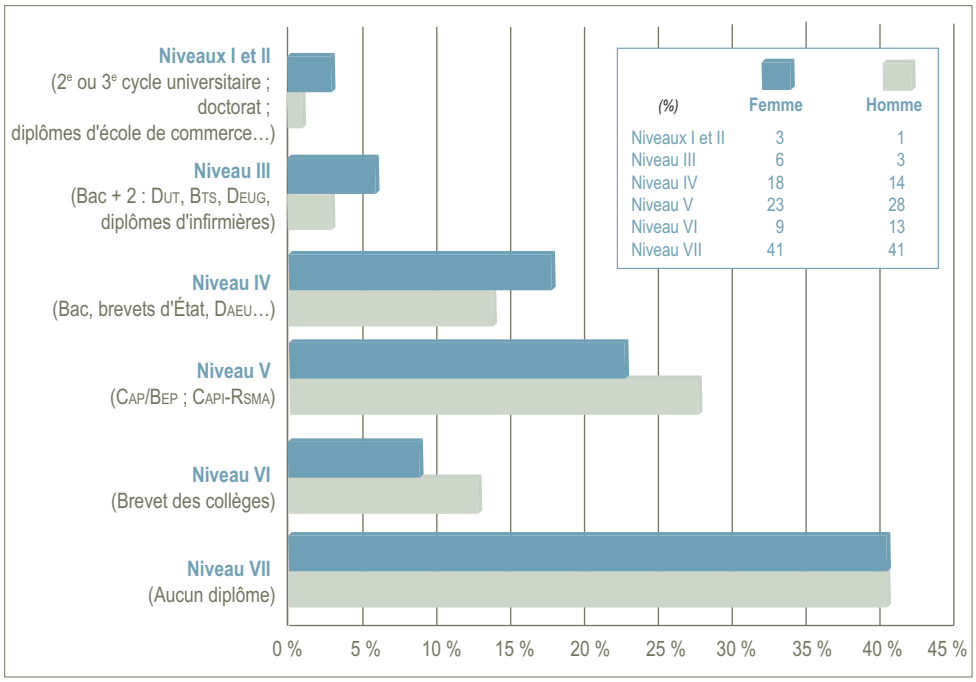


LECTURE : Parmi les moins de 20 ans non scolarisés, 62 % n'ont aucun diplôme ; ils sont 36 % parmi les 20 ans et plus.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

[25] Le service militaire adapté est un dispositif spécifique à l'Outre-mer destiné aux jeunes de 16-25 ans éloignés de l'emploi. Il a été implanté en Guyane à partir de 1961.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page42

GRAPHIQUE 6. **Niveau de diplôme parmi les jeunes non scolarisés, selon le genre**
(% des jeunes non scolarisés)



LECTURE : Autant d'hommes que de femmes (41 %) n'ont aucun diplôme parmi les jeunes non scolarisés.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

revanche, les filles qui parviennent à passer le filtre du collège vont en moyenne plus loin dans leurs études que les garçons. Elles sont, en proportion, plus nombreuses à obtenir des diplômes plus élevés à partir du secondaire, alors que les garçons sont majoritaires dans les diplômes inférieurs.

Les filles sont aussi plus nombreuses en volume général à intégrer des cursus post-baccalauréat : elles constituent ainsi près des trois quarts des étudiants dans les formations à Bac + 2. Une autre tendance semble indiquer une majorité de filles dans les formations à Bac + 5 et plus. Enfin, nos chiffres montrent qu'elles sont aussi plus nombreuses à obtenir un baccalauréat. En revanche, elles sont moins représentées que les hommes dans les diplômes infra-bac – rappelons cependant qu'il s'agit de tendances, qui doivent être confrontées à celles dont dispose le rectorat.

[26] La proportion des jeunes femmes déjà mères avant 20 ans est, parmi tous les DOM, la plus remarquable en Guyane (26%) (Marie *et al.,* 2012). « Ces jeunes mères ont connu le plus souvent une scolarité défaillante. Souvent, l'arrivée de l'enfant coïncide – à un an près – avec la sortie du système scolaire (41% des cas en Guyane, 54% à 56% aux Antilles et 70% à La Réunion). La difficulté à intégrer le marché de l'emploi s'inscrit presque logiquement dans la suite de ce parcours » (*Ibid.,* p. 5).

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page43

On peut dès lors faire l'hypothèse de deux sous-populations féminines : l'une qui cesse très tôt les études (notamment en raison de grossesses précoces[26], de milieux sociaux spécifiques ou d'effets socio-territoriaux), l'autre qui les poursuit davantage que les garçons, lesquels forment un groupe comparativement plus homogène.

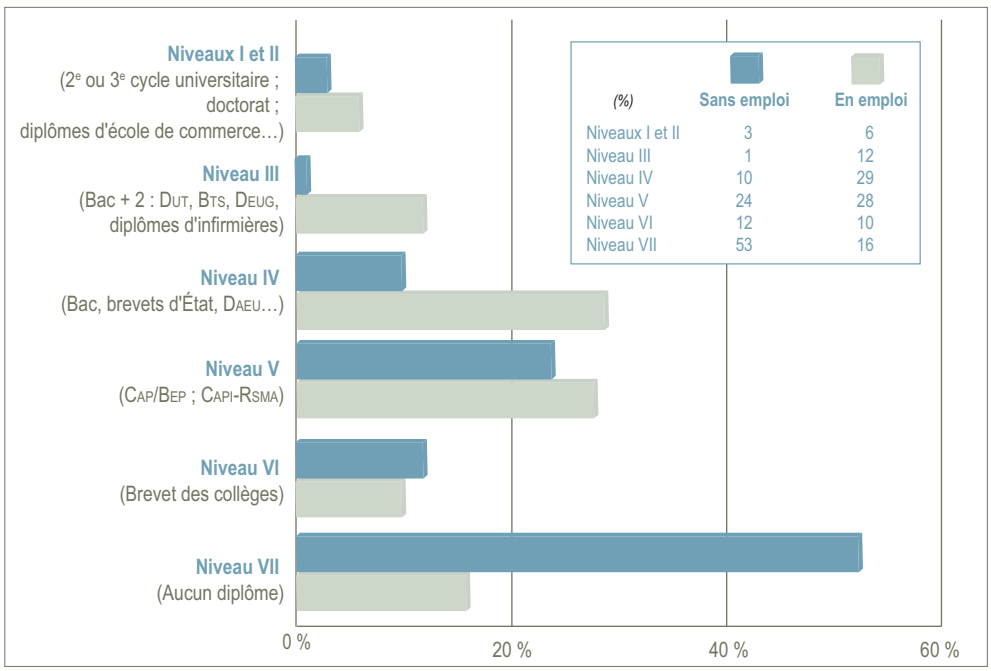
Pour saisir la corrélation statistique entre public masculin et filière technique courte, il faut interroger la fonction sociale de la formation et du cursus scolaire. Les rapports de genre, les représentations de la réussite sociale et les stratégies autour de la dépendance économique constituent des clefs d'analyse pour comprendre la sous-représentation masculine dans les diplômes de l'enseignement supérieur.

Le diplôme, viatique pour l'emploi

Un jeune sans emploi sur deux n'a pas de diplôme (53 %), alors que seuls 16 % des jeunes en emploi n'ont pas de diplôme. Avoir un diplôme reste donc essentiel pour avoir accès à l'emploi (si l'on excepte le brevet des collèges, surreprésenté chez les jeunes n'ayant pas d'emploi).

Près de un jeune en emploi sur trois est titulaire d'un diplôme de niveau Cap-Bep-Capi (Rsma) ou d'un diplôme équivalent au baccalauréat ; un jeune en emploi sur dix a suivi une formation à Bac + 2. Les formations à Bac + 5 ne concernent qu'une minorité. Plus le diplôme est élevé, et quelles que soient

GRAPHIQUE 7. **Emploi et niveau du diplôme le plus élevé**



Lecture : Parmi les 16-25 ans sans emploi (et non scolarisés), 53 % n'ont aucun diplôme, contre seulement 16 % parmi ceux qui ont un emploi.
Source : Crpv Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page44

la filière et la discipline, moins les jeunes sont sans emploi.

Le niveau de diplôme et la durée de scolarisation en Guyane

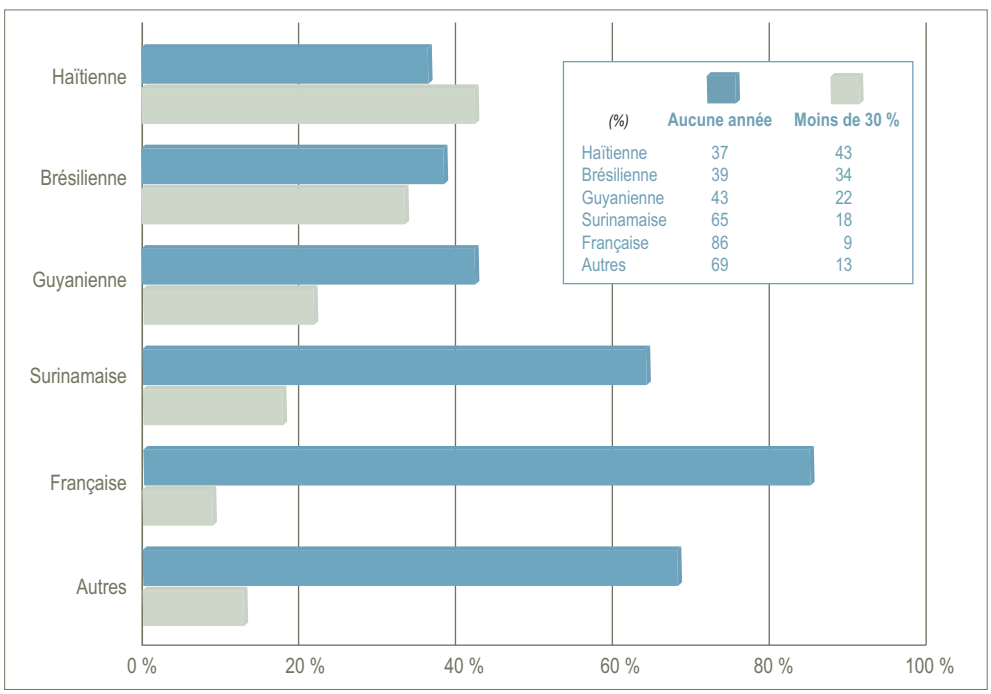
Globalement, un peu plus des trois quarts (77 %) des jeunes ayant achevé leur scolarité ont effectué tout leur cursus en Guyane. À l'inverse, près de un jeune sur quatre a effectué une partie de sa scolarité hors du département.

Ce chiffre est cohérent avec l'apport migratoire qu'a connu le département depuis les années 1990, constituant entre 20 % et 30 % de la population régionale. Les jeunes de 16 à 25 ans ayant achevé leur scolarisation contribuent à un apport net, mais sont aussi les descendants d'immigrés.

Le croisement entre la nationalité et la durée de scolarité en Guyane fournit une donnée qui permet de saisir l'importance de l'apport exogène de jeunes dans les cursus. Il est ensuite possible de détailler cette sous-population en fonction des nationalités.

Sur le graphique ci-dessous, on discerne les phases migratoires par les années de scolarisation des enfants. La scolarité hors de Guyane est étroitement associée à une immigration (quels qu'en soient les motifs et la période, plus ou moins longue, de vie dans le département), qu'il s'agisse

GRAPHIQUE 8. **Nationalité déclarée selon le temps de scolarité hors de Guyane (métropole et pays étrangers)**



Lecture : Parmi les 16-25 ans de nationalité française, 86 % ont passé toute leur scolarité en Guyane, contre 65 % des jeunes surinamais.
Source : Crpv Guyane, *Démarche Jeunesse*, 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page45

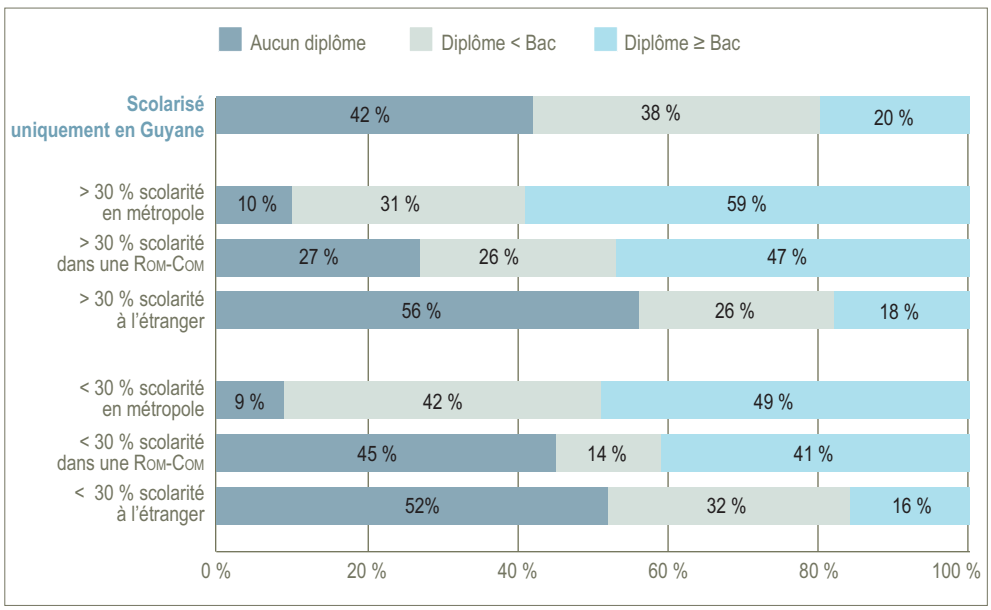
de celle de la famille, de celle du jeune lui-même, dans le cadre du regroupement familial, ou de pratiques plus rares de *confiage*[27].

Rappelons que les jeunes ayant achevé leur cursus scolaire (soit un quart d'entre eux) ne l'ont pas suivi entièrement en Guyane. Cela a-t-il une influence sur le diplôme le plus élevé obtenu ? Le niveau de diplôme peut-il être associé au fait d'avoir eu une scolarité hors de la Guyane ?

La tendance montre que les jeunes ayant effectué partiellement leur scolarité en dehors de la Guyane (en métropole ou à l'étranger) ont obtenu des diplômes plus élevés : à partir de l'enseignement supérieur (baccalauréat, Bac + 2, Bac + 5), la proportion des diplômés ayant effectué leur scolarité hors du département est plus importante *(graphique 9)*. Enfin, cette sous-population est moins assujettie à l'absence de diplôme.

Les facteurs explicatifs sont multiples, tenant à la fois aux compétences acquises lors d'une scolarité hors département, au type de diplôme, à l'âge auquel l'enquêté est arrivé en Guyane, à son niveau de formation antérieur, à la possibilité de faire reconnaître un diplôme acquis ailleurs et, enfin, à l'offre de formation ouverte dans le département.

GRAPHIQUE 9. **Niveau de diplôme le plus élevé selon la scolarité en Guyane**



LECTURE : Parmi les 16-25 ans qui ont été scolarisés uniquement en Guyane (mais ne sont plus en études), 42 % n'ont aucun diplôme, 38 % ont un diplôme inférieur au baccalauréat et 20 % un diplôme supérieur au baccalauréat (total = 100 %).
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

[27] Le jeune est confié à un membre de la famille, à des amis ou à une tierce personne, pour sa scolarisation ou son éducation de manière générale. Les conditions de cette pratique vont de l'altruisme strict au sein de la famille élargie jusqu'à un accueil contre une somme d'argent ou l'emploi du jeune ainsi « confié ».

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page46

Où cette scolarité s'est-elle principalement déroulée ? Cela a-t-il un effet sur le niveau de diplôme le plus élevé ?

Le fait d'avoir étudié en métropole est le plus associé à un diplôme élevé. Il s'agit majoritairement de jeunes issus de milieux économiquement et socialement privilégiés. De plus, seuls 10 % de ceux qui sont passés par une scolarité en métropole n'ont aucun diplôme, contre 36 % de ceux qui sont passés par une Rom-Com et 53 % qui sont passés par un pays étranger.

Avoir étudié en métropole favorise davantage l'obtention d'un diplôme qu'avoir étudié dans une autre Rom-Com que la Guyane. Cette comparaison fait sens, montrant, pour tous les niveaux de diplôme, des proportions de diplômés plus faibles.

Les niveaux de diplôme selon la nationalité

Les possibilités d'intégration à la société guyanaise passent, entre autres facteurs, par l'accès à l'emploi et donc à l'obtention d'un diplôme *(voir supra)*. Soulignons que le marché de l'emploi est fortement dépendant des emplois de la fonction publique (déconcentrée ou décentralisée), lesquels exigent, au préalable, d'avoir la nationalité française.

91 % des diplômes obtenus par les jeunes l'ont été en Guyane et 6 % en métropole, toutes nationalités confondues. Ces proportions sont identiques pour toutes les nationalités, à l'exception des Brésiliens, dont 16 % des ressortissants ont obtenu leur diplôme au Brésil.

La ventilation par nationalité est éclairante. Ainsi, quels que soient l'âge et le genre, la proportion des jeunes sans diplôme est la plus forte chez les jeunes brésiliens (55 %) et surinamais (48 %). La plus faible proportion se situe chez les jeunes de nationalité haïtienne (32 %).

La proportion la plus forte des jeunes ayant un diplôme inférieur au baccalauréat correspond aux jeunes de nationalité surinamaise. Celle des jeunes ayant un baccalauréat ou plus est la plus importante chez les jeunes de nationalité « Autre » (38 %), les jeunes haïtiens (26 %) et les jeunes de nationalité française (24 %). Rappelons que ces derniers forment en réalité une population très dis-

TABLEAU 10. **Niveau de diplôme selon la nationalité parmi les 16-25 ans n'étant plus scolarisés** *(en %)*

	Nationalité					
	Française	**Surinamaise**	**Haïtienne**	**Brésilienne**	**Autres**	**Total**
Diplôme Bac et supérieur	24	5	**26**	19	**38**	23
Diplôme inférieur au Bac	37	46	42	26	20	37
Aucun diplôme	40	**48**	32	**56**	42	41
Total	100	100	100	100	100	100

Lecture : 56 % des 16-25 ans brésiliens non scolarisés n'ont aucun diplôme, contre 40 % des jeunes de nationalité française et 32 % des jeunes haïtiens.
Source : Crpv Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page47

parate, entre des jeunes issus de familles favorisées du Centre-Est et des jeunes amérindiens du Haut-Maroni, par exemple.

Ainsi, le fait d'être un jeune étranger n'est donc pas en soi un facteur d'échec scolaire. Le système éducatif semble intégrer les étrangers et les nationaux de la même manière. La variable « nationale » n'est finalement pas la plus pertinente pour distinguer les niveaux scolaires.

La différence de niveaux entre les groupes s'explique davantage par des effets de territoire. En effet, les groupes immigrés sont très inégalement répartis : forte concentration des Surinamais dans l'Ouest, des Haïtiens dans l'agglomération cayennaise, présence brésilienne plus diffuse à Cayenne, certes, mais aussi dans toutes les communes de Guyane (Piantoni, 2011). De fait, la centralisation des structures de formation sur Cayenne (majorité des lycées, université, organismes de formation) ne permet pas aux jeunes étrangers ou immigrés (notamment surinamais) peu capitalisés de se déplacer et, par conséquent, d'avoir accès à des formations au-delà du collège.

La proportion notable de jeunes sans diplôme est à rapprocher de l'importance de la non-scolarisation des enfants de 6 à 16 ans. Ainsi, Gragnic (2013) montre que le taux de non-scolarisation est quatre fois supérieur en Guyane (4%) à celui de la France métropolitaine (1%), et que ce taux est plus important dans le Littoral-Ouest, dans les communes du Maroni et de l'Oyapock. La nationalité de l'enfant (brésilienne et surinamaise surtout), les conditions de vie matérielle (logement insalubre) et l'activité des parents (classe populaire) sont les principaux déterminants influant sur la probabilité d'être scolarisé.

Enfin, quels que soient les facteurs contribuant au décrochage scolaire, il faut noter l'absence de dispositifs efficients permettant aux jeunes de réintégrer un cursus. Cette carence augmente encore le nombre de jeunes sortant du système scolaire sans diplôme[28].

Choix d'orientation, regrets et projections

Sur l'ensemble de la population enquêtée, quel que soit le niveau de diplôme acquis (ou non), 41% des jeunes ayant achevé leur scolarité expriment des regrets quant à leur orientation scolaire : 16% expriment de forts regrets, 42% des regrets partiels, la moitié aucun regret.

On constate, en ne s'intéressant d'abord qu'au niveau de diplôme agrégé *(tableau 11 page suivante)*, que plus celui-ci semble élevé, moins les regrets sont importants : le choix d'études est assumé.

Suivant ce raisonnement, si le jeune dispose d'un diplôme supérieur au baccalauréat (Bac + 2 ou + 5), les regrets devraient donc être minimes. Or, en détaillant les niveaux de

[28] La mise en place en 2013 de la plateforme régionale contre le décrochage scolaire devrait permettre de mieux comprendre les raisons de ce processus.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page48

diplôme, on constate que les jeunes ayant les diplômes de niveau le plus élevé (Bac + 5) expriment plus de regrets que les Bac + 2 (le score le plus faible dans l'expression des regrets forts). On constate aussi que ceux qui ont un brevet expriment plus de regrets que ceux qui n'ont aucun diplôme.

Les facteurs relatifs à l'expression des regrets peuvent, probablement, reposer sur deux catégories :

– d'abord, le niveau croissant de diplôme diminue le sentiment de regret dans une certaine mesure, comme en témoigne l'importance des regrets exprimés par les jeunes n'ayant aucun diplôme (18 %) ;
– ensuite, le type de formation paraît essentiel, notamment après le baccalauréat. En effet, les diplômes à Bac + 2 sont plutôt des diplômes professionnalisants (BTS, DUT), davantage prisés sur le marché de l'emploi local (à la différence des filières générales). Cette donnée pourrait expliquer la faible proportion de regrets à ce niveau.

Concernant les diplômes inférieurs au baccalauréat, la même analyse peut être développée : les regrets forts concernent le brevet des collèges (score plus élevé), diplôme de l'enseignement général. Par comparaison, les regrets exprimés par les jeunes ayant acquis des diplômes professionnalisants sont plus faibles (BEP, CAP, CAPI) *(tableau 11).*

Ainsi, une fois leur scolarité achevée, bon nombre de jeunes considèrent qu'ils auraient dû s'orienter vers des formations plus professionnalisantes. Le marché de l'emploi régional plébiscite, en effet, des formations de ce type. De ce fait, la hiérarchie des diplômes est inversée par rapport à la situation métropolitaine.

Près des deux tiers des jeunes ayant achevé leur scolarité ont le sentiment de l'avoir cessée trop tôt. Ce chiffre notable est fortement corrélé au niveau de diplôme : plus le niveau de diplôme est élevé, plus le sentiment d'arrêt précoce est faible. Logiquement, les jeunes n'ayant aucun diplôme sont ceux qui ont le sentiment d'arrêt précoce de leur scolarité le plus fort : il touche près des trois quarts des individus. À l'autre extrême, les jeunes ayant un diplôme de niveau Bac + 5 ne sont que 6 % à considérer avoir cessé leur scolarité trop tôt.

TABLEAU 11. **Regrets de choix d'études selon le niveau de diplôme parmi les 16-25 ans n'étant plus scolarisés** *(en %)*

	Aucun regret	Regret partiel	Regret fort	Ne sait pas	Total
Diplôme Bac et supérieur	68	26	9	2	100
Diplôme inférieur au Bac	53	40	17	2	100
Aucun diplôme	42	52	18	14	100
Total	52	42	16	7	100

LECTURE : 68 % des jeunes non scolarisés titulaires d'un diplôme de niveau Bac et plus disent n'avoir aucun regret par rapport au choix de leurs études.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page49

À la différence des données concernant les regrets exprimés quant au choix des études, ce n'est pas en raison du type de diplôme (filière générale ou professionnalisante) que les jeunes considèrent qu'ils ont cessé trop tôt leur scolarité. Pourtant, les scores concernant les Bac + 2 et les CAP/BEP/CAPI restent forts, bien que les regrets exprimés sur ces diplômes soient les moins importants.

De fait, on peut poser l'hypothèse que les jeunes choisissent des diplômes professionnalisants en fonction d'un contexte d'emploi local, mais qu'ils considèrent toutefois qu'ils auraient pu aller plus loin dans leurs études. Ainsi le contexte économique local (entre autres facteurs) reste-t-il une référence capable d'imprimer des choix de parcours scolaires.

Sur l'ensemble de la population des jeunes ayant achevé leurs cursus, près des trois quarts sont optimistes (et plutôt optimistes) pour leur avenir professionnel. On note une corrélation forte entre ce constat et le niveau de diplôme : plus celui-ci est élevé, plus l'optimisme est fort.

Le niveau de diplôme apparaît comme un rempart contre un avenir professionnel morose : 86 % des jeunes titulaires d'un baccalauréat ou plus sont optimistes. On observe cependant que même ceux qui n'ont pas de diplôme sont globalement optimistes (71 %), ce qui semble dénoter un climat global beaucoup plus positif que celui de métropole ou des Antilles, par exemple.

L'optimisme quant à l'avenir professionnel s'explique d'abord par un état d'esprit de confiance en soi (44 %) quel que soit le niveau d'étude. La plus forte proportion de cette modalité concerne les sans-diplôme (50 %).

Ensuite, avoir des projets et des perspectives (de travail et de revenus) constitue le deuxième facteur d'optimisme (22 %). Cette raison est invoquée par les jeunes ayant un diplôme de niveau Bac + 5 mais aussi les jeunes ayant simplement le baccalauréat, soit la fin comme le début des études supérieures. Enfin, les jeunes déclarant être optimistes déclarent aussi bénéficier de soutiens (famille, amis, etc.). Cela concerne particulièrement les jeunes titulaires du brevet des collèges.

En écho, les motifs de pessimisme touchent à la difficulté d'obtenir un emploi (37 %) et à

TABLEAU 12. **Optimisme quant à l'avenir professionnel selon le niveau de diplôme parmi les 16-25 ans n'étant plus scolarisés** *(en %)*

	Optimiste	Pessimiste	Ne sait pas	Total
Diplôme Bac et supérieur	**86**	11	3	100
Diplôme inférieur au Bac	77	16	7	100
Aucun diplôme	71	**18**	**11**	100
Total	76	16	8	100

LECTURE : 86 % des jeunes non scolarisés titulaires d'un diplôme de niveau Bac et plus disent être optimistes pour leur avenir professionnel.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page50

TABLEAU 13. **Raisons motivant l'optimisme quant à l'avenir professionnel selon le niveau de diplôme (sous-population des « optimistes »)** *(en %)*

	Diplôme Bac et supérieur	Diplôme inférieur au Bac	Aucun diplôme
J'ai des projets, des perspectives	27	22	18
Je suis confiant, optimiste, motivé	24	32	31
Je n'ai pas de souci particulier actuellement	19	12	12
Il faut être optimiste, on n'a pas le choix	8	4	8
Autre	7	9	8
Je fais ce qu'il faut pour réussir/m'en sortir	6	5	7
Je suis plutôt optimiste mais je redoute certains freins (chômage, problèmes personnels, problèmes de papiers, avoir un diplôme, etc.)	4	4	7
Je ne me pose pas trop de questions	4	4	3
Ne sait pas	1	6	6
J'ai des soutiens (famille/amis/réseaux/associations/institutions...)	1	2	0
Je sais me débrouiller	1	1	2
J'ai besoin de soutien		0	0
Réussir pour ma famille		1	2
Total	102	101,9	101,9

LECTURE : 27 % des jeunes diplômés de niveau Bac et plus disent être optimistes pour leur avenir professionnel car ils ont des projets et des perspectives ; ils ne sont que 18 % parmi ceux qui n'ont aucun diplôme.
Le total fait plus de 100 % car les enquêtés pouvaient donner plusieurs réponses.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

la formation scolaire, jugée mauvaise (20%). La référence à des conditions économiques et sociales contraignantes et l'absence de perspectives dans ce contexte représentent 6% des réponses des pessimistes. Au regard des faibles effectifs, une analyse par niveau de diplôme n'est pas significative. Nous nous contentons de donner les deux tendances majeures portant sur l'ensemble des effectifs *(tableaux 12 et 13 page suivante).*

B. Être enfant et devenir parent

Matrimonialité et début de la parentalité

Les jeunes sont célibataires pour les trois quarts (77%). Près du quart est en couple et, pour le tiers d'entre eux, cette union dure depuis un à trois ans. Le nombre de mariés est résiduel.

Considérant toutes les tranches d'âges, 28 % des jeunes déclarent avoir un ou plusieurs enfants. Chez les 20-25 ans, ce pourcentage passe à 44% (près de 10% des moins de 20 ans). La plupart des 20-25 ans élèvent leur(s) enfant(s) seul(e)(s), se

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page51

déclarant célibataires à 26% et en couple (marié ou pas) à 17%.

La figure du jeune parent élevant seul(e) son (ses) enfant(s) est fréquente en Guyane, elle introduit la question du genre au cœur de la cellule familiale. En effet, à l'échelle de la population régionale, 40% des enfants vivent dans des familles ne comptant qu'un seul parent. Pour l'essentiel, ces familles sont composées de femmes seules vivant avec un ou plusieurs enfants (Breton *et al.*, 2009).

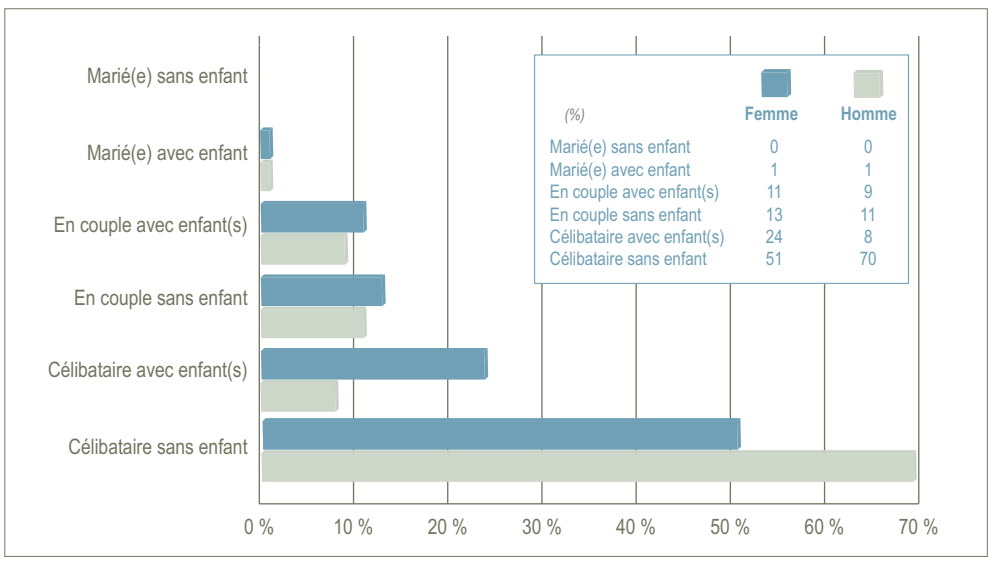
Dans l'enquête, l'écart entre hommes et femmes est très significatif pour les célibataires avec enfant(s). Cette situation concerne en effet près du quart des femmes (24%) et seulement 8% des hommes *(graphique 10)*.

Les différences de statut matrimonial sont contrastées selon les espaces territoriaux *(tableau 14 page suivante)*.

Dans le Littoral-Ouest, les femmes célibataires avec enfants sont plus du tiers, dans des valeurs comparables à celles des célibataires sans enfant. Cette proportion atteint 11% des hommes, soit le score le plus élevé des quatre territoires. Le Littoral se distingue par une natalité forte, s'expliquant par de multiples facteurs (culturels, administratifs, économiques).

Dans le Centre-Est, les femmes sont à plus de la moitié célibataires sans enfant, mais aussi en couple sans enfant. Dans les Savanes, les femmes sont en couple avec enfant(s) dans des valeurs comparables à celles des célibataires sans enfant.

GRAPHIQUE 10. **Statut matrimonial et enfant selon le genre**



LECTURE : 51% des femmes de 16-25 ans sont célibataires sans enfant, contre 70% des jeunes hommes.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page52

TABLEAU 14. **Statut matrimonial selon le genre et le territoire** *(en %)*

Statut matrimonial		Territoire				
		Centre-Est	Intérieur	Littoral-Ouest	Savanes	Total
Femme	Célibataire avec enfant(s)	18	27	**36**	26	24
	Célibataire sans enfant	**57**	32	38	58	51
	En couple avec enfant(s)	9	**29**	15	3	11
	En couple sans enfant	**15**	11	11	12	13
	Marié(e) avec enfant(s)	0,8	1,1	0,6	1	0,8
	Marié(e) sans enfant	0,4	0,8			0,3
	Total Femmes	100	100	100	100	100
Homme	Célibataire avec enfant(s)	7	8	**11**	5	8
	Célibataire sans enfant	73	57	68	73	71
	En couple avec enfant(s)	8	20	9	10	9
	En couple sans enfant	11	13	11	12	11
	Marié(e) avec enfant(s)	0,8	1,1	0,7	0,9	0,8
	Marié(e) sans enfant	0,3	1,1	0,7		0,4
	Total Hommes	100	100	100	100	100

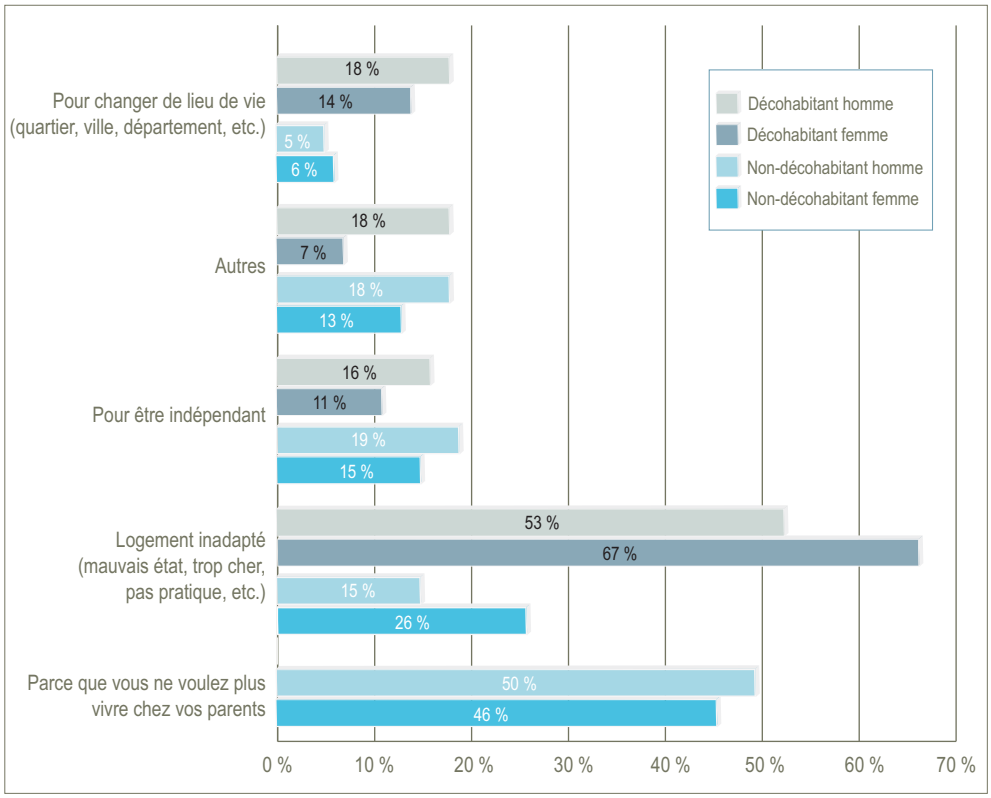
LECTURE : Dans le Centre-Est, 18 % des jeunes femmes sont célibataires avec enfant(s), contre 7 % des hommes.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

L'importance du genre au prisme de la décohabitation

La décohabitation, qui consiste à quitter le logement familial, constitue une étape majeure du processus d'autonomie. Dans une précédente publication (Wintrebert, 2014c), nous avons indiqué que 7,8% de ceux qui ont 15 ans en Guyane n'habitent plus chez leurs parents. Mais 75,3% de ceux qui ont 25 ans n'habitent plus chez leurs parents. Pour environ les deux tiers des jeunes, la décohabitation se joue donc entre 15 et 25 ans. Quitter le logement familial s'explique souvent par le début de la vie en couple ou par le fait d'avoir des enfants (que l'on soit en couple ou célibataire).

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page53

GRAPHIQUE 11. **Motifs invoqués pour vouloir changer de logement**



SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

La décohabitation révèle des comportements différents selon le genre. Tous âges confondus, les jeunes femmes sont près du quart à avoir décohabité entre 16 et 25 ans, contre 15% des jeunes hommes. La demande d'autonomie des femmes va croissant à la naissance d'un enfant; or la décohabitation en constitue une dimension importante.

Enfin, soulignons que la Guyane est le département ayant le taux de suroccupation des logements le plus important de France[29]. Un des facteurs expliquant cette caractéristique est une décohabitation tardive, favorisée par une pénurie de logements disponibles pour un public ayant globalement peu de ressources.

[29] Le taux de suroccupation des logements guyanais est de 36,5%, soit le plus important des régions françaises. La moyenne nationale est de 9% (INSEE, 2010). Le concept de suroccupation repose sur la composition du ménage et sur le nombre de pièces du logement. Un logement est suroccupé quand il lui manque au moins une pièce par rapport à la norme d'« occupation normale », fondée sur: une pièce de séjour pour le ménage, une pièce pour chaque personne de référence d'une famille, une pièce pour les personnes hors famille non célibataires ou les célibataires de 19 ans ou plus et pour les célibataires de moins de 19 ans, une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou ont moins de 7 ans, sinon, une pièce par enfant. À l'inverse, un logement est considéré en sous-occupation lorsqu'on y trouve au moins une pièce en plus par rapport à la norme d'occupation définie ci-dessus. Par construction, les logements d'une seule pièce sont considérés comme suroccupés.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page54

La santé :
être responsable de son corps

• Qui prend soin de sa santé ?

Note méthodologique III
Pourcentage de l'écart maximum, ou Pem

Afin de déterminer la force du lien entre des modalités, on utilise le « pourcentage de l'écart maximum », ou Pem, indice élaboré par le sociologue Philippe Cibois pour mesurer l'intensité du lien statistique entre deux variables ou entre deux modalités de deux variables (Cibois, 1993). Cet indice est relatif aux *écarts à l'indépendance* et non aux effectifs par modalité. Le Pem est donc peu sensible aux variations des effectifs, contrairement à l'écart à l'indépendance et au Khi^2, autres indices de mesure de l'attraction entre modalités. Pour une case d'un tableau de tri croisé, le Pem permet d'estimer la force de l'attraction entre deux modalités : plus la valeur du Pem est élevée, plus l'attraction entre modalités (ou entre variables) est forte.

Cet indice permet ainsi de construire des profils, c'est-à-dire l'ensemble des modalités de réponse (à une question) en attraction avec une modalité donnée. Il permet également de construire des styles de comportement (modalités ayant un ensemble de Pem semblables lorsqu'elles sont croisées avec des variables descriptives).

Philippe Cibois considère qu'un lien est statistiquement très significatif à partir d'un Pem de 10.

Globalement, les jeunes prennent soin de leur santé à 87 % :

– 47 % ont le sentiment d'en prendre soin parfaitement. Il s'agit de deux groupes, l'un issu des classes sociales aisées, l'autre plutôt des classes sociales populaires, de famille nombreuse, et dont les revenus proviennent d'activités non déclarées. Les Savanes sont le territoire où cette préoccupation est la plus importante ;
– 40 % ont le sentiment d'en prendre soin globalement (« pas dans les détails »). Il s'agit de jeunes ayant le baccalauréat ou plus, plutôt de nationalité française et vivant avec une fratrie restreinte (un frère ou une sœur).

Ceux qui ne prennent pas soin de leur santé constituent un effectif trop faible pour être significatif. De plus, les raisons invoquées sont trop diverses pour que l'on puisse définir une sous-population.

Ceux qui ne prennent pas trop soin de leur santé constituent 11 % des jeunes. Là encore, les raisons invoquées sont multiples ; des corrélations sont significatives avec le fait que ces jeunes sont plutôt issus des classes moyennes, de familles nombreuses et ayant un diplôme supérieur au baccalauréat. L'effet de genre n'intervient pas.

52 % des jeunes ont consulté seul(e)s un médecin au cours des mois précédant l'enquête. Ce groupe, plutôt féminin, âgé de plus de 20 ans, a généralement un emploi, perçoit des revenus de plus de 500 euros mensuels tirés de l'activité principale ou des allocations sociales, vit en location et a un diplôme supérieur au baccalauréat. Une sous-population peut être distinguée en termes de revenu, de nationalité et de territoire.

Près de un jeune sur cinq a consulté un médecin accompagné d'un adulte (ami(e), parent ou autre) durant les mois précédant l'enquête. L'accompagnement d'un adulte semble requis pour les jeunes de moins de 20 ans. Il s'agit essentiellement de mineurs (aucun revenu social, aides financières des

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page55

TABLEAU 15. **Liens statistiques associés à une consultation médicale seul(e)**

Facteurs corrélés à la consultation médicale seul(e)	Effectifs concernés	Corrélations positives (PEM)
En emploi	4761	43 %
Allocations (familiales, APL, parent isolé…)	3991	41 %
Activité principale	5244	41 %
Plus de 500 euros	8639	39 %
Dans un logement que vous louez	3133	38 %
20 ans et plus	12504	37 %
Diplôme Bac et supérieur	4875	34 %
RSA	2170	29 %
Revenus sociaux (dont bourse d'étude sur critères sociaux)	3721	29 %
Décohabitant	4435	28 %
Retraité	1182	27 %
Surinamaise	1809	19 %
Sans emploi	8232	16 %
Noir Marron	5008	15 %
Littoral-Ouest	5134	11 %
Femme	10037	11 %

PEM : pourcentage de l'écart maximum.
LECTURE : La densité de couleur de la colonne de droite indique la force du lien entre les modalités et les territoires.
Corrélation faible : 11 % < PEM < 22,5 % ; Corrélation moyenne : 22,5 % < PEM < 47,5 % ; Corrélation forte : 47,5 % < PEM < 60 %.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

parents, vivant dans le domicile de leurs parents), scolarisés, de nationalité française et issus de la classe moyenne. On peut considérer que ce groupe ne constitue pas une population à risque du point de vue socio-sanitaire.

Globalement, près des trois quarts des jeunes ont donc consulté un médecin, seul(e)s ou accompagné(e)s au cours des derniers mois précédant l'enquête, soit au moins une fois dans l'année.

Qui sont les jeunes n'ayant pas consulté de médecin ? Ce sont en général de jeunes hommes de moins de 20 ans percevant des revenus de moins de 500 euros mensuels (pas de revenus sociaux), en études et domiciliés chez leurs parents (ou chez l'un des parents). Autrement dit, une population masculine plutôt éduquée et mineure vivant au domicile familial.

• La contraception et les moyens d'y accéder

La maîtrise de la fécondité constitue un enjeu majeur chez les jeunes. Si les différents moyens de contraception existants permettent à l'heure actuelle, aux femmes et aux hommes qui le souhaitent, de maîtriser leur fécondité, nous observons des différences entre les deux sexes dans leurs pratiques contraceptives. Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à ne

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page56

jamais avoir utilisé de moyen de contraception (14%, contre 10%). La pilule reste un moyen contraceptif largement utilisé par les femmes (23%), mais elles sont plus nombreuses (35%) à prévoir l'utilisation du préservatif masculin dans leurs rapports sexuels. En parallèle, sept hommes sur dix disent avoir recours au préservatif. Par rapport au préservatif masculin, le préservatif féminin est encore très largement sous-utilisé.

En lien avec notre partenaire, l'Agence régionale de santé de Guyane, nous avons élaboré une classification des moyens de contraception selon qu'ils sont recommandés ou pas par les pouvoirs publics[30]. Précisons que, d'après nos enquêteurs, cette question n'a pas toujours été bien comprise par les jeunes interrogés. *Les chiffres présentés fournissent dès lors une tendance mais ne sauraient être considérés comme des vérités définitives.*

TABLEAU 16. **Moyens de contraception utilisés par les 16-25 ans**

Parmi les 16-25 ans disant avoir une activité sexuelle	Effectifs	Fréquence
Aucun moyen de contraception	3856	12 %
Moyens de contraception non recommandés uniquement	1198	4 %
Moyens de contraception mixtes	2732	9 %
Moyens de contraception recommandés uniquement	24509	75 %
Total	32295	100 %

LECTURE : Parmi les 16-25 ans disant avoir une activité sexuelle, 12 % n'utilisent aucun moyen de contraception.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

L'accès à la contraception ne pose pas de difficulté aux trois quarts des jeunes (76%). Cet accès est plus facile encore pour les hommes (82%) que pour les femmes (70%). Les difficultés d'accès à un moyen contraceptif sont de différents ordres : « pécuniaires », « aucun lieu proche », « impossibilité d'en parler », « ne pas savoir où aller », « mauvais renseignement ». Toutefois, ces facteurs ne sont pas significatifs s'ils sont considérés isolément, et peu de jeunes (3%) mettent finalement en avant ces problèmes d'accès à la contraception.

Addictions et conduites à risque : alcool, stupéfiants

• *La consommation d'alcool*

15% des 16-25 ans de Guyane disent ne pas consommer d'alcool, et autant disent en consommer occasionnellement. On retrouve ici le trait précédent, des pratiques liées au genre : 19-20% des femmes disent ne pas consommer d'alcool ou en consommer occasionnellement, contre 11% des hommes.

Considérant que le comportement des jeunes de 17-18 ans indique une tendance, François Beck *et al.* précisent les contextes de la consommation d'alcool et les types de consommation, qui n'ont pas été abordés dans notre enquête. Ils montrent que « la consomma-

[30] *Contraceptifs non recommandés :* abstinence ; allaitement ; injections ; IVG dans un service de soins ou par un médecin ; lavements ; patch contraceptif ; remède traditionnel (« médecine feuille ») ; retrait ; test HIV. *Contraceptifs recommandés :* préservatif masculin ou féminin ; pilule ; pilule du lendemain ; stérilet ; implant ; ligature des trompes.

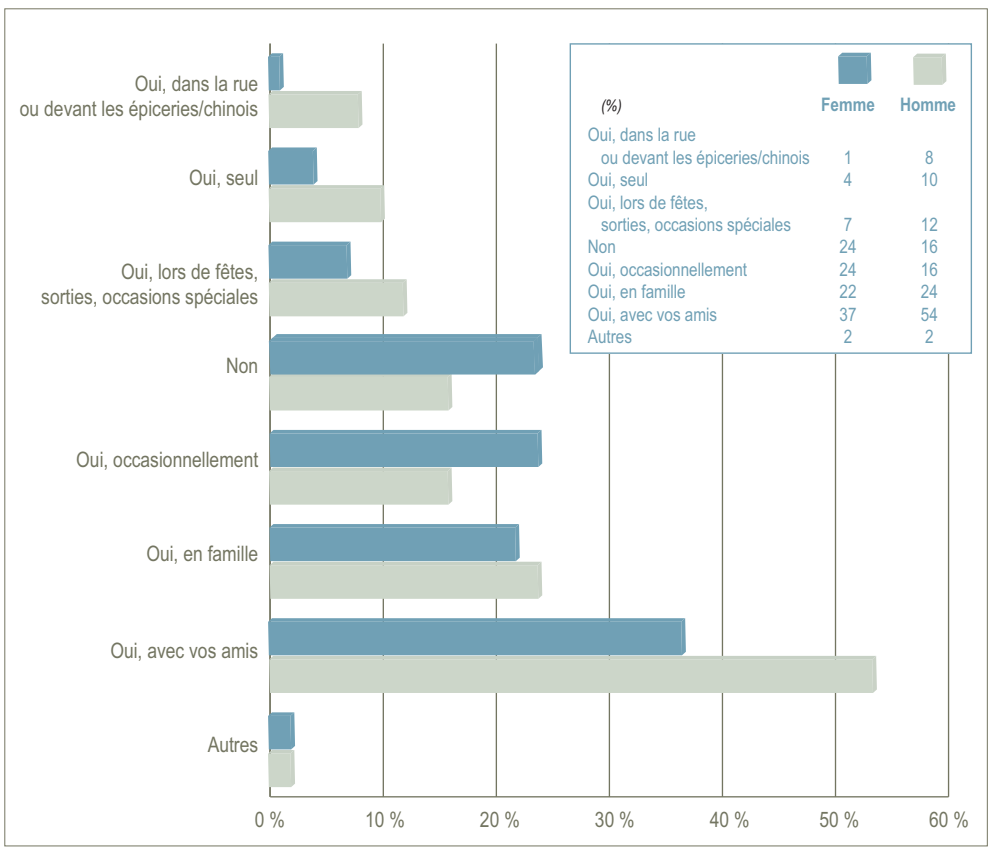
CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page57

tion d'alcool des jeunes de 17 ans est en net retrait par rapport à la métropole, notamment pour l'usage régulier (7%, contre 12%). Paradoxalement, l'usage au cours de la vie est légèrement plus fréquent en Guyane que sur le plan métropolitain. L'usage d'alcool s'avère par ailleurs très majoritairement masculin dans le Dom, mais pas plus que ce n'est le cas en métropole » (Beck *et al.*, 2008, p. 233).

38% des jeunes ont l'habitude de consommer de l'alcool avec des amis. Là encore, on constate une prédominance masculine (38% des hommes, contre 31% des femmes). 18% des jeunes consomment de l'alcool en famille. Les femmes prédominent en revanche légèrement dans ce contexte (18%, contre 17% pour les hommes).

La consommation d'alcool dans la rue ou devant les épiceries de quartier touche 3% des jeunes. Ces pratiques sont essentiellement masculines (6% des hommes, contre 0,7% des femmes). En comparaison à la métropole, ces résultats sont cohérents avec ceux de Beck *et al.* qui notent que « les consommations avec les parents ou celles qui ont lieu dehors (dans la rue, dans un

GRAPHIQUE 12. **Contextes de consommation d'alcool, selon le genre**



(%)	Femme	Homme
Oui, dans la rue ou devant les épiceries/chinois	1	8
Oui, seul	4	10
Oui, lors de fêtes, sorties, occasions spéciales	7	12
Non	24	16
Oui, occasionnellement	24	16
Oui, en famille	22	24
Oui, avec vos amis	37	54
Autres	2	2

LECTURE : 54 % des hommes disent consommer de l'alcool avec leurs amis, contre 37 % des femmes.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page58

parc…) sont un peu plus fréquentes dans le Dom. Au contraire, les consommations dans les débits de boissons ou en discothèque s'avèrent nettement plus rares qu'en métropole. Enfin, les consommations qui ont lieu dehors apparaissent particulièrement masculines » (*Ibid.,* p. 233).

Enfin, la consommation solitaire touche 5% des jeunes, dont 7% d'hommes et 3% de femmes. Cette population constitue un public ayant des conduites à risque d'addiction. Suivant les corrélations avec d'autres facteurs, il s'agit d'un public essentiellement masculin, issu d'un niveau social populaire, de famille très nombreuse, sans diplôme, sans emploi, âgé de 20 à 25 ans.

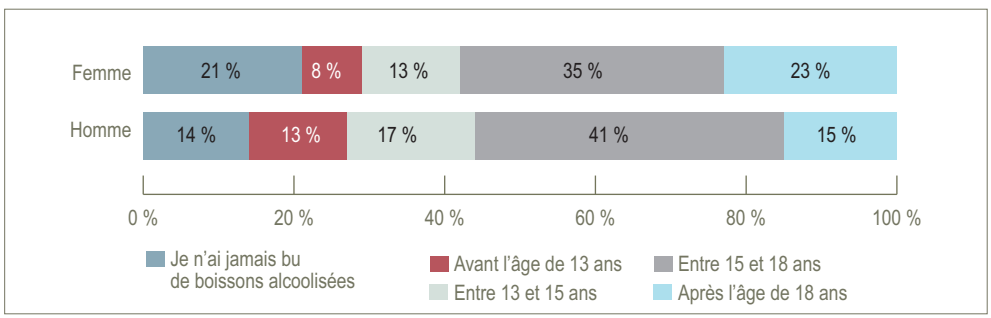
Si notre enquête détermine un cadre large d'habitudes de consommation, elle ne renseigne pas sur les préférences des jeunes en matière de boissons alcoolisées. Sur ce point, Beck *et al.* apportent encore un complément d'informations, soulignant que « les jeunes de Guyane n'ont pas les mêmes préférences pour les boissons alcoolisées que leurs homologues de métropole. Bien qu'elle soit moins consommée que sur le territoire métropolitain, la bière est la boisson la plus bue en Guyane. Le champagne […] s'avère être la deuxième boisson préférée des jeunes guyanais, alors qu'elle n'est qu'en quatrième position sur le plan national. Les alcools forts apparaissent en troisième position dans le Dom et semblent nettement sous-consommés par rapport à la métropole. Parmi ces alcools forts, le rhum, qui s'avère être une boisson surtout consommée par les garçons, attire particulièrement les jeunes en Guyane » (*Ibid.*, p. 233).

L'âge des premières expériences de consommation d'alcool est relativement précoce. Avant l'âge de 13 ans, 10% des jeunes ont déjà bu des boissons alcoolisées ; 50% entre 13 et 18 ans. Ils sont 18% à avoir consommé des boissons alcoolisées après leur majorité.

Les jeunes déclarant avoir commencé à boire des boissons alcoolisées avant l'âge de 13 ans sont plutôt des hommes, de nationalité française, originaires des Dom ou noir-marrons, vivant dans l'Intérieur *(graphique 13).*

L'âge précoce de la consommation d'alcool est lié aux habitudes de consommation.

GRAPHIQUE 13. **Âge de la première consommation d'alcool**



Lecture : 13% des hommes disent avoir commencé à consommer de l'alcool avant 13 ans, contre 8% des femmes (en rouge).
Source : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page59

TABLEAU 17. **Contexte et âge de la première consommation d'alcool**

Âge des premières expériences de consommation d'alcool (pour ceux qui disent avoir consommé)	Habitudes et contexte de consommation			
	Consommation dans la rue ou devant les épiceries	Consommation occasionnelle	Consommation solitaire	Consommation dans d'autres contextes
Avant 13 ans	+			
Entre 13 et 18 ans	+++			++
Après 18 ans		+		

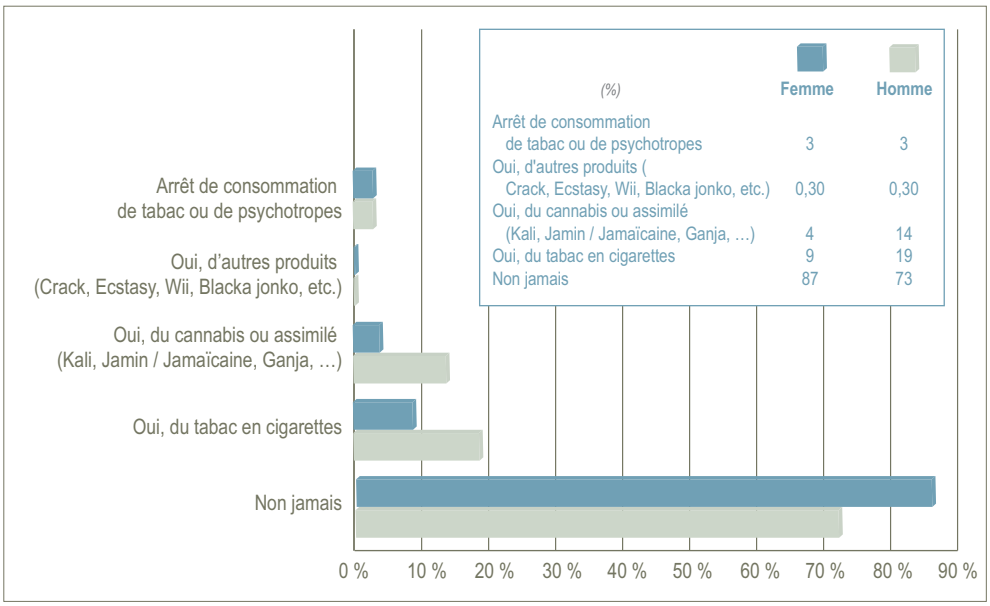
LECTURE : La densité de couleur de la colonne de droite indique la force du lien entre les modalités et les territoires.
Corrélation faible : 11 % < PEM < 22,5 % ; Corrélation moyenne : 22,5 % < PEM < 47,5 % ; Corrélation forte : 47,5 % < PEM < 60 %.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

Ainsi, la consommation dans la rue ou devant les épiceries est fortement corrélée à une consommation d'alcool entre 13 et 18 ans. Une consommation solitaire est associée à un début de consommation avant 13 ans.

• Tabac et psychotropes

À l'image de la consommation d'alcool, celle du tabac et des psychotropes est marquée selon le genre. Si, globalement, 76% des jeunes déclarent n'avoir jamais consommé de tabac ou de psychotropes, cette proportion est de 80% chez les femmes, contre

GRAPHIQUE 14. **Consommation de tabac et des psychotropes, selon le genre**



LECTURE : 87 % des femmes et 73 % des hommes disent n'avoir jamais consommé de tabac ou de produits stupéfiants.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page60

67% chez les hommes. On retrouve cette différence dans la consommation de tabac (19% des hommes, contre 9% des femmes) et de psychotropes de type cannabis (14% des hommes, contre 4% des femmes).

En revanche, il n'y a pas de différences de genre chez les jeunes ayant cessé de consommer ces produits (3%), ni chez ceux déclarant consommer des psychotropes de types Crack, cocaïne ou héroïne (0,3%).

Par comparaison avec la métropole, la consommation de tabac est très en retrait. En 2011, 10% des hommes et 6% des jeunes filles déclarent une consommation quotidienne de tabac. « Avec 8% de fumeurs quotidiens, les jeunes Guyanais de 17 ans se distinguent nettement de leurs homologues métropolitains (28,9%) » (OFDT, 2011).

C. Gagner sa vie : emploi, revenus et autres ressources

Les jeunes interrogés en emploi constituent 19% (6568 individus) de la population statistique ; 40% des jeunes (13850 individus) sont sans emploi (chômeurs inscrits à Pôle emploi et inactifs).

Le taux d'activité[31] des 15-24 ans est de 21.6% (INSEE, 2010), soit un des plus faibles au niveau national. Bien que la tranche d'âges qui concerne ce rapport soit légèrement différente (16-25 ans), on peut considérer la valeur de ce taux comme proche pour la population d'enquête.

Comme le rappelle l'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM), « même si la situation des jeunes semble connaître une légère amélioration, l'évolution du marché du travail reste préoccupante. Le volume d'activité s'est dégradé dans certains secteurs tels que la construction, le commerce, les services ou le tourisme [...]. Ce repli du chômage chez les jeunes est porté par la baisse du nombre de jeunes femmes inscrites à Pôle emploi (– 5 %) alors que celui des jeunes hommes augmente de 1,6% » (IEDOM 2015, p. 12-13).

LES JEUNES EN EMPLOI : UNE FORTE DÉPENDANCE À LA FONCTION PUBLIQUE ET AUX CONTRATS AIDÉS

On considère dans cette section la sous-population des jeunes en emploi (19% de la population statistique, soit 6568 individus).

Globalement, en s'en tenant d'abord strictement aux catégories socioprofessionnelles (Pcs, en anglais) les plus représentées, les emplois qui concernent les jeunes ressortissent majoritairement des catégories « Employés » (58%) et « Professions intermédiaires » (18%).

Dans les deux cas, les femmes sont surreprésentées. Ainsi, pour la PCS « Employés », les femmes sont 71%, contre 44% pour les hommes. Pour la PCS « Professions intermédiaires », l'écart entre femmes et hommes reste significatif (20% pour les femmes, contre 15% pour les hommes).

[31] Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (plus les chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page61

TABLEAU 18. **Professions et catégories socioprofessionnelles (Pcs) selon le genre** *(en %)*

	Femme	Homme	Total
Employés (Pcs 48, 52, 54, 55, 56)	**71**	44	**58**
Professions intermédiaires, professeurs des écoles, techniciens (Pcs 42, 43, 45,46, 47)	**20**	15	**18**
Ouvriers (Pcs 62,63, 64, 65, 67, 68)	3	**25**	**13**
Policiers et militaires (Pcs 53)	1	**9**	5,0
Cadres de la fonction publique et des entreprises, professeurs et professions scientifiques, professions de l'information, des arts et des spectacles	5	5	5
Artisans (Pcs 21)		**2**	1
Total	100	100	100

LECTURE : 71 % des jeunes femmes en emploi appartiennent à la catégorie des employés, contre 44 % des jeunes hommes.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

La Pcs « Ouvriers » apparaît en troisième position (13%). À la différence des deux Pcs précédentes, les hommes sont ici surreprésentés (25%) par rapport aux femmes (3%), comme dans les Pcs « Policiers et militaires » et « artisans ».

Parmi la catégorie des « Cadres » et autres professions supérieures (autour de 5% des actifs jeunes occupés), le genre n'intervient quasiment pas.

En détaillant les Pcs, on note que les employés civils et agents de service de la fonction publique (Pcs 51 de l'Insee) se démarquent largement des autres, en concentrant 29% des femmes et 26% des hommes ; autrement dit, les employés de la fonction publique représentent la Pcs la plus importante ; elle n'est, de plus, pas affectée par le genre. En y ajoutant les «Policiers et militaires » (5%) et les « Cadres de la fonction publique » (0,6%), on peut considérer que l'emploi public touche le tiers des jeunes actifs guyanais occupés de 16-25 ans.

Quels sont les types de contrats dont bénéficient les jeunes actifs occupés ?

Le premier constat est que le type de contrat n'est pas lié au genre. Hommes et femmes ont accès aux mêmes types de contrat *(tableau 19 page suivante).*

Les contrats à durée déterminée représentent 35% du total, les contrats à durée indéterminée 27% et les contrats aidés 23% (soit près de un jeune sur quatre). L'alternance concerne près de un jeune sur dix.

En revanche, les tranches de revenus sont liées au type de contrat. Ainsi, la tranche la plus faible – moins de 1100 euros mensuels – est fortement liée aux contrats aidés et en alternance. La tranche de revenus intermédiaire – 1100-2000 euros – est liée indifféremment aux Cdi et Cdd. En revanche, la tranche de revenus haute – 2000 euros et plus – concerne à 80% des Cdi.

L'âge, comme le niveau de revenu, est lié dans une certaine mesure au type de

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page62

TABLEAU 19. **Contrat de travail des jeunes en emploi selon le genre, l'âge et les revenus** *(en %)*

Types de contrats	Genre		Revenu			Âge		Total
	Femme	Homme	0-1 100 euros	1 100-2 000 euros	2 000 euros et plus	< 20 ans	20 ans et plus	
CDD	37	33	31	**42**	20	**38**	**35**	**35**
CDI	30	24	9	**40**	**80**	11	**29**	**27**
Contrat aidé (CAE, CUI, CNE)	20	27	**36**	12		11	24	**23**
Contrat en alternance	10	8	16	3		**33**	7	**9**
Autres	3	7	9	4		7	6	**6**
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

LECTURE : 37 % des jeunes femmes en emploi sont en CDD, contre 33 % des jeunes hommes.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

TABLEAU 20. **Contrat de travail des jeunes en emploi, selon le niveau de diplôme** *(en %)*

Type de contrat	Niveau de diplôme			
	Bac et supérieur (Bac + 2, Bac + 5)	Diplôme inférieur au Bac	Sans diplôme	Total
CDD	**37**	34	30	35
CDI	37	15	25	27
Contrat aidé (CAE, CUI, CNE)	11	**31**	**36**	23
Contrat en alternance	9	11	5	9
Autre	5	8	3	6
Total	100	100	100	100

LECTURE : 37 % des jeunes ayant un BAC (ou plus) sont en CDI, contre 25 % des jeunes sans diplôme.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

contrat. Ainsi, seuls 11% des jeunes de moins de 20 ans en emploi sont en CDI. Les contrats de travail les plus répandus sont le CDD (38%), le contrat d'alternance (33%) et les contrats aidés (assortis le plus souvent d'une contrainte d'âge). En revanche, pour les jeunes actifs occupés de plus de 20 ans, CDI et CDD constituent les types de contrats les plus répandus (respectivement 35% et 29%).

Enfin, les jeunes diplômés du baccalauréat et du supérieur sont plus nombreux, en part relative, à être en CDI. Ces deux modalités sont fortement liées, comme le sont les contrats aidés et les contrats en alternance avec les jeunes ayant un diplôme inférieur au baccalauréat. Les jeunes en emploi n'ayant aucun diplôme sont, eux, liés aux contrats aidés.

Si le CDD reste le régime contractuel d'emploi le plus commun (autour du tiers des jeunes) quel que soit le diplôme, la tendance montre que plus le diplôme est élevé, moins le type de contrat est précaire.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page63

Globalement, quel que soit l'âge, 80% des jeunes actifs occupés sont satisfaits de leur emploi. Ces résultats sont identiques pour les hommes et pour les femmes.

Quel que soit le genre, plus de la moitié des motifs de satisfaction est attachée à l'intérêt pour l'emploi (23%), les bonnes conditions d'exercice du travail (21%) et l'adéquation entre ce que le jeune voulait faire et sa situation (12%). À l'inverse, les motifs d'insatisfaction relèvent de métiers non choisis (39%) et de conditions d'exercice difficiles (57%).

Enfin, l'exercice d'une activité secondaire concerne 17% des jeunes ayant un emploi. Parmi eux, 8% ne déclarent pas cette activité secondaire. Ce chiffre est cohérent avec l'étude de Nacitas et Forgeot qui estime à 6% la part de l'activité secondaire informelle des actifs occupés dans la tranche d'âges des 15-24 ans (Nacitas et Forgeot, 2012, p. 1).

Les jeunes sans emploi : l'informel comme ressource

Cette catégorie concerne 40% des jeunes guyanais et regroupe des individus inscrits à Pôle emploi et d'autres n'étant ni « en recherche active d'emploi », ni en formation, donc assimilables à la catégorie des Neet *(voir note 17)*. Assez peu pris en charge par les missions locales et le Pôle emploi, ils constituent donc un public relativement diffus.

Près de la moitié d'entre eux déclarent exercer une ou plusieurs activités non déclarées. Cette activité leur assure des revenus ; elle occupe (au sens économique), globalement, un jeune sur cinq (soit plus de 6000 jeunes).

La majorité des activités ressortit à des aides à la personne (garde d'enfants, travaux domestiques, soins à la personne) ou à des activités indépendantes (jardinage, Btp, menuiserie, mécanique, électricité).

On trouve ensuite une diversité de situations, au sein de laquelle les employés du commerce et de la restauration sont en nombre important.

Ces emplois sont différenciés selon le genre : les services à la personne sont très féminisés ; à l'inverse, les hommes sont surreprésentés chez les indépendants. Les métiers du commerce occupent 18% des femmes et ceux de la restauration 11%.

L'ensemble de ces données sont regroupées dans le graphique 15 *(page suivante)*.

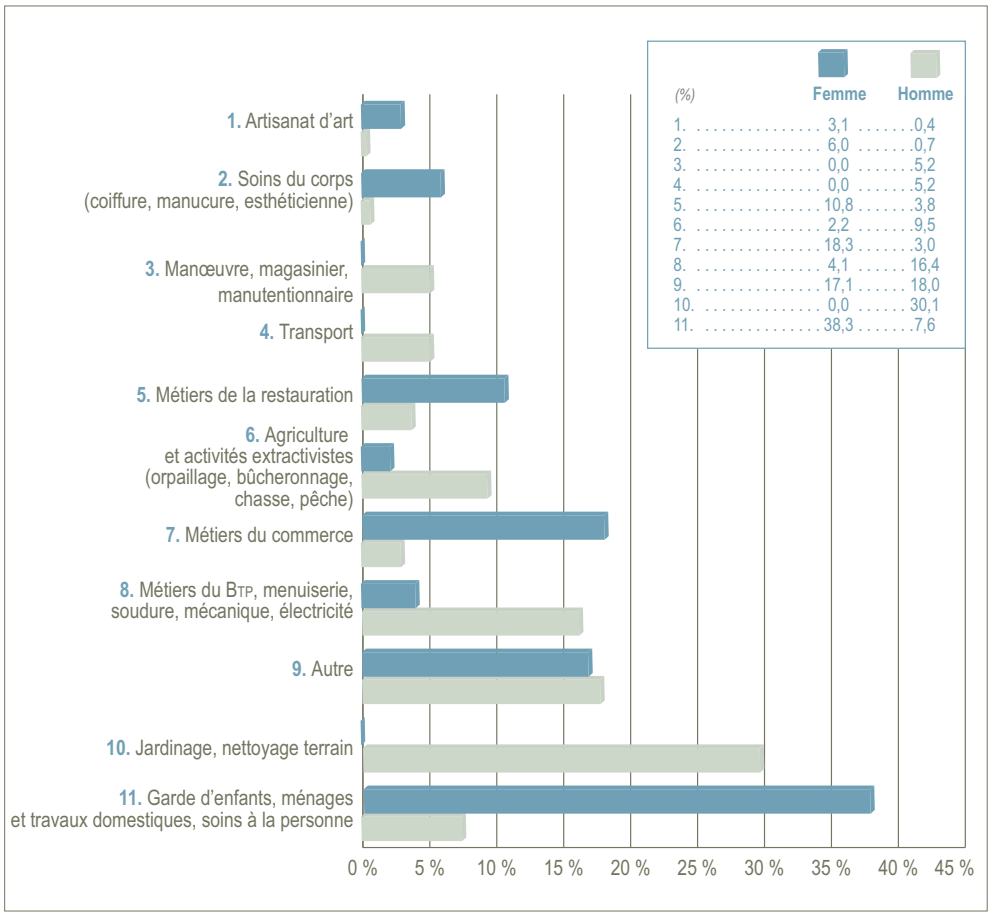
Revenus : entre activité principale, activités non déclarées et allocations sociales

On considère dans cette section les jeunes déclarant avoir des ressources financières, quelle que soit leur nature, soit 31688 individus (74%, soit les trois quarts des 16-25 ans).

Globalement, 26% des jeunes tirent leurs ressources d'activités non déclarées, devant les activités déclarées (24%). Les aides financières issues de réseaux de solidarité (famille, amis) comptent pour 22%,

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page64

GRAPHIQUE 15. **Activités non déclarées réalisées par les jeunes sans emploi, selon le genre**
(% sur les répondants)



Source : Crpv Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

les prestations sociales pour 18%. Enfin, 10% des ressources financières déclarées par les jeunes proviennent d'une bourse, de l'allocation chômage ou d'autres dispositifs.

Les ressources des jeunes de moins de 20 ans, majoritairement en études, sont essentiellement tributaires de l'aide financière des parents et d'une activité non déclarée. On note qu'un quart des moins de 20 ans sont non scolarisés et que, parmi eux, 28% tirent leurs ressources d'une activité non déclarée.

Ainsi, le tiers des jeunes de plus de 20 ans tirent leurs ressources d'une activité salariée, le quart d'une activité non déclarée, un autre quart des revenus sociaux.

L'origine des revenus est d'abord liée au statut d'activité : logiquement, les res-

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page65

TABLEAU 21. **Origine des ressources financières selon le diplôme, l'âge et le statut** *(en %)*

Origine des ressources financières	Niveaux de diplômes agrégés			Âge		Catégorie			Total
	Bac et sup.	Inférieur au Bac	Aucun diplôme	< 20 ans	20 ans et plus	En emploi	Sans emploi	En études	
Activités non déclarées (jobs)	15	25	**36**	28	**25**	10	**41**	22	**26**
Activité déclarée	**43**	22	11	7	**34**	**76**	3	6	**24**
Aide financière (parents, conjoint, amis)	14	**29**	20	**43**	10	4	15	**45**	**22**
Revenus sociaux, pension alimentaire	15	15	25	10	**23**	10	**32**	9	**18**
Bourse, indemnité de formation	8	6	4	11	3		0,9	17	**6**
Allocation chômage	3	3	4	0,2	5	0,1	8	0,4	**3**
Autres	1	0,4	0,8	0,7	0,7	0,3	0,4	1	**0,7**
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

LECTURE : 15 % des jeunes ayant un BAC (ou plus) disent faire des jobs, contre 36 % des jeunes sans diplôme.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

sources des jeunes en emploi sont issues essentiellement des revenus d'une activité déclarée (salaires) ; celles des jeunes sans emploi proviennent d'activités non déclarées (41 %), des prestations sociales (32 %) et de l'allocation chômage (8 %) ; enfin pour les jeunes en études, les ressources sont issues d'aides des réseaux de solidarité (45 %), familiales et autres, mais aussi d'activités non déclarées (22 %) et de bourses d'études ou de formation (17 %).

Dans les trois catégories, les activités non déclarées semblent décroître avec la croissance d'un revenu issu d'une activité salariée régulière ou l'augmentation soit des prestations sociales et de l'allocation chômage, soit des aides provenant de réseaux de solidarité (familiaux, amicaux). Les revenus issus de l'informel semblent donc un palliatif conjoncturel à la contrainte économique.

L'association des variables niveau de diplôme/emploi/contrat de travail/tranche de revenus joue sur l'origine des revenus. Ainsi, la tendance montre que plus le niveau de diplôme est élevé, moins le contrat de travail est précaire, plus la ressource provient d'une activité déclarée : les revenus des jeunes titulaires d'un baccalauréat et supérieur sont à 43 % issus d'une activité salariée. Cette proportion chute de 11 points pour les jeunes titulaires d'un diplôme inférieur au baccalauréat (22 %). Enfin, les jeunes n'ayant aucun diplôme ne sont que 11 % à vivre d'une activité salariée.

L'origine des revenus est fortement corrélée aux tranches de revenus. Comme pour les contrats de travail précaires, les faibles revenus – moins de 1 100 euros – sont liés à une vulnérabilité socio-économique se traduisant par le recours aux activités non

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page66

déclarées (29%), aux réseaux de solidarité (26%) et aux revenus sociaux (19%).

Dès lors que le revenu est plus important – de 1100 à 2000 euros –, l'activité déclarée devient la principale origine de la ressource (66%). Les revenus sociaux (17%) apparaissent soit en complément, soit comme un revenu à part entière.

Dans les hauts revenus – 2000 euros et plus –, l'activité déclarée est la ressource principale (76%). Les autres sources de revenus restent minimes.

La différenciation par genre ne touche que les revenus sociaux et les activités non déclarées. Les situations sont inversées : une jeune femme sur trois perçoit des revenus sociaux, contre un jeune homme sur dix, alors que un jeune homme sur trois exerce une activité non déclarée, contre une jeune femme sur trois.

Considérant la sous-population percevant des revenus sociaux (21% des jeunes déclarent percevoir ce type de ressources) répartie selon le genre, on note que les prestations les plus importantes sont les allocations familiales : près de une femme sur deux ayant des revenus sociaux les perçoit, contre un homme sur cinq. Le revenu de solidarité active (RSA) concerne le quart des hommes et des femmes.

L'aide au logement ne concerne que 11% des allocations[32]. Les autres prestations ne concernent que des effectifs trop faibles pour être significatifs.

TABLEAU 22. **Origine des ressources financières selon le revenu** *(en %)*

Origine des ressources financières	Revenus mensuels			
	0 – 1100 euros	1100 – 2000 euros	2000 euros et +	Total
Activités non déclarées (jobs)	**29**	11	6	**26**
Activité déclarée	15	**66**	**76**	**24**
Aide financière (parents, conjoint, amis)	**26**	2	9	**22**
Revenus sociaux, pension alimentaire	**19**	17	9	**18**
Bourse, indemnité de formation	7	1		**6**
Allocation chômage	3	2		**3**
Autres	0,7	0,5		**0,7**
Total	100	100	100	100

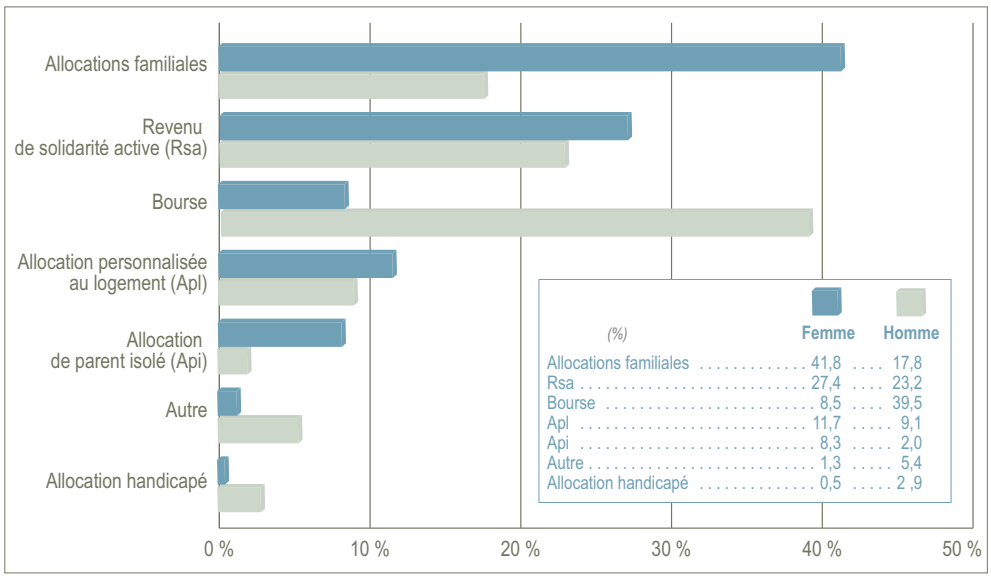
LECTURE : 19% des jeunes qui ont moins de 1100 euros de ressources mensuelles ont des ressources issues d'une activité déclarée, contre 66% de ceux qui ont entre 1100 et 2000 euros par mois.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

[32] Rappelons que 20% des jeunes guyanais ont décohabité. Or, globalement, l'aide personnalisée au logement ne couvre que 7% de ces jeunes ; la prise en charge est donc faible.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page67

GRAPHIQUE 16. **Revenus sociaux selon le genre**

(sous-population percevant des revenus sociaux, dont le revenu de solidarité active)



SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

Les jeunes de 16-25 ans sont nés ou ont immigré durant la période de forte croissance démographique des années 1985-1995, après la décentralisation. Cette population «jeune» arrive sur un marché du travail saturé, à l'exception d'emplois de cadres pour lesquels ils ne sont pas formés. Les créations tardives de l'antenne universitaire (1991), puis du rectorat (1999) sont aussi à l'origine de carences des filières de formation.

Les jeunes issus des classes populaires ne disposent pas des moyens financiers suffisants pour poursuivre des études à l'étranger ou en métropole. Localement, les formations sont peu adaptées; les jeunes sont donc peu formés, trop peu du moins pour s'inscrire dans une économie de service ou ailleurs que dans les secteurs de la construction. La représentation et l'adhésion à des valeurs dont une part confine au modèle de réussite sociale et économique métropolitain (salariat, diplôme, PCS supérieures, par exemple) laissent peu de place à d'autres schémas (même si certains sont présents, surtout dans l'Intérieur).

La difficulté d'accès à ces représentations dans le monde réel et la précarité sociale des jeunes engendrent des processus parfois déviants lors du passage à l'âge adulte, comme le recours à des activités non déclarées, trop peu rémunératrices mais permettant une sécurité socio-économique.

On peut mettre en perspective nos résultats avec un taux de recouvrement fiduciaire de 24% (IEDOM, 2013), qui souligne l'importance d'un volume non bancarisé (absence de compte bancaire et primat de l'usage de l'argent liquide). Cette situation traduit un

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page68

secteur informel important et multiforme, dont les jeunes sont des acteurs plus ponctuels que durables, selon la durée et l'importance de leur précarité économique, puisque la part de l'informel dans les ressources diminue avec l'accès à l'emploi non précaire.

D. Mobilité, Tic, « filon », plurilinguisme : activer les ressources sociales disponibles

La mobilité, l'usage des technologies de l'information et de la communication (Tic) et les langues parlées permettent d'appréhender l'intensité et les modalités des relations familiales et amicales qu'entretiennent les jeunes en Guyane.

Les pratiques de mobilité

Les pratiques et la capacité de mobilité sont-elles associées à l'autonomie et à l'indépendance qui qualifient les représentations de l'adulte chez les jeunes ? Quelles sont les raisons qui incitent les jeunes à être mobiles ?

• Déterminants, moyens, aires des parcours

Les motifs de déplacement sont variables selon les statuts des jeunes.

Globalement, quels que soient les motifs, les jeunes en études sont les plus mobiles (47 % des réponses) ; cette mobilité est évidemment liée aux déplacements quotidiens qu'implique le suivi des études. Mais ces jeunes sont aussi les plus nombreux à se déplacer pour rendre visite à leurs amis (50 %), à leur famille (48 %), ou pour pratiquer des loisirs (53 %).

Les jeunes sans emploi (33 % des réponses) sont les plus importants à se déplacer pour des motifs administratifs (68 %) et pour des besoins de consommation (63 %) ou professionnels (39 %).

Les jeunes en emploi (20 % des réponses) sont, logiquement, les plus nombreux à se déplacer pour des motifs professionnels (48 %), mais aussi pour des motifs de consommation (34 %).

Les types de permis de conduire et les moyens de locomotion indiquent une tendance quant à la capacité de mobilité (en partie seulement, car beaucoup de jeunes conduisent le véhicule d'un parent ou d'un ami). Or 77 % des jeunes de 16 à 25 ans n'ont aucun permis. Cette proportion dépasse 85 % chez ceux qui sont en études et ceux qui sont sans emploi. Ceux qui sont en emploi sont 57 % à posséder un permis, quasi exclusivement un permis automobile.

En Guyane, dans les pôles urbains comme dans l'Intérieur, se déplacer reste une contrainte onéreuse dans des contextes d'aménagement étendu, sans réel réseau de transports (faible fréquence, absence de voies dédiées, mauvaise connectivité, horaires aléatoires) et dans le contexte d'un réseau viaire peu maillé. Outre ces aspects techniques, les freins à la mobilité sont très nombreux, qu'ils soient administratifs, financiers ou socioculturels. Ces difficultés sont fortement corrélées aux inégalités sociales (et territoriales).

TABLEAU 23. **Motifs de déplacement selon le statut d'activité** *(en %)*

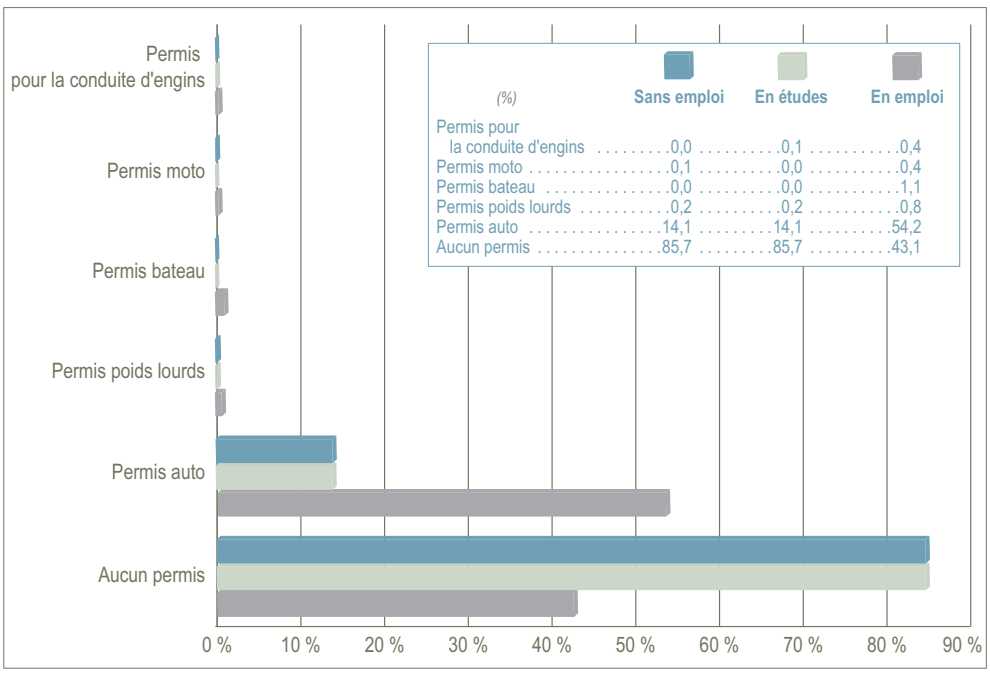
	Autres	Admin. et financiers	Amis et/ou pairs	Consommation commerciale	Famille	Loisirs	Prof.	Scolarité, études, formation
En emploi	7	17	18	34	19	21	48	2
En études	69	15	50	4	48	53	13	93
Sans emploi	24	68	33	63	32	26	39	5
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

LECTURE : La densité de couleur dans les colonnes indique la force graduelle du lien entre les modalités.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

En effet, les difficultés et le coût du transport constituent pour les jeunes, globalement peu capitalisés, un obstacle dans les zones périurbaines et les zones rurales isolées, que les jeunes soient scolaires, étudiants, apprentis, en activité ou en recherche d'emploi.

Si 46 % des jeunes n'ont aucun moyen de locomotion, cette proportion touche plus de la moitié des jeunes sans emploi (58 %). Les jeunes en emploi sont 40 % à posséder une automobile[33]. Les autres catégories ne sont que 7 % à posséder un véhicule.

GRAPHIQUE 17. **Permis de conduire selon le statut d'activité**

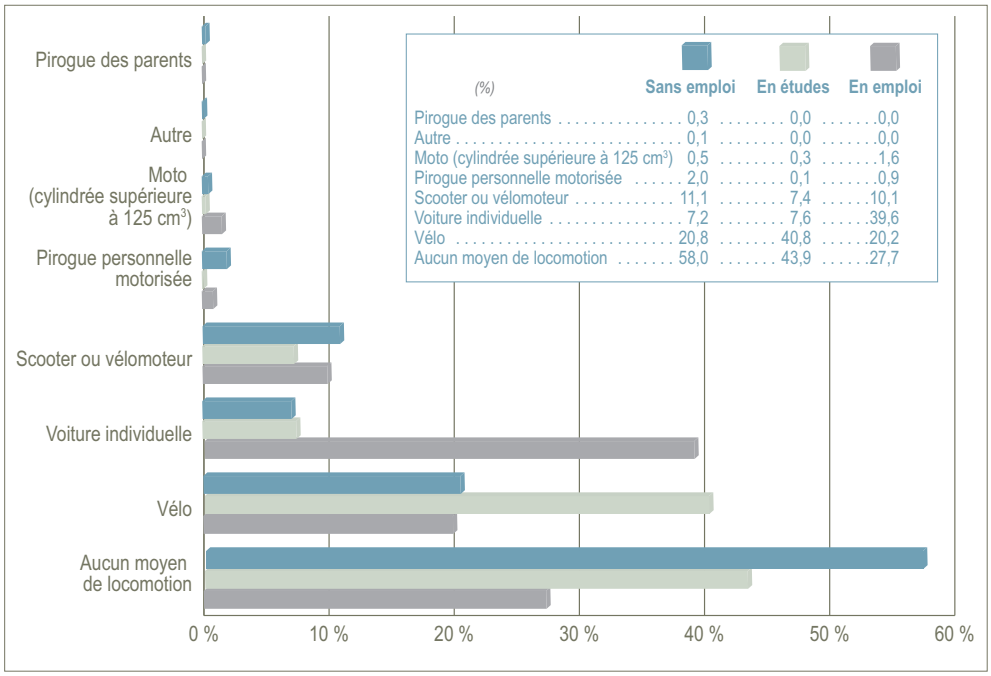


SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

[33] Nous avons introduit dans le questionnaire la notion de « possession », au sens de propriété d'usage. Cela ne signifie pas nécessairement que les jeunes aient acheté leurs moyens de transport (un jeune peut « posséder » une automobile, sans pour autant l'avoir achetée). La notion de possession est donc différente de celle de l'emprunt ponctuel (le jeune peut se faire emmener ou emprunter parfois une voiture).

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page70

GRAPHIQUE 18. **Moyens de locomotion selon le statut d'activité**



SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

41% des jeunes en études et 21% des sans-emploi ou en emploi possèdent un vélo ; ce dernier reste, avec le scooter, un des moyens de locomotion le plus répandu (8% des jeunes en études et 11% des jeunes sans emploi).

Compte tenu des moyens possédés et mobilisés, l'échelle de déplacement est essentiellement intra-urbaine. Si la capacité à être mobile est considérée par la moitié des jeunes comme un des attributs de l'adulte, elle se déploie dans une échelle plutôt locale et intra-régionale.

• Les pratiques de mobilité globale

Les jeunes sont-ils mobiles ? La littérature en sciences sociales montre que mobilité et capacité à capter des opportunités professionnelles sont liées ; à ce titre, la mobilité est une condition attachée aux ambitions professionnelles.

LES CONDITIONS DE LA MOBILITÉ CHEZ LES JEUNES ?

Globalement, 3% de jeunes ont une mobilité nulle, ce qui reste faible sur l'ensemble du territoire. Près de deux jeunes sur trois ont une mobilité faible, un tiers d'entre eux ont une mobilité forte (cela inclut des jeunes en études et des jeunes en emploi).

La différence par genre est notable pour les mobilités fortes (36% des hommes, contre 31% des femmes). Pour les mobilités nulles et faibles, les ordres de grandeur sont similaires, les femmes apparaissant un peu moins mobiles que les hommes.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page71

TABLEAU 24. Mobilité selon le genre *(en %)*

	Femme	Homme	Total
Mobilité forte	31	36	33
Mobilité faible	65	62	64
Mobilité nulle	4	2	3
Total	100	100	100

LECTURE : La densité de couleur dans les colonnes indique la force graduelle du lien entre les modalités.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

Un tiers des jeunes s'inscrivent dans une forte mobilité essentiellement liée à l'activité scolaire ou professionnelle. Pour près des deux tiers des jeunes, les déplacements (fréquences et distances parcourues) sont polarisés dans les territoires de résidence.

Le statut apparaît comme un facteur discriminant dans la mobilité.

TABLEAU 25. Mobilité selon le statut d'activité *(en %)*

	Mobilité faible	Mobilité forte	Mobilité nulle	Total
En emploi	19	21	3	19
En études	34	57	5	41
Sans emploi	47	22	93	40
Total	100	100	100	100

LECTURE : La densité de couleur dans les colonnes indique la force graduelle du lien entre les modalités.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

On note un lien très fort entre le fait d'être sans emploi et celui d'avoir une mobilité nulle ou faible, puisqu'être mobile a évidemment un coût. Le groupe de ceux qui ne se déplacent quasiment jamais est dans une forme de cloisonnement social, l'absence de mobilité caractérisant aussi une absence de relations, frein au processus d'autonomie du jeune.

NOTE MÉTHODOLOGIQUE IV
Indice de mobilité globale

L'analyse des pratiques de mobilité se fonde sur un indice composite permettant de mesurer des déplacements de façon synthétique.

Dans le traitement des questions sur les mobilités (motifs, fréquence, lieux), on ne considère que le principal trajet évoqué par le jeune interrogé pour chacun des motifs (professionnel, familial, amical, loisirs), en incluant dans l'indice les fréquences du déplacement et les distances.

L'indice global de mobilité (IM) synthétise la mobilité selon trois modalités : forte, moyenne ou faible. Pour chaque individu, cet indice est calculé en rapportant la moyenne des fréquences des déplacements selon les motifs aux distances directes effectuées à partir des sites de résidence.

Selon les motifs considérés (professionnels, familiaux, amicaux ou loisirs), la périodicité des déplacements diffère (journalière, hebdomadaire, mensuelle ou annuelle). Aussi, afin d'avoir des périodicités comparables, l'ensemble des fréquences a-t-il été rapporté à la périodicité hebdomadaire.

On retient :

- *Les trajets en avion pour*
  - Cayenne-Maripasoula : 237 km,
  - Cayenne – Saint-Laurent : 256 km,
  - Gran Santi – Saint-Laurent : 182 km.
- *Les trajets fluviaux pour*
  - les communes du fleuve Maroni (au sud d'Apatou, la distance du Surinam aux communes est considérée comme faisant 10 km),
  - les communes du fleuve Oyapock (au sud de Saint-Georges, la distance du Brésil aux communes est considérée comme faisant 10 km).

On calcule la moyenne des mouvements par motif, puis la moyenne globale des mouvements tous motifs confondus. Enfin, on évalue l'indice de mobilité à +/- 25% par rapport à cette valeur.

	Forte	Faible	Nulle
Valeur I_M	I_M > moy. + 25 %	I_M < moy. – 25 %	I_M = 0
Nombre de jeunes	11 409 (33 %)	21 888 (64 %)	1 033 (3 %)

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page72

Les jeunes en études représentent plus de la moitié de ceux qui ont une mobilité forte ; ceux qui sont en emploi sont aussi dans une dynamique de forte mobilité.

La situation familiale et le fait d'avoir des enfants influencent également les mobilités. Ce facteur est classique : il n'est pas surprenant de constater que les célibataires sans enfant sont, en général, fortement mobiles. En revanche, les célibataires avec enfant(s) sont davantage enclins à une mobilité faible ou nulle.

Par ailleurs, la classe sociale[34] de la mère influe sur l'absence de mobilité des jeunes. En effet, 67 % des jeunes ayant une mobilité nulle ont une mère issue d'un milieu social défavorisé. En revanche, les jeunes ayant une mobilité forte sont issus de classes sociales moyennes et supérieures. Les liens statistiques sont forts entre ces trois modalités. On retrouve ici les conclusions de Bernardin (2011, p. 14), qui souligne que « le niveau de revenus de la famille est évidemment décisif, même s'il peut parfois être contrebalancé par la conviction que cet investissement peut s'avérer essentiel pour l'avenir professionnel du jeune. Mais beaucoup de familles ne peuvent surmonter cet obstacle ».

Enfin, vivre dans un quartier prioritaire de la politique de la ville ne favorise pas la mobilité : 63 % des jeunes ayant une mobilité faible vivent dans ces quartiers. L'immobilité est un vecteur de marginalisation sociale, de dépendance et d'enfermement.

• *Un lien fort entre niveau de diplôme et mobilité*

En Guyane, la mobilité s'accroît avec le niveau de diplôme. Il s'agit d'une règle générale que l'on retrouve dans l'ensemble des pays du monde. En métropole, Bernardin (2011, p. 11) note que les mobilités de formation sont plutôt faibles, mais s'accroissent avec le niveau de diplôme recherché.

Ce constat se vérifie dans le département. On constate un lien très fort entre le fait de n'avoir aucun diplôme et une mobilité nulle : 63 % de ceux qui ne sont pas mobiles n'ont aucun diplôme. De même, les jeunes titulaires d'un diplôme équivalent ou supérieur au baccalauréat ont une mobilité forte. Les

TABLEAU 26. **Mobilité selon le niveau de diplôme (sous-population ayant achevé ses études)** *(en %)*

	Mobilité faible	Mobilité forte	Mobilité nulle	Total
Bac + 5 et diplômes équivalents	2	3		2
Bac + 2 et diplômes équivalents	4	6		5
Bac et diplômes équivalents	14	**21**	16	16
CAP, BEP, CAPI	24	**31**	17	26
Brevet des collèges	12	11	4	11
Aucun diplôme	**44**	29	**63**	41
Total	100	100	100	100

LECTURE : 44 % des jeunes ayant une mobilité nulle n'ont aucun diplôme, contre 29 % de ceux qui ont une mobilité forte.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

[34] Se reporter au paragraphe « Origines sociales », p. 31.

niveaux de diplôme inférieurs au baccalauréat ont tendance à être corrélés à des mobilités faibles.

En outre, le type de formation est également corrélé à la mobilité. En effet, les formations fortement spécialisées ne sont pas enseignées dans toutes les communes. Leur accès exige alors une mobilité coûteuse. Et le coût d'installation d'un jeune de l'Intérieur souhaitant poursuivre des études à Cayenne peut être dissuasif.

Ce phénomène se pose avec acuité en Guyane en raison des fortes inégalités existant entre l'agglomération de Cayenne, le Littoral et l'Intérieur. Mais ce phénomène est identique à l'échelle nationale. Bernardin (*Ibid.*) s'en fait l'écho : « Le logement est le principal poste de dépenses en cas de mobilité. Il est particulièrement prégnant pour les jeunes en formation, tant en France qu'à l'étranger. Ceux-ci sont confrontés à des coûts de loyer très élevés, notamment dans les grandes villes où le marché immobilier est très contraint. Pour un jeune, qu'il soit étudiant, apprenti, en activité ou en recherche d'emploi, les difficultés de transport et son coût sont un autre frein à la mobilité, notamment dans les zones périurbaines et les zones rurales isolées. »

Dès lors, une partie des jeunes privilégient la proximité pour leurs choix d'études ou d'emploi, au détriment d'un cursus conforme à leurs acquis, leurs compétences et leurs aspirations.

Mobilité et niveau de revenu : une relation contrariée par des effets locaux ?

Les freins matériels à la mobilité sont à l'évidence à l'origine de situations inégales puisque liées à la situation financière des jeunes et au soutien que peut leur apporter leur famille. Si l'on sait que, à l'échelle nationale, la mobilité croît avec le niveau de revenu, cette tendance ne se vérifie cependant pas en Guyane, où le niveau de revenu du jeune n'est pas strictement proportionnel à sa capacité de mobilité. Certes, le lien est fort entre des revenus mensuels bas et une mobilité nulle (92 %), mais les volumes de jeunes ayant des types de mobilités faible (84 %) et forte (84 %) restent remarquables pour des tranches de revenus faibles.

Pourquoi les jeunes dans les tranches de revenus moyennes ou hautes sont-ils moins mobiles ? On peut poser l'hypothèse que les jeunes disposant de hauts revenus (issus d'emplois salariés) sont concentrés dans les agglomérations de Cayenne, Kourou et Saint-Laurent. Or les navettes domicile-travail sont très faibles entre ces trois pôles (Piantoni, 2009b).

TABLEAU 27. **Mobilité selon le niveau de revenu (sous-population déclarant des revenus)** *(en %)*

	Mobilité faible	Mobilité forte	Mobilité nulle	Total
0 – 1 100 euros	84	84	92	84
1 100 – 2 000 euros	14	14	8	14
2 000 euros et +	2	2	–	2
Total	100	100	100	100

SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse*, 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page74

La plupart des jeunes actifs occupés travaillent dans leur commune de résidence, et n'ont pas besoin d'être mobiles.

Mobilité et nationalité

La nationalité influe-t-elle sur la mobilité ? Les jeunes étrangers, qui ont déjà une ou plusieurs expériences migratoires, sont-ils plus (ou moins) mobiles ? Ont-ils capitalisé des habitudes de mobilité (internationales ou interrégionales) qui accroissent leurs capacités à être mobiles, plus que les nationaux ?

Parmi les jeunes guyanais qui ont une mobilité forte, 82% sont de nationalité française ; cette valeur est renforcée par une corrélation statistique forte. En creux, les jeunes étrangers sont, généralement, peu ou pas mobiles.

Ce résultat est cohérent avec la précarité de cette population : 84% des jeunes étrangers ont des revenus mensuels inférieurs à 1100 euros – et l'on sait que les jeunes ayant des revenus dans cette tranche disposent d'une mobilité nulle pour 92% *(tableau 27 page précédente).*

On observe ainsi une forte sédentarisation de la population ayant peu de ressources.

Les jeunes de nationalité surinamaise sont peu ou pas du tout mobiles (respectivement 10% et 20%) *(tableau 28)*. Or, 60% des jeunes surinamais résident dans le Littoral-Ouest et l'Intérieur (Maroni essentiellement). La littérature sur les migrations surinamaises indique pourtant des mobilités internes fortes (Piantoni, 2002 et 2009a).

De fait, ce résultat paraît contradictoire. Il révèle, peut-être, une sédentarisation plus importante des jeunes et des rapports plus distants avec des modes de vie traditionnels au sein des espaces coutumiers dans l'Ouest et la rive française du bassin du Maroni.

En effet, dans ces territoires se sont développées depuis les années 1990 des opérations d'aménagement. Depuis la fin de ces années 1990, une croissance démographique exponentielle a entraîné le déploiement de services publics (santé, scolarisation, allocations sociales). Le développement de ces noyaux urbains est ainsi parallèle à la stabilisation et à la croissance de la population dans les bourgs. Pour le plus grand nombre, la ressource ne provient plus d'une agriculture vivrière ou du commerce, mais bien davantage des allocations sociales et de revenus du foncier (vente de parcelles de terrains et locations de biens immobiliers). Les jeunes enquêtés sont contemporains de ces processus de mutations structurelles.

TABLEAU 28. **Mobilité selon la nationalité** *(en %)*

	Mobilité faible	Mobilité forte	Mobilité nulle	Total
Autres nationalités étrangères (y compris apatrides)	5	3	3	4
Brésilienne	3	2	5	3
Française	**76**	**82**	**68**	77
Haïtienne	7	7	4	7
Surinamaise	10	6	20	9
Total	100	100	100	100

Source : Crpv Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page75

Ainsi, à la capacité de mobilité considérée comme le moyen d'acquérir des ressources moyennant des pratiques économiques traditionnelles (agriculture, chasse, pêche petit commerce) succède peut-être une sédentarisation graduelle dans les noyaux urbains. Ce processus de sédentarisation s'impose par la scolarité des enfants, puis par l'accès à l'emploi et aux services (non marchands et marchands) localisés dans les zones urbaines.

Les Tic : la faible possession d'outils, et l'intensité des usages

Outre l'accès à une connexion internet, élément technique fondamental, l'usage que font les jeunes des Tic nous informe sur leurs échanges numériques. L'enquête nous renseigne sur les types de moyens techniques de communication que possèdent les jeunes et sur leurs utilisations (réseaux sociaux, portails d'information, démarches administratives, téléchargements, etc.).

Elle intègre également les deux autres médias audiovisuels que sont la radio et la télévision, outils d'échange certes moins interactifs, mais vecteurs d'informations locales, nationales et internationales.

• L'accès à Internet pour les jeunes

Globalement, 74 % des jeunes ont accès à Internet, mais seuls 57 % ont une connexion *via* un ordinateur[35].

Parmi ceux qui n'ont pas de réseau sur ordinateur, les raisons invoquées concernent le coût onéreux des abonnements (38 %), le manque d'intérêt et l'absence de besoin (15 %), la difficulté d'installation (14 %) et les carences techniques (ou l'absence) des installations électriques et téléphoniques (13 %). Pour ce type de public, c'est donc moins l'accès logistique (équipement du territoire en antennes-relais) que le coût des équipements personnels et des abonnements aux fournisseurs d'accès qui pose problème.

67 % des jeunes ont une mobilité forte et des usages multiples forts des Tic. De même, ceux qui ont une mobilité nulle ou faible n'ont aucun usage des Tic. Par cette corrélation, on note un lien entre mobilité générale et usage des Tic qui illustre la complémentarité des échanges établis *via* des communications immatérielles et des échanges interpersonnels physiques : les outils d'échange mobilisent tous les canaux disponibles.

TABLEAU 29. **Mobilité selon l'usage des Tic** *(en %)*

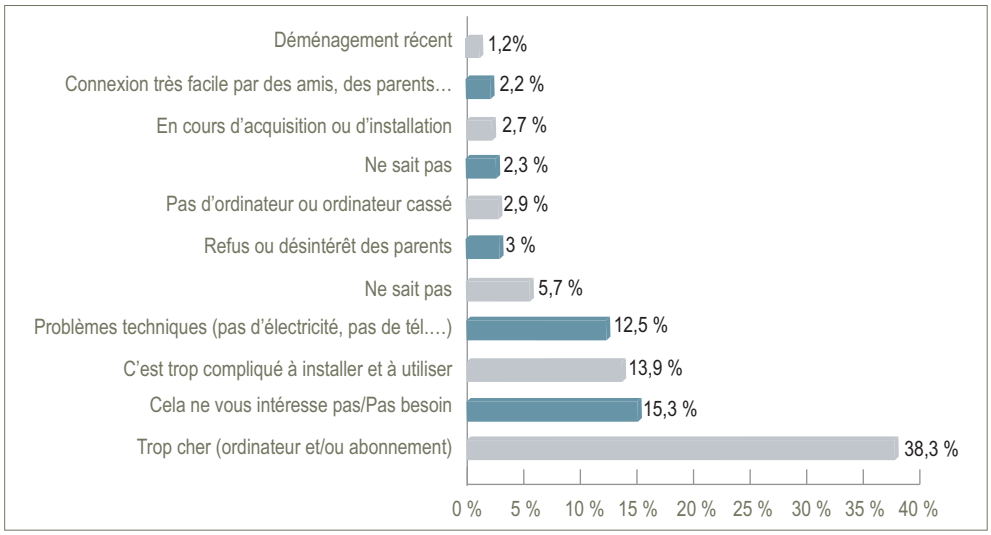
	Mobilité faible	Mobilité forte	Mobilité nulle	Total
Pas d'usage des Tic	16	9	33	14
Usage unique des Tic	6	4	7	5
Usages multiples forts des Tic	**57**	**67**	**48**	60
Usages multiples limités des Tic	21	20	13	21
Total	100	100	100	100

Source : Crpv Guyane, *Démarche Jeunesse*, 2012.

[35] À la question « Disposez-vous d'une connexion à Internet ? », on obtient un score positif de 57 %. Le résultat paraît faible, particulièrement si l'on tient compte du fait que 17 % des jeunes possèdent un téléphone mobile disposant d'une connexion internet intégrée. De plus, les réponses sur les raisons de cette non-connexion suggèrent que la question a été comprise comme supposant une connexion à domicile *via* un ordinateur.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page76

GRAPHIQUE 19. Raisons de l'absence de connexion internet
(sous-population n'ayant pas de connexion à Internet, soit 43% des jeunes)



Source : Crpv Guyane, *Démarche Jeunesse*, 2012.

• Les outils : des corrélations entre niveau d'équipement, statuts et revenus

De quels outils Tic les jeunes disposent-ils ? En Guyane, seulement 31% des jeunes possèdent un téléphone mobile (avec ou sans connexion internet) et 20% possèdent un ordinateur (avec ou sans connexion internet). Ces proportions sont très faibles en comparaison de la situation en métropole. À titre d'exemple, pour les jeunes âgés de plus de 12 ans, le taux d'équipement en téléphone mobile s'y établit, en 2012, à 88 % (Bigot et Croutte, 2012, p. 28). Entre 18 et 24 ans, 99% des jeunes en disposent (*Ibid.*).

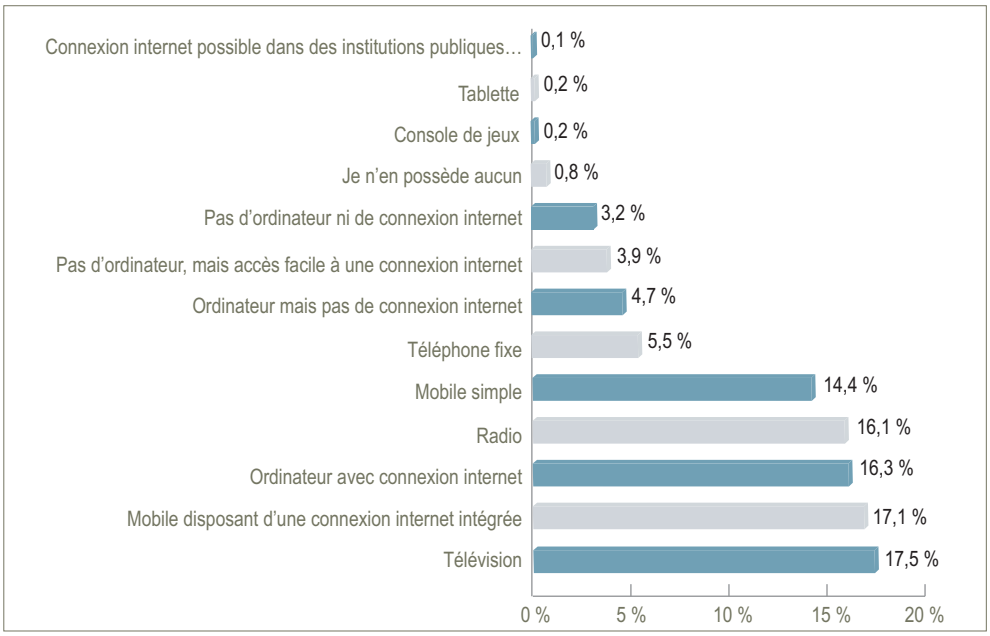
À titre comparatif, en France métropolitaine, 81% de la population disposent d'au moins un ordinateur à domicile et 35% en ont plusieurs (Bigot et Croutte, 2012, p. 11). Quasiment toutes les personnes disposant d'un ordinateur ont également accès à Internet : 95% de ceux qui ont un ordinateur ont accès à Internet, ce qui porte la proportion d'individus connectés à Internet à leur domicile à 78%. 8% disposent d'une tablette tactile (*Ibid.*, p. 12).

En Guyane, seulement 30% des jeunes disposent d'un outil potentiellement connecté à Internet – sachant que la connexion internet est possible dans des institutions publiques (mairie, Pôle emploi, hôpital, dispensaire, etc.), sur console et/ou tablette (« Autres »), *via* un ordinateur ou un téléphone mobile ayant une connexion intégrée et que, en l'absence d'ordinateur, il est également parfois aisé d'avoir un accès à Internet autrement.

Les jeunes en études sont proportionnellement plus nombreux (36%) à posséder des outils technologiques disposant d'une

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page77

GRAPHIQUE 20. **Outils TIC possédés**



SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

connexion internet (téléphone et ordinateur). Ceux qui sont en emploi sont moins nombreux à disposer des mêmes outils (31%).

Les jeunes sans emploi sont particulièrement sous-équipés pour l'accès à Internet (24%). De plus, ces derniers n'ont en général ni mobile simple, ni ordinateur; situation préjudiciable, accentuant la précarisation de cette sous-population dont plus de la moitié n'a aucun diplôme.

L'enquête ne renseigne pas sur le nombre d'appareils détenus. Toutefois, sur la base de comparaisons d'enquêtes sur les TIC, on peut souligner que posséder plusieurs équipements est fonction du niveau de revenu. D'après l'étude de Bigot et Croutte déjà citée, une autre caractéristique serait que les jeunes disposant de revenus supérieurs

TABLEAU 30. **Outils TIC selon le statut d'activité** *(en %)*

	En emploi	En études	Sans emploi	Total
Radio / Tél. fixe / TV	**50**	**43**	**43**	44
Connexion internet par tout type d'appareil (mobile, ordinateur, tablette)	**31**	**36**	**24**	30
Mobile simple	12	14	**21**	16
Ordinateur, mais pas de connexion internet	6	5	5	5
Ni ordinateur ni connexion internet	2	2	6	4
Je n'en possède aucun	0,1	0,4	2	0,9
Total	100	100	100	100

SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page78

auraient moins de téléphone fixe (*Ibid.*, p. 32). Or on note ici que le téléphone fixe est très présent chez ceux ayant les plus hauts revenus.

En matière de Tic (téléphonie et connexion internet grâce à un ordinateur), les jeunes de Guyane apparaissent sous-équipés par rapport à la métropole. Si tous possèdent ou utilisent ces outils, l'équipement en réseaux est encore lacunaire en dehors des agglomérations, et tout particulièrement dans les communes de l'Intérieur (Maripasoula, Camopi…).

En revanche, par comparaison avec leur niveau d'équipement global, la capacité de connexion des jeunes de Guyane à Internet est forte. Cela suggère que les moyens de connexion ne sont pas forcément les leurs. Il semble qu'il faille dissocier les outils Tic de l'accès au réseau d'une part, des usages d'autre part (par exemple, utiliser les réseaux sociaux n'implique pas de posséder un ordinateur et une connexion internet ; maîtriser un mobile complexe n'implique pas d'en posséder un).

• Les usages des Tic

Quel que soit le genre, 60 % des jeunes utilisent les Tic de façon multiple et très importante, 21 % en ont un usage multiple mais limité, 5 % en ont un usage unique. Pour autant, 14 % déclarent ne pas les utiliser.

Comme pour les équipements, le statut des jeunes – ayant une influence sur le revenu et les variables de conditions de vie – traduit des utilisations différentes des Tic. On retient que un jeune sans emploi sur quatre ne les utilise pas ; que trois jeunes sur quatre en emploi en ont un usage important et très diversifié (dans l'ordre de grandeur des jeunes en études).

Quels que soient les statuts, les recherches documentaires (tous thèmes confondus) et les loisirs attachés à la consommation culturelle (Tv, film, musique, jeu, vie pratique) représentent une majorité des utilisations des Tic. D'autres fonctions sont fortement corrélées au statut : le travail collaboratif et les formations en ligne concernent davantage les jeunes en études (21 %), la

TABLEAU 31. **Outils Tic selon le revenu (sous-population percevant des revenus)** *(en %)*

	0 – 1 100 euros	1 100 – 2 000 euros	2 000 euros et +	Total
Connexion internet par tout type d'appareil (mobile, ordinateur, tablette)	**33**	**39**	**39**	34
Je n'en possède aucun	1	0,1		1
Mobile simple	**22**	**15**	**15**	21
Ordinateur, mais pas de connexion internet	7	6	4	7
Ni ordinateur ni connexion internet	6	2	3	5
Radio / Tél. fixe / Tv	**31**	**38**	**41**	32
Total	100	100	100	100

Source : Crpv Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

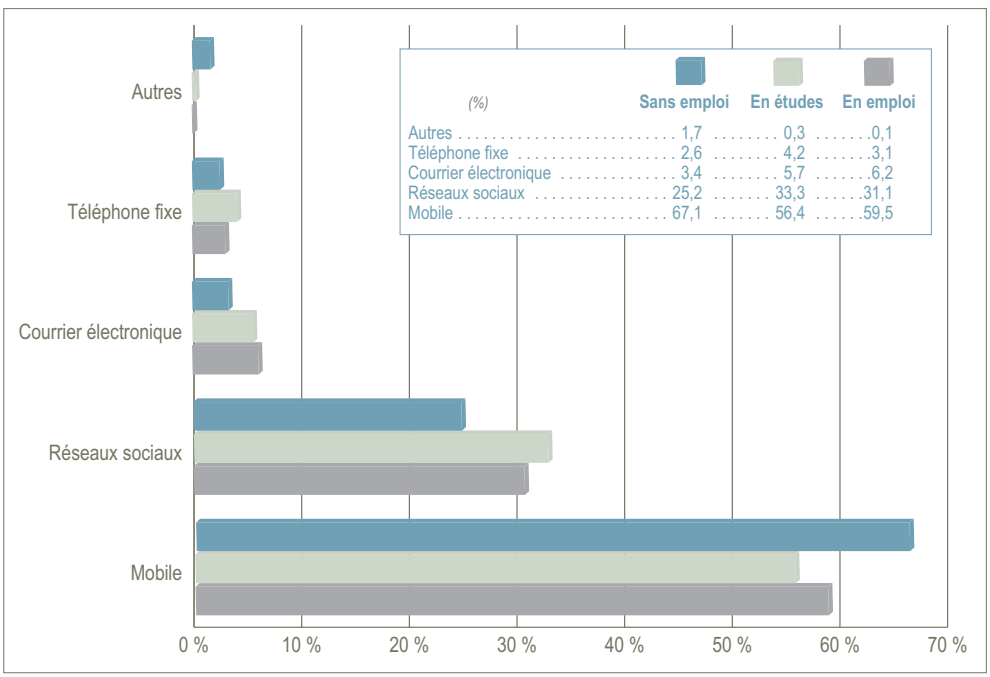
CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page79

TABLEAU 32. **Liens statistiques entre les usages des TIC et le statut (sous-population percevant des revenus)** *(en %)*

		En emploi	En études	Sans emploi
Catégories générales	Pas d'usage des TIC			+ + +
	Usage unique des TIC			+ +
	Usages multiples forts des TIC	+ + +	+ +	
	Usages multiples limités des TIC		+	
Corrélations entre usages et statuts	Achat et vente	+ +		
	Démarches administratives ou fiscales par Internet	+		
	Recherche d'un emploi, d'une formation			+ + +
	Travail collaboratif et formation en ligne		+ + +	
Modes principaux de communication entre amis	Courrier électronique	+	+	
	Mobile			+ +
	Réseaux sociaux		+	
	Téléphone fixe		+ +	

LECTURE : La densité de couleur dans les colonnes et les signes + indiquent la force graduelle du lien entre les modalités.
Corrélation faible : 11 % < PEM < 22,5 % ; Corrélation moyenne : 22,5 % < PEM < 47,5 % ; Corrélation forte : 47,5 % < PEM < 60 %.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

GRAPHIQUE 21. **Modes de communication principaux entre amis selon le statut d'activité**



SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page80

recherche d'offres d'emploi et de formation est plus marquée chez les jeunes sans emploi (20%), les démarches administratives et les achats ou ventes en ligne concernent ceux qui sont en emploi (respectivement 16% et 12%).

Quel que soit le genre, les communications et les échanges entre les jeunes sont essentiellement réalisés grâce aux téléphones mobiles (61%) et aux réseaux sociaux (30%); le téléphone fixe, le courrier électronique et postal sont utilisés dans de très faibles proportions.

Le téléphone mobile simple semble le moyen le moins onéreux de communication; il est très utilisé par les jeunes, dans des proportions plus importantes chez les jeunes sans emploi (67%). Si ce mode de communication reste important dans les deux autres groupes, les réseaux y sont plus fortement utilisés (33% chez les jeunes en études et 31% chez les jeunes en emploi). L'accès aux outils, la maîtrise de la langue et des environnements logiciels, le niveau de diplôme et de revenu sont des facteurs explicatifs.

L'équipement en infrastructures paraît également essentiel: les jeunes résidant dans le Centre-Est, mieux doté en antennes-relais et réseaux, utilisent davantage les réseaux sociaux (33%). Ces derniers ne sont utilisés que par 25% des jeunes de l'Intérieur. Dans cet espace, l'utilisation du téléphone mobile prédomine (65%), comme dans le Littoral-Ouest (68%). Entre les villes du Littoral et celles de l'Intérieur persiste une fracture technologique en matière de TIC, dont les jeunes pâtissent directement.

L'importance, aux yeux des jeunes, des réseaux interpersonnels

Plus des deux tiers des jeunes considèrent que les réseaux de connaissances, qualifiés localement de «filons», sont importants. 78% considèrent aussi qu'une des prérogatives de l'adulte est de savoir mobiliser un réseau interpersonnel pour «réussir» et «faire réussir».

Accorder de l'importance aux réseaux interpersonnels s'explique par plusieurs facteurs, dont la catégorie (en emploi, sans emploi, en études), les niveaux de revenu et les nationalités.

Les jeunes en emploi et ceux sans emploi considèrent que le filon est très important, respectivement à 46% et à 41% (les deux modalités sont aussi très liées d'un point de vue statistique). Les jeunes en études y attachent un peu moins d'importance (35%). Ils constituent la proportion la plus importante à considérer que les réseaux interpersonnels ne sont pas importants (11%).

TABLEAU 33. **Importance des réseaux interpersonnels selon le statut (sous-population percevant des revenus)** *(en %)*

	En emploi	En études	Sans emploi	Total
Très important	**46**	**35**	**44**	41
Important	**27**	**31**	**32**	31
Plutôt important	17	19	11	15
Pas important	7	11	9	9
Sans avis	3	5	4	4
Total	100	100	100	100

SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page81

De même, les jeunes disposant de hauts revenus – 2000 euros et plus – considèrent le filon comme très important pour plus de la moitié d'entre eux, tandis que les faibles revenus considèrent, eux, qu'il est important.

Le sentiment d'importance du filon repose sur une perception. Constatons toutefois que, dans un contexte de marché de l'emploi restreint, les jeunes qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas revendiquent l'importance des réseaux interpersonnels, quels qu'en soient les motifs.

Compte tenu de l'importance de la fonction publique (qui requiert la nationalité française pour y accéder), on peut se demander quel est le sentiment d'importance du filon chez les jeunes étrangers. Ainsi, chez les jeunes de nationalité haïtienne, il est perçu comme très important à 64% (l'association forte des deux modalités renforce le lien), contre 47% chez les jeunes surinamais. Les nationaux considèrent qu'il est «plutôt important» à 17% (très forte corrélation statistique).

Quelle analyse tirer de ce résultat? Être étranger en Guyane ferme les perspectives d'emploi. Rappelons que près de la moitié des emplois y sont tributaires de la fonction publique. De fait, l'accès à l'emploi reste concurrentiel, *a fortiori* pour les étrangers, peu diplômés, peu capitalisés et peu mobiles.

Ainsi, on peut poser l'hypothèse que le réseau interpersonnel constitue un faisceau de relations permettant un accès préférentiel à l'information (emploi, logement, etc.), plus ou moins important selon des sous-populations confrontées à une précarisation à la fois sociale et économique.

Ces réseaux peuvent se construire dans l'exercice des solidarités au cours du processus migratoire et dans l'installation (même origine familiale, même espace d'origine, relations familiales, amicales, etc.). Ces relations sont une stratégie efficace palliant une marginalisation au sein de la société guyanaise et permettant l'obtention d'emplois précaires multiples (travail à la tâche souvent) pour lesquels une confiance (liens familiaux ou amicaux, liens villageois) ou une caution coutumière partagée est nécessaire.

Pour autant, seul un quart des jeunes considèrent que le réseau de connaissances se

TABLEAU 34. **Importance des réseaux interpersonnels selon la nationalité** *(en %)*

	Autres étrangères (y compris apatride)	Brésilienne	Française	Haïtienne	Surinamaise	Total
Très important	38	35	39	63	4	40
Important	38	38	30	22	34	31
Plutôt important	13	8	17	7	10	15
Pas important	11	13	10	2	10	10
Sans avis		6	4	6	4	4
Total	100	100	100	100	100	100

SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse*, 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page82

structure sur la confiance à des personnes partageant les mêmes références et pratiques culturelles.

Ainsi le lien communautaire tel qu'il est souvent évoqué dans la catégorisation des groupes sociaux en Guyane a-t-il peu de signification dans la constitution des réseaux interpersonnels des jeunes : plus de la moitié considèrent que le fait de faire confiance pour des motifs personnels ou professionnels n'est pas attaché à des références et des pratiques culturelles communes.

On semble donc observer un glissement du lien culturel préétabli vers de nouvelles formes de réseaux, plus ouvertes à une altérité fondée sur des fonctions économiques et sociales.

Les langues : diversité et registres d'utilisation

Les langues sont des vecteurs d'interactions entre les acteurs sociaux et un élément de structuration de l'entre-soi. Comment, dans quels registres[36], avec quels répertoires linguistiques les jeunes échangent-ils ? Quelles sont les fonctions des langues diverses mobilisées ? Quelle est la place du français et quel est son niveau de maîtrise ?

Les pratiques linguistiques en Guyane sont, on l'a dit, diversifiées, et traduisent les héritages plus ou moins récents des apports migratoires. Léglise et Migge (2007) rappellent utilement la richesse de ce patrimoine immatériel et l'importante contribution des départements ultra-marins à la France sur ce thème.

Dans le tableau 35, la variété des langues parlées se mesure à travers la ligne intitulée « Total ». Ainsi, plus le pourcentage dépasse 100 %, plus les jeunes utilisent une multiplicité de langues dans les différents contextes.

On remarque ainsi que les échanges amicaux sont ceux qui mobilisent le plus de langues : le français dans une très large mesure, mais aussi le créole guyanais et les langues bushinenge. Les périodes de l'enfance, de l'adolescence et de la jeunesse semblent donc être des périodes de vie où les contacts interculturels sont les plus forts. À l'opposé d'un discours récurrent pointant les évitements, voire les conflits, entre « communautés », il nous paraît au contraire que les jeunes échangent beaucoup entre groupes ethnoculturels différents.

Deuxième enseignement important : les jeunes adaptent leurs registres linguistiques en fonction des contextes et des interactions. S'ils utilisent de nombreuses langues pour discuter avec leurs amis, ils usent de moins de langues véhiculaires dans les discussions habituelles avec des personnes qu'ils ne connaissent pas particulièrement, encore moins dans le contexte professionnel (135 %) et bien moins encore lors de leurs démarches administratives (où seul est utilisé le français).

[36] Les registres retenus ont pour objet de cerner des pratiques linguistiques. Il n'a pas été demandé aux enquêtés une auto-évaluation, à l'exception du français *(voir supra)*.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page83

TABLEAU 35. **Langues parlées par les 16-25 ans selon les registres d'usage** *(en %)*

Registres d'usage – Langues	Premières	Amicales	Véhiculaires	Professionnelles	Administratives
Français	48	86	81	91	99
Créole guyanais	9	44	19	13	2
Autres langues bushinenge	23	26	16	5	2
Nenge tongo / Sranan tongo	9	14	8	3	1
Créole haïtien	11	14	6	3	0
Portugais du Brésil	6	12	6	4	1
Langues amérindiennes	5	5	2	2	0
Anglais	5	13	7	6	1
Autres	10	14	7	8	1
Total	**126**	**225**	**151**	**135**	**107**

LECTURE : 48 % des 16-25 ans ont le français comme langue première et 99 % utilisent le français dans leurs démarches administratives.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

Enfin il faut noter que, malgré une maîtrise de la langue française qui pose souvent question en Guyane, le français est de loin la langue la plus pratiquée. Et ce bien que moins de un jeune sur deux soit élevé par ses parents dans cette langue. Le français n'est pas seulement la langue de l'enseignement et de l'administration (une langue institutionnelle) ; elle est aussi un vecteur d'échange entre des populations dont les langues sont extrêmement différentes (langues amérindiennes elles-mêmes diverses, mandarin, hmong, créole haïtien, brésilien, aluku, créole guyanais, etc.). Notons que le français n'est pas mobilisé dans un seul espace territorial, même s'il reste un peu plus utilisé dans le Centre-Est.

Dans les registres de la langue première, des usages linguistiques en famille, véhiculaires, ou entre amis, il faut noter l'importance des langues bushinenge. Les locuteurs se situent dans un ordre de grandeur proche 20 à 30 %. Or, on sait que les jeunes bushinenge sont majoritairement présents dans l'Ouest. L'utilisation et la diversité des langues bushinenge révèlent l'importance des échanges dans le bassin frontalier du Maroni d'une part, et la transmission de ces langues, véritable ciment identitaire, d'autre part.

Les pratiques du créole guyanais s'écartent de celles du français et des langues bushinenge. Seuls 9 % des locuteurs le possèdent comme langue première. Les locuteurs ayant appris le créole guyanais dans l'enfance sont donc assez peu nombreux, par comparaison aux langues précédentes surtout, mais aussi par comparaison au créole haïtien ou même au portugais, apportés par l'immigration des années 1980-1990. Le créole guyanais est en revanche une langue véhiculaire importante (19 %) et plus encore une langue parlée entre amis (44 %).

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page84

TABLEAU 36. Liens statistiques entre les langues véhiculaires parlées et le territoire

Répertoire linguistique	Territoire			
	Centre-Est	Intérieur	Littoral-Ouest	Savanes
Langues bushinenge		+ +	+ + +	
Anglais	+			
Autres langues				+
Toutes langues amérindiennes		+ + +	+	
Langues de Chine (Cantonais, Hakka, Mandarin)	+ +			
Créoles des Dom (Antilles, Réunion)	+ + +			
Espagnol				
Français	+			+
Créole de Haïti	+ + +			
Créole de Guyane	+ +			
Néerlandais			+ + +	
Portugais du Brésil	+ + +			

Lecture : La densité de couleur et les signes + indiquent la force graduelle du lien entre les modalités et les territoires.
Corrélation faible : 11 % < Pem < 22,5 % ; Corrélation moyenne : 22,5 % < Pem < 47,5 % ; Corrélation forte : 47,5 % < Pem < 60 %.
Source : Crpv Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

TABLEAU 37. Liens statistiques associés à la maîtrise du français

Facteurs corrélés à l'insuffisance de maîtrise du français	Effectifs concernés	Corrélations positives (Pem)
Intérieur	1 168	33 %
Nationalité surinamaise	419	30 %
Sans emploi	4 872	26 %
Famille très nombreuse	942	24 %
Aucun diplôme	4 263	24 %
Classe populaire	5 653	22 %
Zone Littoral-Ouest	3 362	16 %
Résidence dans un logement appartenant à la famille élargie	1 280	14 %
Revenus sociaux d'allocations (familiales, Apl, parent isolé…)	1 961	13 %
Perception du Rsa	1 125	12 %

Seuil des effectifs considérés : 1 000 individus. Nous ne présentons ici que les modalités de réponse qui concernent au moins 1 000 jeunes, afin de garantir une fiabilité statistique.
Lecture : La densité de couleur indique la force graduelle du lien entre les modalités et les territoires.
Corrélation faible : 11 % < Pem < 22,5 % ; Corrélation moyenne : 22,5 % < Pem < 47,5 % ; Corrélation forte : 47,5 % < Pem < 60 %.
Source : Crpv Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page85

Les langues d'origine exogène récentes (créole d'Haïti et portugais) concernent 6 à 12% des locuteurs en langue première. Leurs usages sont essentiellement limités aux registres familiaux et amicaux. L'ordre de grandeur des locuteurs est comparable au poids démographique de ces nationalités en Guyane.

Mais, si l'éventail des langues parlées constitue une des signatures du pluriculturalisme guyanais, on perçoit aussi certains cloisonnements territoriaux.

Le français, langue véhiculaire utilisée dans le milieu professionnel et dans l'administration, est-il maîtrisé par les jeunes ? Comment ces derniers jugent-ils leur niveau de pratique ?

Un quart des jeunes considèrent que leur niveau de français est insuffisant (25%), contre près des trois quarts qui estiment sa maîtrise suffisante. Ces autoévaluations sont associées à des conditions de vie, à un contexte social et spatial cumulant plusieurs facteurs.

Ainsi, l'insuffisance de la maîtrise du français concerne plutôt ceux qui n'ont aucun diplôme, qui sont sans emploi, issus de famille nombreuse, de nationalité surinamaise et qui vivent dans l'Intérieur ou dans le Littoral-Ouest. Des corrélations, moins fortes toutefois, existent aussi avec le fait d'avoir des revenus de moins de 500 euros et de percevoir des prestations financières sur critères sociaux. La non-maîtrise du français, nonobstant l'importance des politiques éducatives en Guyane, est liée à la fois à la précarisation sociale et à la marginalisation territoriale.

En revanche, la maîtrise suffisante du français est majoritairement observée chez les jeunes ayant un diplôme supérieur ou égal au baccalauréat et originaires des autres Dom. Elle est aussi liée, moins fortement, aux faits d'être issu d'un milieu social aisé, d'avoir un emploi et d'être de nationalité française ou haïtienne.

E. S'intéresser à la politique, s'engager

L'intérêt pour la politique et la vie associative

Plus de un jeune sur deux (55%) déclarent être intéressés par la politique. Le genre n'influence pas les réponses, à l'exception des hommes qui se déclarent très intéressés à 15% (contre 10% chez les femmes). Quelles que soient les catégories, la proportion des jeunes très intéressés par la politique se situe dans un ordre de grandeur comparable (entre 10 et 12%). Les différences importantes touchent les modalités « intéressé » et « pas du tout intéressé ».

Ainsi, les jeunes en emploi et en études sont les plus nombreux à être intéressés (respectivement 61% et 58%). Les jeunes sans emploi constituent la plus forte proportion déclarant un désintérêt pour la politique (37%).

On constate ensuite que les jeunes très intéressés par la politique (12%) sont plutôt des hommes ayant des revenus faibles (moins de 500 euros mensuels) et issus de familles très nombreuses (cinq enfants et plus). Ce profil

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page86

reste global, mais on peut noter qu'il s'agit plutôt de jeunes en situation sociale précaire.

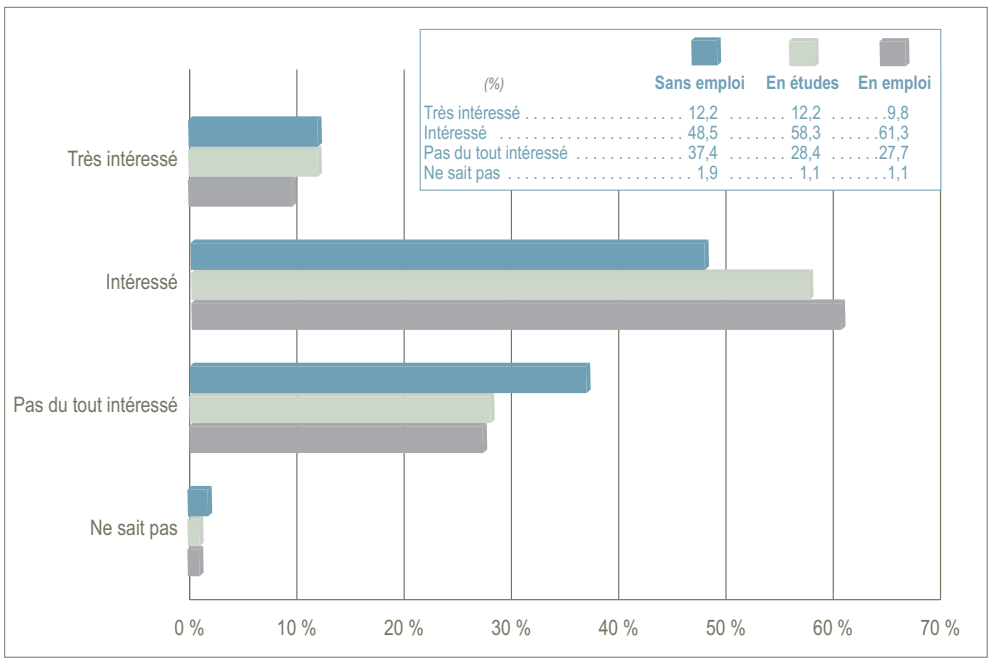
En outre, les jeunes intéressés par la politique (55%), sont indifféremment des femmes ou des hommes, ils ont le baccalauréat ou plus, sont en emploi (en dehors de l'intérêt pour la politique, ces deux derniers facteurs sont très liés) et leurs revenus sont issus de l'activité principale. Il s'agit cette fois plutôt de jeunes actifs occupés.

Enfin, 32% des jeunes ne sont pas du tout intéressés par la politique : ils n'ont généralement aucun diplôme, pas d'emploi et sont dans des situations sociales et économiques précaires.

Il existe un lien fort entre l'intensité de l'intérêt politique et celle de l'usage des Tic. Ceux qui sont intéressés ou très intéressés par la politique mobilisent les Tic de manière importante. L'intérêt pour la politique est lié à la capacité d'avoir accès à l'information.

Ces chiffres montrent que les jeunes ne sont pas indifférents à leur environnement sociétal. Pour autant, avoir un intérêt pour la politique ne signifie pas nécessairement être engagé réellement. En effet, 61% des jeunes ne s'engagent pas dans la vie de leur commune ou de leur quartier, et seuls 16% votent aux élections ; 6% ne sont liés à aucune organisation de type associatif[37].

GRAPHIQUE 22. **Intérêt pour la politique selon le statut d'activité**



Source : Crpv Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

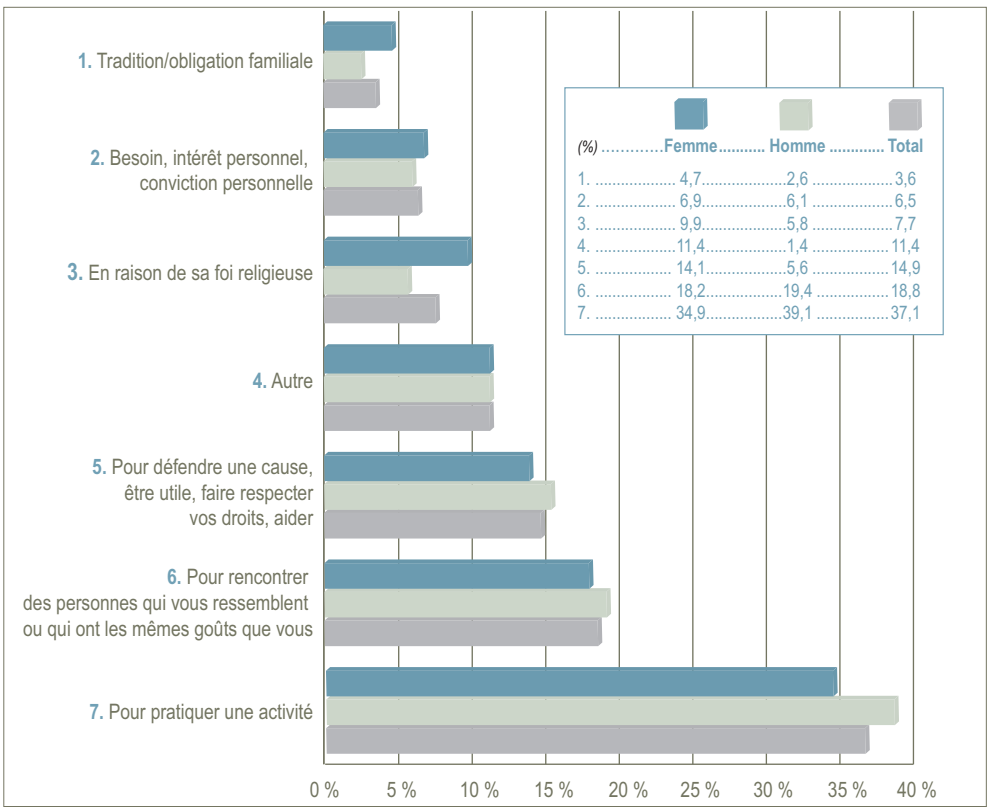
[37] Le mot association est entendu ici au sens d'un regroupement de personnes autour d'un intérêt ou d'objectifs communs.

TABLEAU 38. **Liens statistiques associés à l'intérêt pour la politique**

	Modalités les plus liées	Effectifs	Corrélations positives (PEM)
Très intéressé (4 033 individus, soit 11,7 %)	Homme	2 409	22 %
	Moins de 500 euros/mois	2 794	13 %
	Famille très nombreuse (5 enfants et plus)	2 551	13 %
Intéressé (18 858 individus, soit 54,9 %)	Diplôme Bac et supérieur	4 534	21 %
	En emploi	4 028	14 %
	Famille nombreuse (3-4 enfants)	1 274	12 %
	Revenus issus de l'activité principale	4 403	12 %
Pas du tout intéressé (10 947 individus, soit 31,9 %)	Aucun diplôme	4 508	12 %
	Sans emploi	5 176	12 %

SEUIL DES EFFECTIFS CONSIDÉRÉS : 1 000 individus. Nous ne présentons ici que les modalités de réponse qui concernent au moins 1 000 jeunes, afin de garantir une fiabilité statistique.
LECTURE : La densité de couleur indique la force graduelle du lien entre les modalités et les territoires.
Corrélation faible : 11 % < PEM < 22,5 % ; Corrélation moyenne : 22,5 % < PEM < 47,5 % ; Corrélation forte : 47,5 % < PEM < 60 %.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

GRAPHIQUE 23. **Motifs d'adhésion à une association selon le genre**
(sous-population engagée dans une association)



SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page88

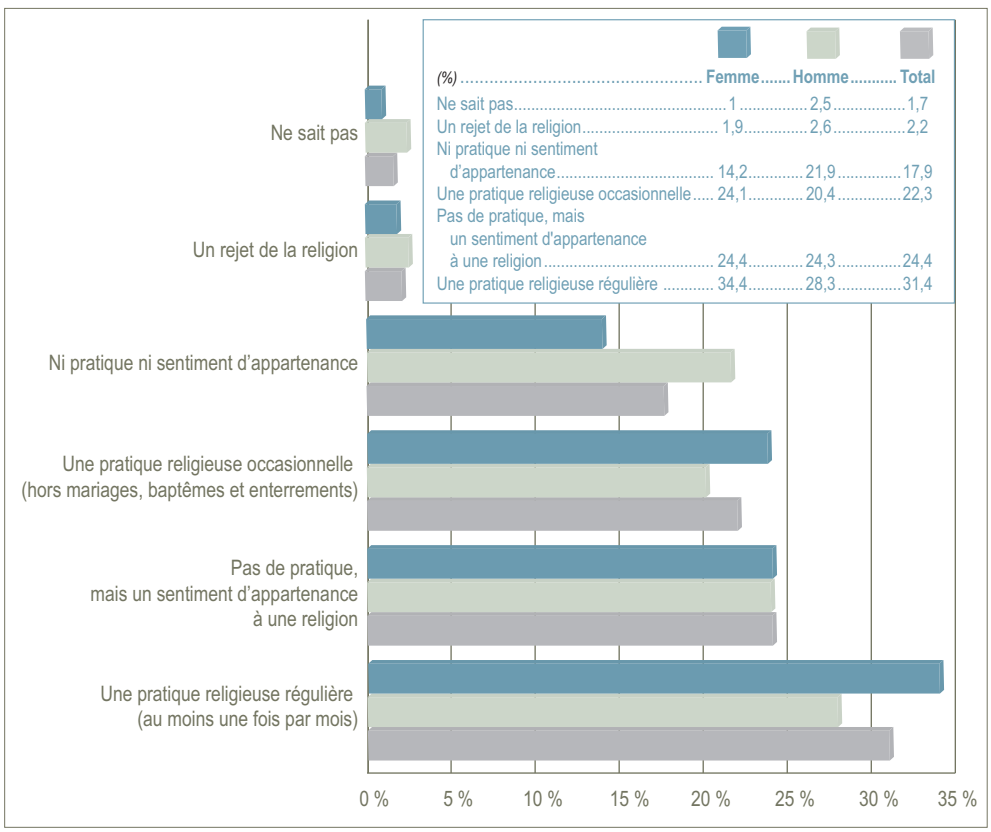
Pour autant, parmi les 37% des jeunes investis, quels sont les types d'associations les plus représentés ? La participation à une association sportive[38] ne concerne que 11% des jeunes, davantage les hommes (15%) que les femmes (8%) *(graphique 23 page précedente)*. Dans le même ordre de grandeur, 10% des jeunes font partie d'associations culturelles.

Plus d'un tiers des jeunes s'engagent dans une association pour pratiquer une activité ; un jeune sur cinq s'engage afin de rencontrer des personnes qui partagent les mêmes goûts. Enfin, pour 15% d'entre eux, il s'agit de défendre une cause, d'être utile, de faire respecter ses droits ou d'aider.

La pratique religieuse : les femmes surreprésentées

Si 8% des jeunes déclarent être engagés dans une association religieuse, 31% des jeunes affirment avoir une pratique religieuse régulière (se rendre au lieu de culte au moins une fois par mois). Les femmes pratiquent davantage que les hommes (34%, contre 28%).

GRAPHIQUE 24. **Pratiques religieuses selon le genre**



Source : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse*, 2012.

[38] Les pratiques sportives sont, évidemment, beaucoup plus répandues, mais hors cadre associatif.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page89

Quel que soit le genre, un jeune sur quatre (24%) n'est pas pratiquant tout en ayant, cependant, le sentiment d'appartenir à une religion. Dans le même ordre de grandeur, 24% des femmes et 20% des hommes ont une pratique religieuse occasionnelle (pas de fréquentation régulière d'un lieu de culte).

Globalement, 53% des jeunes adhèrent à une croyance religieuse et 51% considèrent qu'il est important que les enfants aient la même religion. En revanche, 18% disent n'avoir ni religion, ni pratique (22% des hommes, contre 14% des femmes).

Indépendamment d'une religion, 30% des jeunes se sentent proches d'un mouvement philosophique, spirituel, ou d'un autre type de croyance (mouvement rastafari par exemple). Les réponses positives sont marquées par une forte proportion d'hommes (36%, contre 26% de femmes).

F. Des étapes vers l'âge adulte au «sentiment» d'être adulte

Décohabitation, parentalité, matrimonalité, emploi… le franchissement des étapes vers l'âge adulte

Pour cerner le profil des jeunes adultes de Guyane, l'enquête prend comme référence les étapes classiquement considérées comme des marqueurs du devenir adulte: ne plus être scolarisé; décohabiter; avoir un enfant; être en couple; être en emploi[39].

Remarquons tout d'abord qu'il nous a paru essentiel de distinguer les revenus du statut d'emploi. D'une part parce que le travail informel est très développé en Guyane, d'autre part parce qu'un bon nombre de jeunes touchent des allocations sociales. Les jeunes peuvent donc avoir des ressources financières sans pour autant occuper un emploi. C'est d'ailleurs le cas, puisque 35% des 16-25 ans ont des ressources mensuelles supérieures à 500 euros, alors que seuls 19% ont un emploi *(tableau 39 page suivante).*

Autres résultats importants: la part des jeunes de 16-25 ans non scolarisés est élevée (presque 60%), révélant un degré de scolarisation beaucoup plus faible qu'ailleurs en France (41%, contre 54% en 2008 pour les 16-24 ans en métropole; ministère de l'Éducation nationale, 2011). Enfin, la part des décohabitants est faible (moins de 20%[40]). Inversement, le taux de jeunes avec enfant(s) est élevé (28%).

Selon ces critères, les modalités d'entrée dans la vie pour les jeunes de Guyane sont bien spécifiques: arrêt rapide des études, obtention tardive d'un emploi (mais des ressources financières souvent régulières) et,

[39] Nous ne savons malheureusement pas à quel âge les jeunes interrogés ont franchi, le cas échant, ces différentes étapes; nous ne pouvons donc pas analyser les éventuelles (dé)synchronisations sociales ni les possibles changements de statut (être puis ne plus être en couple; décohabiter puis retourner dans sa famille; avoir un emploi puis le perdre). Une étude portant spécifiquement sur les transitions biographiques pourrait être envisagée pour la suite de la *Démarche Jeunesse.*

[40] L'Insee obtient un chiffre de 27%.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page90

TABLEAU 39. **Étapes vers l'âge adulte** *(en %)*

	Pas en études	Décohabitant	Avec enfant(s)	En couple	Plus de 500 euros/mois	En emploi
16-25 ans en Guyane	59	20	28	23	35	19

LECTURE : 59 % des 16-25 ans en Guyane ne sont plus scolarisés ; 19,8 % ont décohabité ; 28 % ont au moins un enfant ; 23 % sont en couple ; 35 % gagnent plus de 500 euros par mois et 19 % sont en emploi.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

dans cette longue période d'incertitude et d'instabilité, une parentalité fréquente et une décohabitation progressive.

Mais au-delà de ce diagnostic global, l'intérêt est surtout d'évaluer les disparités entre les 16-25 ans. Quels facteurs jouent le plus sur le franchissement de ces étapes ? Après analyse statistique, cinq facteurs s'avèrent particulièrement déterminants : l'âge, le fait d'être ou non scolarisé, le sexe, le niveau de diplôme et, dans une moindre mesure, le territoire.

Assez logiquement, les situations de vie sont très différentes selon l'âge : 24 % des jeunes de Guyane sortent du système scolaire avant 20 ans, contre 88 % après 20 ans ; on passe aussi de 7 % à 31 % pour le taux de décohabitation, de 9 % à 44 % pour les enfants, de 10 % à 56 % pour les revenus, et de 3 % à 33 % pour l'emploi. Ce facteur « âge » est directement lié au statut (non) scolaire. On retrouve *grosso modo* les mêmes écarts entre « en études » et « pas en études » qu'entre « moins de 20 ans » et « 20 ans et plus ». La fin de la scolarité, qui se joue souvent autour des 20 ans, constitue donc bien une rupture fondamentale dans les modes de vie pour nombre de jeunes. Autre point essentiel à noter, directement lié au développement de l'offre scolaire, est le développement en Guyane d'une « culture juvénile ».

Deuxième point essentiel : les parcours des jeunes filles semblent à bien des égards distincts de celui des jeunes garçons, en particulier en matière de décohabitation, de parentalité et de ressources financières. Chez les jeunes femmes, 24 % ont décohabité, contre 15 % pour les hommes ; 37 % disent avoir (au moins) un enfant, contre 19 % des hommes ; 41 % ont des revenus mensuels supérieurs à 500 euros, contre 30 % des hommes.

Troisième point : le niveau de diplôme, pour ceux qui ne sont plus scolarisés, est essentiel. L'influence scolaire ne se manifeste donc pas seulement pour ceux qui sont encore en études, mais impacte aussi la trajectoire de ceux qui en sont sortis.

Enfin, dernier point, il existe des différences territoriales notables sur certains aspects. Nous détaillerons longuement cette analyse dans la seconde partie du rapport.

Mais surtout, il importe d'étudier les effets conjoints de ces différents facteurs afin de faire apparaître des typologies de jeunes. Nous avons ainsi réalisé une analyse facto-

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page91

TABLEAU 40. **Étapes vers l'âge adulte selon l'âge, le sexe, le statut et le territoire** *(en %)*

	Pas en études	Décohabitant	Avec enfant(s)	En couple	Plus de 500 euros/mois	En emploi
< 20 ans	24	7	9	18	10	3
20 ans et plus	88	31	44	27	56	33
En études		7	5	15	8	
Pas en études		29	44	29	55	33
Femme	58	24	37	25	41	20
Homme	60	15	19	22	30	19
Aucun diplôme *	–	26	50	28	41	13
Diplôme inférieur au Bac *	–	24	45	30	56	34
Diplôme Bac et supérieur *	–	40	31	28	75	65
Centre-Est	51	22	23	23	35	22
Savanes	56	16	23	19	32	21
Littoral-Ouest	72	17	36	23	39	13
Intérieur	82	21	44	36	32	18

*Uniquement pour les jeunes qui ne sont plus en études.
LECTURE : 24 % des moins de 20 ans ne sont plus en études, contre 88 % des 20 ans et plus ; 7 % des moins de 20 ans ont décohabité, contre 31 % de 20 ans et plus.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

rielle de correspondance (AFC) à partir de sept groupes de variables :

- En emploi/Pas en emploi ;
- Types de revenu – Revenus d'activité déclarée/Revenus sociaux, pension alimentaire/Aide financière (parents, conjoint, etc.)/Activités non déclarées (jobs)/Bourse, indemnité de formation/Allocation chômage (ASSEDIC)/Autres ;
- > 500 euros par mois/< 500 euros par mois ;
- Avec enfant(s)/Sans enfant ;
- Décohabitant/Décohabitant partiel/Non décohabitant ;
- Femme/Homme ;
- Aucun diplôme/Diplôme inférieur au baccalauréat/Diplôme baccalauréat et supérieur.

On peut noter que nous n'avons pas retenu dans notre modèle le statut matrimonial (être ou ne pas être en couple). Non seulement le nombre de jeunes qui se disent « en couple » est limité, mais, surtout, les différences sont minimes parmi les jeunes de Guyane. Il ne semble pas, contrairement aux territoires métropolitains notamment, que le statut matrimonial soit une étape essentielle dans le devenir adulte[41].

[41] Dans notre questionnaire, les interviewés pouvaient préciser s'ils étaient mariés ou en concubinage, mais le nombre de jeunes mariés est si faible que nous les avons regroupés dans une catégorie « en couple ». Même ainsi, la variable « matrimonialité » s'avère peu opérante.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page92

TABLEAU 41. **Typologie des femmes et des hommes de 16-25 ans non scolarisés**

FEMMES		EN EMPLOI			SANS EMPLOI		
Diplôme	Revenus	Pas d'enfant	Enfant(s)	Total en emploi	Pas d'enfant	Enfant(s)	Total ss emploi
Aucun diplôme	< à 500 euros/mois	0,0 %	0,0 %	0,0 %	7,6 %	10,7 %	18,3 %
	> à 500 euros/mois	2,4 %	2,0 %	4,3 %	0,7 %	15,8 %	16,5 %
	Total aucun diplôme	2,4 %	2,0 %	4,3 %	8,3 %	26,4 %	34,8 %
Diplôme < Bac	< à 500 euros/mois	0,4 %	0,2 %	0,7 %	7,3 %	3,8 %	11,1 %
	> à 500 euros/mois	4,5 %	6,5 %	11,0 %	0,9 %	9,1 %	10,0 %
	Total diplôme < Bac	4,9 %	6,8 %	11,7 %	8,1 %	12,9 %	21,0 %
Diplôme Bac et +	< à 500 euros/mois	0,0 %	0,0 %	0,0 %	5,6 %	1,6 %	7,2 %
	> à 500 euros/mois	12,6 %	5,5 %	18,1 %	0,4 %	2,6 %	3,0 %
	Total diplôme Bac et +	12,6 %	5,5 %	18,1 %	6,0 %	4,2 %	10,1 %
Total général femmes		19,9 %	14,2 %	34,1 %	22,4 %	43,5 %	65,9 %

HOMMES		EN EMPLOI			SANS EMPLOI		
Diplôme	Revenus	Pas d'enfant	Enfant(s)	Total en emploi	Pas d'enfant	Enfant(s)	Total ss emploi
Aucun diplôme	< à 500 euros/mois	0,4 %	0,2 %	0,5 %	21,5 %	6,7 %	28,2 %
	> à 500 euros/mois	3,4 %	2,1 %	5,5 %	4,4 %	1,6 %	6,0 %
	Total aucun diplôme	3,7 %	2,3 %	6,0 %	25,9 %	8,3 %	34,2 %
Diplôme < Bac	< à 500 euros/mois	0,8 %	0,0 %	0,8 %	15,6 %	4,6 %	20,2 %
	> à 500 euros/mois	7,7 %	5,0 %	12,7 %	4,0 %	3,9 %	7,8 %
	Total diplôme < Bac	8,4 %	5,0 %	13,4 %	19,6 %	8,5 %	28,1 %
Diplôme Bac et +	< à 500 euros/mois	0,3 %	0,0 %	0,3 %	4,0 %	0,2 %	4,2 %
	> à 500 euros/mois	8,7 %	3,3 %	12,0 %	0,5 %	1,4 %	1,8 %
	Total diplôme Bac et +	9,0 %	3,3 %	12,3 %	4,4 %	1,6 %	6,0 %
Total général hommes		21,2 %	10,6 %	31,8 %	49,8 %	18,4 %	68,2 %

LECTURE : Chaque % est relatif à l'ensemble des femmes ou des hommes de 16-25 ans non scolarisés. Par exemple : 12.6 % des femmes de 16-25 ans non scolarisées ont un diplôme de niveau Bac ou supérieur, ont un emploi, n'ont pas d'enfants et gagnent plus de 500 euros par mois (chiffre en bleu) ; 15.6 % des hommes de 16-25 ans non scolarisés ont un diplôme inférieur au Bac, n'ont pas d'emploi ni d'enfant et gagnent moins de 500 euros par mois (chiffre en bleu).

Après avoir considéré les seuls jeunes non scolarisés *(tableau 41)*, on peut finalement identifier quatre populations types :

– une *population scolaire,* où filles et garçons sont également présents, qui habite toujours dans sa famille (ou en double résidence), ayant peu de revenus (issus d'aides financières ou de bourses) et sans enfant ;
– une *population féminine diplômée* (baccalauréat et supérieur), en emploi, décohabitante et gagnant plus de 500 euros par mois ;
– une *population féminine non diplômée,* avec enfant(s), décohabitante et percevant des revenus sociaux (supérieurs à 500 euros mensuels) ;
– une *population masculine peu ou pas diplômée* (au mieux un diplôme inférieur au baccalauréat), percevant moins de 500 euros par mois, sans enfant.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page93

Cette typologie est globalement valable pour l'ensemble des territoires, tout en sachant que les taux de scolarisation et les niveaux de diplôme sont très différents selon les espaces. Si les logiques de parcours peuvent donc être semblables, les populations présentes dans ces territoires ont donc parfois des profils sensiblement différents.

Ainsi les jeunes du Centre-Est sont-ils globalement plus diplômés, plus décohabitants, davantage en emploi et donc pouvant bénéficier à la fois de revenus d'une activité déclarée (supérieurs à 500 euros par mois) et d'allocations chômage.

Le Littoral-Ouest se distingue par des jeunes titulaires d'un diplôme inférieur au baccalauréat, qui ne sont pas en emploi, sont non décohabitants ou en décohabitation partielle (certainement des jeunes venus à Saint-Laurent pour des études) et percevant des revenus sociaux ou des allocations chômage.

Les jeunes de l'Intérieur, quant à eux, sont beaucoup plus nombreux à n'avoir aucun diplôme, à ne pas être en emploi, à faire des petits boulots, à gagner moins de 500 euros par mois, à être en couple et à avoir des enfants.

Enfin, les Savanes présentent un profil atypique, puisqu'on n'y distingue presque aucune spécificité (par rapport aux variables intégrées dans notre AFC) hormis le fait d'avoir moins d'enfants. Comme si ce territoire, et en premier lieu la commune de Kourou, était une synthèse de tous les autres territoires.

QU'EST-CE QU'ÊTRE ADULTE ?

Au-delà d'une analyse des étapes « objectivées » de passage à l'âge adulte, il est important de s'intéresser aux perceptions qu'ont les jeunes du devenir adulte. Dans des sociétés où les parcours sont de plus en plus différenciés, où ces étapes sont de moins en moins suivies par les mêmes jeunes aux mêmes moments, il faut analyser la dimension subjective du devenir adulte. On n'est plus – ou plus seulement – adulte quand on a franchi un certain nombre de barrières, mais quand on se « sent » adulte.

• Des mots pour qualifier l'adulte

Les représentations qu'ont les jeunes de leur avenir sont tributaires de leur environnement social et d'un imaginaire construit en réaction ou en adhésion à des valeurs préconstruites mais, généralement, peu éprouvées. Verbaliser ce qu'est « être adulte » permet d'illustrer la diversité des acceptions.

Dans notre questionnaire, nous avons ainsi posé une question totalement ouverte : « Pour vous, que signifie ''être adulte'' ? » Nous avons ensuite recodé les 1 648 réponses obtenues en un certain nombre de modalités agrégées.

L'âge, le genre, le statut et le niveau de revenu n'influent pas de façon significative sur les réponses, comme si les qualificatifs mobilisés pour la représentation de l'adulte étaient largement partagés, au-delà des disparités sociales, culturelles et économiques.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page94

Seules les six premières réponses sont significatives en termes statistiques, même si l'exhaustivité des réponses retient l'attention.

Pour trois jeunes sur quatre, être adulte signifie être capable de gérer individuellement sa vie matérielle d'une part (notion d'indépendance, d'autonomie et de ressources propres), de maîtriser les rapports avec les autres d'autre part (notions de responsabilité, de droits et de devoirs). Cette ambition, que l'on retrouve dans les termes utilisés (« responsable », « autonome », « choix individuel », « indépendance », « ressources propres ») définit une tendance qui semble relativement partagée par la majorité des jeunes.

• Des représentations collectives partagées

L'importance des réponses communes mobilisées par les jeunes pour qualifier l'adulte incite à s'interroger davantage, à chercher ce qui rassemble plutôt que ce qui sépare.

Pour évaluer ce que signifie « être adulte » pour les jeunes, nous avons choisi six variables expliquées : la définition d'« être adulte », le lieu de vie souhaité en tant qu'adulte, les aspirations personnelles, les aspirations professionnelles, le sentiment de discrimination, l'optimisme général.

Ces six variables ont été croisées avec d'autres, qualifiant les jeunes en termes sociodémographiques : âge, sexe, statut, territoire, diplôme, nationalité, taille de la fratrie.

Les corrélations statistiques, faibles ou non significatives, montrent que les variables sociodémographiques habituellement utilisées ne sont pas opératoires pour différencier les variables qualifiant les représentations collectives.

De cette analyse globale, il ressort une conclusion importante : quels que soient l'âge, le sexe, le statut (en emploi ou pas), le territoire (Centre-Est, Littoral-Ouest, Savanes et Intérieur), le niveau de diplôme, la nationalité et la taille de la fratrie, les jeunes de Guyane partagent collectivement des conceptions similaires du devenir adulte.

Parmi des valeurs partagées, les institutions attachées aux fonctions régaliennes de la République (éducation, gouvernement, armée, police et justice) et de la citoyenneté requièrent une confiance depuis longtemps remise en cause dans l'ensemble des démocraties européennes et anglo-saxonnes.

Seul le statut (en emploi ou sans emploi, scolaire ou étudiant) semble marquer des différences sensibles.

Ainsi, les représentations collectives partagées montrent que les disparités, souvent évoquées dans la littérature, entre les « communautés » de Guyane, ou encore entre les territoires « cloisonnés » et « patrimonialisés », ne correspondent plus aux critères structurels qui furent longtemps utilisés pour les définir (lignage, clan, famille, etc.).

Les 16-25 ans ne cherchent pas nécessairement à se conformer aux définitions de groupes sociaux auxquels on les assigne

TABLEAU 42. **Liens statistiques associés aux représentations collectives partagées**

Variables expliquées	Variables explicatives							Moyenne
	Statut	Âge	Diplôme	Territoire	Sexe	Taille fratrie	Nationalité	
Aspirations professionnelles	18	10	14	14	15	12	9	13,1
Lieu de vie souhaité	20	20	10	16	2	10	10	12,6
Sentiment de discrimination	6	14	14	8	8	5	7	8,9
Aspirations personnelles	9	7	9	11	9	8	8	8,7
Définition « être adulte »	9	5	9	11	8	9	5	8,0
Optimisme général	6	5	10	11	10	3	7	7,4
Pratiques religieuses	5	1	5	6	14	5	3	5,6
Moyenne	10,4	8,9	10,1	11,0	9,4	7,4	7,0	9,2

LECTURE : La densité de couleur indique la force graduelle du lien entre les modalités.
Corrélation non significative : < 11 % (en blanc) ; Corrélation faible : 11 % < PEM < 22,5 % (en couleur).
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

TABLEAU 43. **Liens statistiques associés à la confiance envers les institutions**

Dans quelle mesure avez-vous confiance dans les institutions et groupes suivants ?	Variables explicatives							Moyenne
	Statut	Âge	Diplôme	Territoire	Sexe	Taille fratrie	Nationalité	
L'école, l'université	15	8	12	4	13	12	13	11,0
Le gouvernement de votre pays	17	3	7	15	12	6	10	10
Les gens en général, les citoyens	18	9	3	10	17	5	7	10
L'armée	8	7	4	4	13	7	13	8
Les médias	22	3	14	12	3	4	10	10
La police et le système judiciaire	13	7	3	12	8	6	7	8
Les instances religieuses	13	5	7	5	5	4	5	6
Moyenne	15	6	7	9	10	6	9	9

LECTURE : La densité de couleur indique la force graduelle du lien entre les modalités.
Corrélation non significative : < 11 % (en blanc) ; Corrélation faible : 11 % < PEM < 22,5 % (en couleur).
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

souvent. De Trois-Sauts à Antecum Pata, en passant par les trois agglomérations urbaines littorales, ils partagent de nombreuses représentations communes, valeurs et aspirations. Dans le même temps, on l'a vu, ils se distinguent nettement les uns des autres par leurs parcours migratoires, leurs usages linguistiques et leurs conditions de vie. L'homogénéité des représentations partagées se heurte ainsi à des contraintes sociales et économiques qui limitent l'intégration des jeunes à la société guyanaise. Par conséquent, on observe un déséquilibre entre un processus d'intégration culturelle à l'œuvre (références collectives partagées) et une intégration structurelle faible (dimension sociale et économique) ; d'où un certain nombre de déviances.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page96

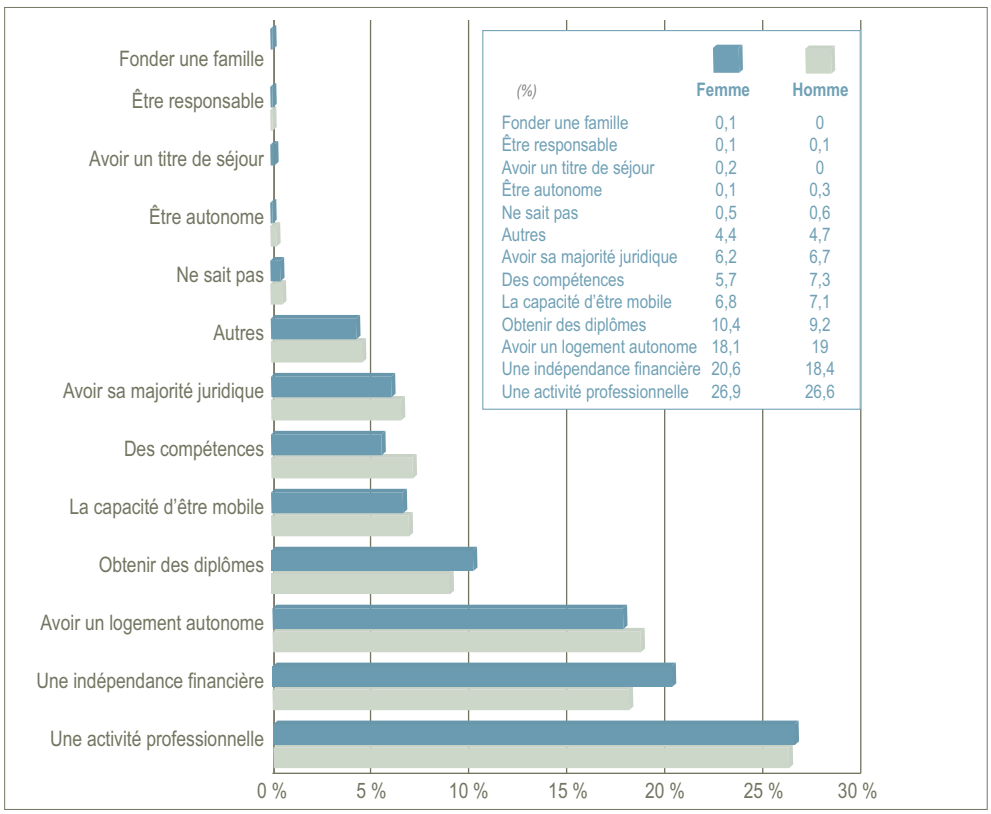
Les moyens pour devenir adulte

Parmi une liste de termes exprimant les capacités et les droits des adultes, près du tiers des jeunes désignent le fait d'être responsable de soi et des autres, 17% de choisir son mode de vie, 10% de s'engager et de se projeter dans l'avenir, 8% de fonder une famille et d'être légitime à le faire, 6% de choisir sans se justifier, 5% de choisir son statut familial[42]. Le genre impacte peu les moyens que les jeunes évoquent pour accéder à la représentation qu'ils ont de l'« adulte ».

Face à ces ambitions communes du « devenir adulte », quels sont les processus mobilisés par les jeunes ? Comment tenter de formaliser les moyens qu'ils mettent en œuvre ? En quoi le fait de vivre en Guyane les différencie-t-il de ce point de vue ?

Activité professionnelle et indépendance financière sont les principaux moyens pour devenir adulte aux yeux de un jeune sur deux. D'autre part, pour un jeune sur cinq, avoir un logement est perçu comme un moyen, non comme un objectif. Le fait de résider dans un logement autonome semble

GRAPHIQUE 25. **Moyens nécessaires pour devenir adulte selon le genre**



(%)	Femme	Homme
Fonder une famille	0,1	0
Être responsable	0,1	0,1
Avoir un titre de séjour	0,2	0
Être autonome	0,1	0,3
Ne sait pas	0,5	0,6
Autres	4,4	4,7
Avoir sa majorité juridique	6,2	6,7
Des compétences	5,7	7,3
La capacité d'être mobile	6,8	7,1
Obtenir des diplômes	10,4	9,2
Avoir un logement autonome	18,1	19
Une indépendance financière	20,6	18,4
Une activité professionnelle	26,9	26,6

Source : Crpv Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

[42] On entend par choix du statut familial le choix de demeurer célibataire ou de vivre en union libre (ou de se marier, etc.).

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page97

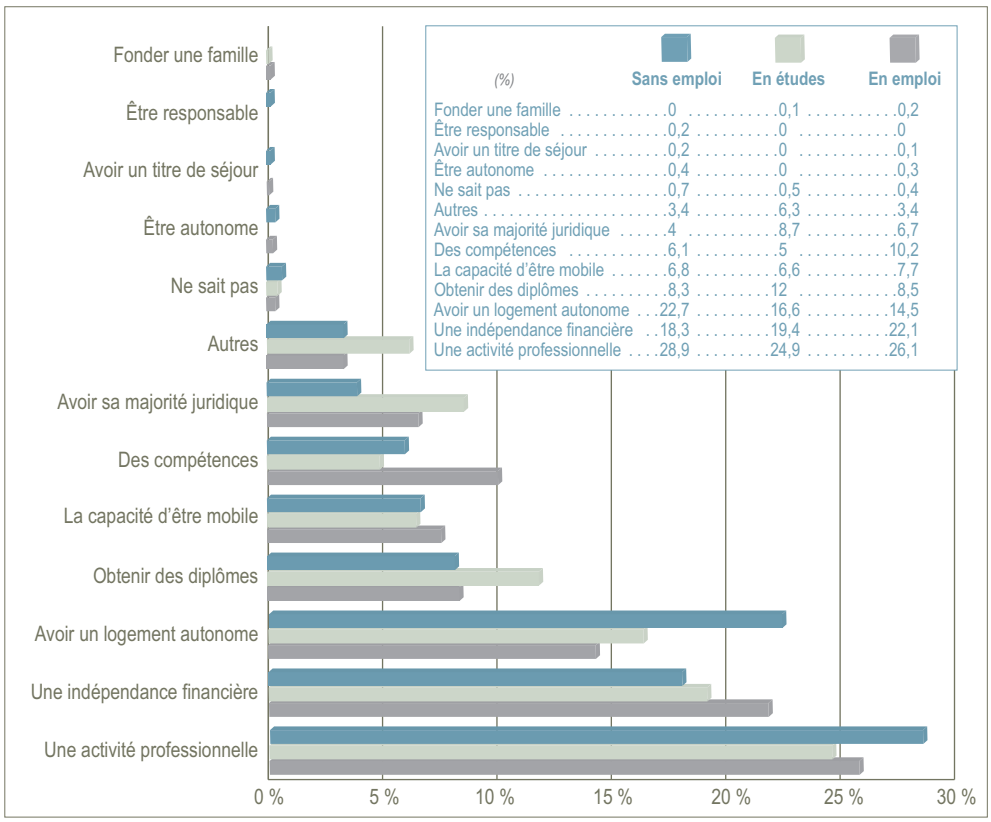
être une étape dans le devenir adulte, tout comme l'obtention d'un diplôme, viatique pour l'emploi (10%).

Selon les catégories (en emploi, sans emploi, en études), les moyens évoqués pour devenir adulte varient, même si l'emploi est la modalité la plus évoquée : pour les jeunes sans emploi, il est le principal moyen pour devenir adulte (29%) ; pour ceux qui sont en études, ce facteur est un peu moins important (25%), car l'obtention des diplômes est privilégiée (12%).

Comme pour le genre, le logement autonome est évoqué en troisième position. Chez les jeunes sans emploi, cette revendication concerne près du quart de la population, dans les mêmes ordres de grandeur que l'accès à une activité professionnelle. On perçoit que le fait de ne pas avoir d'emploi ne permet pas une indépendance financière et, par conséquent, l'installation dans un logement autonome.

L'indépendance financière est revendiquée par 22% des jeunes en emploi, confirmant qu'avoir un poste, pour ceux qui en ont un, reste une garantie. On retrouve cet impératif dans l'acquisition de compétences (10% des jeunes en emploi).

GRAPHIQUE 26. **Moyens nécessaires pour devenir adulte selon le statut**



(%)	Sans emploi	En études	En emploi
Fonder une famille	0	0,1	0,2
Être responsable	0,2	0	0
Avoir un titre de séjour	0,2	0	0,1
Être autonome	0,4	0	0,3
Ne sait pas	0,7	0,5	0,4
Autres	3,4	6,3	3,4
Avoir sa majorité juridique	4	8,7	6,7
Des compétences	6,1	5	10,2
La capacité d'être mobile	6,8	6,6	7,7
Obtenir des diplômes	8,3	12	8,5
Avoir un logement autonome	22,7	16,6	14,5
Une indépendance financière	18,3	19,4	22,1
Une activité professionnelle	28,9	24,9	26,1

SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse*, 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:30 Page98

Parmi les acquis, les jeunes revendiquent le fait d'être responsable (au sens du rapport aux autres) à 31%, autonome et capable de prendre des décisions à 24%. Les freins dans le processus d'indépendance sont donc avant tout logistiques et financiers. Afin de donner corps aux représentations de l'adulte, l'urgence, pour les jeunes, réside dans le fait d'acquérir les moyens d'une indépendance par la maîtrise d'une ressource propre (salaire ou autre), puis par une décohabitation et, enfin, par le fait de fonder une famille (entendu ici comme un foyer avec des enfants).

Les aspirations et les projets personnels : l'importance du projet de création d'entreprise

• Les aspirations personnelles : la prééminence de la famille

Globalement, parmi les aspirations personnelles (multiples) évoquées, le tiers des réponses portent sur le fait de fonder une famille et d'avoir des enfants. Autant de réponses portent sur le projet de vivre en couple (quel que soit le statut de la vie matrimoniale). Enfin, 6% illustrent la volonté de vivre auprès de la famille élargie.

TABLEAU 44. Matrice des aspirations personnelles

	Fonder une famille et avoir des enfants	Ne pas fonder une famille, ni avoir d'enfant	Avoir la même vie que vos parents	Ne pas avoir la même vie que vos parents	Vivre en couple	Vivre auprès de votre famille élargie	Vivre en célibataire	Vous dégager de votre tutelle familiale	Avoir un travail	Autres	Total
Fonder une famille et avoir des enfants	**44,9**	8,6	26,5	23,2	34,7	23,3	14,5	22,6	19,9	24,2	33,2
Ne pas fonder une famille, ni avoir d'enfant	1,0	**43,6**	2,4	2,6	1,9	2,2	15,1	2,3	–	1,8	4,0
Avoir la même vie que vos parents	1,9	1,5	**37,6**	–	1,5	1,8	2,0	1,8	6,4	0,4	2,4
Ne pas avoir la même vie que vos parents	5,4	5,2	–	**33,7**	5,6	8,2	5,5	9,5	–	1,7	7,7
Vivre en couple	33,7	15,6	19,8	23,3	**45,2**	22,6	0,7	22,7	33,7	20,1	32,2
Vivre auprès de ma famille élargie	4,0	3,2	4,2	6,1	4,1	**35,1**	3,5	2,2	6,4	2,3	5,8
Vivre en célibataire	2,0	17,1	3,8	3,2	0,1	2,7	**53,0**	3,1	–	1,8	4,5
Vous dégager de votre tutelle familiale	3,9	3,3	4,3	7,0	4,0	2,2	4,0	**34,4**	–	1,8	5,7
Avoir un travail	0,1	–	0,6	–	0,2	0,2	–	–	**33,7**	–	0,2
Autres	3,1	2,0	0,8	0,9	2,6	1,7	1,7	1,3	–	**45,8**	4,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

LECTURE : Du plus clair au plus foncé (plus intense), les réponses complémentaires les plus importantes sont hiérarchisées en trois niveaux, après celle déclarée majoritairement (diagonale).
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:31 Page99

Si ces réponses sont les plus importantes, quelles sont celles qui leur sont complémentaires ?

En complément du projet de fonder une famille (avec enfants), les réponses les plus importantes sont liées, de façon très cohérente, au projet de vie en couple (tiers des réponses) et à la volonté de ne pas avoir la même vie que ses parents (5 % des réponses). Si l'on considère l'aspiration à vivre en couple, les réponses complémentaires sont réciproques (fonder une famille, ne pas avoir la même vie que ses parents).

Les réponses complémentaires à l'aspiration à « vivre auprès de la famille élargie » sont : « une vie en couple » (23 %), « fonder une famille » (avec enfants) (23 %), « ne pas avoir la même vie que ses parents » (8 %) et, enfin, « vivre en célibataire » (3 %, peu significatif).

• Les projets personnels : emploi et création d'entreprise

La notion de projet personnel se distingue des aspirations par sa dimension moins pragmatique. Deux jeunes sur trois ont des projets (66 %, soit 22 566 jeunes). Pour le tiers restant, on considère que le fait de ne

TABLEAU 45. **Projets personnels selon l'âge, le statut et le diplôme (sous-population des jeunes ayant un projet)** *(en %)*

Projets personnels	Âge		Catégorie			Niveau de diplômes agrégés			Total
	< 20 ans	20 ans et plus	En emploi	En études	Sans emploi	Aucun diplôme	Diplôme Bac et supérieur	Diplôme inférieur au Bac	
Avoir un métier identifié	31,6	18,9	16,6	29,1	23,3	27,7	15,9	25,2	23,9
Créer une entreprise	11,4	20,8	24 ,0	10,7	18,8	15,6	22,1	15,6	17,1
Avoir un bien (maison, voiture, moto)	12,2	17,2	15,3	13,2	16,8	16,4	17,4		15,2
Voyager	15,9	14,5	18,1	16,3	12,4	10,1	18,7	16,6	15,0
Autres	5,0	5,8	7,6	7,1	3,1	3,8	8,2	5,3	5,5
Moyens mobilité	5,0	4,7	4,8	5,6	4,1	4,7	3,8	5,3	4,8
Aider les autres	6,8	3,3	1,2	6,6	4,9	4,8	1,3	6,3	4,7
S'épanouir dans sa vie professionnelle, sociale et matrimoniale	3,0	4,9	3,1	2,5	6,0	6,4	2,1	3,5	4,1
Formations / études	4,4	3,4	4,1	3,8	3,6	4,0	6,3	2,4	3,8
Vivre et travailler ailleurs	3,0	2,4	2,1	3,3	2,4	2,4	0,9	3,7	2,6
Avoir un titre de régularisation / Investir dans le pays d'origine	1,4	2,4	1,0	1,2	3,2	2,4	1,3	2,1	2,0
Être autonome, décohabiter	0,5	1,9	2,2	0,6	1,5	1,7	2,2	0,6	1,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:31 Page100

pas avoir de projets entre 16 et 25 ans est largement acceptable dans cette proportion. Par ailleurs, la notion de projet personnel est corrélée avec l'âge. Sur l'ensemble des jeunes ayant des projets, 60% ont de plus de 20 ans. Le genre n'influe pas sur la nature du projet.

Si l'on considère la sous-population des jeunes ayant des projets (22566 individus), on note que le genre n'a aucun impact, pas plus que l'âge ou le statut (en études, sans emploi ou en emploi) sur les projets personnels. L'emploi, d'abord, est au cœur des préoccupations : l'importance du métier et de son identification (sous-entendu un métier unique grâce auquel le jeune puisse vivre) est revendiquée par un quart des jeunes.

Quels projets personnels les jeunes font-ils ?

La création d'entreprise concerne 17% des jeunes et vient en deuxième position des réponses, en cohérence avec les aspirations professionnelles. Cette proportion révèle un dynamisme notable, cohérent avec les analyses économiques.

Les catégories de ceux qui souhaitent créer une entreprise sont les jeunes en emploi et ceux en études. On retrouve ce trait chez Courbain *et al.* (2009), qui soulignent que la situation des nouveaux entrepreneurs guyanais se rapproche de la moyenne nationale, puisque, dans les deux cas, près de la moitié des créateurs avaient un emploi avant de créer leur entreprise.

En outre, les auteurs notent que, si les entrepreneurs guyanais sont plus diplômés que ne l'est l'ensemble de la population (16% ont le baccalauréat et 32% un diplôme d'études supérieures), néanmoins, en comparaison avec l'Hexagone, parmi les nouveaux entrepreneurs, plus de la moitié sont sans diplôme (*Ibid.*, p. 10). Ces analyses corroborent nos résultats illustrant l'importance des projets de création d'entreprise parmi la catégorie des sans-emploi, fortement corrélés aux sans-diplôme[43]. Dans l'enquête, 19% des jeunes sans emploi souhaitent créer une entreprise, et 17% des jeunes sans diplôme.

Il faut toutefois pondérer ces analyses par la réalité de ce qu'est la création d'entreprise en Guyane. Dans la plupart des cas, il s'agit de petites entreprises individuelles démarrant leur activité le plus souvent sans salarié : 88% des nouvelles entreprises créées pendant le premier semestre de 2006 n'ont aucun salarié. La quasi-totalité en a moins de 10. Seulement 8% des créations comptent 1 à 2 salariés et 4% 3 salariés et plus (*Ibid.*, p. 13).

De plus, dans 23% des cas, l'investissement ne dépasse pas les 2000 euros (*Ibid.*, p. 14), pourcentage très proche de la moyenne nationale (22%). Plus du tiers des créateurs mettent en place leur projet sans autres financements que leurs ressources personnelles (chiffre proche de la moyenne nationale). En revanche, l'accès à l'emprunt bancaire au titre de l'entreprise comme en son nom personnel est plus limité en

[43] Se reporter au paragraphe « Le diplôme, viatique pour l'emploi », en page 43.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:31 Page101

Guyane qu'en France (31%, contre 41%). Parallèlement, les créateurs ne sont que 4% à impliquer financièrement d'autres sociétés au début du projet, leur choix se portant plutôt vers des entreprises individuelles non capitalisées (*Ibid.*, p. 14).

La création d'entreprise est surtout un moyen de produire son propre emploi, analyse faisant écho aux qualités assignées à l'« adulte » par les jeunes : celles de responsabilité et d'indépendance.

Posséder un patrimoine immobilier (logement de type maison individuelle, majoritairement) et des moyens de mobilité (automobile ou autres) concerne 15% des jeunes. Le fait de « voyager », que l'on peut associer à l'envie de découverte et d'émancipation, est exprimé dans les mêmes proportions (15%). Entre ancrage et voyage, ces types de projets personnels restent complémentaires.

Les parcours types du devenir adulte en Europe, tels que conceptualisés par Van de Velde (2008, p.14-17)[44] – « se trouver », « s'assumer », « s'installer », « se placer » – sont, en Guyane, beaucoup moins tranchés, à l'exception des facteurs relevant d'une « installation ». Par exemple, les moyens que souhaitent mobiliser les jeunes guyanais – disposer d'un logement, d'un emploi, fonder une famille – s'inscrivent dans cette perspective. Ces traits convergent avec un modèle d'adulte du sud de l'Europe où l'indépendance et la décohabitation sont associées à la matrimonialité.

Le paradoxe repose sur le fait que ce modèle implique des outils théoriquement accessibles (accès à la scolarisation, au logement social, à l'emploi, etc.), mais non opérationnels en réalité pour une large partie des jeunes guyanais. Cela créerait-il, pour autant, un modèle d'adulte original, voire spécifique à la Guyane ? Les représentations et les outils mobilisés par les jeunes guyanais paraissent au contraire très conformistes. Le contexte et les milieux sociaux dont ils sont issus les contraignent à être pragmatiques en étant responsables d'eux-mêmes. Il est frappant de constater que la diversité socioculturelle, socio-économique et migratoire ne se traduit pas par une diversité des propositions quant au modèle de l'« adulte ». Si le projet de création d'entreprise reste important[45], c'est peut-être une

[44] Cécile Van de Velde mène une analyse comparative des trajectoires familiales et professionnelles des jeunes au Danemark, au Royaume-Uni, en France et en Espagne. Elle distingue quatre formes de structuration des parcours pour devenir adulte : 1) *« Se trouver »*. La période « jeune-adulte » est un long chemin empli d'expériences exploratoires. Chez les jeunes danois, la construction de l'identité individuelle passe par de nombreux aller-retours entre études/emploi, vie solitaire/union libre. 2) *« S'assumer »*. Très tôt, les jeunes britanniques, très désireux de s'acquitter de la tutelle parentale, assument des responsabilités individuelles. Dans une société qui valorise l'autonomie et l'émancipation, ils cherchent précocement à assumer des responsabilités pour accéder au statut d'adulte. 3) *« Se placer »*. En France, la jeunesse est une période déterminante dans la construction de statut social de l'individu adulte. Les trajectoires d'études, linéaires, se dessinent en fonction de l'idéal de trouver rapidement place dans un corps professionnel. Dans le modèle français, celui-ci a une place fondamentale, comme « l'un des principaux déterminants du statut individuel » (p. 21). *« S'installer »*. En Espagne, les trajectoires se caractérisent par le maintien, jusqu'à l'âge de 27 ans en moyenne, au domicile parental. La cohabitation est une période d'attente, le temps pour le jeune de réunir les conditions d'une « installation stable dans la vie adulte » (p. 22). La société espagnole encourage ce système, maintenant les jeunes durant une longue période dans ce statut d'attente jusqu'à ce qu'elle puisse leur offrir de réelles chances de tenir un rôle social.

[45] Courbain *et al.* (2009, p. 3) montrent que, depuis 2003, la Guyane voit se créer tous les ans près de 1 000 entreprises, soit un taux de création de l'ordre de 13%, ce qui est de trois points supérieur au taux national de l'époque.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:31 Page102

conséquence du décalage né de la confrontation entre cette représentation et la réalité, laquelle suggère de compter sur ses propres forces en créant son emploi et les conditions de son indépendance.

• Le choix du lieu de vie en tant qu'adulte : « La Guyane si je peux ! Sinon, la métropole. »

Le choix du lieu de vie non contraint est souvent associé à l'origine et à l'expérience du changement de résidence. En Guyane, le fait migratoire est essentiel. Ce qu'il implique en termes de mobilité et de rapport au pays d'origine a-t-il un impact sur le choix du lieu de vie en tant qu'adulte ?

Les jeunes souhaiteraient vivre leur vie d'adulte en Guyane à 57 %, en métropole à 22 % et en Europe (quel que soit le pays) à 8 %, qu'ils soient français ou de nationalité étrangère.

En croisant cette variable avec les nationalités agrégées, les réponses sont un peu plus nuancées, notamment pour les jeunes de nationalité brésilienne qui souhaitent vivre au Brésil (20 %) et en métropole (18 %). Les Surinamais constituent la plus forte proportion à vouloir rester en Guyane (62 %), avec les Haïtiens (59 %), alors que les nationaux représentent la plus faible (56 %). Ces derniers sont, par conséquent, les plus importants à souhaiter vivre en métropole (23 %).

Globalement, les jeunes issus de l'immigration se projettent donc en Guyane et en métropole. Selon les catégories (en emploi, sans emploi, en études), les proportions des jeunes changent, mais elles restent dans les mêmes ordres de grandeur. Ceux qui sont en emploi souhaitent davantage vivre en Guyane (69 %) et en métropole (11 %). Le lien avec le pays d'origine, matérialisé par le souhait d'y vivre, n'est évoqué de façon notable que chez les jeunes originaires du Brésil.

Ainsi, les aspirations et projets personnels sont assez peu différenciés, conformément

TABLEAU 46. **Lieu de vie souhaité en tant qu'adulte selon la nationalité** *(en %)*

Lieu de vie souhaité	Nationalités agrégées					Total
	Autres nationalités	Française	Brésilienne	Haïtienne	Surinamaise	
Guyane	56	56	57	59	62	57
France métropolitaine	19	23	18	16	18	22
Europe	9	9		9	8	8
Ne sait pas	6	4	3	7	5	4
Amérique du Nord	5	4		7	3	4
Brésil	1	2	20		0,6	2
Autres pays	4	2	2	3		2
Surinam		0,9			4	1
Total	100	100	100	100	100	100

SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse*, 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:31 Page103

aux représentations communes relatives à l'adulte chez les jeunes en Guyane.

Ceux qui sont en études sont les moins nombreux à vouloir rester en Guyane (55%); ils constituent la proportion la plus importante à souhaiter vivre en métropole (23%), en Europe (12%) et en Amérique du Nord (4%). Plus le niveau du diplôme est important, moins les jeunes souhaitent rester en Guyane. Ceux qui n'ont pas de diplôme souhaitent y rester, un niveau de diplôme faible ou nul limitant le champ des possibles. Pourtant, paradoxalement, ceux qui souhaitent le moins rester en Guyane sont les plus bas revenus (moins de 500 euros mensuels) et les plus hauts revenus (plus de 2000 euros mensuels).

Parmi les jeunes en emploi, 69% souhaitent rester en Guyane. Il semble donc que les jeunes pensent quitter la Guyane en raison de leurs difficultés à y avoir un emploi; mais, quand ils en ont un, ils souhaitent davantage y rester.

Les aspirations professionnelles : quand la nationalité cristallise des ambitions différentes

À la question «Quelles sont vos aspirations sur le plan professionnel?», globalement, 99% des jeunes ont répondu en avoir au moins une parmi les dix-huit alternatives proposées *(voir encadré colonne de droite).*

Ce chiffre, très fort, montre, *a priori*, une capacité de projection dans laquelle l'emploi et les compétences occupent une place essentielle.

Quelles sont vos aspirations sur le plan professionnel ?

- Aucune aspiration professionnelle.
- Créer votre propre entreprise.
- Exercer en qualité de profession libérale.
- Devenir « fonctionnaire ».
- Devenir salarié(e) d'une entreprise.
- Aller le plus loin possible dans votre carrière quitte à tout sacrifier pour cela.
- Préserver un équilibre entre évolution professionnelle et familiale.
- Avoir un métier qui vous passionne même s'il est peu rentable financièrement.
- Avoir un travail qui vous fasse voyager.
- Avoir un travail en Guyane.
- Avoir un travail à l'extérieur de la Guyane.
- Perpétuer des savoir-faire traditionnels.
- Pouvoir concilier plusieurs activités professionnelles.
- M'épanouir dans les relations sociales.
- M'épanouir dans les relations culturelles.
- De bonnes opportunités d'emploi mais un cadre de vie médiocre.
- De médiocres opportunités d'emploi mais un cadre de vie agréable.
- Autres (précisez).

• L'emploi d'abord !
Type, lieu et conception du travail

Pourtant, les ambitions restent pragmatiques, quels que soient l'âge et le genre. Les réponses les plus importantes distinguent trois orientations :

- d'abord, le type/statut de l'emploi représente près de la moitié des réponses (45%) – être salarié (18%), créer une entreprise (16%), devenir «fonctionnaire» (8%), exercer en qualité de profession libérale (2%);

- ensuite, d'autres modalités portent sur le lieu d'exercice de l'emploi (27%) – en

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:31 Page104

TABLEAU 47. **Aspirations professionnelles selon l'âge, le genre et le statut** *(en %)*

	Âge		Genre		Statut			Total
	< 20 ans	20 ans et plus	Femme	Homme	En emploi	En études	Sans emploi	
Conceptions du travail	16	15	18	13	25	17	10	25
Lieu d'exercice	27	30	29	28	27	26	29	27
Type / statut de l'emploi	44	41	39	46	37	46	47	37
Autres réponses agrégées	13	14	14	13	11	10	13	11
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse*, 2012.

Guyane (17%), hors du département (5%) ou un emploi qui fasse voyager (6%). La perspective de mobilité professionnelle reste faible, même si l'ouverture est bien présente ;

- enfin, les réponses sont regroupées autour des conceptions du travail différentes (16%) – préserver un équilibre entre évolution professionnelle et familiale (6%), avoir un métier passionnant même s'il est peu rentable financièrement (5%), aller le plus loin possible dans une carrière quitte à tout sacrifier pour cela (3%), s'épanouir dans les relations sociales (3%).

Ces données globales varient selon l'âge, le genre et le statut des jeunes.

L'âge ne joue de façon significative que sur le type d'emploi. Il récolte plus de réponses pour les jeunes de moins de 20 ans. Au-delà de 20 ans, les jeunes, en fonction de leur niveau de diplôme, sont plus lucides sur l'emploi auquel ils prétendent.

Le genre influe sur la conception du travail. La proportion des réponses proposées par les femmes est plus nombreuse (18%) que celle des hommes (13%), lesquels, en revanche attachent plus d'importance au statut de l'emploi (46%, contre 40% des femmes).

Enfin, la conception du travail est notable chez les jeunes en emploi (25%), mais n'a presque aucun intérêt chez les jeunes sans emploi (10%). En revanche, pour cette catégorie, le statut de l'emploi est essentiel (47%), comme pour les jeunes en études (46%).

• L'effet du marché de l'emploi sur les aspirations professionnelles des jeunes étrangers

Au regard du marché de l'emploi et de la prépondérance de la fonction publique, qui exige la nationalité française, on peut se demander comment cette spécificité régionale se traduit sur les aspirations professionnelles des jeunes étrangers. L'enquête les compare à celles des nationaux, en utilisant de nouveau l'indicateur d'intensité du lien statistique

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:31 Page105

TABLEAU 48. **Aspirations professionnelles selon la nationalité** *(en %)*

Aspirations professionnelles	Nationalités					Total
	Autres nationalités	Brésilienne	Française	Haïtienne	Surinamaise	
Devenir salarié(e) d'une entreprise	19	25	17	20	26	18
Avoir un travail en Guyane	17	8	16	18	27	17
Créer votre propre entreprise	13	22	15	21	13	16
Devenir fonctionnaire	5	7	8	9	7	8
Préserver un équilibre entre évolutions professionnelle et familiale	5	2	6	3	3	5
Avoir un travail qui vous fasse voyager	7	5	6	5	2	5
Avoir un travail à l'extérieur de la Guyane	5	7	6	3	4	5
Avoir un métier qui vous passionne même s'il est peu rentable financièrement	5	5	5	5	3	5
Aller le plus loin possible dans votre carrière quitte à tout sacrifier pour cela	4	9	4	2	1	4
Exercer en qualité de profession libérale	2	1	3	2	0,4	2
Aucune aspiration professionnelle	1	1	2		4	2
Autres réponses agrégées	18	8	13	11	10	13
Total	100	100	100	100	100	100

LECTURE : 25 % des jeunes brésiliens souhaitent avant tout devenir salariés, contre 17 % des jeunes français.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

(pourcentage d'écart moyen, ou PEM) créé par le sociologue Philippe Cibois[46] (1993).

En reprenant les réponses majeures, on note que les jeunes souhaitant devenir salariés d'une entreprise sont d'abord surinamais (26 %) et brésiliens (25 %). Le lien statistique est faible, mais existant. Les nationaux constituent, relativement, la plus faible proportion (17 %) de ceux souhaitant un emploi salarié, et le lien PEM est dans ce cas inexistant.

Comment comprendre ce résultat ? Les conditions d'emploi sont marquées pour les jeunes étrangers par une forte instabilité et une poly-activité ; une activité salariée représente chez eux la possibilité de n'avoir qu'un seul travail et un seul salaire.

Les jeunes brésiliens (22 %) et haïtiens (21 %) constituent la proportion la plus importante des jeunes désirant créer leur entreprise. Rappelons que ces deux grou-

[46] Voir la note méthodologique III, p. 54.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:31 Page106

pes constituent les plus fortes proportions de non-diplômés[47]. La création d'une entreprise est, dans ces cas, liée à l'absence de diplôme et est envisagée comme une solution pour créer son emploi et des revenus.

La proportion de Surinamais souhaitant créer une entreprise est la plus faible (13%), mais ils sont les plus nombreux à vouloir un emploi en Guyane (27%), devant les Haïtiens (18%). Ce dernier groupe constitue, par ailleurs, la plus forte proportion de jeunes souhaitant devenir fonctionnaires. La proportion la plus faible échoit ici aux Brésiliens (8%).

Les ambitions de ces trois groupes de jeunes montrent que la nationalité, au regard d'un marché de l'emploi marqué par une fonction publique centrale et dévolue aux nationaux, cristallise des aspirations professionnelles vers des statuts autres. Une intégration variable des conceptions métropolitaines – où l'équilibre entre vies privée et professionnelle est une aspiration sociale revendiquée – peut constituer une hypothèse pour expliquer cette différence entre étrangers et nationaux.

Ainsi, 9% des jeunes brésiliens souhaitent «aller le plus loin possible dans [leur] carrière quitte à tout sacrifier pour cela». Chez les nationaux, on constate la proportion la plus forte pour la modalité «préserver un équilibre entre évolution professionnelle et familiale» (6%) ou «avoir un métier qui vous passionne, même s'il est peu rentable financièrement» (5%). Néanmoins, le fait d'être «fonctionnaire», par ce qu'il représente en matière d'égalité envers les nationaux, reste un modèle d'emploi de référence.

• Les outils majeurs :
réussir ses études et accumuler les expériences professionnelles

Au pragmatisme des ambitions professionnelles répond celui des outils mobilisés. Ceux-ci sont, évidemment, différents selon les statuts des jeunes, mais les registres de réponse restent partagés. Globalement, le moyen le plus représenté est la réussite de ses études ou des formations suivies (30%). La proportion est très forte chez les jeunes en études.

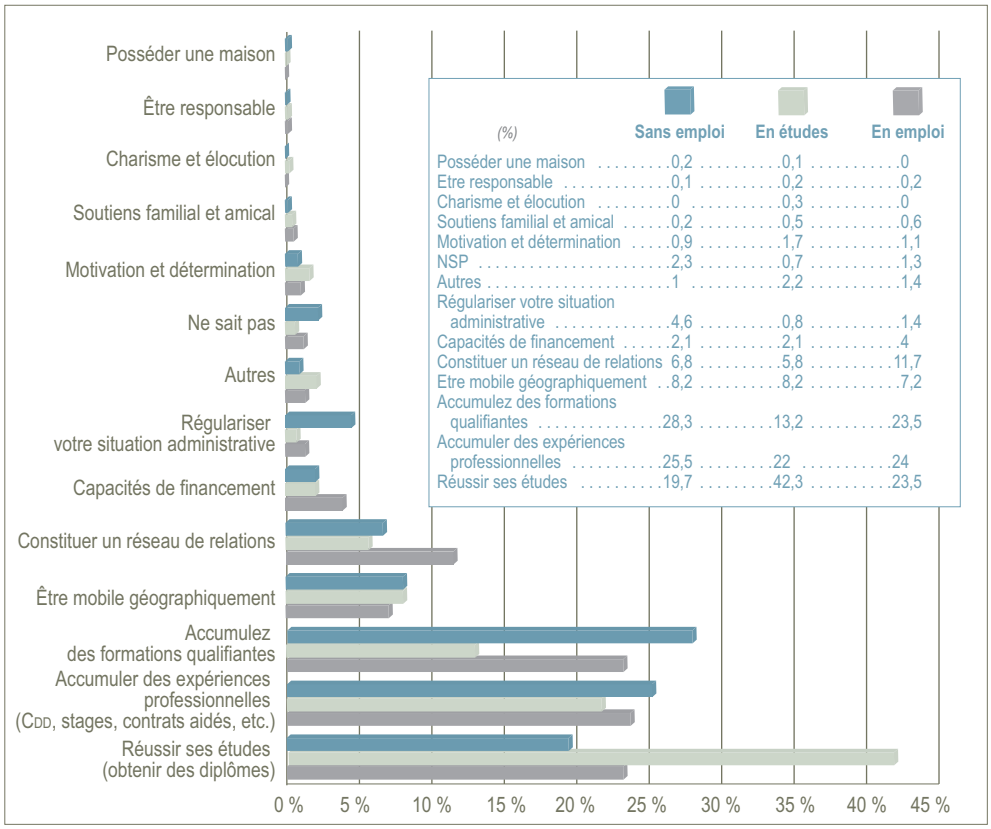
Quel que soit le statut, un jeune sur quatre considère qu'accumuler les expériences professionnelles est une condition pour concrétiser les aspirations professionnelles ; pour un jeune sur cinq, il s'agit d'accumuler les formations qualifiantes. Les jeunes associent ce processus à la mobilité, mais dans une proportion plus faible (8%), dans les mêmes ordres de grandeur que la constitution d'un réseau de relations.

Dans ces outils, l'invocation faible des soutiens familiaux et amicaux ou d'autres jeux de solidarité (0,4%) contraste avec l'importance de la responsabilité (envers soi-même et les autres) et la vie dans la famille élargie *(voir supra).* Les jeunes estiment probablement ne pas avoir les soutiens familiaux leur permettant de trouver un emploi.

[47] Se reporter au paragraphe «Les niveaux de diplôme selon la nationalité», p. 42.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:31 Page107

GRAPHIQUE 27. **Moyens nécessaires pour réussir professionnellement selon le statut**



SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse*, 2012.

LA CONFIANCE ENVERS LES AUTRES ET À L'ÉGARD DES INSTITUTIONS

L'indice de confiance selon les types d'activité des jeunes montre que ceux qui sont confrontés à un contexte professionnel sont globalement moins fortement confiants que les autres (14%, contre 21% de ceux qui sont en études et 24% de ceux qui sont sans emploi). Ce sont ceux qui ont aussi le plus fort indice de confiance faible (20%). Si avoir un emploi permet un mieux-être économique, il rend moins confiant.

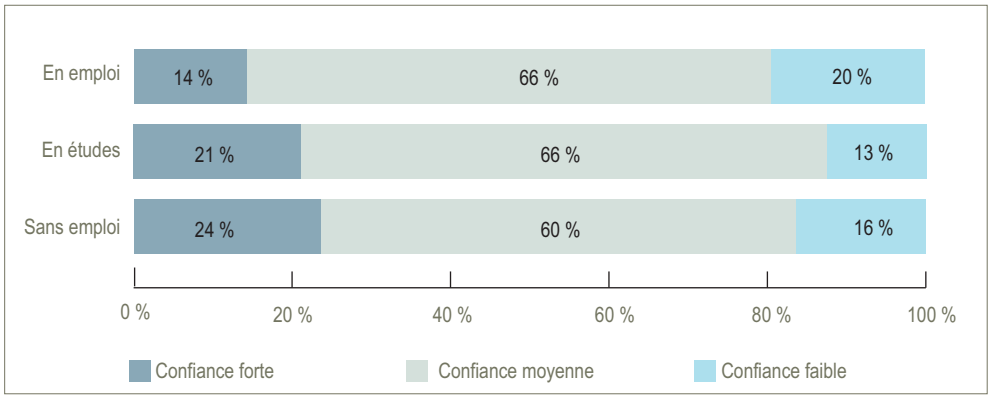
En revanche, les « sans-emploi », qui globalement sont économiquement les plus précaires, ont un indice de confiance moyen (60%, contre 66% chez les scolaires, les étudiants et ceux qui ont un emploi).

On peut distinguer plusieurs profils à valeurs de tendance par des corrélations significatives, avec une confiance générale entre tous ces acteurs :

– les jeunes qui ont globalement une confiance faible en tous ces acteurs sont ceux qui ont plus de 20 ans, plutôt de nationalité française et ayant des revenus de plus de 500 euros mensuels ;

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:31 Page108

GRAPHIQUE 28. **Indice de confiance selon le statut**



SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

– les jeunes qui ont globalement une confiance forte sont plutôt des hommes, issus de classes sociales populaires, ayant moins de 500 euros mensuels et ne percevant aucun revenu social ;
– les jeunes qui ont globalement une confiance moyenne sont plutôt des femmes, ayant un diplôme de type baccalauréat (ce profil est peu significatif).

Les forts scores de confiance obtenus rejoignent le sentiment majoritaire d'optimisme, question aussi globale et intuitive que la précédente.

Les questions globales relatives à la confiance montrent que les jeunes ne remettent pas en cause les piliers régaliens : 86% font confiance aux structures éducatives nationales majeures (école, université), 56% ont confiance en l'armée.

En revanche, la police et le système judiciaire n'atteignent pas de tels scores (taux de confiance de 41%). Dans les mêmes ordres de grandeur, les instances religieuses, le gouvernement et les médias ne bénéficient pas d'un crédit fort.

NOTE MÉTHODOLOGIQUE V
Indice de confiance, I_{CG}

Afin d'avoir une analyse globale, nous avons construit un indice de confiance globale reposant sur les réponses à dix thèmes : gouvernement du pays, Europe, médias en général, instances religieuses, sociétés multinationales, ONG, associations, personnes en général, police et système judiciaire, armée, école et université.

Chaque individu se prononçait selon une gradation, à laquelle un score a été affecté : *Aucune confiance* (score – 2), *Peu de confiance* (score – 1), *Une certaine confiance* (score 1), *Une grande confiance* (score 2), *Ne sait pas* (score 0).

Pour chaque individu, l'indice global porte sur l'agrégation de l'ensemble des thèmes, soit une variation allant de – 20 à + 20. Afin d'obtenir ensuite un indice positif allant de 0 à 10, on a ajouté 20 et divisé par 4.

La conversion en une appréciation selon trois tendances (faible, moyenne, forte) est réalisée à ± 1,75 autour de la moyenne (5).

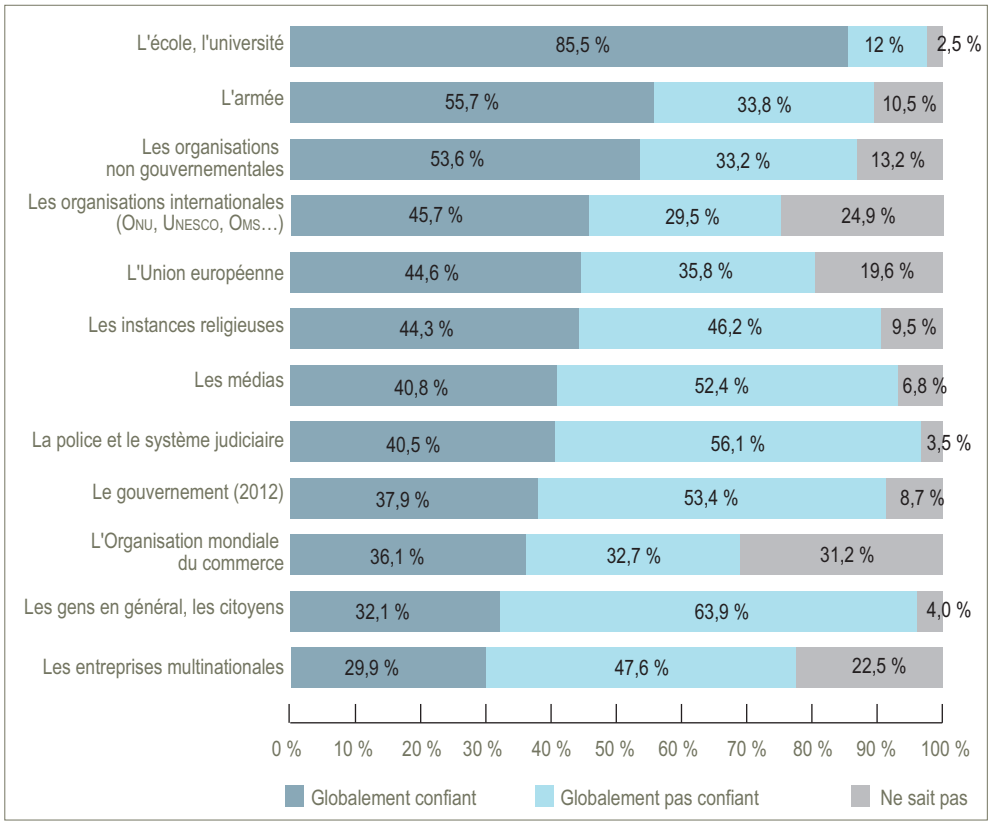
$I_{CG} < 3{,}25$: confiance faible,

$3{,}25 < I_{CG} < 6{,}75$: confiance moyenne,

$I_{CG} > 6{,}75$: confiance forte.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:31 Page109

GRAPHIQUE 29. **Confiance dans les autres et dans les institutions**



Source : Crpv Guyane, *Démarche Jeunesse*, 2012.

À l'échelle internationale, les institutions dans lesquelles les jeunes mettent leur confiance – pour ceux qui les connaissent – sont des actrices majeures du droit international et des jeux de régulation géopolitiques. Il s'agit d'organismes à but non lucratif, dont les représentations sont attachées à des ambitions de mieux-être social, sanitaire, alimentaire, ou à des missions pacificatrices, ou encore à des missions d'investissement structurel. Ainsi les Ong, les Nations unies et l'ensemble de ses institutions satellites (Organisation mondiale de la santé, Food and Agriculture Organisation, Agence internationale de l'énergie atomique, etc.) ainsi que l'Union européenne illustrent-elles cette bienveillance intuitive.

À l'inverse, les faibles scores de confiance touchent deux types d'acteurs. L'un, à l'échelle internationale, mais à but lucratif : les entreprises multinationales (48 %) ; et l'Organisation mondiale du commerce (instance de régulations commerciales internationales) (33 %). Dans les deux cas, la proportion de ceux qui « ne savent pas » (respectivement 23 % et 31 %) comprend les jeunes qui n'ont pas d'avis et ceux qui ne connaissent pas ces acteurs. L'autre acteur en lequel les jeunes n'ont majoritairement pas confiance est le citoyen *lambda* (32 %).

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:31 Page110

• *Un optimisme fort*

Nonobstant des contraintes sociales et économiques, ainsi qu'une lucidité sur leur situation et leur projet, les jeunes restent très optimistes pour eux et leurs proches à plus de 80%. Autrement dit, ils sont (relativement) peu confiants dans l'avenir de la société nationale ou régionale (guyanaise), mais très confiants en leur avenir personnel.

En cherchant les liens les plus significatifs entre les niveaux d'optimisme (fort, moyen, faible) et d'autres variables, on peut d'abord noter que les jeunes très optimistes sont plutôt dans le Littoral-Ouest. Les nationalités associées à ce sentiment sont plutôt surinamaise et haïtienne. Rappelons que la situation économique de ces jeunes est précaire, car ils n'ont aucun diplôme et exercent des activités non déclarées.

À l'autre bout du spectre, l'optimisme est lié aussi à l'appartenance à une classe sociale supérieure. On peut donc constater que deux sous-populations sont très optimistes : l'une dans une situation sociale et économique précaire, l'autre, issue d'un milieu social très aisé, qui présente une situation opposée.

L'optimisme moyen est plutôt l'apanage du Centre-Est et des jeunes de nationalité française, qui sont ceux qui ont le plus de diplômes, le plus d'emplois, les plus hauts revenus, etc. Ils sont possiblement les plus informés et cette lucidité les rend, peut-être, moins optimistes.

Enfin, ceux qui ne sont pas optimistes sont difficiles à cerner, entre des jeunes encore chez leurs parents et qui en souffrent, ou des jeunes en situation sociale et/ou économique si précaire qu'elle inhibe leur capacité à se projeter positivement dans l'avenir.

Par comparaison, en métropole, on observe chez les 16-24 ans un optimisme presque aussi fort, malgré une précarisation sociale accrue. Selon les résultats d'une enquête réalisée par OpinionWay pour les Apprentis d'Auteuil, publiée le jeudi 6 décembre 2012, Blanc (2012) souligne que « 78% d'entre eux se déclarent confiants dans leur capacité à obtenir ce qu'ils veulent dans la vie » et cite les analyses d'Olivier Galland, sociologue spécialiste de la jeunesse, selon lequel « les jeunes sont très peu confiants dans l'avenir de la société mais restent confiants sur leur

Note méthodologique VI
Indice d'optimisme global, I_{OG}

Nous avons construit de façon similaire à l'indice précédent un indice d'optimisme global reposant sur la réponse à quatre thématiques : avenir général, avenir des proches, avenir des jeunes, avenir du pays. Chaque individu interrogé se prononçait selon une gradation, à laquelle un score a été affecté : Pessimiste (score – 2), Peu optimiste (score – 1), Un certain optimisme (score 1), Très optimiste (score 2), Ne sait pas (score 0).

Pour chaque individu, l'indice global porte sur l'agrégation de l'ensemble des thèmes, soit une variation allant de – 8 à + 8. Afin d'obtenir un indice positif allant de 0 à 10, on a ensuite ajouté 8 et multiplié par 1,25.

La conversion en une appréciation selon trois tendances (faible, moyenne, forte) est réalisée à $\pm$ 1,75 autour de la moyenne (5).

$I_{OG} < 3{,}25$: optimisme faible,

$3{,}25 < I_{OG} < 6{,}75$: optimisme moyen,

$I_{OG} > 6{,}75$: optimisme fort.

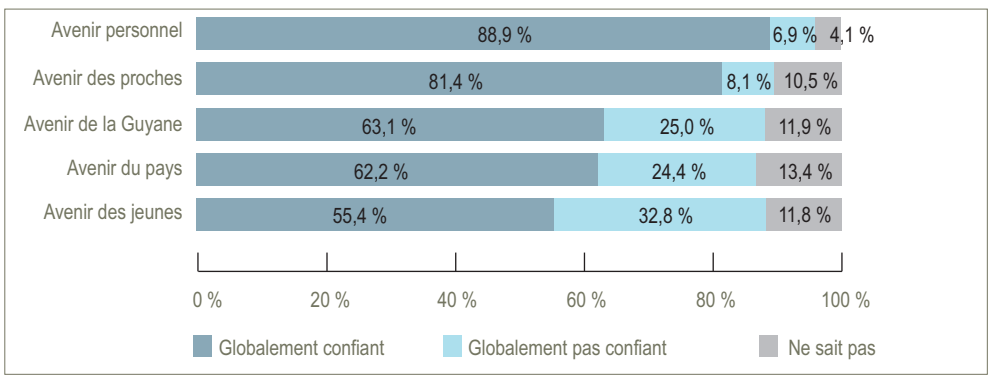
CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:31 Page111

TABLEAU 49. **Liens statistiques avec l'indice d'optimisme global**

	Facteurs de corrélation	Effectifs concernés	Corrélations positives (PEM)
Optimisme fort (22 694 individus, soit 66 %)	Littoral-Ouest	6 640	18 %
	Nationalité surinamaise	2 143	16 %
	Aucun diplôme	8 034	14 %
	Activité non déclarée (jobs)	3 737	14 %
	Nationalité haïtienne	1 612	12 %
	Classe sociale supérieure	1 704	11 %
Optimisme moyen (10 247 individus, soit 29,8 %)	Nationalité française	8 439	21 %
	Centre-Est	5 952	11 %
Optimisme faible (1 389 individus, soit 4 %)	Revenu de moins de 500 euros mensuels	1 071	35 %
	Non-décohabitant	1 149	22 %
	Résidence dans le domicile de vos parents ou d'un de vos parents	1 016	15 %
	Aucun revenu social	1 140	11 %

SEUIL DES EFFECTIFS CONSIDÉRÉS : 1 000 individus. Nous ne présentons ici que les modalités de réponse qui concernent au moins 1 000 jeunes, afin de garantir une fiabilité statistique.
LECTURE : La densité de couleur indique la force graduelle du lien entre les modalités.
Corrélation faible : 11 % < PEM < 22,5 % ; Corrélation moyenne : 22,5 % < PEM < 47,5 % ; Corrélation forte : 47,5 % < PEM < 60 %.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

GRAPHIQUE 30. **Optimisme chez les jeunes**[48]



SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

avenir personnel. [...] Malgré les difficultés traversées, la plupart des jeunes savent qu'ils finiront par s'en sortir. La transition vers l'âge adulte est simplement devenue plus lente et plus compliquée. Cette transition rallongée permet sans doute d'expliquer leurs inquiétudes. 44% d'entre eux se disent angoissés lorsqu'ils se projettent

[48] « L'avenir du pays », dans notre enquête, reste une notion assez peu significative. En effet, la notion de « pays » a pu être assimilée dans la réponse à la Guyane, au Maroni (pays Aluku, Djuka ou Wayana) ou à l'Oyapock (pays Wayampi).

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:31 Page112

dans l'avenir, une idée qui ne rassure que 33% d'entre eux. La crise les incite aussi à être plus raisonnables. Seul un jeune sur quatre déclare croire que tout est possible, et ne pas se fixer de limites[49] ».

En conclusion, l'optimisme des jeunes n'empêche pas les inquiétudes sur leur perception de l'avenir ; on les devine à travers la lucidité de leurs projets professionnels ou personnels *(voir infra).*

Le franchissement des étapes du « devenir adulte » : une approche synthétique

Globalement, entre 29% et 35% des jeunes n'ont franchi aucune étape, ont franchi moins de trois étapes, ou ont franchi trois ou quatre étapes. Ces pourcentages, relativement équilibrés autour du tiers, chutent à 4% pour les jeunes ayant franchi toutes les étapes (très peu d'adultes au sens des étapes définies).

L'âge (soit ce qu'il inclut en temps et en expérience) est un facteur important de passage : si 64% des jeunes de moins de 20 ans n'ont franchi aucune étape, cette proportion chute à 7% après 20 ans. De même, si 7% des jeunes de plus de 20 ans ont franchi toutes les étapes, cette proportion est nulle pour les moins de 20 ans.

Le genre influe également sur les étapes du passage vers le statut d'adulte, même si le tiers des femmes comme des hommes n'ont franchi aucune étape. Les jeunes hommes sont proportionnellement plus nombreux en deçà de trois étapes franchies, alors que la situation s'inverse ensuite. La maternité et la décohabitation sont deux variables davantage liées aux femmes, expliquant leur rapidité relative à acquérir les attributs de l'adulte.

• Les étapes vers l'âge adulte, les conditions de vie et les pratiques

Le profil de ceux qui sont considérés comme des adultes intègre le genre, majoritairement féminin, l'appartenance à la classe sociale moyenne, un niveau de diplôme baccalauréat ou supérieur, la perception de revenus sociaux.

On constate que le territoire est un facteur différenciant les possibilités des jeunes à franchir les étapes pour devenir adulte. En effet, alors que, dans le Centre-Est, les jeunes remplissent plus facilement les critères pour devenir adulte, l'Intérieur ne semble pas offrir la possibilité d'être adulte au regard des critères définis.

Les jeunes ayant franchi trois ou quatre étapes sont, là encore, plutôt des femmes, d'âge supérieur à 20 ans. Les conditions de l'emploi, des revenus (sociaux ou issus de l'activité principale), de la décohabitation et de la maternité sont très marquées.

Le public ayant franchi moins de trois étapes semble dans une situation sociale et économique précaire : revenus très faibles,

[49] Olivier Galland cité dans Quentin Blanc (2012).

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:31 Page113

TABLEAU 50. Étapes vers l'âge adulte selon le genre et l'âge *(en %)*

Étapes franchies du « devenir adulte »	Genre		Âge		Total
	Femme	Homme	20 ans et plus	< 20 ans	
Toutes les étapes franchies	5	3	7		4
3-4 étapes franchies	35	22	47	7	29
Moins de 3 étapes franchies	28	42	40	29	34
Aucune étape franchie	32	33	6	64	33
Total	100	100	100	100	100

LECTURE : 35 % des femmes et 22 % des hommes de 16-25 ans ont franchi 3-4 étapes vers l'âge adulte.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

NOTE MÉTHODOLOGIQUE VII
Variable de score (I_{PA}) évaluant le « passage à l'âge adulte »

La variable de score construite pour l'enquête repose sur le principe de l'agrégation de cinq étapes sociales et économiques qui consacrent le passage à l'âge adulte dans un contexte de société européenne : fin de la scolarité, entrée dans la vie active en ayant un emploi stable et légal, décohabitation du domicile de la famille nucléaire, responsabilité d'un enfant, indépendance économique.

On code par un chiffre (0 ; 0,5 ; 1) selon que l'étape a été réalisée totalement, partiellement ou non.

Les scores obtenus sont ramenés à une moyenne et à une base 100. Ainsi, chaque individu a un score reflétant globalement sa situation au regard des étapes à franchir pour devenir adulte.

IPA = 0 : aucune étape franchie / IPA = 20 ou 40 : 1 ou 2 étapes franchies / IPA = 60 ou 80 : 3 ou 4 étapes franchies / IPA = 100 : les 5 étapes franchies.

Pour autant, si cette variable est fonctionnelle, elle ne révèle que des tendances et doit être comprise comme telle. En effet, sa conception (concept d'adulte construit sur des critères choisis ayant une influence sur les étapes de référence et les seuils de franchissement des étapes) et sa construction sont chargées de biais, d'approximations et de partis pris cumulatifs – par exemple, comment considérer des jeunes qui ont quitté le domicile familial puis y sont revenus, ou des jeunes qui ont eu un emploi stable (CDD de plus de six mois ou CDI) mais qui n'en ont plus ?

TABLEAU 51. Valeurs numériques des cinq étapes sociales et économiques du passage à l'âge adulte

	Valeurs numériques		
	0 (A)	0,5 (B)	1 (C)
Fin de la scolarité	Non		Oui
Décohabitation	Non-décohabitant	Décohabitant partiel	Décohabitant total
Responsabilité d'un enfant	Non		Oui
Indépendance économique	Non (Revenus mensuels *inférieurs* à 500 euros par mois)		Oui (Revenus mensuels *supérieurs* à 500 euros par mois)
Emploi stable	Non		Oui
Total des valeurs	A + B + C		
Score moyen	(A + B + C) / 3		
Score moyen ramené à une base 100 (I_{PA})	I_{PA} = [(A + B + C) / 3] x 100		

SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:31 Page114

TABLEAU 52. **Liens statistiques associés au devenir adulte**

	Variables et Modalités	Effectifs	Corrélations positives (PEM)
Toutes les étapes franchies (1 346 individus. soit 3,9 %). SEUIL DES EFFECTIFS CONSIDÉRÉS : 500 INDIVIDUS	Allocations (familiales, APL, parent isolé…)	669	36 %
	Centre-Est	914	32 %
	Diplôme Bac et supérieur	590	29 %
	Femme	879	28 %
	Classe moyenne	656	25 %
3-4 étapes franchies (9 852 individus, soit 28,7 %). SEUIL DES EFFECTIFS CONSIDÉRÉS : 1 000 INDIVIDUS	Plus de 500 euros/mois	8 776	83 %
	20 ans et plus	8 729	75 %
	RSA	2 522	69 %
	En emploi	5 105	69 %
	Activité principale	5 108	58 %
	Allocations (familiales, APL, parent isolé…)	3 898	57 %
	Dans un logement que vous louez	2 734	46 %
	Décohabitant	3 965	41 %
	Revenus sociaux (dont bourse d'étude sur critères sociaux)	3 263	41 %
	Avoir au moins un enfant	5 805	32 %
	Femme	6 150	22 %
Moins de 3 étapes franchies (11 905 individus, soit 34,7 %). SEUIL DES EFFECTIFS CONSIDÉRÉS : 1 000 INDIVIDUS	Sans emploi	9 125	61 %
	Moins de 500 euros/mois	9 895	52 %
	Aucun revenu social	10 259	46 %
	Activité non déclarée (jobs)	3 418	46 %
	Jobbeur	5 805	32 %
	Surinamaise	1 520	25 %
	Dans un logement appartenant à la famille élargie	1 776	23 %
	Intérieur	1 130	21 %
Aucune étape franchie (11 226 individus, soit 32,7 %). SEUIL DES EFFECTIFS CONSIDÉRÉS : 1 000 INDIVIDUS	Aucun revenu social	10 161	66 %
	Bourse	1 066	63 %
	Aide financière de vos parents ou de votre famille	3 323	46 %
	Diplôme inférieur au Bac	7 395	36 %
	Aucun revenu	5 049	36 %
	Française	9 487	31 %
	Fratrie (enfant avec un frère ou une sœur)	1 103	29 %
	Centre-Est	7 153	23 %
	Non-jobbeur	9 354	57 %

LECTURE : La densité de couleur de la colonne de droite indique la force graduelle du lien entre les modalités et les territoires.
Corrélation faible : 11 % < PEM < 22,5 % ; Corrélation moyenne : 22,5 % < PEM < 47,5 % ; Corrélation forte : 47,5 % < PEM < 60 %.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 1:EXCELLENCE 05/10/17 10:31 Page115

activités non déclarées et aucun revenu social, et majoritairement de nationalité surinamaise. La décohabitation dans un logement de la famille élargie est plus le fait d'une solidarité familiale que de la possibilité d'avoir un logement autonome.

Enfin, les jeunes n'ayant franchi aucune étape s'apparentent à des jeunes mineurs, en études, sous la responsabilité de leurs parents, plutôt de nationalité française et vivant dans le Centre-Est.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:33 Page117

Partie 2. Avancer vers l'âge adulte dans des contextes divers

Les analyses présentées plus haut concernent l'ensemble des jeunes résidant en Guyane. Si des spécificités territoriales ont pu être mentionnées, elles n'ont pas fait l'objet d'un traitement systématique. Or celui-ci est nécessaire tant le territoire de Guyane est grand et varié.

Notre questionnement s'organise en deux temps :

- Mesurer les distances *entre* territoires, et ainsi répondre à des questions du type : les jeunes habitant dans les Savanes « ressemblent »-ils davantage à ceux du Centre-Est ou à ceux du Littoral-Ouest ? – ce faisant, il sera possible d'identifier des profils de jeunes spécifiques à chaque territoire ;

- Appréhender la diversité *au sein même* de chaque grand territoire, en analysant d'une part les différences de genre et, d'autre part, les différences entre jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville et jeunes des quartiers non prioritaires.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:33 Page118

I. Des différenciations territoriales plus ou moins marquées

Le fait d'être optimiste pour son avenir est-il lié au lieu de résidence des jeunes ? Les conditions de vie diffèrent-elles profondément selon les territoires ?

Note méthodologique VIII. Indice de disparité

Pour mesurer ces disparités, nous avons proposé, dans notre article du rapport annuel 2013 de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (Onzus), un modèle d'« Évaluation des disparités entre sous-populations » (Edesp).

Celui-ci se fonde sur le même principe que l'indice de dissimilarité (parfois appelé de ségrégation) de Duncan et Duncan* (Lemelin, 2004 ; Argouarc'h et Calavrezo, 2013, p. 6-7). Il s'agit d'observer la répartition (en %) des réponses de deux sous-populations (P1 et P2) à une question (appelée « variable » dans le langage statistique), de mesurer les écarts entre ces deux sous-populations pour chaque modalité de réponse, puis d'en faire la moyenne pour obtenir un score d'écart pour la variable considérée. Cette opération est ensuite répétée entre les sous-populations P1 et P3. Il est alors possible de comparer l'écart entre P1 à P2 à l'écart entre P1 à P3.

Ce raisonnement peut s'opérer pour une unique variable (lorsque l'on observe le niveau de diplôme, les jeunes du Littoral-Ouest sont-ils plus proches de ceux des Savanes, du Centre-Est ou de l'Intérieur ?), mais également pour une catégorie de variables (par exemple les conditions de vie). Il suffit en effet de comparer la moyenne des écarts de chaque variable pour P1-P2 et pour P1-P3. Enfin, il est possible de rechercher un score global pour évaluer les dissimilarités pour toutes les variables d'intérêt.

* L'indice de dissimilarité est proposé en 1955 par Duncan et Duncan. Variant de 0 (similitude parfaite) à 1 (dissemblance la plus grande), il compare les distributions de deux groupes à travers leurs unités spatiales et mesure ainsi leur « ségrégation » (Duncan et Duncan, 1955). Duncan O. D. et Duncan B., « A methodological analysis of segregation indexes ». *American Sociological Review*, n° 41, p. 210-217, 1955.

Au-delà d'un grand diagnostic général, peu opérationnel pour les pouvoirs publics, l'objectif est de déterminer pour quels types de variables s'observent des décalages importants entre les territoires. Des actions plus ciblées en fonction des besoins spécifiques des jeunes pourront ainsi être mises en œuvre.

Pour réaliser ce travail, nous avons considéré 55 variables d'intérêt majeur, regroupées en 6 catégories :

1. Statut et ressources (7 variables),
2. Parcours et biographie (12 variables),
3. Scolarisation (5 variables),
4. Conditions de vie (12 variables),
5. Perceptions (11 variables),
6. Santé (8 variables).

Précisons que le choix des variables et le regroupement de celles-ci en catégories sont déterminants. Les (dis)similarités entre territoires ne sont bien sûr examinées que pour ces variables/catégories. Ces choix reflètent donc les questions ou enjeux qui nous semblent devoir être observés. Le détail des compositions de chaque catégorie est présenté en annexe.

Les sous-populations dont nous cherchons à mesurer les distances (dissimilarités) correspondent aux territoires qui ont permis notre échantillonnage statistique : Centre-Est ; Savanes ; Littoral-Ouest ; Intérieur.

Les distances entre toutes ces sous-populations, *pour l'ensemble des variables considérées*, sont résumées dans le tableau 53.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:33 Page119

TABLEAU 53. **Matrice des disparités territoriales**

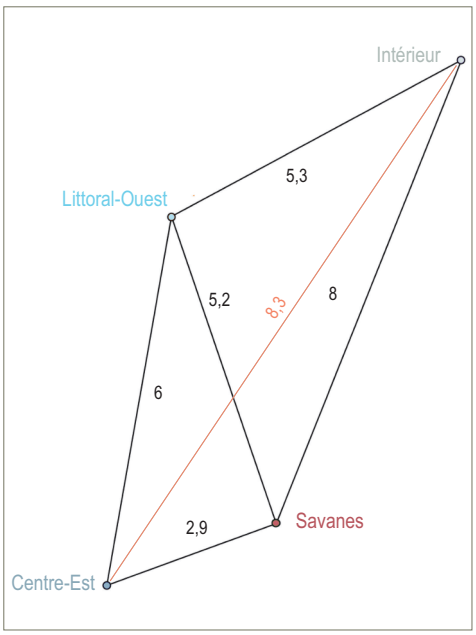
Écarts pour l'ensemble des variables	Centre-Est	Savanes	Littoral-Ouest	Intérieur
Centre-Est		2,9	6,0	8,3
Savanes	2,9		5,2	8,0
Littoral-Ouest	6,0	5,2		5,3
Intérieur	8,3	8,0	5,3	

Les données étant symétriques, la lecture peut se faire soit en ligne soit en colonne.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

La distance entre les jeunes du Centre-Est et ceux du Littoral-Ouest est ainsi de 6, soit supérieure à celle qui les sépare de ceux des Savanes (2,9), mais inférieure à celle qui les sépare de ceux de l'Intérieur (8,3).

Une autre présentation permet de visualiser les distances entre territoires *(graphique 31).*

GRAPHIQUE 31. **Disparités territoriales (1)**
DISTANCES GLOBALES



SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

D'une manière globale, et au regard des seules variables analysées, on observe trois pôles :

- Centre-Est et Savanes – distance moyenne de 2,9 ;
- Littoral-Ouest – à peu près équidistant des trois autres territoires ;
- Intérieur – nettement décroché par rapport au Centre-Est et aux Savanes, et dans une moindre mesure du Littoral-Ouest.

Il est intéressant de noter que, contrairement à une vision rapide mais fréquente qui oppose l'ouest et l'est de la Guyane, le Littoral-Ouest occupe, en matière de jeunesse, une place bien spécifique et distincte de l'Intérieur.

Cette vue globale est cependant insuffisante pour comprendre les relations entre territoires, leurs points communs comme leurs différences. D'où une analyse à l'échelle des catégories de variables que nous avons pré-identifiées *(tableau 54 page suivante).*

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:33 Page120

TABLEAU 54. **Disparités des quatre grands territoires selon 6 catégories de variable**

	Écarts moyens
1. Statut & ressources	6,5
2. Parcours & biographie	7,4
3. Scolarisation	12,0
4. Conditions de vie	5,4
5. Perceptions	4,2
6. Santé	2,8
Toutes les variables	**6**

SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

A. Les origines biographiques et les parcours de vie

Nous confirmons donc, fort logiquement, les observations déjà formulées : la Guyane est un territoire qui réunit des populations très diverses. En termes de nationalité ou d'origine culturelle, mais aussi en termes d'origine sociale ou de structures familiales (écart moyen = 7,4)[50].

L'élément le plus frappant concerne les langues premières (c'est-à-dire apprises avant la scolarisation) mentionnées par les jeunes :

– si près de 66 % (deux tiers) évoquent le français dans le Centre-Est, ils ne sont que 47 % dans les Savanes, 24 % dans le Littoral-Ouest et moins de 12 % dans l'Intérieur ;
– près de la moitié des jeunes de 16-25 ans mentionnent une (ou plusieurs) des langues marronnes dans le Littoral-Ouest et dans l'Intérieur, contre 24 % dans les Savanes et moins de 6 % dans le Centre-Est ;
– les langues amérindiennes (comme langue première) sont surtout parlées dans l'Intérieur (près de 32 % des jeunes), et peu dans les autres territoires ;
– le créole haïtien est une langue première forte dans le Centre-Est (16 %) et, dans une moindre mesure, dans les Savanes (11 %) ;
– même schéma pour le brésilien, quoique de manière moins nette : 8 % dans le Centre-Est, 4 % dans les Savanes.

On observe enfin deux points importants :

– il existe, outre les sept types de langues présentés ci-dessus, beaucoup d'autres langues parlées par de petits nombres de locuteurs. 34 % des jeunes du Littoral-

TABLEAU 55. **Bilan de la catégorie 2 : « Parcours & biographie »**

Variable	Écart moyen
Langues premières	10,7
Famille nombreuse	9,7
Nationalité (4 modalités)	9,6
Étapes vers l'âge adulte	9,3
% de scolarité passée hors de Guyane	9,0
Âge	8,4
Mères mineures	7,9
Classe sociale de la mère	7,7
Sexe	5,5
Lieu de naissance	5,1
Nationalité (6 modalités)	4,0
Durée de vie en Guyane (+ ou - 5 ans)	1,7
MOYENNE 2. Parcours & biographie	**7,4**

CRITÈRES DE QUALIFICATION DES ÉCARTS :
« écart moyen faible » <=> moyenne variable < 4 ;
« écart moyen moyen » <=> moyenne variable < 7 ;
« écart moyen fort » <=> moyenne variable < 10 ;
« écart moyen très fort » <=> moyenne variable ≥ 10.

SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

[50] Précisions qu'il existe de nettes disparités entre variables considérées.

TABLEAU 56. **Langues premières selon le territoire** *(en %)*

Langues premières	Centre-Est	Intérieur	Littoral-Ouest	Savanes
Français	**66**	12	24	**47**
Créole haïtien	16	0,6	4	11
Autres	13	13	**34**	**20**
Créole guyanais	12	2	4	10
Portugais du Brésil	8	3	2	4
Langues marronnes et sranan tongo	6	**51**	**50**	24
Langues créoles DOM	3	1	0,3	1
Langues amérindiennes	1	32	6	5
Total	125	114	125	123

LECTURE : 66 % des jeunes de 16-25 ans dans le Centre-Est avaient le français comme langue première (« maternelle »), contre 12 % des jeunes de l'Intérieur, 24 % des jeunes du Littoral-Ouest et 47 % des jeunes des Savanes.
La ligne « Total » permet de voir le % de réponses pour chaque territoire. On note ainsi qu'il y a en moyenne 1,25 langue première apprises par les jeunes dans le Centre-Est, le Littoral-Ouest et les Savanes, un peu moins dans l'Intérieur.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

TABLEAU 57. **Langues parlées avec les amis selon le territoire** *(en %)*

Langues premières	Centre-Est	Intérieur	Littoral-Ouest	Savanes
Français	91	59	80	89
Créole haïtien	19	1	7	12
Autres	10	7	14	9
Créole guyanais	55	19	29	43
Portugais du Brésil	16	8	4	11
Langues marronnes	7	59	53	26
Langues nenge et sranan tongo	4	11	33	14
Langues créoles DOM	9	1	1	4
Langues amérindiennes	1	30	4	4
Anglais	15	8	11	10

LECTURE : 91 % des jeunes de 16-25 ans dans le Centre-Est utilisent le français pour parler avec leurs amis, contre 58 % des jeunes de l'Intérieur, 80 % des jeunes du Littoral-Ouest et 89 % des jeunes des Savanes.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

Ouest ont appris d'autres langues (que celles mentionnées ci-dessus) dans leurs familles, 20 % dans les Savanes, et près de 13 % dans le Centre-Est et dans l'Intérieur ;

– le créole guyanais n'est pas une langue première fortement inculquée en Guyane : 12 % pour les jeunes du Centre-Est ; 10 % dans les Savanes ; 4 % dans le Littoral-Ouest et 2 % seulement dans l'Intérieur.

Rappelons, comme nous l'avons détaillé dans la partie I de ce rapport, qu'il existe une grande différence entre les langues premières (langues d'apprentissage dans la famille, avant la scolarisation) et les langues véhiculaires (parlées dans le langage courant). On peut la mesurer en comparant les langues premières aux langues parlées par les jeunes avec leurs amis.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:33 Page122

TABLEAU 58. **Nationalités selon les territoires** *(en %)*

	Centre-Est	Intérieur	Littoral-Ouest	Savanes	Total
Nationalité française de naissance	57	**68**	46	47	53
Nationalité française par acquisition	22	14	**33**	23	25
Nationalité étrangère	21	18	21	**30**	22
Total	100	100	100	100	100

SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

Globalement, les jeunes mobilisent beaucoup de langues différentes pour parler entre eux, et ce quel que soit le territoire (avec une prédominance dans le Littoral-Ouest). Le français est très largement parlé sur tout le territoire (y compris dans l'Intérieur : 59 %). Le créole guyanais est également une langue véhiculaire essentielle, visiblement beaucoup plus parlée dans les conversations amicales que dans les familles. Enfin, le sranan (ou nenge) tongo est une langue fortement mobilisée dans le Littoral-Ouest mais aussi dans l'Intérieur ou dans les Savanes.

Si l'on peut considérer que la langue première est un héritage des parents (élément de la « culture » d'origine), les langues parlées entre amis correspondent en revanche à ce que les jeunes développent dans leurs relations avec autrui (élément de la « culture » qu'ils créent eux-mêmes). Culture reçue et culture construite. Le multilinguisme des jeunes tend ainsi à rapprocher des groupes sociaux extrêmement variés. Il participe d'une culture commune co-élaborée sans qu'aucun projet « identitaire » ne soit pour autant défini.

Nous avons déjà insisté précédemment sur l'importance de la population étrangère ou immigrée en Guyane. On observe là encore de fortes différences territoriales *(graphique 32)* : davantage de jeunes étrangers dans les Savanes (30 %, en particulier des Surinamais), davantage de jeunes français par acquisition dans le Littoral-Ouest (33 % des jeunes du territoire).

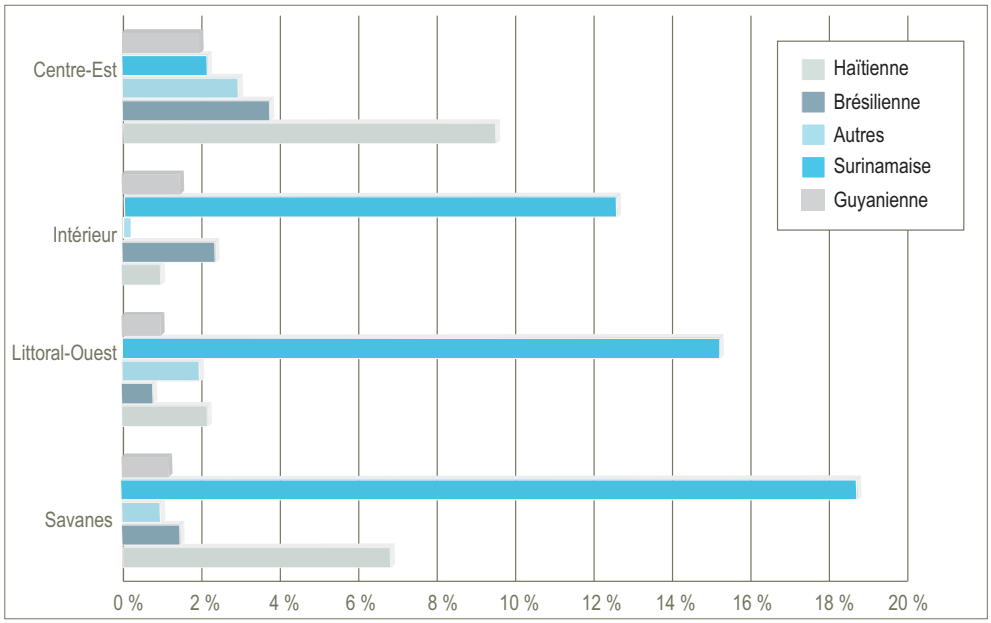
Les jeunes brésiliens se retrouvent dans le Centre-Est bien sûr, mais également dans les Savanes et dans l'Intérieur ; les jeunes haïtiens sont davantage dans le Centre-Est et dans les Savanes ; les jeunes surinamais sont quant à eux plus présents dans le Littoral-Ouest, mais aussi dans les Savanes et dans l'Intérieur[51].

Il existe aussi d'importants écarts en termes d'origine sociale. Les études sur la Guyane tendent à mettre systématiquement en avant les origines culturelles voire ethniques, souvent au détriment de facteurs proprement sociaux. Or, si les jeunes de Guyane sont globalement issus de milieux moins favorisés que ceux de métropole, il existe aussi de

[51] Rappelons que ces données ne concernent que les jeunes de nationalité étrangère. Les jeunes immigrés mais naturalisés ne sont pas identifiés. Or, on l'a vu, ils sont nombreux en Guyane, tout particulièrement dans le Littoral-Ouest.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:33 Page123

GRAPHIQUE 32. **Nationalités étrangères des 16-25 ans selon les territoires**



SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

TABLEAU 59. **Origine sociale des jeunes selon le territoire** *(en %)*

	Centre-Est	Intérieur	Littoral-Ouest	Savanes	Total
Classe populaire	44	80	71	52	55
Classe moyenne	41	12	19	32	32
Classe favorisée	6	0,3	2	3	4
Autres	5	1	3	9	5
Mère décédée	4	7	5	4	4
Total	100	100	100	100	100

LECTURE : 44 % des 16-25 ans en Centre-Est sont issus des milieux sociaux populaires (classe sociale de la mère), contre 80 % dans l'Intérieur.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

nettes différences territoriales. Les milieux favorisés[52] se retrouvent davantage dans le Centre-Est, les classes moyennes dans le Centre-Est et dans les Savanes, et les classes défavorisées particulièrement dans l'Intérieur et dans le Littoral-Ouest.

Cette dimension est essentielle, puisque le milieu social joue très fortement sur le niveau de diplôme obtenu, qui lui-même pèse sur le statut d'(in)activité. Plus le milieu social est favorisé, plus les jeunes obtiennent des diplômes élevés.

[52] Le milieu social des jeunes a été caractérisé à partir de la catégorie socioprofessionnelle de leur mère. Beaucoup de familles en Guyane étant de type matrilinéaire, il nous a paru plus pertinent de prendre comme position de référence celle des mères.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page124

TABLEAU 60. **Diplôme des jeunes non scolarisés selon leur origine sociale** *(en %)*

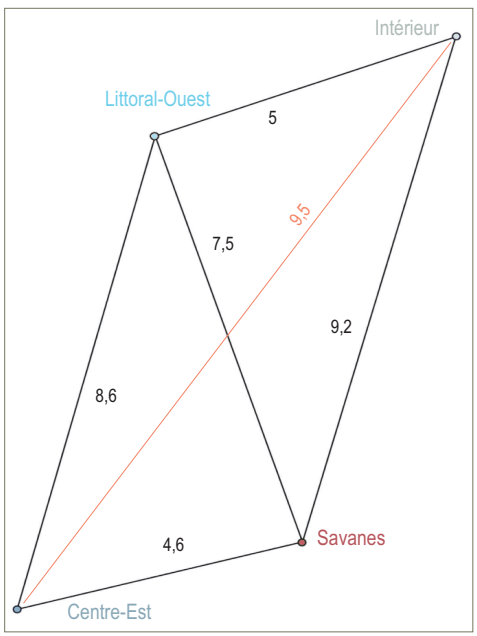
	Classe favorisée	Classe moyenne	Classe défavorisée	Mère décédée	Autres	Total
Diplôme Bac et supérieur	46,3	41,3	12,5	15,4	45,1	22,6
Diplôme inférieur au Bac	38,3	31,7	38,8	42,5	27,1	36,6
Aucun diplôme	15,3	27	48,7	42,1	27,9	40,8
Total	100	100	100	100	100	100

LECTURE : 46,3 % des jeunes de 16-25 ans non scolarisés et issus d'un milieu social favorisé ont un diplômé de niveau Bac et supérieur, contre 41,3 % de ceux issus de classe moyenne et 12,5 % de ceux issus de classe défavorisée.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

Notons enfin que les disparités territoriales distinguent clairement deux espaces : le Centre-Est et les Savanes d'un côté, le Littoral-Ouest et l'Intérieur de l'autre, puisque les écarts vont de 7,5 (distance Savanes/Littoral-Ouest) à 9,5 (distance Centre-Est/Intérieur) *(graphique 33)*.

Si ces données semblent entériner une coupure Est/Ouest, il faut simultanément observer des écarts non négligeables *au sein même* de ces deux espaces. L'écart entre le Centre-Est et les Savanes est en effet de 4,6 et celui entre le Littoral-Ouest et l'Intérieur de 5. La diversité des populations et des trajectoires est donc réelle sur l'ensemble du territoire guyanais.

GRAPHIQUE 33. **Disparités territoriales (2)**
PARCOURS ET BIOGRAPHIE



SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

B. La scolarisation

Les deux variables les plus discriminantes au vu de la scolarisation sont le niveau de diplôme obtenu et le sentiment de maîtriser (in)suffisamment bien la langue française. Celles-ci sont d'ailleurs corrélées : moins on

TABLEAU 61. **Bilan de la catégorie 3 : « Scolarisation »**

Variable	Écart moyen
Maîtrise du français jugée insuffisante	18,8
Niveau de diplôme (3 modalités)	17,7
Regret dans le choix des études	11,0
Arrêt précoce des études	8,2
Orientation scolaire refusée	4,5
MOYENNE 3. Scolarisation	12,0

CRITÈRES DE QUALIFICATION DES ÉCARTS :
- « écart moyen faible » <=> moyenne variable < 4 ;
- « écart moyen moyen » <=> moyenne variable < 7 ;
- « écart moyen fort » <=> moyenne variable < 10 ;
- « écart moyen très fort » <=> moyenne variable ≥ 10.

SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page125

TABLEAU 62. **Sentiment sur leur maîtrise du français des jeunes non scolarisés selon leur diplôme** *(en %)*

	Maîtrise du français jugée insuffisante		Maîtrise du français jugée suffisante	
	% Colonne	% Ligne	% Colonne	% Ligne
Aucun diplôme	54	40	35	60
Diplôme inférieur au Bac	37	30	36	70
Diplôme Bac et supérieur	9	12	29	88
Total	100	30	100	70

LECTURE : Parmi les 16-25 ans non scolarisés qui disent insuffisamment maîtriser le français, 54,4 % n'ont aucun diplôme.
Parmi les 16-25 ans non scolarisés n'ayant aucun diplôme, 40,1 % disent insuffisamment maîtriser le français.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

TABLEAU 63. **Diplôme selon le territoire chez les jeunes non scolarisés** *(en %)*

	Centre-Est	Intérieur	Littoral-Ouest	Savanes	Total
Aucun diplôme	34	68	43	39	41
Diplôme inférieur au Bac	32	26	45	40	37
Diplôme Bac et supérieur	34	6	12	21	22
Total	100	100	100	100	100

LECTURE : Parmi les 16-25 ans non scolarisés du Centre-Est, 34 % ont un diplôme Bac ou supérieur, contre 21 % dans les Savanes, 12 % dans le Littoral-Ouest et 6 % dans l'Intérieur.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

a de diplôme plus on estime que l'on maîtrise insuffisamment le français, et inversement *(tableau 62).*

Au regard du diplôme, on note trois configurations bien distinctes pour les jeunes non scolarisés :

– davantage de diplômés baccalauréat et supérieur dans le Centre-Est,
– davantage de diplômés inférieur au baccalauréat dans le Littoral-Ouest,
– davantage de jeunes n'ayant aucun diplôme (pas même le brevet des collèges) dans l'Intérieur.

Notons que les jeunes des Savanes se situent entre ceux du Littoral-Ouest et ceux du Centre-Est *(tableau 63).*

On retrouve la même logique par rapport à la maîtrise du français : plus de 50 % des jeunes la jugent insuffisante dans l'Intérieur, contre 37 % dans le Littoral-Ouest, 21 % dans les Savanes et 18 % dans le Centre-Est *(tableau 64 page suivante).*

Les écarts entre territoires sont un peu moins nets quant à la perception qu'ont les jeunes de leur parcours scolaire, mais ils restent significatifs. Le sentiment d'avoir arrêté trop tôt la scolarité est particulièrement fort dans l'ensemble de la Guyane : il concerne près de 60 % des jeunes du Centre-Est et jusqu'à 74 % des jeunes de l'Intérieur *(tableau 65 page suivante).*

Ces données témoignent d'une forte lucidité des jeunes par rapport à leurs éventuels

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page126

TABLEAU 64. Sentiment de maîtrise du français selon le territoire *(en %)*

	Maîtrise du français jugée insuffisante		Total
	Oui	Non	
Intérieur	50	50	100
Littoral-Ouest	37	63	100
Savanes	21	79	100
Centre-Est	18	82	100

LECTURE : Parmi les 16-25 ans de l'Intérieur, 50 % estiment qu'ils maîtrisent insuffisamment bien le français.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

TABLEAU 65. Scolarité selon le territoire chez les jeunes non scolarisés *(en %)*

	Sentiment d'avoir arrêté trop tôt la scolarité		Regret de choix d'étude		
	Oui	Non	Oui	Ne sait pas	Non
Intérieur	**74**	26	35	**25**	40
Littoral-Ouest	68	32	**37**	8	55
Savanes	64	36	33	2	**65**
Centre-Est	60	**40**	33	4	**63**
Total	64	36	35	7	58

LECTURE : Parmi les 16-25 ans non scolarisés de l'Intérieur, 73,5 % ont le sentiment d'avoir arrêté trop tôt l'école, et 24,9 % ne sont pas capables de dire si ils regrettent ou non leur choix d'étude.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

échecs scolaires. Les jeunes semblent conscients qu'en Guyane, comme d'ailleurs en métropole, l'obtention d'un diplôme a des conséquences directes sur l'emploi. Et inversement, qu'une absence de diplôme conduit bien souvent à l'inactivité.

Mais les jeunes n'ont guère de ressentiment vis-à-vis de l'institution scolaire. Point *a priori* étonnant, les moins diplômés sont aussi ceux qui ont le plus confiance dans l'école. Ils semblent ne pas attribuer leur échec scolaire à un dysfonctionnement de l'institution... et pourraient dès lors être plutôt favorables à une reprise d'études ou du moins de qualification si leurs conditions de vie le leur permettaient *(tableau 66 page suivante).*

C'est dans les Savanes que l'on trouve la part de jeunes la plus critique vis-à-vis de l'école (6 % n'ont pas confiance du tout en elle) et, à l'inverse, dans l'Intérieur et dans le Littoral-Ouest que les scores sont les plus hauts *(tableau 67 page suivante).*

L'analyse des écarts entre territoires pris deux à deux montre finalement l'existence de trois pôles très distincts en matière de scolarisation *(graphique 34 page suivante)*: le Centre-Est et les Savanes, qui sont très proches (distance = 3); le Littoral-Ouest, très décalé par rapport au premier pôle (7,7 avec les Savanes, 10 avec le Centre-Est); et enfin l'Intérieur, lui-même très décalé par rapport au Littoral-Ouest (11,7 ; et donc distante de près de 20 points du premier pôle).

TABLEAU 66. Confiance envers l'école selon le diplôme obtenu *(en %)*

	Aucun diplôme	Diplôme inférieur au Bac	Diplôme Bac et supérieur
Grande confiance	**62**	58	45
Une certaine confiance	23	26	**44**
Ne sait pas	4	2	1
Peu de confiance	7	**9**	**8**
Pas confiance du tout	4	5	2
Total	100	100	100

LECTURE : 62 % de ceux qui n'ont aucun diplôme disent avoir une « grande confiance » dans l'école, contre 58 % des jeunes titulaires d'un diplôme inférieur au Bac, et 45 % de ceux qui ont le Bac ou plus.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

TABLEAU 67. Confiance envers l'école selon le territoire *(en %)*

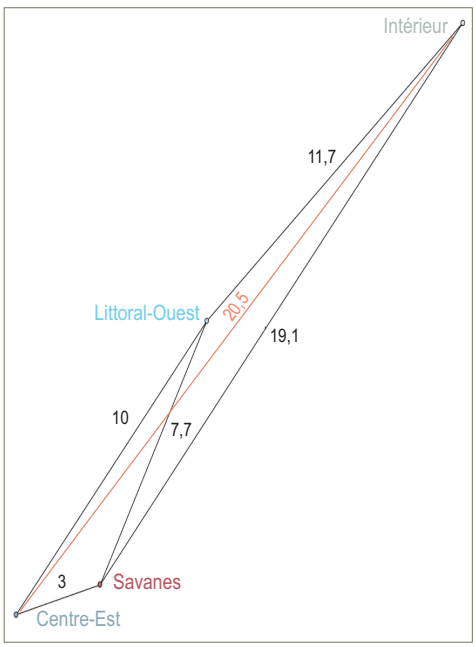
	Centre-Est	Intérieur	Littoral-Ouest	Savanes	Total
Grande confiance	52	**66**	**64**	56	57
Une certaine confiance	33	19	22	29	29
Ne sait pas	2	**6**	3	1	2
Peu de confiance	**9**	6	7	8	8
Pas confiance du tout	4	3	4	**6**	4
Total	100	100	100	100	100

SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

Donner des perspectives aux jeunes de l'Intérieur et de l'Ouest nécessite en premier lieu d'investir massivement dans l'accompagnement scolaire.

GRAPHIQUE 34. Disparités territoriales (3)

SCOLARISATION



SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page128

C. Les niveaux (ressources) et conditions de vie

Pour appréhender cette question, deux variables, « Statut et ressources » et « Conditions de vie » peuvent être mobilisées. Les disparités sont très fortes au regard du statut d'(in)activité des jeunes, du statut de parent éventuel ou encore de leurs usages des nouvelles technologies – comme le détaillent les tableaux qui suivent.

Origine, types et montants des revenus, statut d'(in)activité, réseaux professionnels, langues professionnelles utilisées... les disparités socio-économiques sont fortes en Guyane. Le principal clivage, qui pèse inévitablement sur les autres facteurs, demeure le statut des jeunes de 16-25 ans *(tableau 70).*

Plus de jeunes sont en études et en emploi dans le Centre-Est. Plus de jeunes sont, en proportion, inscrits à Pôle emploi dans le Littoral-Ouest, et beaucoup plus de jeunes sont inactifs dans l'Intérieur. À cet âge de la vie peut-être plus encore qu'à l'âge adulte, le statut d'activité est crucial pour comprendre les possibilités d'action et d'évolution des individus.

De ce statut dépend en effet le plus souvent la possible décohabitation, le fait d'avoir ou non des enfants, la situation matrimoniale, ou encore la mobilité. C'est pourquoi on observe également des écarts importants entre les territoires par rapport à ces dernières variables (*cf.* tableaux précédents).

À titre d'exemple, 45 % des 16-25 ans de l'Intérieur ont (au moins) un enfant, contre 37 % dans le Littoral-Ouest, 23 % dans le

TABLEAU 68. **Bilan de la catégorie 1 : « Statut et ressources »**

Variable	Écart moyen
Statut d'activité	14,2
Jobbeur	7,0
Tranches de revenus (5 modalités)	6,1
Origine des revenus (6 modalités)	5,1
Revenus sociaux (5 modalités)	4,8
« Filon » (nbre de soutiens professionnels)	4,5
Langues professionnelles	3,8
MOYENNE 1. Statut et ressources	**6,5**

CRITÈRES DE QUALIFICATION DES ÉCARTS :
« écart moyen faible » <=> moyenne variable < 4 ;
« écart moyen moyen » <=> moyenne variable < 7 ;
« écart moyen fort » <=> moyenne variable < 10 ;
« écart moyen très fort » <=> moyenne variable ≥ 10.

SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse*, 2012.

TABLEAU 69. **Bilan de la catégorie 4 : « Conditions de vie »**

Variable	Écart moyen
Avoir un/des enfant(s)	13,4
Usages des TIC	10,2
Moyen de locomotion motorisé	7,3
Mobilité générale	7,0
Situation familiale	6,2
Volonté de changer de logement	3,8
Jeunes isolés	3,6
Participation à une association	3,5
Type de logement occupé	3,0
Décohabitation	2,5
Jeunes précaires	2,3
Jeunes habitant un logement précaire	2,0
MOYENNE 4. Conditions de vie	**5,4**

CRITÈRES DE QUALIFICATION DES ÉCARTS :
« écart moyen faible » <=> moyenne variable < 4 ;
« écart moyen moyen » <=> moyenne variable < 7 ;
« écart moyen fort » <=> moyenne variable < 10 ;
« écart moyen très fort » <=> moyenne variable ≥ 10.

SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse*, 2012.

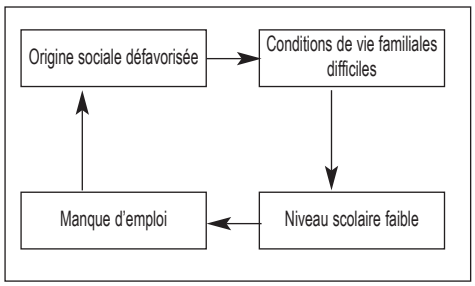
CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page129

TABLEAU 70. **Statut d'activité selon le territoire** *(en %)*

	Centre-Est	Intérieur	Littoral-Ouest	Savanes
En emploi	**22**	17	13	21
En études	**49**	17	27	**45**
Inactif	13	**56**	33	17
Inscrit au Pôle emploi	16	10	**27**	17
Total	100	100	100	100

SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse*, 2012.

Centre-Est et 22 % dans les Savanes. Si ces scores sont tous importants, au regard notamment des chiffres de la métropole par exemple, les écarts sont très nets *entre* les territoires de Guyane.

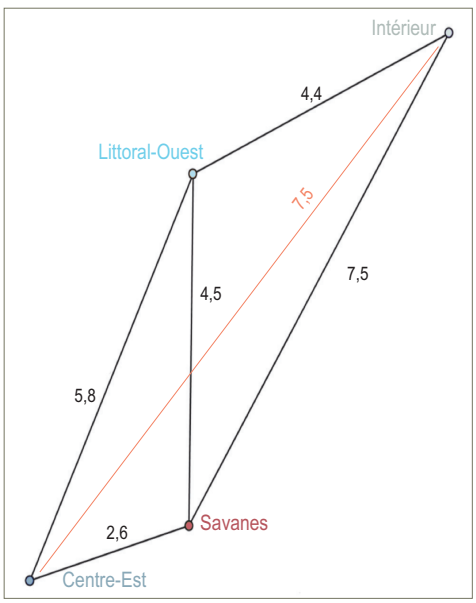


On peut finalement dresser un parcours de stagnation sociale pour une grande part de la population jeune de Guyane, et tout particulièrement dans l'Intérieur et dans le Littoral-Ouest.

L'enjeu pour les pouvoirs publics consiste donc à rompre ce cycle et à permettre une ascension sociale pour l'ensemble des jeunes de Guyane. Il faut actionner pour cela les trois leviers identifiés plus haut : l'amélioration des conditions de vie des familles (logement, bourse, alimentation, transport) ; le renforcement de l'accompagnement scolaire des plus défavorisés ; le développement et la structuration du marché du travail.

Tout comme pour la scolarisation, l'analyse des écarts entre territoires pris deux à deux indique l'existence de trois pôles distincts : Centre-Est et Savanes ; Littoral-Ouest ; Intérieur. On observe cependant que les écarts entre ces pôles sont moindres. Le Littoral-Ouest se retrouve de nouveau dans une position intermédiaire, équidistant des autres territoires.

GRAPHIQUE 35. **Disparités territoriales (4)**
CONDITIONS DE VIE



SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse*, 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page130

D. Les perceptions et les représentations

Le score moyen des écarts pour cette catégorie est de 4.2. Au regard des diversités identifiées plus haut, on pourrait s'attendre à ce que les perceptions de l'avenir et les projets de vie soient plus fortement différenciés selon les territoires. Or ce n'est guère le cas.

TABLEAU 71. **Bilan de la catégorie 5 : « Perceptions »**

Variable	Écart moyen
Sentiment qu'il est difficile d'être jeune en Guyane	5,9
Optimisme par rapport son avenir professionnel	5,3
Définition d'« être adulte »	5,0
Sentiment que ses conditions de vie seront meilleures que celles de ses parents	4,9
Lieu de vie souhaité pour sa vie d'adulte	4,7
Confiance générale	4,1
Aspirations professionnelles (17 modalités)	4,0
Optimisme par rapport à son propre avenir	3,6
Aspirations personnelles (9 modalités)	3,4
Discriminations ressenties	3,1
Sentiment que le « filon » est important pour trouver un emploi	2,2
MOYENNE 5. Perceptions	**4,2**

CRITÈRES DE QUALIFICATION DES ÉCARTS :
- « écart moyen faible » <=> moyenne variable < 4 ;
- « écart moyen moyen » <=> moyenne variable < 7 ;
- « écart moyen fort » <=> moyenne variable < 10 ;
- « écart moyen très fort » <=> moyenne variable ≥ 10.

SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

Les deux variables où les écarts sont les plus forts sont en réalité davantage relatives aux conditions de vie des jeunes et à leurs perspectives professionnelles. C'est logique au regard de leurs conditions d'(in)activité et de leurs ressources, très variables selon les lieux *(tableau 72).*

Le clivage Est-Ouest est de nouveau assez net pour ce qu'il en est d'être optimiste ou pas. Quelques précisions sont cependant nécessaires : les jeunes des Savanes sont autant pessimistes (19 %) que ceux de l'Intérieur. Beaucoup de ceux du Littoral-Ouest (10 %) sont, comme dans l'Intérieur (13 %), sans avis, incapables de se projeter dans l'avenir *(tableau 73).*

La définition que donnent les jeunes de l'« être adulte » est plus intéressante encore. Tous les territoires font globalement référence aux mêmes types d'argument : « être responsable » ; « avoir des ressources propres » (indépendance matérielle) ; « avoir des droits, des devoirs et des contraintes » ; « être autonome » (capacité de faire des choix, de gouverner seul sa vie) ; « assumer une vie de famille » ; etc. Mais les jeunes du Centre-Est et des Savanes semblent avoir davantage intériorisé la notion de « responsabilité » (avec son corollaire, les « droits et devoirs ») que les autres. Ces derniers en revanche mentionnent plus le fait d'avoir une vie de famille (surtout dans l'Intérieur) *(tableau 74).*

Pour mieux cerner les dimensions spontanément évoquées par les jeunes, nous avons dès lors défini pour chacune des réponses ci-dessus si elles révélaient une conception

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page131

TABLEAU 72. **Sentiment qu'il est difficile d'être jeune en Guyane, selon le territoire** *(en %)*

	Centre-Est	Intérieur	Littoral-Ouest	Savanes
Difficile	37	50	50	39
Facile	63	49	50	61
Ne sait pas	0,6	1,1	–	–
Total	100	100	100	100

LECTURE : 37 % des 16-25 ans dans le Centre-Est estiment qu'il est difficile d'être jeune en Guyane, contre 50 % dans le Littoral-Ouest.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

TABLEAU 73. **Optimisme par rapport à son avenir professionnel, selon le territoire** *(en %)*

	Centre-Est	Intérieur	Littoral-Ouest	Savanes
Optimiste	81	68	77	77
Pessimiste	13	19	13	19
Ne sait pas	6	13	10	4
Total	100	100	100	100

LECTURE : 81 % des 16-25 ans dans le Centre-Est estiment qu'il est difficile d'être jeune en Guyane, contre 68 % dans l'Intérieur.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

TABLEAU 74. **« Être adulte » : définition, selon le territoire** *(en %)*

	Centre-Est	Intérieur	Littoral-Ouest	Savanes
Être responsable	49	27	39	52
Avoir des ressources propres	38	38	39	36
Avoir des droits, des devoirs et des contraintes	35	23	26	27
Être autonome	22	19	21	30
Assumer une vie de famille	6	23	14	6
Avoir de l'ambition (socialement et économiquement)	5	5	4	5
Savoir gérer les relations avec les autres	5	7	6	5
Autre	1	4	2	2
Ne sait pas	1	7	4	0,5

LECTURE : 6 % des 16-25 ans dans le Centre-Est estiment qu'être adulte signifie « assumer une vie de famille », contre 23 % dans l'Intérieur.
NOTA : Rappelons que la question posée (« Selon vous, qu'est-ce qu'« être adulte » ?) l'était de manière totalement ouverte : aucune réponse n'était proposée. Nous avons reconstitué des modalités de réponse *a posteriori.*
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

plutôt *statutaire* (être adulte, c'est *avoir* des choses : un statut, une famille, une maison, un véhicule) ou plutôt *identitaire* (être adulte c'est *être* : autonome, responsable…). Bidard (2006) a par exemple indiqué que les jeunes issus de milieux populaires mettaient davantage l'accent sur la dimension statutaire, tandis que ceux issus de milieux favorisés se focalisaient sur la dimension identitaire (être adulte, c'est *se sentir* adulte). Qu'en est-il en Guyane, territoire où peu de jeunes viennent de milieux privilégiés ?

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page132

TABLEAU 75. **« Être adulte » : dimension, selon le territoire** *(en %)*

	Centre-Est	Intérieur	Littoral-Ouest	Savanes
Identitaire	48,5	34,3	40,3	57,3
Statutaire	34,2	40,2	37,8	25,9
Équivalence entre statut et identité	17,2	25,5	21,9	16,8
Total	100	100	100	100

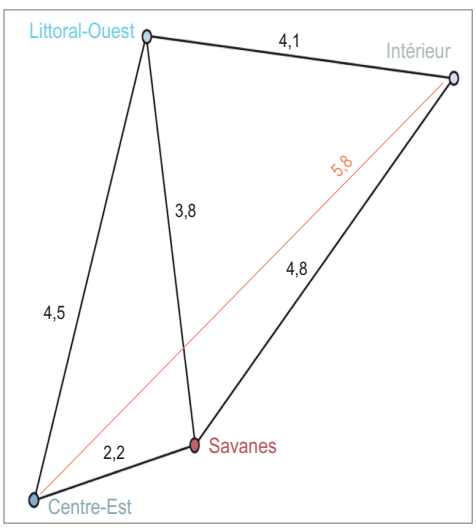
LECTURE : 48,5 % des jeunes du Centre-Est mettent en avant des dimensions « identitaires » de la conception de l'être adulte, contre 34,3 % des jeunes de l'Intérieur.
NOTA : Concrètement, les jeunes évoquaient souvent des éléments statutaires et identitaires en même temps. Ont ainsi été classées comme « identitaires » les modalités où les enquêtés mentionnaient davantage des réponses « identitaires » que « statutaires » (au moins 2 de plus). Et inversement. Lorsqu'il n'y avait pas d'écart notable dans un sens ou dans un autre, nous avons classé dans « Équivalent ».
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

Le tableau 75 indique que 20 à 25 % des jeunes évoquent autant les dimensions identitaires que statutaires. Pour les autres, la dimension statutaire est plus accentuée dans l'Ouest. Être adulte, c'est avant tout avoir un statut, une place, des biens. Cela correspond à la conception classique du devenir adulte. Le Centre-Est et *a fortiori* les Savanes valorisent au contraire davantage la dimension identitaire.

C'est ainsi le cas de 57 % des jeunes des Savanes. On peut se demander si la mise en avant du « sentiment d'être adulte » n'est pas liée à la faible autonomie dont peuvent jouir les jeunes sur ce territoire. Lorsque l'on n'est pas en mesure de décider seul de ce que l'on va faire de sa vie (dans sa famille, à l'école, dans son quartier, etc.), on estime non seulement que l'on n'est pas encore adulte, mais aussi qu'il s'agit d'un critère essentiel de définition de l'être adulte.

Les autres variables relatives à la confiance globale, à la confiance et aux aspirations personnelles, au sentiment de discrimination ou à l'importance du « filon » (le réseau de connaissances) sont en revanche peu discriminantes. Ces représentations collectives largement partagées permettent de formuler l'hypothèse d'un « processus d'intégration culturelle » (Schnapper, 2007) pour une part croissante des jeunes de Guyane. Contre un courant encore dominant qui observe les populations sous l'unique angle de leur origine ethnoculturelle, il nous semble ainsi essentiel de mesurer les évolutions des références culturelles de ces

GRAPHIQUE 36. **Disparités territoriales (5)**
PERCEPTIONS



SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page133

dernières. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le regrette, il apparaît que les jeunes ont de plus en plus de choses en commun, du moins en ce qui concerne leurs perceptions et leurs attentes. Ce processus d'intégration culturelle interroge bien sûr la société dans laquelle il se produit : intégré à quoi ? à la société « guyanaise » ? à la culture sud-américaine ? caribéenne ? occidentale ? Plus vraisemblablement, ces jeunes bricolent des références multiples et disparates dont les combinaisons créent des « identités » qui ne correspondent plus aux catégories ethnoculturelles usuelles. L'école et les médias (la télévision ou les réseaux sociaux sur Internet) sont de puissants vecteurs d'une culture juvénile partagée en Guyane.

E. La santé

Que ce soit le sentiment de prendre soin de sa santé, la consommation d'alcool et de stupéfiants ou même les moyens de contraception utilisés, les écarts restent faibles (de 1,8 à 3,3 points).

Seule la variable liée à l'âge de la première consommation d'alcool indique des différences territoriales notables (4,7 points

TABLEAU 76. **Bilan de la catégorie 6 : « Santé »**

Variable	Écart moyen
Âge de la 1re consommation d'alcool	4,7
Satisfaction par rapport à sa sexualité	3,3
Consommation d'alcool	3,1
Sentiment d'être en bonne santé	2,8
Visite chez un médecin	2,8
Consommation de stupéfiants	2,3
Contraceptifs utilisés	1,9
Difficultés d'accès aux contraceptifs	1,8
MOYENNE 6. Santé	**2,8**

CRITÈRES DE QUALIFICATION DES ÉCARTS :
- « écart moyen faible » <=> moyenne variable < 4 ;
- « écart moyen moyen » <=> moyenne variable < 7 ;
- « écart moyen fort » <=> moyenne variable < 10 ;
- « écart moyen très fort » <=> moyenne variable ≥ 10.

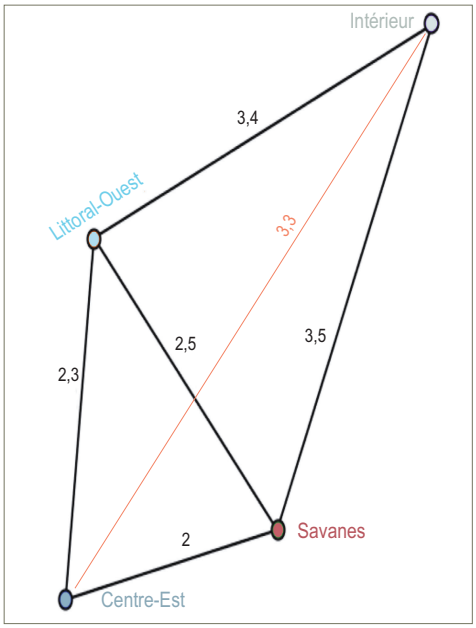
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse*, 2012.

TABLEAU 77. **Âge de la première consommation d'alcool, selon le territoire** *(en %)*

	Centre-Est	Intérieur	Littoral-Ouest	Savanes
Je n'ai jamais bu de boissons alcoolisées	20	10	14	20
Avant 15 ans	25	37	24	24
Entre 15 et 18 ans	38	36	38	37
Après l'âge de 18 ans	17	17	24	19
Total	100	100	100	100

LECTURE : 25 % des 16-25 ans dans le Centre-Est ont commencé à consommer de l'alcool avant 15 ans, contre 37 % dans l'Intérieur.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse*, 2012.

GRAPHIQUE 37. **Disparités territoriales (6)**
SANTÉ



SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse*, 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page134

d'écart en moyenne). Le clivage est surtout marqué entre l'Est (Centre-Est et Savanes) et l'Ouest (Littoral-Ouest et Intérieur).

Il semble donc que la politique de prévention en matière de santé puisse se déployer au niveau régional sans qu'il soit absolument nécessaire de différencier les territoires.

F. Synthèse des profils territoriaux

Les principales différences entre territoires s'observent donc pour les variables biographiques, de scolarisation et d'(in)activité professionnelle (et les ressources financières qui en découlent). À l'opposé, les variables liées à la santé ou aux représentations sociales des jeunes sont peu clivantes. On peut ainsi faire l'hypothèse que se développe, par-delà les disparités socio-économiques, une certaine homogénéisation des références culturelles chez les jeunes.

Ces indicateurs de disparités territoriales sont utiles, mais ils ne permettent pas de distinguer les écarts *entre chaque territoire*. Or ceux-ci peuvent être, on l'a vu, très variables.

Les écarts étant faibles pour les variables de santé et moyens/faibles pour les variables de perception, les distinctions territoriales sont peu utiles.

Les profils biographiques font en revanche apparaître des disparités notables entre tous les territoires : entre le pôle Centre-Est/Savanes et le pôle Littoral-Ouest/-Intérieur bien sûr, mais également au sein de ces deux pôles. Il y a ainsi autant d'écarts entre Centre-Est et Savanes qu'entre Littoral-Ouest et Intérieur (score de 4,7 environ).

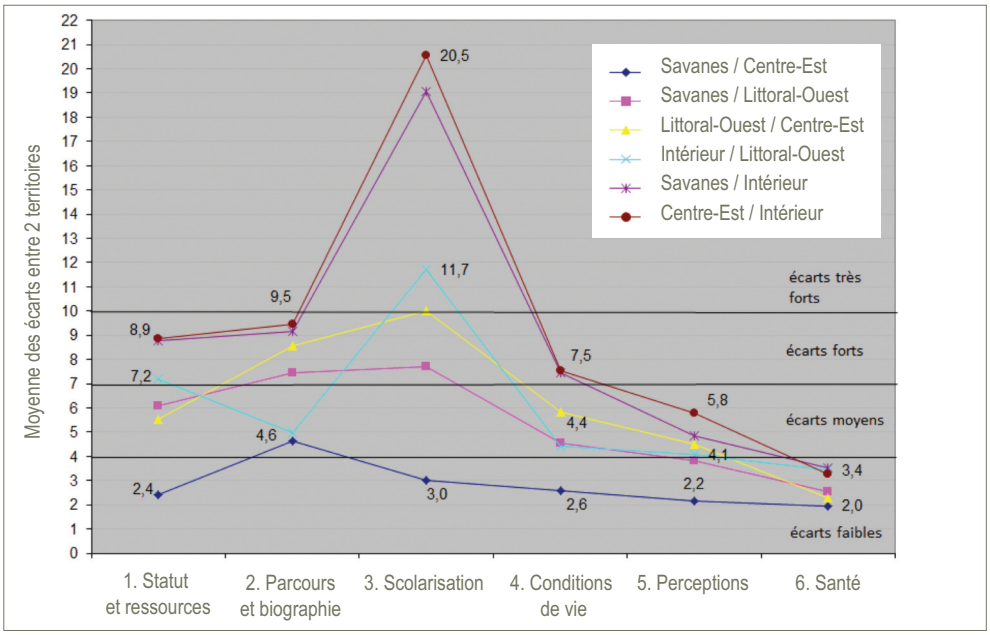
En matière de conditions de vie, de statut d'(in)activité et de ressources, le Littoral-Ouest se retrouve à mi-chemin entre le premier pôle et l'Intérieur.

TABLEAU 78. **Synthèse des écarts par catégorie de variables**

	Écarts faibles		Écarts moyens		Écarts forts		Écarts très forts		Total	
Parcours et biographie	8 %	(1)	25 %	(3)	58 %	(7)	8 %	(1)	100 %	(12)
Scolarisation	0 %	(0)	20 %	(1)	20 %	(1)	60 %	(3)	100 %	(5)
Statut et ressources	14 %	(1)	57 %	(4)	14 %	(1)	14 %	(1)	100 %	(7)
Conditions de vie	58 %	(7)	8 %	(1)	17 %	(2)	17 %	(2)	100 %	(12)
Perceptions	46 %	(5)	55 %	(6)	0 %	(0)	0 %	(0)	100 %	(11)
Santé	88 %	(7)	13 %	(1)	0 %	(0)	0 %	(0)	100 %	(8)
Total	**38 %**	**(21)**	**29 %**	**(16)**	**20 %**	**(11)**	**13 %**	**(7)**	**100 %**	**(55)**

LECTURE : 14 % des variables de la catégorie « Statut et ressources » montrent de faibles écarts entre territoires.
En revanche, 60 % des variables de « Scolarisation » montrent des écarts forts. Entre parenthèses est indiqué le nombre de variables correspondant. Ainsi par exemple, pour la catégorie « Parcours et biographie », 1 seule variable indique des écarts faibles entre territoires, 3 variables des écarts moyens, 7 des écarts forts et 1 des écarts très forts. RAPPEL : « écart moyen faible » <=> moyenne variable < 4 ; « écart moyen moyen » <=> moyenne variable < 7 ; « écart moyen fort » <=> moyenne variable < 10 ; « écart moyen très fort » <=> moyenne variable ≥ 10.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

GRAPHIQUE 38. **Distances entre les territoires 2 à 2 selon les catégories**



SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

Les variables de scolarisation font apparaître les mêmes clivages que les conditions de vie et ressources, mais de manière beaucoup plus accentuée, révélant par là même de très fortes inégalités.

L'Intérieur est ainsi en très net décrochage quel que soit le type de variables considéré, en particulier par rapport aux Savanes et au Centre-Est.

Il est possible de spécifier plus finement encore les profils des jeunes les plus fortement associés à chacun des territoires en utilisant un autre outil statistique : le pourcentage d'écart maximum (PEM) élaboré par Philippe Cibois[53].

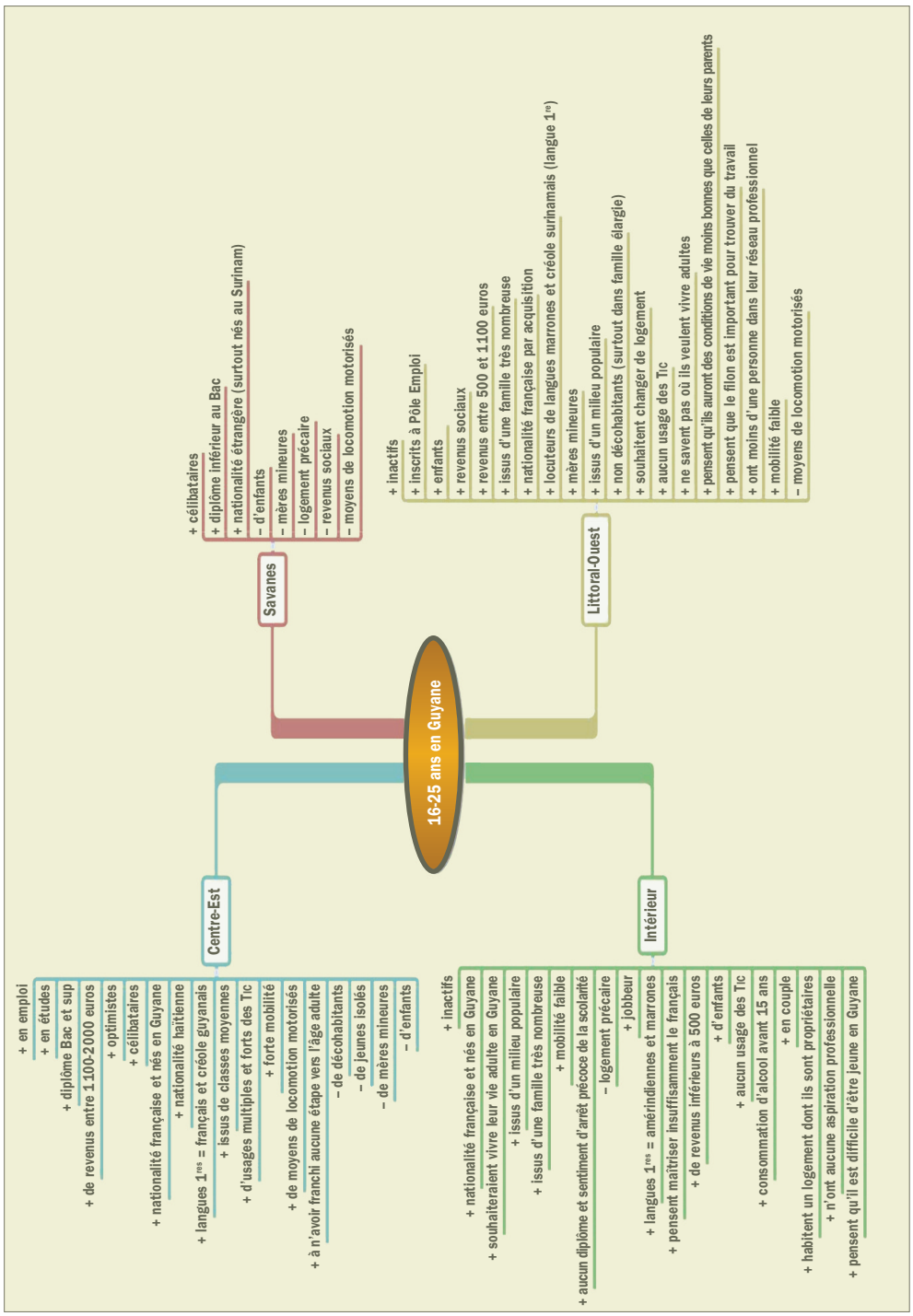
Précisons que les profils identifiés correspondent à des prévalences par rapport aux autres territoires de Guyane (champ de notre enquête). Nous développons une approche résolument comparative dans le contexte spécifique de la Guyane et non par rapport à l'ensemble des territoires français *(cf. annexes pour plus d'explications méthodologiques).*

Le Centre-Est apparaît clairement comme étant l'espace le plus favorisé : plus de jeunes sont en emploi et en études, ils ont plus de revenus, sont plus optimistes, plus issus de classes moyennes, utilisent plus les TIC, ont une mobilité plus forte, etc. L'Île-de-Cayenne est le principal bassin d'emploi de Guyane, le nœud d'échanges commerciaux et le siège des admi-

[53] Voir note méthodologique III, p. 54.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page136

SCHÉMA 1. **Profils des jeunes par territoire**



Source : Crpv Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page137

nistrations déconcentrée et décentralisée. À ces titres, l'agglomération accueille depuis les années 1980 d'importants mouvements migratoires, notamment de Haïtiens, deuxième groupe le plus représenté parmi les 109 nationalités présentes en Guyane. À l'image de la population guyanaise, la population de l'Île-de-Cayenne a plus que doublé en une génération sous le coup de l'immigration nette et de la croissance naturelle. Si les conditions de vie se sont globalement améliorées (habitat notamment), la scolarisation reste un enjeu fort. Et l'accès à un emploi déclaré et régulier, quoique plus développé à Cayenne que dans les autres territoires guyanais, reste limité, dans un contexte fortement concurrentiel.

Les profils des jeunes du Littoral-Ouest et de l'Intérieur sont proches sur certains aspects et bien distincts sur d'autres. Proches : inactivité, parents mineurs et donc revenus sociaux associés, issus de familles très nombreuses et d'un milieu populaire, aucun usage des TIC, mobilité faible. La dimension transfrontalière génère des modes de vie qui se démarquent des autres territoires, valorisant les échanges, notamment matrimoniaux et linguistiques. Distincts : un peu plus de revenus dans le Littoral-Ouest, davantage de nationalité française par acquisition, davantage de jeunes surinamais, de jeunes non décohabitants. Ces jeunes mettent aussi plus l'accent sur leurs handicaps pour trouver du travail, alors que les jeunes de l'Intérieur disent davantage n'avoir aucune aspiration professionnelle, n'avoir aucun diplôme et maîtriser insuffisamment le français. Depuis les années 1990, particulièrement dans le bassin du Maroni, les effets démographiques (croissance par immigration nette et naturelle, taux de natalité, matrimonialité) sont massifs, soulignant les enjeux majeurs en termes de scolarisation.

Un dernier élément intéressant est la difficulté à identifier un profil précis pour les Savanes (beaucoup moins de variables significatives). On peut ainsi faire l'hypothèse de plus fortes disparités socio-économiques et populationnelles au sein de ce territoire. Réginensi notait déjà il y a quinze ans les sentiments ambivalents à l'égard de la ville de Kourou, souvent représentée comme « la ville des Blancs » : « Cette représentation conduit à des comportements très différents : de l'attachement aux lieux habités jusqu'au rejet de ces mêmes lieux » (Réginensi, 1998, p. 9).

« La ville construite entre 1965 et 1970 s'est développée dans l'urgence et selon un urbanisme de zonages discontinus, on y trouve : le Bourg faisant figure de centre, le village Saramaka, la cité des relogés (populations à majorité créoles) dite du Stade, le village indien, puis des logements sociaux attribués aux ouvriers de la base spatiale, ces logements étant séparés des « villas des ingénieurs ». Dans les années 1980, la municipalité affirme sa volonté de mettre en place un projet urbain cohérent : révision du POS (plan d'occupation du sol) et création d'une ZAC (zone d'aménagement concerté) dont la réalisation sera confiée à la Simko (Société immobilière de Kourou). C'est ainsi au nom d'une politique globale de la ville que la résorption de l'habitat insalubre va développer l'accès au logement locatif et en accession, tout en favorisant la mixité sociale et la cohésion spatiale entre les quartiers. Mais on dénombre à Kourou plus de soixante nationalités et le processus d'intégration des populations à la ville est, dans ce cas, plus difficile » (Réginensi, 1998, p. 8).

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page138

II. L'indispensable articulation entre politique de la jeunesse, politique de la ville et politique de genre

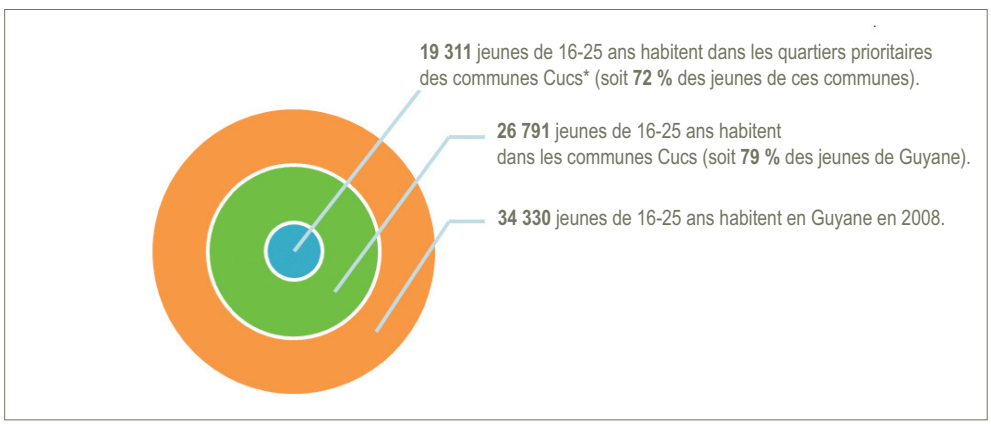
On a vu plus haut que la dimension spatiale explique plus ou moins, selon les grands territoires, les différences de conditions de vie, de scolarité, de perceptions – et, bien que dans une moindre mesure, de santé. Mais ces « grands territoires » ne sauraient être considérés comme des espaces homogènes. Le Centre-Est s'étend de Saint-Georges à Macouria, l'Intérieur de Trois-Sauts à Grand-Santi... On sait que les modes de vie, les possibilités d'action et les perspectives sont bien différentes entre une jeune fille de 16 ans d'Apatou et un jeune homme de 25 ans de Saint-Laurent-du-Maroni.

Notre méthode d'échantillonnage statistique ne nous permet malheureusement pas de décliner notre analyse territoriale à l'échelle communale. C'est pourquoi nous avons privilégié, là encore, la méthode Edesp décrite plus haut[54] pour étudier aussi bien les différences infracommunales que les différences selon le genre. Ainsi pouvons-nous préciser les profils évoqués précédemment.

A. Près de 60 % des 16-25 ans de Guyane vivent en quartier prioritaire

Les disparités spatiales n'existent pas seulement entre grands territoires, mais également entre quartiers prioritaires et quartiers non prioritaires de la politique de la ville. Les études menées notamment par l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (Onzus) montrent en effet que les premiers cumulent les difficultés économiques et sociales.

Schéma 2. Répartition des 16-25 ans dans les quartiers prioritaires ou non prioritaires



* Cucs : contrat urbain de cohésion sociale. Source : Crpv Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

[54] Voir note méthodologique VIII, p. 118.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page139

Quelle est la situation des jeunes dans les quartiers prioritaires de Guyane ? Ont-ils un profil sensiblement différent de ceux des quartiers non prioritaires ? Y a-t-il des différences importantes entre les jeunes des quartiers prioritaires de Saint-Laurent-du-Maroni, de Kourou ou de l'Île-de-Cayenne ?

Cinquante-deux quartiers sont aujourd'hui en politique de la ville au sein des cinq communes ayant, en 2006, signé un contrat urbain de cohésion sociale (Cucs)[55] : Cayenne, Matoury, Rémire-Montjoly, Kourou et Saint-Laurent-du-Maroni.

Nos données montrent que 79 % des 16-25 ans habitent dans une des cinq communes Cucs. Les pôles urbains attirent donc une très grande majorité de cette population venue étudier ou trouver un travail. Au sein de ces communes Cucs, 72 % des 16-25 ans habitent dans des quartiers prioritaires. À l'échelle de la Guyane, ce sont ainsi près de 57 % des jeunes adultes qui vivent dans des quartiers prioritaires[56].

Le tableau 79 *(page suivante)* indique qu'il n'existe guère de différences d'âge ou de sexe entre quartiers prioritaires (Qp) et quartiers non prioritaires (Qnp). En revanche le statut et territoire sont très clivants : 81 % des jeunes sans emploi habitent un Qp, contre 61 % des jeunes en emploi et 69 % des jeunes en études. De même, on note une nette surreprésentation du Littoral-Ouest : plus de 90 % des jeunes de cette zone habitent dans un Qp de Saint-Laurent-du-Maroni.

Une analyse plus précise *(tableaux 80 a et b, p. 141-142)* permet de dessiner l'origine des jeunes : les jeunes de Qp sont davantage issus de milieux populaires (55 %, contre 43 % – pour la classe sociale de la mère[57]) et de familles « très nombreuses »

Un manque d'informations infracommunales préjudiciable

La définition, en 2006-2007, de la géographie prioritaire guyanaise fut délicate. « Les critères de sélection des quartiers prioritaires sur le territoire national, notamment les indicateurs socio-économiques, ne furent pas opérants dans ce département. Il y a peu de données à l'échelle infracommunale, ce qui rend impossible la délimitation de "quartiers" ou secteurs présentant des caractéristiques socio-économiques particulières » (Crpv Guyane et Boudheri, 2010).

L'échelle d'observation de l'Insee la plus fine en Guyane est actuellement celle des « îlots regroupés pour l'information statistique » (Iris), bien moins précise que le carroyage disponible en métropole ou dans certains Dom (la Réunion ou la Martinique). En outre, les périmètres Iris ne recouvrent que très partiellement la géographie prioritaire de la politique de la ville (Zus, Cucs, Zfu, etc.), de l'Éducation nationale ou du ministère de l'Intérieur (zones de sécurité prioritaire). D'où la nécessité de se doter d'un système d'observation adapté de l'évolution socio-économique des territoires de Guyane.

[55] La réforme nationale de la politique de la ville définit aussi bien les nouveaux modes de contractualisation 2014-2020 que la nouvelle géographie prioritaire dans chacun des territoires.

[56] Une partie des données présentées dans cette partie ont fait l'objet d'un article dans le rapport annuel 2013 de l'Onzus : http://www.onzus.fr/uploads/media_items/rapport-de-l-onzus-2013.original.pdf. Notons que c'est la première fois que l'Onzus publie dans son rapport un article sur la Guyane, et même sur l'Outre-mer.

[57] Nous présentons dans le tableau 80 la classe sociale du père essentiellement à titre indicatif, dans la mesure où, dans les sociétés matrilinéaires (nombreuses en Guyane), le père – même lorsqu'il est connu – n'est pas le référent principal. Ces données confirment cependant les différences importantes notées pour la classe sociale de la mère : plus de classe populaire, plus de parents décédés, moins de classe supérieure.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page140

TABLEAU 79. **Répartition des 16-25 ans dans les quartiers des communes en CUCS selon l'âge, le sexe, le statut et le territoire**

	Quartier prioritaire (QP)			Quartier non prioritaire (QNP)			Total	
	Eff.	% *(en ligne)*	PEM	Eff.	% *(en ligne)*	PEM	Eff.	% *(en ligne)*
< 20 ans	9 117	71		3 676	29	3 %	12 793	100
20 ans et plus	10 194	73	3 %	3 804	27		13 998	100
Femme	9 943	71		3 954	29	2 %	13 897	100
Homme	9 369	73	2 %	3 526	27		12 895	100
En emploi	3 101	61		1 964	39	15 %	5 064	100
En études	8 259	69		3 654	31	8 %	11 913	100
Sans emploi	7 951	81	32 %	1 863	19		9 814	100
Centre-Est	10 347	65		5 610	35	38 %	15 957	100
Intérieur								
Littoral-Ouest	6 087	90	65 %	653	10		6 741	100
Savanes	2 877	70		1 217	30	3 %	4 094	100
Total	19 311	72		7 480	28		26 791	100

NOTA : Les communes de l'Intérieur sont peu urbanisées et donc ne comptent aucun quartier prioritaire.
LECTURE : Dans les communes CUCS de Guyane, 81% des jeunes sans emploi habitent dans des quartiers prioritaires, contre 61% des jeunes en emploi.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

(au moins 5 enfants). Par ailleurs, ils sont plus de nationalité étrangère (surinamaise surtout) ou française par acquisition. Leurs parents sont, logiquement, davantage nés à l'étranger (les deux tiers ont au moins un parent né à l'étranger, contre moins de la moitié pour les QNP).

Les langues premières parlées confirment ce diagnostic : plus de jeunes parlant des langues marronnes, créole haïtien, d'« autres » langues (ce qui témoigne de la plus grande diversité linguistique dans les QP), mais aussi – dans une moindre mesure – créole guyanais (7 %, contre 6 %). Enfin, il y a un peu moins de jeunes parlant portugais du Brésil dans les QP.

Les conditions de vie sont aussi sensiblement différentes : le niveau de diplôme est nettement plus bas pour les jeunes des QP non scolarisés (53 % ont le niveau brevet des collèges ou moins, contre 41 %) ; ces jeunes ont moins quitté le domicile familial, mais sont plus nombreux à avoir des enfants (29 %, contre 21 %).

Nous avons pu affiner notre profil des jeunes des QP en identifiant les variables (et les modalités) d'intérêt les plus statistiquement significatives. On voit ainsi *(tableau 81, p. 139)* que les jeunes des QP sont davantage inactifs (non inscrits à Pôle emploi), ont plus souvent des revenus sociaux ou le RSA, et font des jobs. Mais, surtout, ils semblent davantage isolés que les jeunes des QNP : pas d'usage des TIC pour un bon nombre d'entre eux et très peu de réseau professionnel. Ces jeunes pensent davantage avoir arrêté trop tôt leur sco-

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page141

TABLEAU 80 (a) **Liens statistiques associés aux jeunes des communes en CUCS (1/2)** *(en %)*

		Quartier prioritaire	Quartier non prioritaire	Total
Classe sociale mère	Classe populaire	**55**	**43**	**52**
	Classe moyenne	32	39	34
	Mère décédée	5	4	5
	Classe supérieure	4	7	5
	Ne sait pas	3	3	3
	Retraitée	0,8	4	2
Classe sociale père	Classe populaire	**38**	**29**	**36**
	Classe moyenne	29	37	31
	Ne sait pas	15	12	14
	Père décédé	7	4	6
	Classe supérieure	6	11	7
	Retraité	5	8	6
Nationalité (4 modalités)	Nationalité française de naissance	**49**	**63**	**53**
	Nationalité française par acquisition	27	17	25
	Nationalité étrangère	24	20	23
	Apatride	0,1	0,3	0,2
Nationalité (6 modalités)	Française	76	80	77
	Surinamaise	10	3	8
	Haïtienne	8	8	8
	Autres	3	4	3
	Brésilienne	2	4	2
	Guyanienne	2	1	2
Lieu de naissance des parents	Au moins un parent né à l'étranger	**65**	**49**	**61**
	Aucun parent né à l'étranger	35	51	39
Langues premières	Français	39	53	43
	Langues marronnes	18	9	16
	Autres	17	12	16
	KreolAyiti (de Haïti)	11	9	10
	Kreolgwiyane (de Guyane)	7	7	7
	Portugais du Brésil	4	5	4
	Langues amérindiennes	3	3	3
	Langues créoles DOM	1	3	2
Famille nombreuse	Famille très nombreuse (5 enfants et +)	**58**	**44**	**54**
	Famille nombreuse (3-4 enfants)	33	43	36
	Enfant avec 1 frère/sœur	6	10	7
	Enfant unique	3	4	3
	Total	100	100	100

LECTURE : 55 % des jeunes habitant un quartier prioritaire ont une mère considérée comme appartenant à la classe populaire, contre 43 % pour ceux habitant un quartier non prioritaire.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page142

TABLEAU 80 (b) **Liens statistiques associés aux jeunes des communes en Cucs (2/2)** *(en %)*

		Quartier prioritaire	Quartier non prioritaire	Total
Niveau de diplôme (jeunes non scolarisés)	Niveau I et II	1	6	2
	Niveau III	4	10	6
	Niveau IV	15	20	17
	Niveau V	**27**	**22**	**25**
	Niveau VI	11	10	11
	Niveau VII	42	32	39
Décohabitation	Non décohabitant	**81**	**68**	**77**
	Décohabitant	18	28	21
	Décohabitant partiel	1	5	2
Enfant(s)	Non	**71**	**79**	**74**
	Oui	29	21	27
Logement occupé	Dans le domicile de vos parents ou d'un de vos parents	**71**	**60**	**68**
	Dans votre logement (propriétaire ou locataire)	14	20	16
	Dans un logement appartenant à la famille élargie	10	12	11
	Structures d'accueil (internat, famille, etc.)	2	5	3
	Autres (caserne, colocation, amis, squat, etc.)	2	4	2
	Dans le logement de votre conjoint (ou de ses parents)	1	0,3	1
	Total	100	100	100

Lecture : 1 % des jeunes non scolarisés habitant un quartier prioritaire ont obtenu un diplôme au moins égal à Bac +2, contre 6 % pour les jeunes non scolarisés issus d'un quartier non prioritaire.
Source : Crpv Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

larité, souhaitent changer de logement et devenir fonctionnaires.

À l'inverse, les jeunes des Qnp se distinguent par le fait de ne pas avoir de revenu social et de tirer leurs ressources d'une activité déclarée (plutôt entre 1100 et 2000 euros), d'être diplômés du supérieur, d'être davantage décohabitants (locataires) et de ne pas vouloir changer de logement, de ne pas avoir d'enfant, d'être issus de familles moins nombreuses. Enfin, ils semblent plus optimistes pour l'avenir, mais sont moins confiants dans leur gouvernement *(tableau 82, p. 144)*.

Des observations liées à des sous-populations spécifiques méritent aussi d'être mentionnées *(tableau 83, p. 145)*:

– les *jeunes scolarisés* des Qp sont moins en études supérieures et moins en filière générale du secondaire (et donc

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page143

TABLEAU 81. Profil des 16-25 ans des quartiers prioritaires (soit 72,1 % des jeunes des communes en CUCS – 19 311 jeunes)

Variable	Modalité	PEM	Effectifs	%
Revenus sociaux (5 modalités)	RSA	39 %	2 054	11 %
Statut d'activité	Inactif	36 %	3 979	21 %
Usages des TIC	Pas d'usage des TIC	34 %	2 367	12 %
Origine des revenus monétaires	Revenus sociaux (dont bourse d'étude sur critères sociaux)	30 %	3 505	18 %
Revenus sociaux (5 modalités)	Allocations (familiales, APL, parent isolé…)	27 %	3 235	17 %
Tranches de revenu (5 modalités)	500 – 1 100 euros/mois	26 %	4 801	25 %
« Filon » (nbre de soutiens professionnels)	Moins de 1	24 %	2 283	12 %
Catégorie socioprofessionnelle de la mère	Chômeuse	23 %	9 500	49 %
Consommation d'alcool	Oui, lors de fêtes, sorties, occasions spéciales	21 %	2 019	11 %
Arrêt précoce des études	Oui	18 %	7 081	37 %
Confiance dans l'Union européenne	Ne sait pas	18 %	3 651	19 %
Origine des revenus monétaires	Activité non déclarée (jobs)	17 %	2 775	14 %
Durée de vie en Guyane (+ ou - 5 ans)	Depuis 5 ans et plus	15 %	18 292	95 %
Volonté de changer de logement	Oui	14 %	9 770	51 %
Aspirations professionnelles (17 modalités)	Devenir fonctionnaire	13 %	3 460	18 %

LECTURE : Les zones de données sur fond coloré indiquent les modalités pour lesquelles le PEM est supérieur ou égal à 20 % (lien statistique très fort).
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

plus en filière technologique et professionnelle) ;

– les jeunes des QP *en emploi* sont moins en CDI (27 %, contre 33 % pour les QNP) et plus en CDD ou en contrat aidé (CUI-CAE) ; ils sont par ailleurs davantage ouvriers ou chauffeurs ;

– les jeunes *demandeurs d'emploi* des QP sont globalement inscrits depuis plus longtemps à Pôle emploi (22 % le sont depuis moins de six mois, contre 29 % pour les QNP) ;

– enfin, les *jeunes inactifs* des QP ont été radiés de Pôle emploi depuis beaucoup plus longtemps (37 % l'ont été depuis moins de six mois, contre 71 % pour les QNP).

TABLEAU 82. Liens statistiques associant les perceptions, les aspirations et les pratiques aux quartiers prioritaires (QP) et non prioritaires (QNP) des communes en CUCS

Liens avec la variable « QP-QNP »	PEM
Optimisme général	12
Aspirations professionnelles (17 modalités)	9
Définition de l' «être adulte»	5
Aspirations personnelles (9 modalités)	5
Lieu de vie souhaité pour sa vie d'adulte	4
Discriminations ressenties	2
Croyance religieuse	2

LECTURE : Le lien statistique entre la variable QP-QNP et la variable « Optimisme général » est de 12. Un lien est considéré comme significatif lorsque le PEM est supérieur à 10. Plus le PEM est élevé, plus le lien est fort.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page144

TABLEAU 83. **Profil des 16-25 ans des quartiers non prioritaires (soit 27,9 % des jeunes des communes en Cucs – 7 480 jeunes)**

Variable	Modalité	Pem	Effectifs	%
Optimisme par rapport à son propre avenir	Globalement optimiste	26	6 922	93
Nationalité (4 modalités)	Nationalité française de naissance	22	4 700	63
Revenus sociaux (5 modalités)	Aucun revenu social	20	6 046	81
Avoir un/des enfant(s)	Non	20	5 879	79
Tranches de revenu (5 modalités)	1 100-2 000 euros/mois	20	1 206	16
Niveau de diplôme (3 modalités)	Diplôme Bac et supérieur	15	2 247	30
Statut d'activité	En emploi	15	1 964	26
Sentiment que ses conditions de vie seront meilleures que celles de ses parents	Identiques	15	1 608	22
Famille nombreuse (3-4 enfants)	Enfant avec 1 frère ou 1 sœur	15	711	10
Volonté de changer de logement	Non	14	4 377	59
Origine des revenus (6 modalités)	Revenus d'activité déclarée	14	2 185	29
Décohabitation	Décohabitant	14	2 074	28
% de scolarité passée hors de Guyane	30-60 %	14	794	11
Type de logement occupé	Dans un logement qu'il loue	12	1 421	19
Sentiment qu'il est difficile d'être jeune en Guyane	Facile	11	4 802	64
Confiance dans le gouvernement de son pays	Globalement pas confiant	11	4 485	60
Famille nombreuse (3-4 enfants)	Famille nombreuse (3-4 enfants)	11	3 189	46

Lecture : Les zones de données sur fond coloré indiquent les modalités pour lesquelles le Pem est supérieur ou égal à 20 % (lien statistique très fort).
Source : Crpv Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

On en déduit donc, là encore, pour chaque sous-population, une précarité plus forte des Qp.

En revanche, lorsque l'on s'intéresse aux variables de perceptions ou de pratiques, on ne note que très peu de différences entre jeunes des Qp et les jeunes des Qnp. Tout au plus peut-on observer que les jeunes des Qp souhaiteraient un peu plus devenir fonctionnaires *(tableau 84, page précédente).*

Le constat est le même concernant les pratiques des jeunes : il n'existe aucune différence notable à l'exception de l'usage des Tic, les jeunes des Qp des communes en Cucs ayant plus souvent une absence totale d'usage de l'ordinateur et d'Internet.

Tout comme pour les différences entre grands territoires dont il a été question plus haut, ce sont donc bien les conditions de vie et les profils sociobiographiques qui distinguent fortement, dans les communes Cucs, les jeunes des Qp des autres.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page145

TABLEAU 84. **Scolarité et emploi dans les quartiers des communes en CUCS** *(en %)*

		Quartier prioritaire	Quartier non prioritaire	Total
Scolaires > Filière suivie	Filière professionnelle	35	34	35
	Filière générale	29	30	29
	Filière technologique	20	12	16
	Filière post-bac	18	25	20
En emploi	Contrat > CDD	36	30	34
	Contrat > CDI	27	33	30
	Contrat > CUI-CAE	22	17	20
	Contrat > contrat en alternance (apprentissage, professionnalisation)	10	10	10
	Contrat > Autres (service civique, contrat militaire, Intérim, stage, etc.)	5	9	7
	PCS > Employés/services directs aux particuliers	53	54	53
	PCS > Professions intermédiaires/Techniciens	20	19	19
	PCS > Ouvriers/Chauffeurs	17	12	15
	PCS > Cadres/Ingénieurs/ Professions libérales	7	9	8
	PCS > Policiers et militaires	3	6	4
	PCS > Artisans	2	1	1
Demandeurs d'emploi > Durée d'inscription à Pôle emploi	Moins de 6 mois	22	29	24
	6-12 mois	21	22	21
	12-18 mois	21	12	20
	18-24 mois	11	2	9
	Plus de 24 mois	19	27	20
	Ne sait pas	6	8	7
Inactifs > Durée de radiation de Pôle emploi	Moins de 6 mois	37	71	42
	Entre 6 mois et 1 an	22		19
	Entre 1 et 2 ans	15	14	15
	2 ans et plus	26	14	25
	Total	100	100	100

LECTURE : Parmi les jeunes inactifs habitant un quartier prioritaire 26 % ont été radié de Pôle emploi depuis 2 ans et plus, contre 14 % pour les jeunes inactifs habitant un quartier non prioritaire (jeunes des communes CUCS).
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page146

De fortes différences entre quartiers prioritaires

Le profil esquissé jusqu'ici pour les jeunes des quartiers prioritaires masque d'importantes différences entre les quartiers prioritaires eux-mêmes. Sur un vaste territoire comme la Guyane, les jeunes des QP du Centre-Est ne correspondent pas nécessairement aux jeunes des QP du Littoral-Ouest.

Tout d'abord, la part des populations communales habitant en QP est très variable. Ainsi, à Saint-Laurent-du-Maroni, plus de 90 % des 16-25 ans habitent en quartier prioritaire ; à Cayenne, Kourou et dans une moindre mesure Matoury, c'est le cas d'environ 70 % des jeunes adultes ; enfin, à Rémire-Montjoly, ils sont moins de 40 % dans cette situation.

Notre interrogation est dès lors la suivante : l'écart est-il plus fort entre quartiers prioritaires et non prioritaires d'une même commune ou entre les quartiers prioritaires d'une commune et ceux des autres communes en CUCS ?

Pour mesurer ces disparités, nous avons de nouveau mobilisé notre méthode EDESP à partir des 55 variables présentées précédemment[58]. Les sous-populations dont nous cherchons à mesurer les distances (dissimilitudes) sont les suivantes : QP Île-de-Cayenne ; QNP Île-de-Cayenne ; QP Kourou ; QNP Kourou ; QP Saint-Laurent-du-Maroni ; QNP Saint-Laurent-du-Maroni.

Pour l'ensemble des catégories de variables, les distances entre toutes ces sous-populations sont résumées dans le tableau 85.

Concrètement, on observe que les jeunes des QP de l'Île-de-Cayenne sont plus « proches » (lorsque l'on prend en compte toutes nos variables explicatives) des jeunes des QNP de l'Île-de-Cayenne que des autres sous-populations. L'effet « territoire » est ici plus important que l'effet « quartier prioritaire ».

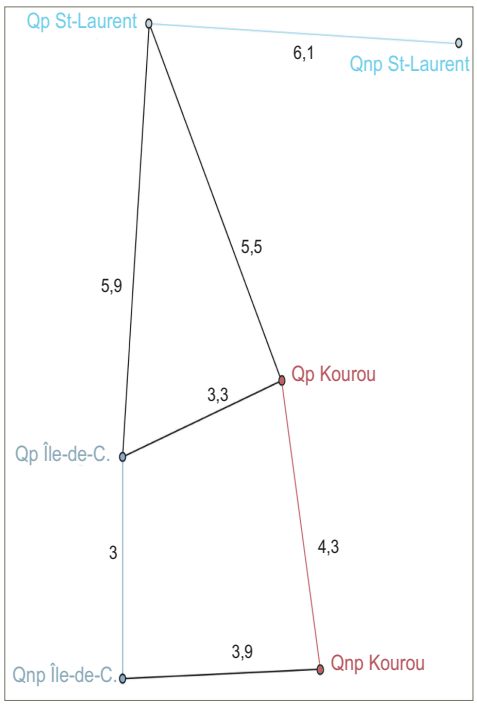
TABLEAU 85. **Matrice des disparités entre quartiers prioritaires (Qp) et non prioritaires (Qnp)**

Écarts pour l'ensemble des variables		Île-de-Cayenne		Kourou		Saint-Laurent	
		Qp	Qnp	Qp	Qnp	Qp	Qnp
Île-de-Cayenne	QP		3	3,3	3,9	5,9	8,5
	QNP	3		4,8	3,9	7,3	8,7
Kourou	QP	3,3	4,8		4,3	5,5	7,7
	QNP	3,9	3,9	4,3		7,2	8,9
Saint-Laurent	QP	5,9	7,3	5,5	7,2		6,1
	QNP	8,5	8,7	7,7	8,9	6,1	

LECTURE : La distance (mesurée par la moyenne des écarts des modalités de chaque variable) entre les QP de l'Île-de-Cayenne et ceux de Kourou est de 3,3, soit plus qu'avec les QNP de l'Île-de-Cayenne (3), mais moins qu'avec les QP de Saint-Laurent (5,9).
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

[58] Voir p. 118 ainsi que le détail des 55 variables en Annexe II, p. 201.

GRAPHIQUE 39. **Synthèse des écarts entre quartiers (non) prioritaires pour les communes Cucs**



SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

Ce n'est en revanche pas le cas de Kourou. Les jeunes des QP y sont plus proches des jeunes de QP de l'Île-de-Cayenne que de ceux des QNP de Kourou.

Saint-Laurent-du-Maroni est encore dans une configuration différente. D'une part, la commune étant très largement incluse dans la géographie prioritaire, très peu de jeunes habitent un QNP, ce qui rend l'analyse des écarts avec les QNP plus fragile. D'autre part, c'est l'ensemble de la commune qui semble en décalage avec les autres communes CUCS.

TABLEAU 86. **Synthèse des écarts par catégorie de variables pour les communes Cucs**

Catégorie	Moyenne des écarts
Scolarisation	7,9
Parcours et biographie	7,5
Conditions de vie	6
Statut et ressources	5,8
Perceptions	4,8
Santé	4,4
Ensemble des 53 variables	**5,9**

SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

Les données présentées ci-avant concernent les 53 variables considérées. Mais il existe des différences importantes entre celles-ci.

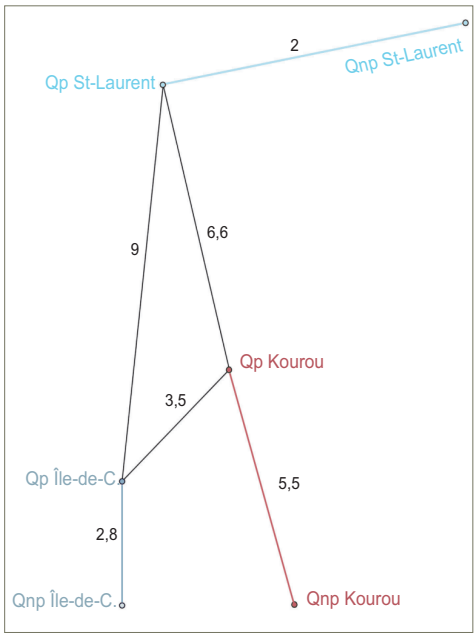
Lorsque l'on calcule la moyenne de toutes les distances entre sous-populations (et pour toutes les catégories de variables), on obtient un coefficient de 5,9. Mais on remarque que les variables liées à la santé sont les moins clivantes. Cela signifie que, comme pour l'analyse territoriale globale, les jeunes de Guyane des communes CUCS se différencient peu au regard des questions de santé. À l'inverse, les différences sont marquées pour les questions de scolarisation. Enfin, on note de nouveau que les jeunes se distinguent moins par leurs perceptions et leurs pratiques que par leurs conditions de vie et leurs parcours biographiques.

Une analyse fine par catégorie est également possible. Nous présentons à la page suivante les graphiques pour les catégories « Scolarisation », « Statut et ressources », « Parcours et biographie » et « Conditions de vie », puisque ce sont surtout celles-ci pour lesquelles les différences sont les plus nettes.

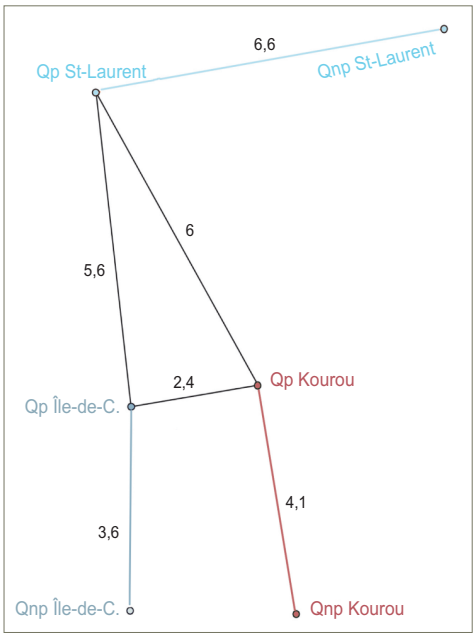
CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page148

GRAPHIQUES 40. Écarts entre quartiers (non) prioritaires par catégorie de variables, pour les communes Cucs

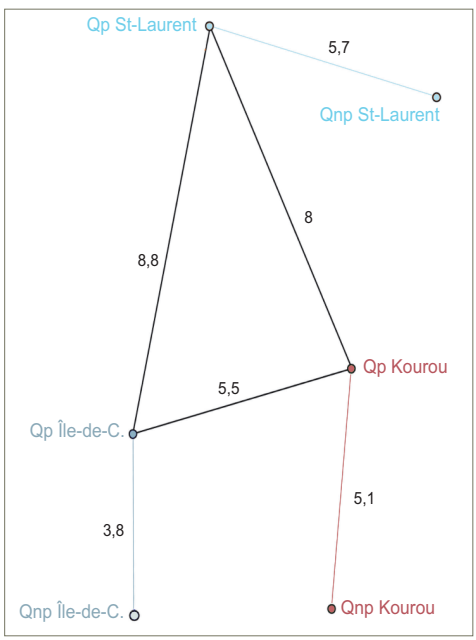
GRAPHIQUE 40a. Scolarisation



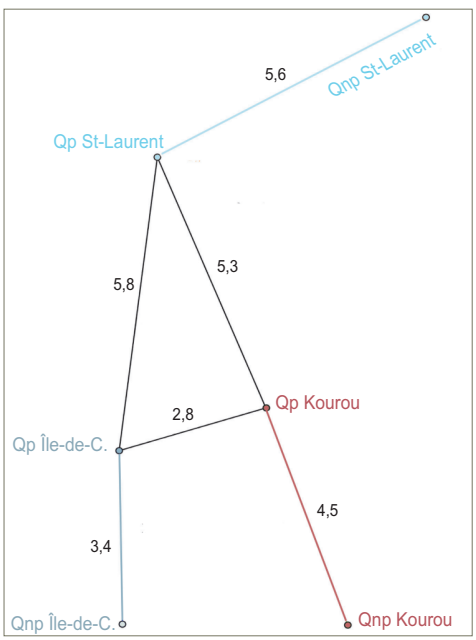
GRAPHIQUE 40b. Statut et ressources



GRAPHIQUE 40c. Parcours et biographie



GRAPHIQUE 40d. Conditions de vie



Lecture : Pour la variable « Scolarisation », la distance entre les jeunes du QP de l'Île-de-Cayenne et ceux du QP de Kourou est de 3,5, alors qu'elle est de 9 avec les jeunes du QP de Saint-Laurent.

Source : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse*, 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page149

Une telle présentation permet d'analyser :
– les différences entre QP et QNP pour chacun des espaces : Île-de-Cayenne, Kourou, Saint-Laurent-du-Maroni ;
– les différences entre territoires ;
– les différences entre catégories de variables.

On se demande ainsi : pour quelles variables l'effet « quartier » est-il plus (ou moins) fort que l'effet « territoire » ?

En matière d'origine (sociale, linguistique) et de parcours biographique, on observe une relative homogénéité sur l'Île-de-Cayenne (écarts assez faibles). En revanche, Saint-Laurent-du-Maroni et même Kourou montrent une forte différence entre QP et QNP (5,1 à Kourou). Les jeunes de QP de Kourou sont éloignés des jeunes de QP aussi bien de l'Île-de-Cayenne (ÎdC) que de Saint-Laurent-du-Maroni.

Pour les catégories « Statut et ressources » et « Conditions de vie », on note une assez forte homogénéité QP ÎdC/QP Kourou/QNP ÎdC. Là encore, une différence assez forte est observée entre QP Kourou et QNP Kourou (4,1 et 4,5). Enfin, il existe un double décrochage de Saint-Laurent-du-Maroni : par rapport aux autres territoires d'une part ; entre QP et QNP d'autre part.

Un point intéressant est à mentionner : quelles que soient les catégories de variables considérées, la distance est importante à Kourou entre les jeunes des QP et ceux des QNP. C'est dans cette commune que les inégalités sont les plus fortes.

NOTE MÉTHODOLOGIQUE IX
Régression logistique et lecture des odd-ratios (cf. annexes)

« Les régressions logistiques permettent de tenir compte de l'influence simultanée d'un grand nombre de variables explicatives sur le phénomène d'intérêt. Elles évaluent l'association entre une variable explicative et le phénomène en question, en contrôlant les autres variables du modèle (« toutes choses égales par ailleurs »).

Les résultats se présentent sous forme d'odd-ratios. Ces derniers estiment grossièrement la probabilité (c'est-à-dire la chance ou le risque) de survenue de l'événement quand on présente cette caractéristique, toutes les autres caractéristiques étant identiques par ailleurs. Il s'agit seulement d'une estimation, raison pour laquelle un intervalle de confiance est également calculé : la vraie valeur de ce risque a 95 % de chances de se situer dans cet intervalle.

Pour interpréter un odd-ratio, il faut le comparer à la valeur 1. Un odd-ratio plus grand que 1 indique une augmentation de la probabilité de survenue de l'événement, tandis qu'un odd-ratio inférieur à 1 indique une diminution de cette probabilité. Si l'intervalle de confiance comprend la valeur 1, alors le facteur étudié n'est pas significativement associé à l'événement étudié. »

Source : Secrétariat général du Comité interministériel à la ville, ONZUS, rapport 2011, p. 129.

En pratiquant une régression logistique *(voir note méthodologique ci-dessus),* on constate que résider dans un quartier prioritaire n'explique pas particulièrement – « toutes choses égales par ailleurs » – le fait d'être sans emploi, d'être non diplômé ou encore de considérer qu'il est « difficile » d'être jeune en Guyane. L'effet quartier n'est donc pas sensible, même pour des territoires comme Saint-Laurent-du-Maroni. Les disparités identifiées plus haut témoignent pourtant d'un véritable décalage entre les jeunes des quartiers prioritaires et les autres. Mais ce décalage, variable selon les territoires, s'explique davantage par la com-

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page150

binaison de plusieurs handicaps socio-économiques que par le seul « effet quartier ». On peut ainsi parler d'effet « système ».

L'action publique vers les quartiers « prioritaires » de la politique de la ville est donc essentielle, car c'est bien dans ces territoires que se concentrent les difficultés des populations. Une politique territoriale de jeunesse doit dès lors s'adosser sur tous les dispositifs et les leviers d'action mobilisables dans le cadre de la politique de la ville. Inversement, la politique de la ville doit faire de la jeunesse un axe structurant et pérenne de sa stratégie.

B. Le genre et les territoires différencient fortement les jeunes

Nous avons déjà souligné en détail dans notre première partie les différences entre filles et garçons en termes de niveau scolaire, de matrimonialité ou de décohabitation. L'analyse Edesp permet en outre de montrer que, parmi les 16-25 ans, les disparités sont surtout très nettes pour tout ce qui concerne le statut d'activité, les ressources financières et les conditions de vie. Les enjeux de santé sont également très différenciés selon le genre.

TABLEAU 87. **Synthèse des écarts filles/garçons par catégorie de variables** *(communes en Cucs)*

Catégorie	Moyenne des écarts
Statut et ressources	7,6
Santé	6,3
Conditions de vie	4,5
Perceptions	2,4
Parcours et biographie	2,1
Scolarisation	1,9
Ensemble des 53 variables	**3,9**

Source : Crpv Guyane, *Démarche Jeunesse*, 2012.

Cette analyse globale à l'échelle de la région Guyane nécessite d'être affinée à l'échelle des territoires, car des différences sensibles apparaissent. Pour comparer les effets respectifs du genre et du territoire, nous avons ainsi créé une variable statistique dont les 8 modalités sont les suivantes :

- Filles du Centre-Est ;
- Garçons du Centre-Est ;
- Filles des Savanes ;
- Garçons des Savanes ;
- Filles du Littoral-Ouest ;
- Garçons du Littoral-Ouest ;
- Filles de l'Intérieur ;
- Garçons de l'Intérieur.

Pour quelles (catégories de) variables les différences de genre sont-elles les plus nettes ? Et perçoit-on des écarts différents selon les territoires ?

Plusieurs points apparaissent :

- C'est dans le Centre-Est que les différences de genre sont les moins nettes ;
- C'est dans le Littoral-Ouest qu'elles sont les plus importantes, surtout en matière de statut, de ressources et de conditions de vie ;
- Les différences sont également assez élevées dans les Savanes, en particulier pour les variables « Parcours et biographie » et « Scolarisation » ;

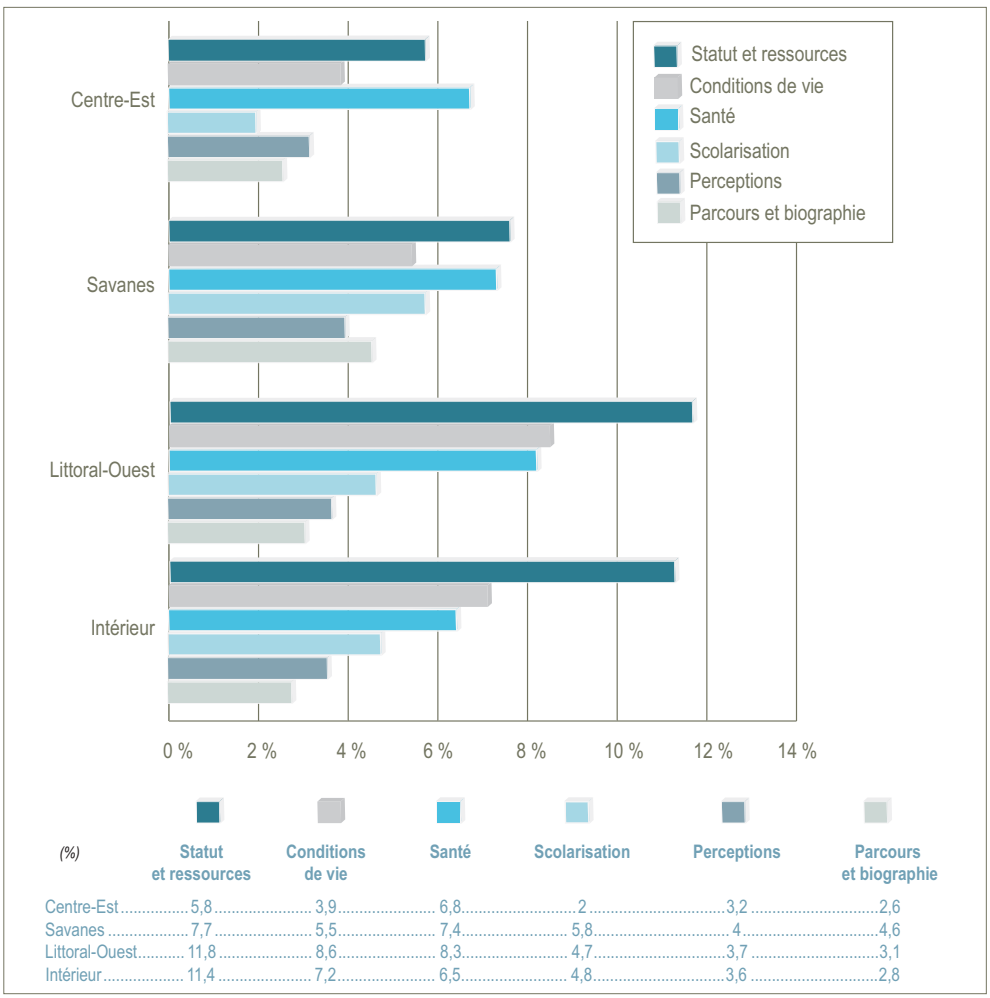
CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page151

TABLEAU 88. **Écarts filles/garçons selon les territoires**

Catégorie	Centre-Est	Savanes	Littoral-Ouest	Intérieur	Moyenne
Statut et ressources	5,8	7,7	**11,8**	**11,4**	9,2
Parcours et biographie	2,6	**4,6**	3,1	2,8	3,3
Scolarisation	2,0	**5,8**	4,7	4,8	4,3
Conditions de vie	3,9	5,5	**8,6**	7,2	6,3
Perceptions	3,2	4,0	3,7	3,6	3,6
Santé	6,8	7,4	8,3	6,5	7,2
Moyenne	**4,0**	**5,6**	**6,4**	**5,7**	**5,4**

LECTURE : Dans le Centre-Est, l'écart filles/garçons pour la catégorie « Parcours & biographie » est de 2,6 ; il est de 4,6 dans les Savanes.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

GRAPHIQUE 41. **Écarts filles/garçons selon les territoires**



(%)	Statut et ressources	Conditions de vie	Santé	Scolarisation	Perceptions	Parcours et biographie
Centre-Est	5,8	3,9	6,8	2	3,2	2,6
Savanes	7,7	5,5	7,4	5,8	4	4,6
Littoral-Ouest	11,8	8,6	8,3	4,7	3,7	3,1
Intérieur	11,4	7,2	6,5	4,8	3,6	2,8

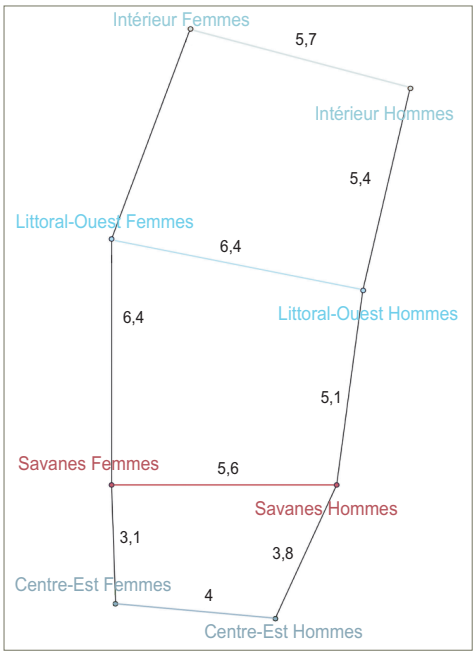
LECTURE : Dans le Centre-Est, l'écart filles/garçons pour « Parcours et biographie » est de 2,6 ; il est de 4,6 dans les Savanes.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

- Tous territoires confondus, ce sont les conditions de vie, le statut d'activité et les ressources qui distinguent le plus fortement la situation des filles de celle des garçons ;

- Les variables liées à la santé sont également clivantes – ce n'est guère étonnant, puisque l'on s'intéressait par exemple aux moyens de contraception, aux visites chez le médecin, dont on sait qu'ils sont très différents selon les sexes ;

- Les variables de perception sont en revanche, comme pour les territoires, peu différenciantes. L'hypothèse de représentations culturelles de plus en plus partagées semble donc se confirmer.

GRAPHIQUE 42. **Écarts filles/garçons. Synthèse toutes catégories**



SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse*, 2012.

Le graphique 42 synthétise les informations essentielles. On remarque ainsi qu'en moyenne les filles du Centre-Est et celles des Savanes sont assez proches, du moins plus proches qu'avec les garçons de leur territoire respectif. Pour les autres territoires, les distances sociales entre filles et garçons sont aussi élevées que les distances entre territoires. Il existe donc bien une double logique de différenciation des jeunes en Guyane : le territoire et le genre.

- **Variable « Statut et ressources » :** les disparités sont systématiquement plus fortes entre filles et garçons qu'entre territoires proches (Centre-Est par rapport à Savanes ; Savanes par rapport à Littoral-Ouest ; Littoral-Ouest par rapport à Intérieur). La variable de genre est ainsi cruciale pour saisir l'(in)activité et les ressources dont disposent les jeunes. Comme on l'a déjà évoqué dans la première partie de ce rapport, les types d'activité et donc les niveaux de vie et les ressources diffèrent profondément selon que l'on est une fille ou un garçon.

- **Variable « Parcours et biographie » :** il existe une distinction claire entre le Centre-Est et les Savanes d'un côté, le Littoral-Ouest et l'Intérieur de l'autre, que ce soit pour les hommes ou pour les femmes. La distance filles/garçons est systématiquement moindre que la distance entre territoires. La variable de genre est donc peu explicative en matière de profil socio-biographique. On note cependant une exception : les Savanes, où l'écart filles/garçons est notable. Les jeunes

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page153

hommes des Savanes semblent à la fois sensiblement différents des jeunes filles des Savanes et des jeunes hommes du Centre-Est (alors même que les filles du Centre-Est et celles des Savanes sont assez proches). Il semble donc bien qu'il y ait une spécificité des jeunes hommes dans les Savanes.

L'importance des différences filles/garçons en Guyane nécessite de développer une véritable approche du « genre » dans la politique de jeunesse du territoire. Le genre est un concept qui se réfère aux relations entre femmes et hommes, à la manière dont ces relations sont socialement construites. Quels sont les rôles conférés aux femmes et aux hommes dans une société donnée à un moment donné ? Comment ceux-ci évoluent-ils en fonction des transformations culturelles, politiques, religieuses et économiques ?

Étant donné les inégalités persistantes entre femmes et hommes, dans quelle mesure faudrait-il prendre en compte cette dimension du genre dans la définition et la mise en œuvre des politiques publiques ? Cette approche – dénommée « gender mainstreaming » – est définie par le groupe de spécialistes pour une approche intégrée de l'égalité du Conseil de l'Europe comme « la (ré) organisation, l'amélioration, l'évolution et l'évaluation des processus de prise de décision, aux fins d'incorporer la perspective de l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines et à tous les niveaux, par les acteurs généralement impliqués dans la mise en place des politiques » (Jacquot, 2012).

À l'aune des résultats de notre enquête, nous plaidons pour notre part non pas pour opposer des politiques de « rattrapage » ciblées vers les femmes (forme de discrimination positive) *vs* des politiques générales égalitaires (Dandurand *et al.*, 2002, p. 7-8), mais plutôt pour adapter les priorités d'action, les dispositifs et les financements au regard des décalages entre filles et garçons qui apparaissent[59].

Très concrètement, la stratégie de santé pour les jeunes en Guyane n'a sans doute pas besoin de se décliner très différemment selon les territoires (on a vu que les différences étaient faibles) ; en revanche, elle doit absolument se différencier selon le genre. De la même manière, la politique d'orientation et de formation professionnelle devrait prendre en compte les grandes différences entre hommes et femmes. Enfin, les jeunes femmes inactives et bien souvent isolées devraient constituer une cible prioritaire de la politique de jeunesse en Guyane, en particulier dans les territoires isolés.

Un enjeu majeur pour une politique de jeunesse consiste ainsi à combiner une approche territoriale (et même infracommunale, comme on le verra ci-dessous) et une approche de genre.

[59] Des outils ont été développés pour évaluer la démarche et l'effet d'une politique de genre, comme par exemple le « gender budgeting ». Il s'agit de « l'analyse des dépenses publiques, des produits des impôts, des autres rentrées financières et des budgets sous l'angle des conséquences et des incidences qui en résulteront pour les filles et pour les femmes par rapport aux garçons et aux hommes. L'objectif de cette analyse est d'identifier, dans les processus de décisions budgétaires, les décisions et choix qui s'avèrent défavorables à l'un ou l'autre sexe, le plus souvent parce que les spécificités socio-économiques des hommes et des femmes n'ont pas été prises en considération » (Cecchini et Fallon, 2009, p. 3).

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page154

III. Les cibles prioritaires pour une action publique de jeunesse

Nos analyses précédentes visaient à comprendre d'une part le profil global des 16-25 ans en Guyane, d'autre part les variables qui différencient particulièrement cette population.

Lorsque l'on veut évaluer l'effet respectif de plusieurs variables, on utilise le plus souvent l'odd-ratio[60]. Cet outil statistique permet d'évaluer l'impact de tel ou tel facteur « toutes choses égales par ailleurs », c'est-à-dire en neutralisant les effets des autres variables que l'on souhaite tester.

Nous nous intéressons par exemple au statut « Inactif », dont on a vu qu'il caractérisait une très grande partie de la population des 16-25 ans de Guyane. Qu'est-ce qui explique le plus le fait d'être inactif ? Est-ce le sexe (être une fille ou bien un garçon) ? Est-ce le territoire (habiter dans le Centre-Est, dans les Savanes, dans le Littoral-Ouest ou dans l'Intérieur) ? Est-ce le niveau de diplôme ? Ou encore le fait d'avoir un (ou plusieurs) enfant(s) ? Nous avons intégré ces quatre variables dans notre modèle de régression logistique *(tableau 89)*.

Toutes les variables testées présentées au tableau 89 sont corrélées avec le fait d'être inactif, mais de manière différente selon les modalités de réponse.

Ici, la variable territoriale est très discriminante : en tant que jeune de 16-25 ans, on a 4,5 fois plus de « chances » d'être inactif

TABLEAU 89. **Régression* logistique du statut « Inactif »**

Variable	Modalité	Effectif	Coefficient	Significativité (à 5%)	Odd-ratio
Constante			-1,547	***	
Sexe	Femme		0		Réf.
	Homme	16475	0,356	***	1,427
Territoires	Centre-Est		Réf.		Réf.
	Intérieur	2346	1,511	***	4,529
	Littoral-Ouest	9244	0,93	***	2,535
	Savanes	4615	0,25	***	1,285
Diplôme	Aucun diplôme		0		Réf.
	Diplôme Bac et supérieur	7035	-1,434	***	0,238
	Diplôme inférieur au Bac	15916	-1,185	***	0,306
Enfant	Non		0		Réf.
	Oui	9684	0,998	***	2,712

* Voir note méthodologique IX, p. 149.
SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

[60] Voir note méthodologique IX, p. 149.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page155

si l'on habite dans l'Intérieur que si l'on vit au Centre-Est, toutes choses égales par ailleurs ; 2,5 fois plus de « chances » si l'on habite dans le Littoral-Ouest ; 1,3 fois plus de « chances » si l'on habite dans les Savanes.

La variable « Diplôme » est également cruciale : ceux qui ont le baccalauréat ou plus ont 4,2 fois moins de chances (1/0,238) d'être inactifs que ceux qui n'ont aucun diplôme ; ceux qui ont un diplôme inférieur au baccalauréat ont 3,3 fois moins de chances d'être inactifs que ceux qui n'ont aucun diplôme.

Le fait d'avoir au moins un enfant est également pénalisant : 2,7 fois plus de chances d'être inactif que lorsqu'on n'a pas d'enfant.

Enfin, le genre joue également, mais de façon moindre : toutes choses égales par ailleurs, les hommes ont 1,4 fois plus de chance d'être inactifs que les femmes.

Mais au-delà de l'identification des effets propres de chaque variable testée, c'est finalement surtout la conjugaison des effets qui importe. L'analyse des probabilités permet ainsi de mesurer le cumul des handicaps. Les tableaux 90 a et b indiquent les deux cas limites.

Un jeune homme de 16-25 ans sans diplôme, avec enfant(s) et habitant dans l'Intérieur a 79 % de probabilité d'être inactif. À l'opposé, une jeune fille de 16-25 ans, de niveau baccalauréat ou supérieur, sans enfant et habitant dans le Centre-Est n'a que 5 % de probabilité d'être inactive.

Les enjeux « jeunesse » sur le territoire guyanais nous paraissent *in fine* « systémiques », au double sens qu'ils interrogent le modèle, le système de développement économique et social du territoire d'une part, et qu'ils nécessitent une prise en charge globale (et non scindée en sous-actions déconnectées) d'autre part. Plutôt qu'isoler des facteurs qui expliquent plus ou moins « toutes choses égales par ailleurs » les disparités au sein des 16-25 ans, il faut dès lors plutôt identifier des profils socio-biographiques de jeunes combinant des difficultés socio-économiques et méritant l'attention particulière des pouvoirs publics.

TABLEAU 90 (a). **Probabilité d'être inactif**

	Coefficient
Constante	-1,547
Homme	0,356
Intérieur	1,511
Aucun diplôme	0
Enfant	0,998
Total	*1,318*
Probabilité	**79 %**

SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

TABLEAU 90 (b). **Probabilité d'être inactif**

	Coefficient
Constante	-1,547
Femme	0
Centre-Est	0
Diplôme Bac et sup	-1,434
Sans enfant	0
Total	*-2,981*
Probabilité	**5 %**

SOURCE : CRPV Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page156

C'est pourquoi, dans le souci d'accompagner les pouvoirs publics pour une meilleure définition de leur politique de jeunesse, il nous a semblé pertinent de définir de possibles cibles prioritaires des dispositifs publics.

Pour cela, nous avons caractérisé plusieurs sous-populations parmi notre population globale des 16-25 ans. Nous avons alors pu déterminer statistiquement quels étaient les principaux facteurs qui contribuaient à les constituer ; pour le dire autrement, nous avons dessiné un profil général pour chaque sous-population cible *(tableau 91).*

Il va de soi que cette liste n'est pas exhaustive, elle n'épuise pas l'ensemble des catégories de jeunes dont les pouvoirs publics ont à s'occuper. Elle correspond à la fois aux sous-populations qui nous ont paru pertinentes à la suite de nos discussions avec les membres du comité de pilotage, et aux possibilités d'analyse qu'offre notre enquête.

TABLEAU 91. **Publics jeunes prioritaires pour des actions jeunesse**

Sous-populations cibles	Effectifs	Fréquence *(%)*
Jeunes disant ne pas, ou peu, prendre soin de leur santé	4299	13
Jeunes disant avoir consommé de l'alcool *(parmi les jeunes qui disent avoir déjà bu) :*		
– avant 13 ans	3368	13
– avant 15 ans	8193	31
Jeunes disant consommer, ou avoir déjà consommé, des stupéfiants	3380	10
Jeunes utilisant :		
– aucun moyen de contraception	3856	12
– des moyens de contraceptions non recommandés uniquement	1198	4
– à la fois des moyens recommandés et non recommandés (« mixtes »)	2732	9
– des moyens de contraceptions recommandés uniquement	32295	76
Jeunes filles ayant eu un moins un enfant lorsqu'elles étaient mineures	1723	10
Jeunes précaires	1074	3
Jeunes dont la mobilité est faible ou nulle	21082	66
Jeunes inactifs *(parmi les jeunes qui ne sont pas scolarisés)*	7509	37
Jeunes *(parmi les jeunes qui ne sont pas scolarisés)* qui :		
– n'ont aucun diplôme	8326	41
– ont un diplôme inférieur au bac	7472	37
– ont un diplôme bac et supérieur	4620	23
Jeunes disant avoir déjà souffert de discrimination	11312	33
Jeunes estimant maîtriser insuffisamment le français	8764	26
Jeunes isolés	1128	3
Jeunes dans un logement instable	2019	6
Jeunes dont un des projets professionnels est de créer une entreprise	3855	11

Source : Crpv Guyane, *Démarche Jeunesse,* 2012.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page158

TABLEAU 92. Jeunes disant ne pas, ou peu, prendre soin de leur santé

1. Définition des deux sous-populations

Question posée dans le questionnaire :	« Prenez-vous soin de votre santé ? »
Sous-populations constituées des enquêtés ayant répondu :	**Non :** « Non, pas trop » / « Non, pas du tout » **Oui :** « Oui, tout à fait » / « Oui, plutôt »

2. Effectifs concernés

	Effectifs	Fréquence
Non (« Non, pas trop » / « Non, pas du tout »	**4 299**	**12,50 %**
Oui (« Oui, tout à fait » / « Oui, plutôt »	30 031	87,50 %
Total	34 330	100,00 %

3. Répartition selon les variables d'échantillonnage (âge ; sexe ; statut ; territoire)

		Jeunes qui disent ne pas, ou peu, prendre soin de leur santé			Jeunes qui disent prendre soin de leur santé			Total	
		Eff.	% *(en ligne)*	Pem	Eff.	% *(en ligne)*	Pem	Eff.	% *(en ligne)*
Âge	< 20 ans	1 812	11,6		**13 827**	**88,4**	**7 %**	15 639	100
	20 ans et plus	**2 487**	**13,3**	**7 %**	16 204	86,7		18 691	100
Sexe	Femme	2 236	12,6		15 541	87,4		17 777	100
	Homme	2 064	12,5		14 489	87,5		16 553	100
Statut	En emploi	**1 025**	**15,6**	**6 %**	5 543	84,4		6 568	100
	En études	1 677	12,1		**12 235**	**87,9**	**4 %**	13 912	100
	Sans emploi	1 597	11,5		**12 253**	**88,5**	**8 %**	13 850	100
Territoire	Centre-Est	**2 465**	**13,6**	**9 %**	15 699	86,4		18 164	100
	Intérieur	**394**	**16,9**	**5 %**	1 937	83,1		2 331	100
	Littoral-Ouest	930	10,1		**8 280**	**89,9**	**19 %**	9 210	100
	Savanes	510	11		**4 115**	**89**	**12 %**	4 625	100
Total		4 299	12,5		30 031	87,5		34 330	100

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page159

> D'une manière générale, prendre soin de sa santé ne semble pas être un enjeu important pour la plupart des 16-25 ans ; beaucoup ne se posent vraisemblablement pas la question.

• Liens avec les variables d'échantillonnage.

- On ne note pas de très grandes différences selon les variables d'échantillonnage : aucun PEM supérieur à 9, que ce soit pour l'âge, le sexe, le statut ou le territoire.
- Tout au plus peut-on noter une légère prévalence chez les 20 ans et plus, chez ceux qui ont un emploi et chez ceux qui habitent dans le Centre-Est. On peut dès lors penser que ce profil plus « intégré » est davantage conscient que les autres jeunes de sa situation de santé réelle.

• Liens avec les autres sous-populations cibles.

- Ces liens sont, là encore, presque nuls. Tout au plus peut-on observer un très léger lien avec le fait d'avoir connu une mauvaise orientation scolaire.

• Liens avec les variables d'intérêt.

- Les liens avec les variables d'intérêt de notre enquête s'avèrent également peu concluants. Quelques corrélations apparaissent toutefois : les jeunes qui disent ne guère prendre soin de leur santé sont globalement peu confiants dans les institutions (gouvernement, police et justice, Union européenne), ils n'ont pas d'enfant ; par ailleurs, et cela semble assez logique, ils vont moins consulter un médecin et disent être peu satisfaits de leur sexualité. •

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page160

TABLEAU 93. Jeunes disant avoir commencé à consommer de l'alcool avant 13 ans / avant 15 ans

1. Définition de la sous-population

Question posée dans le questionnaire :	« À quel âge avez-vous commencé à boire des boissons alcoolisées (Heineken, Kronembourg, autres bières, whisky, rhum, vodka, gin, vin, etc.) ? »
Deux sous-populations parmi les enquêtés ayant répondu qu'ils avaient déjà consommé de l'alcool :	• Consommation d'alcool avant 13 ans • Consommation d'alcool avant 15 ans

2. Effectifs concernés

Parmi les jeunes qui disent avoir déjà bu[61]	Avant 13 ans		Avant 15 ans	
	Effectifs	Fréquence	Effectifs	Fréquence
Oui	3 368	12,5 %	8 193	30,5 %
Non	23 520	87,5 %	18 695	69,5 %
Total	26 888	100 %	26 888	100 %

3. Répartition selon les variables d'échantillonnage (âge ; sexe ; statut ; territoire) / Consommation avant 13 ans

Parmi les jeunes qui disent avoir déjà bu		Oui			Non			Total	
		Eff.	% *(en ligne)*	Pem	Eff.	% *(en ligne)*	Pem	Eff.	% *(en ligne)*
Âge	< 20 ans	1 506	14	8 %	9 277	86		10 783	100
	20 ans et plus	1 862	11,6		14 243	88,4	8 %	16 105	100
Sexe	Femme	1 307	9,9		11 856	90,1	21 %	13 163	100
	Homme	2 060	15	21 %	11 664	85		13 724	100
Statut	En emploi	441	7,6		5 382	92,4	40 %	5 823	100
	En études	1 380	15	10 %	7 835	85		9 215	100
	Sans emploi	1 547	13,1	3 %	10 302	86,9		11 850	100
Territoire	Centre-Est	1 710	12,4		12 027	87,6		13 737	100
	Intérieur	449	22,3	11 %	1 567	77,7		2 016	100
	Littoral-Ouest	870	11,3		6 803	88,7	9 %	7 673	100
	Savanes	339	9,8		3 123	90,2	22 %	3 461	100
Total		3 368	12,5		23 520	87,5		26 888	100

[61] Notons qu'il existe vraisemblablement, comme dans toutes les enquêtes sur ces sujets, une sous-déclaration de la consommation d'alcool (intégration d'une norme sociale ?) : 28 % des scolaires disent ne pas avoir l'habitude de consommer d'alcool. C'est aussi le cas de 23 % des femmes (contre 14 % des hommes), de 28 % des moins de 20 ans (12 % des plus de 20 ans) ; 20 % évoquent une consommation « occasionnelle » (surtout les femmes).

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page161

• Liens avec les variables d'échantillonnage.

Le profil est sensiblement le même avant 13 ou 15 ans au regard du sexe, de l'activité ou du territoire (des hommes, en études, dans l'Intérieur), à une exception notable près : l'âge. Si 14 % des moins de 20 ans ont consommé de l'alcool avant 13 ans, ils sont en revanche 40 % avant 15 ans. L'écart est bien moindre pour ceux qui ont 20 ans et plus (12 % avant 13 ans, 24 % avant 15 ans). On en déduit que les nouvelles générations boivent de l'alcool de plus en plus tôt, et surtout entre 13 et 15 ans.

• Liens avec les autres sous-populations cibles.

Ces liens sont très limités. ces jeunes sont peu engagés et ne souhaitent pas créer leur entreprise. Ils sont surtout de nationalité française et disent plus souffrir de discriminations.

> Parmi les jeunes qui disent avoir déjà bu, près de 13 % (3 368 personnes) ont commencé avant 13 ans et plus de 30 % (8 193 personnes) avant 15 ans.
> Tout comme pour la sous-population précédente (prendre soin de sa santé), peu de variables sont particulièrement discriminantes.
Le fait d'avoir globalement peu confiance dans les institutions est cependant un trait récurrent, ce qui laisse penser que les messages de prévention véhiculés précisément par des institutions locales ou nationales sont peu ou mal entendus.

• Liens avec les variables d'intérêt.

Outre les variables significatives déjà évoquées (sexe, territoire), le profil correspond surtout à des jeunes nés en Guyane, de nationalité française (notamment par acquisition), ayant de faibles revenus (moins de 500 euros par mois) et globalement peu confiants dans les institutions (gouvernement, école, Union européenne). Enfin, les jeunes ayant consommé tôt disent davantage ne pas aller chez le médecin ; ils reconnaissent en revanche consommer des stupéfiants. •

TABLEAU 93. Jeunes disant avoir commencé à consommer de l'alcool avant 13 ans / avant 15 ans

4. Répartition selon les variables d'échantillonnage (âge ; sexe ; statut ; territoire) / Consommation avant 15 ans

Parmi les jeunes qui disent avoir déjà bu		Oui			Non			Total	
		Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne
Âge	< 20 ans	**4 351**	**40,4**	**22 %**	6 431	59,6		10 783	100
	20 ans et plus	3 841	23,9		**12 263**	**76,1**	**22 %**	16 105	100
Sexe	Femme	3 442	26,1		**9 721**	**73,9**	**14 %**	13 163	100
	Homme	**4 751**	**34,6**	**14 %**	8 974	65,4		13 724	100
Statut	En emploi	1 147	19,7		**4 676**	**80,3**	**35 %**	5 823	100
	En études	**3 571**	**38,8**	**14 %**	5 644	61,2		9 215	100
	Sans emploi	3 475	29,3		8 375	70,7	4 %	11 850	100
Territoire	Centre-Est	4 313	31,4	3 %	9 424	68,6		13 737	100
	Intérieur	**821**	**40,8**	**15 %**	1 194	59,2		2 016	100
	Littoral-Ouest	2 050	26,7		**5 623**	**73,3**	**12 %**	7 673	100
	Savanes	1 008	29,1		2 454	70,9	4 %	3 461	100
	Total	**8 193**	**30,5**		**18 695**	**69,5**		**26 888**	**100**

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:34 Page162

Fiche 3. LES JEUNES ET LES STUPÉFIANTS

TABLEAU 94. Jeunes disant consommer, ou avoir déjà consommé, des stupéfiants

1. Définition de la sous-population

Question posée dans le questionnaire :	« Fumez-vous ? (tabac en cigarettes, ou autres produits avec une pipe) ? »
Sous-population constituée des enquêtés ayant répondu :	• « Oui, du cannabis ou assimilé (Kali, Jamin / Jamaïcaine, Ganja) », • « Oui, d'autres produits (Crack, Ecstasy, Wii, Blacka Jonko, Gaza, Brown Sugar, Puiri, Weti Ston…) » • « Non, j'ai arrêté de consommer du cannabis ou assimilé (Kali, Jamin / Jamaïcaine, Ganja...) », • « Non, j'ai arrêté de consommer d'autres produits (Crack, Ecstasy, Wii, Blacka Jonko, Gaza, Brown Sugar, Puiri, Weti Ston…) »

2. Effectifs concernés

	Effectifs	Fréquence
Oui	3 380	9,8 %
Non	30 950	90,2 %
Total	34 330	100 %

3. Répartition selon les variables d'échantillonnage (âge ; sexe ; statut ; territoire)

		Jeunes qui disent consommer, ou avoir déjà consommé des stupéfiants			Non			Total	
		Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne
Âge	< 20 ans	976	6,2		14 663	93,8	37 %	15 639	100
	20 ans et plus	2 403	12,9	37 %	16 288	87,1		18 691	100
Sexe	Femme	792	4,5		16 985	95,5	55 %	17 777	100
	Homme	2 587	15,6	55 %	13 966	84,4		16 553	100
Statut	En emploi	742	11,3	4 %	5 826	88,7		6 568	100
	En études	476	3,4		13 436	96,6	65 %	13 912	100
	Sans emploi	2 161	15,6	40 %	11 689	84,4		13 850	100
Territoire	Centre-Est	1 994	11	13 %	16 170	89		18 164	100
	Intérieur	191	8,2		2 140	91,8	17 %	2 331	100
	Littoral-Ouest	659	7,2		8 551	92,8	27 %	9 210	100
	Savanes	535	11,6	3 %	4 090	88,4		4 625	100
Total		3 380	9,8		30 950	90,2		34 330	100

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page163

- Si le nombre des jeunes de Guyane disant consommer ou avoir consommé des stupéfiants est vraisemblablement sous-estimé étant donné le caractère déclaratif de l'enquête, il reste néanmoins conséquent. Les plus âgés sont *a priori* les plus consommateurs – à moins qu'ils ne soient plus à l'aise pour l'avouer à un enquêteur.

• Liens avec les variables d'échantillonnage.

- Près de 13 % des 20 ans et plus reconnaissent consommer ou avoir consommé des stupéfiants, contre 6 % pour les plus jeunes. Les garçons se distinguent très nettement des filles : 16 %, contre 5 %.
- Sans surprise, ceux qui sont sans emploi sont les plus concernés (16 % d'entre eux), mais ceux qui ont un emploi consomment également (11 %).
- Le fait d'être scolarisé semble en revanche un facteur nettement dissuasif (3 % seulement).
- Enfin, on observe que les différences territoriales sont relativement faibles : c'est dans le Centre-Est et dans les Savanes que les jeunes disent le plus consommer des stupéfiants (plus de 11 %).

> Près de 10 % des jeunes de Guyane disent consommer, ou avoir consommé, des stupéfiants.
> Ce profil correspond nettement à des jeunes hommes inactifs ayant été en échec scolaire et sans perspective d'emploi. Ces jeunes affichent d'ailleurs une moindre confiance générale (vis-à-vis des personnes comme des institutions) que les non-consommateurs, et estiment que leurs conditions de vie ne seront pas meilleures que celles de leurs parents.

• Liens avec les variables d'intérêt.

- Ces jeunes sont davantage de nationalité française (de naissance) et le français était plus souvent leur langue première.
- Ils ont un (ou plusieurs) enfant(s) et vivent souvent en couple.
- Ils souhaitent davantage décohabiter, mais sont peu ou pas mobiles.
- Ils ne sont pas diplômés, ont le sentiment d'avoir arrêté trop tôt l'école et regrettent souvent leurs choix d'études.
- La consommation de stupéfiants est fortement associée à celle de l'alcool, et même à une consommation d'alcool précoce. •

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page164

Fiche 4. LES JEUNES ET LA CONTRACEPTION *(1/2)*

TABLEAU 95. Jeunes n'utilisant aucun moyen de contraception / utilisant des moyens de contraception non recommandés uniquement / recommandés uniquement / mixtes *(parmi les seuls jeunes déclarant avoir une activité sexuelle)*

1. Définition de la sous-population	
Question posée dans le questionnaire :	« Quel(s) moyen(s) de contraception avez-vous déjà utilisé(s) ? »
Quatre sous-populations parmi les jeunes déclarant avoir une activité sexuelle	• **Aucun moyen de contraception** (« Je ne veux pas utiliser de moyen de contraception » ou « Je n'ai jamais utilisé de moyen de contraception ») • **Des contraceptifs non recommandés uniquement*** (abstinence ; allaitement ; injections ; IVG dans un service de soins ou par un médecin ; lavements ; patch contraceptif ; remède traditionnel / médecine feuille ; retrait ; test HIV) • **Des contraceptifs recommandés uniquement** (préservatif masculin / féminin ; pilule ; pilule du lendemain ; stérilet ; implant ; ligature des trompes) • **Des contraceptifs « mixtes »** (certains recommandés, d'autres pas)

2. Effectifs concernés		
Parmi les 16-25 ans disant avoir une activité sexuelle	**Effectifs**	**Fréquence**
Aucun moyen de contraception	3 856	12 %
Moyens de contraception non recommandés uniquement	1 198	4 %
Moyens de contraception mixtes	2 732	9 %
Moyens de contraception recommandés uniquement	24 509	75 %
Total	**32 295**	**100 %**

NOTA : Le classement des moyens de contraception selon qu'ils soient recommandés ou non a été réalisé en collaboration avec l'Agence régionale de santé de Guyane.

- Précisons tout d'abord que cette question n'a, d'après nos enquêteurs, pas été bien comprise par tous les jeunes interrogés. *Les chiffres présentés fournissent dès lors une tendance, mais ne sauraient être considérés comme des vérités définitives.*
- Parmi les jeunes ayant une activité sexuelle, près de 12 % n'utilisent aucun moyen de contraception ; 4 % utilisent uniquement des contraceptifs non recommandés ; 9 % ont des usages « mixtes », c'est-à-dire à la fois des contraceptifs recommandés et d'autres non recommandés. Soit au total 25 % des 16-25 ans pour qui la connaissance, ou l'usage, des méthodes fiables de contraception est insuffisante.
- Précisons que les jeunes ne perçoivent pas de difficultés particulières pour accéder à la contraception : seuls 2 % (un peu plus de 800 personnes) disent avoir des difficultés, et 5 % n'ont pas d'avis. Il existe donc bien un manque général de prise de conscience des risques liés à une mauvaise pratique des contraceptifs.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page165

• Liens avec les variables d'échantillonnage.

- La situation des plus jeunes est encore plus préoccupante que celle de leurs aînés, puisqu'ils sont 16 % à n'utiliser aucun moyen de contraception (contre 8 % pour les 20 ans et plus) et 5 % à utiliser exclusivement des moyens non recommandés (contre 3 % pour les 20 ans et plus).
- Ils sont en revanche beaucoup moins nombreux à combiner moyens recommandés et non recommandés.
- Autre point notable : les femmes sont les plus exposées au danger. Elles ne sont que 69 % (contre 83 % pour les hommes) à utiliser uniquement

> Les jeunes utilisant des contraceptifs peu fiables ne sont pas des jeunes particulièrement fragilisés ou en échec (lien négatif avec le fait d'être précaire, d'être isolé, d'être inactif, de mal maîtriser la langue française, d'être issu d'un milieu populaire, etc.). Néanmoins, il existe deux groupes différents nécessitant sans doute deux types de sensibilisation/information distincts :
> • un groupe de jeunes souvent scolarisés et vivant chez leurs parents qui n'utilisent aucun moyen de contraception ;
> • un groupe plus âgé, relativement diplômé, vivant dans le Centre-Est et plutôt intégré dans la vie sociale et économique de Guyane, mais qui utilise toujours souvent des moyens de contraception non recommandés. Rappelons en outre que les jeunes filles sont systématiquement les plus à risque.

3. Répartition selon les variables d'échantillonnage (âge ; sexe ; statut ; territoire)

Parmi les 16-25 ans disant avoir une activité sexuelle		Aucun moyen de contraception			Moyens de contraception non recommandés uniquement			Moyens de contraception mixtes			Moyens de contraception recommandés uniquement			Total	
		Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne
Âge	< 20 ans	**2 329**	**16,4**	**29 %**	**720**	**5,1**	**29 %**	456	3,2		10 675	75,3		14 179	100
	20 ans et +	1 527	8,4		479	2,6		**2 277**	**12,6**	**62 %**	13 835	76,4	2 %	18 116	100
Sexe	Femme	**2 570**	**15,7**	**33 %**	**772**	**4,7**	**28 %**	**1 709**	**10,5**	**24 %**	11 278	69,1		16 329	100
	Homme	1 286	8,1		426	2,7		1 023	6,4		**13 231**	**82,9**	**29 %**	15 966	100
Statut	En emploi	206	3,2		227	3,5		**1 266**	**19,8**	**33 %**	4 700	73,5		6 398	100
	En études	**2 164**	**17,4**	**29 %**	**632**	**5,1**	**23 %**	508	4,1		9 161	73,5		12 465	100
	Sans emploi	1 486	11,1		340	2,5		958	7,1		**10 648**	**79,3**	**14 %**	13 432	100
Territoire	Centre-Est	1 933	11,4		669	3,9	7 %	**1 776**	**10,5**	**26 %**	12 567	74,2		16 945	100
	Intérieur	305	13,6	2 %	88	3,9		141	6,3		1 705	76,1		2 239	100
	Littoral-O.	1 088	12,3		224	2,5		487	5,5		**7 080**	**79,7**	**16 %**	8 879	100
	Savanes	529	12,5		217	5,1	6 %	328	7,7		3 157	74,6		4 232	100
Total		**3 856**	**11,9**		**1 198**	**3,7**		**2 732**	**8,5**		**24 509**	**75,9**		**32 295**	100

NOTA : Le classement des moyens de contraception selon qu'ils sont recommandés ou non a été réalisé en collaboration avec l'Agence régionale de santé de Guyane.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page166

Fiche 4. LES JEUNES ET LA CONTRACEPTION *(2/2)*

des contraceptifs recommandés. Elles sont près de 16 % à n'utiliser aucun contraceptif (contre 8 % des pour hommes).
- Le statut est également déterminant, avec un résultat un peu surprenant : si les jeunes en études constituent la population la plus menacée (17 % n'ont aucun contraceptif et 5 % uniquement des contraceptifs non recommandés), les jeunes en emploi sont très nombreux à avoir des usages « mixtes » (20 %). Les jeunes sans emploi sont finalement ceux qui utilisent le plus les seuls contraceptifs recommandés : 79 %, contre 74 % pour les deux autres groupes.
- L'analyse territoriale indique aussi des résultats surprenants : si le non-usage de contraceptifs (quels qu'ils soient) est similaire partout, c'est dans le Centre-Est que l'on trouve le plus d'usages « mixtes », et dans le Littoral-Ouest les meilleures pratiques (80 % des jeunes y utilisent un contraceptif recommandé).

• Liens avec les variables d'intérêt.

- Les jeunes n'utilisant pas de moyens de contraception sont davantage en cours d'études et célibataires ; ils habitent chez leurs parents et ne souhaitent pas changer de logement ; ils n'ont pas particulièrement d'enfant, ne jobbent pas et reçoivent des aides financières de leur famille.
- Étant le plus souvent encore scolarisés, ils sont logiquement plus nombreux à ne pas avoir de diplôme. Il existe un léger lien statistique positif avec le fait d'être de nationalité française par acquisition. En matière de santé, ils sont plus nombreux à dire qu'ils n'ont jamais consommé de stupéfiants ni de boissons alcoolisées.
- Point intéressant : ils sont plus nombreux à dire qu'ils n'ont pas de difficulté à accéder à des moyens de contraception, mais affirment en revanche davantage ne pas être satisfaits de leur vie sexuelle.
- Les jeunes utilisant uniquement des moyens non recommandés ont un profil très similaire au type précédent. Tout au plus sont-ils un peu plus diplômés (diplômes inférieurs au baccalauréat) et sont issus d'un milieu « classe moyenne ».
- Les jeunes développant des usages « mixtes » sont plus âgés et ont franchi davantage d'étapes vers l'âge adulte. Ils sont diplômés (baccalauréat et supérieur), en emploi (mais font aussi des jobs), décohabitants, et souhaitent souvent changer de logement. Davantage français de naissance, ils ont une confiance générale moyenne, trouvent qu'il est difficile d'être jeune en Guyane et disent souffrir de discriminations.
- On dessine ainsi un profil de jeunes clairement sortis de l'enfance mais n'ayant peut-être pas complètement trouvé leur place dans la société. •

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page168

Fiche 5. LES MÈRES MINEURES (1)

TABLEAU 96 (a). Jeunes filles ayant eu au moins un enfant lorsqu'elles étaient mineures (mères mineures).

1. Définition de la sous-population

Faute d'avoir demandé aux enquêtées à quel âge elles avaient eu leur premier enfant, nous avons dû construire une variable *ad hoc*. Bien que ce mode d'identification ne soit pas optimal, il est malgré tout nécessaire pour pouvoir dessiner le profil de cette population, importante pour les pouvoirs publics.
Sont ainsi considérées comme « Mères mineures » toutes les filles qui ont un enfant si elles ont 18 ans ou moins au moment de l'enquête, mais aussi les filles de 19-20 ans qui ont 2 enfants (ou plus), les filles de 21-22 ans qui ont 3 enfants (ou plus) et les filles de 23-25 ans qui ont 4 enfants (ou plus).

Sous-population constituée des enquêtées ayant répondu :	• Sexe = Femme / Âge = 16-18 ans + Enfant(s) = Oui • Sexe = Femme / Âge = 19-20 ans + Nbre d'enfant(s) ≥ 2 • Sexe = Femme / Âge = 21-22 ans + Nbre d'enfant(s) ≥ 3 • Sexe = Femme / Âge = 23-25 ans + Nbre d'enfant(s) ≥ 4

2. Effectifs concernés

	Effectifs	Fréquence
Oui	**1 723**	**9.5 %**
Non	16 054	90.5 %
Total	17 777	100 %

3. Répartition selon les variables d'échantillonnage (âge ; sexe ; statut ; territoire)

Parmi l'ensemble des femmes de 16-25 ans interrogées		Oui			Non			Total	
		Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne
Âge	< 20 ans	751	9,4		7 211	90,6		7 961	100
	20 ans et plus	972	9,9		8 844	90,1		9 816	100
Sexe	Femme	**1 723**	**9,7**		**16 054**	**90,3**		**17 777**	**100**
Statut	En emploi	8	0,2		**3 463**	**99,8**	**98 %**	3 470	100
	En études	198	2,7		**7 072**	**97,3**	**72 %**	7 270	100
	Sans emploi	**1 517**	**21,6**	**80 %**	5 519	78,4		7 036	100
Territoire	Centre-Est	489	4,8		**9 631**	**95,2**	**50 %**	10 120	100
	Intérieur	**285**	**26,5**	**19 %**	789	73,5		1 073	100
	Littoral-Ouest	**807**	**18**	**29 %**	3 668	82		4 475	100
	Savanes	142	6,7		**1 966**	**93,3**	**31 %**	2 108	100
Total		**3 380**	**9,8**		**30 950**	**90,2**		**34 330**	**100**

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page169

> Parmi les filles de 16-25 ans ayant un (ou plusieurs) enfant(s), près de 10 % (1 723 personnes) sont des « mères mineures », c'est-à-dire ayant eu des grossesses précoces.

Rien ne peut nous indiquer s'il s'agit de grossesses désirées ou pas.

• Liens avec les variables d'échantillonnage (1).

- Aucune différence entre les moins de 20 ans et les 20 et plus. On ne semble donc pas observer de changement de comportement récent.
- En revanche, les différences territoriales, et plus encore de statut, sont particulièrement nettes : seulement 0,2 % des femmes mères qui sont aujourd'hui en emploi ont eu un enfant lorsqu'elles étaient mineures ; c'est le cas de 3 % des filles mères en études et, surtout, de 22 % des femmes mères sans emploi (PEM = 80). •

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page170

TABLEAU 96 (b). **Jeunes filles ayant eu au moins un enfant lorsqu'elles étaient mineures (mères mineures)**

Parmi l'ensemble des femmes de 16-25 ans interrogées	Grossesse mineure			Grossesse non mineure			Pas d'enfant			Total	
	Eff.	% ligne	PEM	Eff.	% ligne	PEM	Eff.	% ligne	PEM	Eff.	% ligne
En études	198	2,7		315	4,3		**6 735**	**92,9**	**81 %**	7 248	100
En emploi	8	0,2		1 435	41,3	19 %	2 028	58,4		3 470	100
Inscrite au Pôle emploi	567	16,7	17 %	1 457	42,8	21 %	1 382	40,6		3 406	100
Inactif	**950**	**26,2**	**44 %**	**1 674**	**46,1**	**26 %**	1 007	27,7		3 630	100
Total	1 723	9,7		4 880	27,5		11 151	62,8		17 754	100

Parmi l'ensemble des femmes de 16-25 ans interrogées	Grossesse mineure			Grossesse non mineure			Pas d'enfant			Total	
	Eff.	% ligne	PEM	Eff.	% ligne	PEM	Eff.	% ligne	PEM	Eff.	% ligne
< 20 ans	39	3,4		1 115	20,5		**6 847**	**61,1**	**61 %**	8 001	44,9
20 ans et plus	**1 115**	**96,6**	**92 %**	**4 329**	**79,5**	**54 %**	4 359	38,9		9 803	55,1
En emploi	60	5,2		**1 384**	**25,4**	**13 %**	2 026	18,1		3 470	19,5
En études	23	2		493	9,1		**6 800**	**60,7**	**81 %**	7 316	41,1
Sans emploi	**1 071**	**92,8**	**88 %**	**3 567**	**65,5**	**43 %**	2 380	21,2		7 018	39,4
Centre-Est	314	27,2		2 607	47,9		**7 199**	**64,2**	**22 %**	10 120	56,8
Intérieur	146	12,7	8 %	**498**	**9,1**	**23 %**	422	3,8		1 066	6
Littoral-Ouest	**650**	**56,3**	**42 %**	1 718	31,6	11 %	2 143	19,1		4 511	25,3
Savanes	44	3,8		621	11,4		**1 442**	**12,9**	**15 %**	2 107	11,8
Total	1 154	100		5 444	100		11 206	100		17 804	100

Parmi l'ensemble des femmes de 16-25 ans interrogées	Grossesse mineure			Grossesse non mineure			Pas d'enfant			Total	
	Eff.	% ligne	PEM	Eff.	% ligne	PEM	Eff.	% ligne	PEM	Eff.	% ligne
Statutaire	**515**	**44,6**	**12 %**	2 121	39	3 %	3 948	35,2		6 584	37
Équivalent	**306**	**26,5**	**9 %**	1 051	19,3		2 129	19		3 486	19,6
Identitaire	333	28,9		2 272	41,7		**5 129**	**45,8**	**9 %**	7 734	43,4
Total	1 154	100		5 444	100		11 206	100		17 804	100

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page171

• Liens avec les variables d'échantillonnage (2).

- Le tableau 96b permet de préciser nos informations : très logiquement les jeunes filles en études sont peu nombreuses à avoir des enfants (et encore moins mineures). Les filles en emploi sont encore moins nombreuses à avoir eu des grossesses précoces. Enfin, on note une différence également forte parmi les femmes sans emploi : celles qui sont inscrites à Pôle emploi sont nettement plus nombreuses à n'avoir aucun enfant, et, parmi celles qui en ont, elles sont moins nombreuses à les avoir eu mineures que les femmes en situation d'inactivité. Précisons qu'il est impossible de déterminer le lien de cause à effet : sont-elles davantage inactives parce qu'elles ont eu des enfants tôt, ou ont-elles eu des enfants tôt parce qu'elles étaient, déjà à l'époque, peu intégrées (à l'école, au monde du travail ou à des structures d'insertion comme Pôle emploi).

- Nos données confirment enfin les observations ou enquêtes menées auparavant : c'est bien dans l'Intérieur, et dans une moindre mesure dans le Littoral-Ouest, que l'on trouve le plus de mères mineures. 27 % des filles ont un enfant dans l'Intérieur, 18 % dans le Littoral-Ouest, contre 7 % dans les Savanes et 5 % dans le Centre-Est.

> Les données confirment les observations ou enquêtes menées auparavant : c'est bien dans l'Intérieur et, dans une moindre mesure, dans le Littoral-Ouest, que l'on trouve le plus de mères mineures. 27 % des filles ont un enfant dans l'Intérieur, 18 % dans le Littoral-Ouest, contre 7 % dans les Savanes et 5 % dans le Centre-Est.

• Liens avec les autres sous-populations cibles.

- Comme pour l'inactivité, on observe un lien très fort entre le fait de n'avoir aucun diplôme et le fait d'avoir eu, mineure, un enfant. Comme pour l'inactivité, le lien de causalité est impossible à déterminer : ont-elles arrêté l'école parce qu'elles sont tombées enceintes, ou sont-elles tombées enceintes après un arrêt précoce de scolarité ? Assez logiquement, leur mobilité est surtout faible ou nulle. Par définition, ces mères touchent des allocations familiales ; elles ont des revenus, mais davantage de faibles revenus (lien avec la précarité). Seuls points notables, elles sont bien davantage issues de milieux populaires, sont peu engagées, et disent moins souffrir de discriminations. Enfin, elles ont plutôt l'impression de prendre soin de leur santé, mais – fait intéressant – elles utilisent davantage des moyens de contraception peu fiables.

• Liens avec les variables d'intérêt.

- Assez logiquement, ces mères ont franchi plusieurs étapes vers l'âge adulte (arrêt de la scolarité, enfant(s), revenus…).
- On remarque par ailleurs qu'elles se disent plus souvent célibataires avec enfant(s), mais aussi en couple avec enfant(s), issues de fratries très nombreuses (plus de 5 enfants), sans aucun diplôme et avec le sentiment d'avoir arrêté trop tôt l'école.
- Elles ont davantage de revenus, mais ne font guère de jobs ; elles ont décohabité, mais aimeraient changer de logement ; elles n'ont pas de moyen de locomotion motorisé et ont une mobilité faible (voire nulle) ; beaucoup n'ont pas d'usage des TIC (lié à des territoires isolés) ; elles ont davantage le sentiment qu'il est difficile d'être jeune en Guyane mais en même temps affichent un optimisme général fort.
- Enfin, elles semblent utiliser des moyens de contraception peu fiables et sont globalement peu satisfaites de leur sexualité – mais elles vont davantage chez le médecin, sans doute pour leur(s) enfant(s). •

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page172

TABLEAU 97. Jeunes précaires

1. Définition de la sous-population

La précarité est définie ici à partir du statut d'activité, du fait d'avoir décohabité et du niveau de revenus.

Sous-population constituée des enquêtés ayant répondu :	Statut = Sans emploi + Décohabitation = Décohabitant + Tranche de revenus mensuels = Aucun revenu ou moins de 300 euros

2. Effectifs concernés

	Effectifs	Fréquence
Jeunes précaires	**1 074**	**3 %**
Jeunes non précaires	33 350	97 %
Total	34 424	100 %

3. Répartition selon les variables d'échantillonnage (âge ; sexe ; statut ; territoire)

		Oui (jeunes précaires)			Non			Total	
		Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne
Âge	< 20 ans	216	1,4		**15 423**	**98,6**	**56 %**	15 639	100
	20 ans et plus	**858**	**4,6**	**56 %**	17 833	95,4		18 691	100
Sexe	Femme	544	3,1		17 233	96,9		17 777	100
	Homme	530	3,2		16 023	96,8		16 553	100
Statut	En emploi				6 568	100	100%	6 568	100
	En études				13 912	100	100%	13 912	100
	Sans emploi	**1 074**	**7,8**	**100%**	12 776	92,2		13 850	100
Territoire	Centre-Est	514	2,8		**17 650**	**97,2**	**10%**	18 164	100
	Intérieur	**170**	**7,3**	**10%**	2 161	92,7		2 331	100
	Littoral-Ouest	259	2,8		**8 951**	**97,2**	**10%**	9 210	100
	Savanes	132	2,9		4 493	97,1		4 625	100
Total		1 074	3,1		33 256	96,9		34 330	100

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page173

• Définie de façon volontairement restrictive, la catégorie « jeunes précaires » rassemble les jeunes sans emploi (et pas en études) qui ont décohabité et gagnent moins de 300 euros par mois.

• Liens avec les variables d'échantillonnage.

- Logiquement, les 20 ans et plus sont beaucoup plus concernés (puisque les moins de 20 ans sont davantage en études). En revanche, on ne note étonnamment pas de différence entre femmes et hommes. C'est dans l'Intérieur que l'on trouve proportionnellement le plus de jeunes précaires : 7 % des jeunes y habitent, contre 3 pour les autres territoires.

• Liens avec les autres sous-populations cibles.

- Un profil de jeunes précaires se distingue nettement : des jeunes non scolarisés et sans revenu, à mobilité faible ou nulle, s ans aucun diplôme, estimant avoir arrêté trop tôt leur scolarité e t maîtriser insuffisamment le français, habitant dans un logement précaire... Ils disent davantage qu'il est difficile d'avoir leur âge en Guyane, mais simultanément – et un peu paradoxalement – pensent davantage qu'ils auront de meilleures conditions de vie que leurs parents (sans doute parce que leurs parents sont des migrants étrangers).

> La précarité telle que définie ici concerne un peu plus de 1 000 jeunes (soit 3 % des 16-25 ans). Elle ne semble pas impliquer directement une forme d'isolement social (*cf.* le descriptif de la sous-population « jeunes isolés », p. 184). Dans la même optique, ces conditions de vie matérielles difficiles ne conduisent pas à des représentations (perceptions, confiance, optimisme) particulièrement négatives ; c'est même le contraire concernant la confiance générale. Les trois registres – niveau de vie économique, relations sociales et représentations – doivent dès lors être distingués.

• Liens avec les variables d'intérêt.

- Ce sont des jeunes qui sont plus souvent les ainés de la fratrie, avec une mère au chômage, de nationalité étrangère. Mais, dans le même temps, ils sont davantage en couple, avec un (ou plusieurs) enfant(s), et habitent un logement qu'ils louent ou dont ils sont propriétaires (exclusivement dans l'Intérieur), ou encore dans un logement appartenant à des amis.
- Globalement, ces jeunes sont plus nombreux à n'avoir aucun revenu social mais, en revanche, font des jobs (peu rémunérateurs donc).
- Enfin, ils souhaitent changer de logement, consomment davantage de stupéfiants et regrettent leur choix d'études.
- En revanche, ils affichent une confiance générale assez forte, comme si celle-ci n'était que partiellement liée à leurs conditions de vie matérielles. •

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page174

TABLEAU 98. Jeunes dont la mobilité est faible ou nulle

1. Définition de la sous-population

Pour évaluer la mobilité générale des jeunes, nous avons exclu les jeunes vivant dans l'Intérieur de la Guyane car notre indice de mobilité n'est pas pertinent pour ce territoire. En effet, la notion de mobilité retenue n'a de sens que dans les communes de taille raisonnable : la commune de Maripasoula est beaucoup trop vaste pour disposer d'évaluations fiables (aller de Grand-Santi au bourg de Mariapsoula représente en moyenne cinq heures de pirogue).

Sous-population constituée des enquêtés ayant une mobilité considérée comme :	« Faible » ou « Nulle »

2. Effectifs concernés

	Effectifs	Fréquence
Oui	**21 082**	**66 %**
Non	10 917	34 %
Total	**31 999**	**100 %**

3. Répartition selon les variables d'échantillonnage (âge ; sexe ; statut ; territoire)

		Oui			Non			Total	
		Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne
Âge	< 20 ans	8 574	58,7		6 023	41,3	18 %	14 597	100
	20 ans et plus	12 508	71,9	18 %	4 894	28,1		17 402	100
Sexe	Femme	11 513	68,9	9%	5 191	31,1		16 704	100
	Homme	9 569	62,6		5 726	37,4	9%	15 295	100
Statut	En emploi	3 928	63,7		2 238	36,3	3%	6 166	100
	En études	7 125	52,7		6 389	47,3	28%	13 515	100
	Sans emploi	10 029	81,4	46%	2 290	18,6		12 319	100
Territoire	Centre-Est	11 223	61,8		6 941	38,2	16%	18 164	100
	Littoral-Ouest	6 917	75,1	27%	2 293	24,9		9 210	100
	Savanes	2 942	63,6		1 683	36,4	3%	4 625	100
Total		**21 082**	**65,9**		**10 917**	**34,1**		**31 999**	**100**

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page175

• Nous ne nous focalisons ici que sur les jeunes résidant dans le Centre-Est, dans les Savanes et dans le Littoral-Ouest.

• Le chiffre important de jeunes ayant une mobilité faible rejoint nos observations issues de la phase 1 de la Démarche Jeunesse.

• Liens avec les variables d'échantillonnage.

- Les femmes sont moins mobiles que les hommes (69 % ont une mobilité faible/nulle, contre 63 % chez les hommes).
- Le fait d'être scolarisé implique davantage de mobilité. C'est pourquoi les moins de 20 ans sont plus mobiles que leurs aînés.
- Les jeunes sans emploi sont logiquement les moins mobiles : 81 % ont une mobilité générale faible ou nulle.
- Enfin, la comparaison des trois territoires montre que c'est dans le Littoral-Ouest que la mobilité est la plus faible.

• Liens avec les autres sous-populations cibles.

- La faible mobilité est très associée à d'autres profils précaires : pas de revenu pour certains et touchant des allocations familiales pour d'autres, sans diplôme, habitant un quartier prioritaire, issus d'un milieu populaire.
- Par ailleurs, ces jeunes pensent qu'ils ont arrêté trop tôt leur scolarité, qu'il est difficile d'être jeune en Guyane ou encore que leur maîtrise du français est insuffisante.

> Près de 21 000 jeunes de Guyane ont une mobilité faible, soit les deux tiers de la population des 16-25 ans.
> Sur le territoire de Guyane, la faible (voire l'absence de) mobilité semble clairement liée à une précarité économique mais aussi sociale. Le manque d'opportunités (scolaires, professionnelles, personnelles) conduit à une forme d'enfermement progressif qui, à son tour, restreint le choix des possibles.

• Liens avec les variables d'intérêt.

- Le profil de précarité se confirme : jeunes immigrés ou de nationalité étrangère (nés surtout au Brésil, en Haïti ou au Surinam), décohabitant, sans aucun réseau professionnel, issus d'une famille très nombreuse, ayant des enfants et des ressources liées aux allocations sociales, un logement appartenant à de la famille élargie, peu d'usages des Tic...
- Enfin, leurs représentations sont assez négatives : ils sont pessimistes quant à leur avenir professionnel, pensent que leurs conditions de vie seront moins bonnes que celles de leurs parents et sont peu satisfaits de leur vie sexuelle. •

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page176

Fiche 8. LES JEUNES « INACTIFS »

TABLEAU 99. Jeunes « inactifs » (ni en études, ni en emploi, ni inscrits à Pôle emploi)[62]

1. Définition de la sous-population

La catégorie « inactif » est construite par défaut : ce sont les 16-25 ans qui ne sont ni en études, ni en emploi, ni inscrits à Pôle emploi comme demandeurs d'emploi.

Question posée dans le questionnaire :	« Êtes-vous en études ? » + « Êtes-vous en emploi ? » + « Êtes-vous demandeur d'emploi (inscrit à Pôle emploi ?) »

Sous-population constituée des jeunes ayant répondu non à ces trois questions.

2. Effectifs concernés

	Effectifs	Fréquence
Oui	**7 509**	**37 %**
Non	12 909	63 %
Total	20 418	100 %

3. Répartition selon les variables d'échantillonnage (âge ; sexe ; statut ; territoire)

		Oui (jeunes « inactifs »)			Non			Total	
		Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne
Âge	< 20 ans	**2 318**	**58,2**	**34 %**	1 664	41,8		3 981	100
	20 ans et plus	5 191	31,6		**11 246**	**68,4**	**34%**	16 437	100
Sexe	Femme	3 630	34,6		6 876	65,4	6%	10 507	100
	Homme	3 878	39,1	6%	6 033	60,9		9 911	100
Statut	En emploi				6 568	100	100%	6 568	100
	Sans emploi	**7 509**	**54,2**	**100%**	6 341	45,8		13 850	100
Territoire	Centre-Est	2 390	25,9		6 829	74,1	29%	9 219	100
	Intérieur	**1 301**	**67,3**	**48%**	633	32,7		1 934	100
	Littoral-Ouest	**3 012**	**44,9**	**13%**	3 701	55,1		6 712	100
	Savanes	806	31,6		1 747	68,4	14%	2 553	100
Total		7 509	36,8		12 909	63,2		20 418	100

[62] Notre catégorie est différente de celle de l'Insee qui, elle, inclue les étudiants : « On définit conventionnellement les inactifs comme les personnes qui ne sont ni en emploi (Bit) ni au chômage : jeunes de moins de 15 ans, étudiants, retraités, hommes et femmes au foyer, personnes en incapacité de travailler. »
http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/inactifs.htm

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page177

> L'« inactivité » telle que définie ici concerne plus de 7 500 jeunes de Guyane, soit près de 37 % des 16-25 ans non scolarisés (et 22 % de l'ensemble des 16-25 ans). Ils montrent de grandes difficultés à prendre du recul, à tenir un discours global et à envisager leur avenir.

• Liens avec les variables d'échantillonnage.

- L'inactivité concerne globalement davantage les 20 ans et plus, puisque les moins de 20 ans sont plus scolarisés. Mais, si on se focalise uniquement sur les non-scolarisés, les plus jeunes sont davantage inactifs. L'accès à l'emploi leur est de toute évidence plus difficile.
- Les hommes sont un peu plus concernés que les femmes : 39 % des hommes non scolarisés sont inactifs, contre 35 % des femmes.
- Enfin, et surtout, on observe de très fortes disparités territoriales : 67 % des jeunes non scolarisés de l'Intérieur sont inactifs, 45 % dans le Littoral-Ouest, 32 % dans les Savanes et 26 % dans le Centre-Est.

• Liens avec les autres sous-populations cibles.

- Les jeunes inactifs sont davantage de nationalité étrangère, sans diplôme, sans revenus ou avec des allocations sociales.
- Ils sont davantage isolés, ont une mobilité faible ou nulle, et ont souvent consommé de l'alcool avant 13 ans.
- Ces jeunes estiment avoir arrêté trop tôt l'école et que leur maîtrise du français est insuffisante.
- Ils pensent moins que les autres que leurs conditions de vie seront meilleures que celles de leurs parents.
- En revanche, ils disent moins avoir été victimes de discriminations.

• Liens avec les variables d'intérêt.

- Ces jeunes étant nettement surreprésentés dans l'Intérieur, il n'est dès lors pas surprenant de constater que les langues premières marronnes et amérindiennes sont très parlées parmi eux ; la surreprésentation des jeunes de nationalité étrangère (surtout surinamaise) découle également de cette localisation.
- Ces jeunes sont davantage issus d'un milieu populaire (classe sociale de la mère) et de familles très nombreuses.
- Leurs ressources économiques sont faibles, issues de jobs, d'aides des parents ou, dans une moindre mesure, de revenus sociaux. Ces revenus limités expliquent qu'ils vivent davantage chez leurs parents.
- L'isolement est confirmé par l'absence d'usage des Tic, de moyen de locomotion motorisé, ou encore de réseau professionnel.
- Notons par ailleurs la prédominance de la consommation d'alcool seule.
- Enfin, tout comme pour les jeunes estimant insuffisamment maîtriser le français, on note beaucoup de réponses « Ne sais pas » : par rapport au regret de choix d'études, à l'optimisme par rapport à l'avenir professionnel, à la confiance dans les médias, le gouvernement, l'Union européenne, les associations et les Ong, ou encore l'armée. •

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page178

Fiche 9. LES JEUNES ET LES NIVEAUX DE DIPLÔME

TABLEAU 100. Jeunes n'ayant aucun diplôme / jeunes ayant un diplôme inférieur au Bac / jeunes ayant un diplôme supérieur ou égal au Bac

1. Définition de la sous-population

Sous-population constituée des individus qui ne sont pas en études au moment de l'enquête.

Question posée dans le questionnaire :	« Quel est votre diplôme le plus élevé ? »

2. Effectifs concernés

	Effectifs	Fréquence
Aucun diplôme	8 326	41 %
Diplôme inférieur au Bac	7 472	36 %
Diplôme Bac et supérieur	4 620	23 %
Total	**20 418**	**100 %**

3. Répartition selon les variables d'échantillonnage (âge ; sexe ; statut ; territoire)

Parmi les jeunes non scolarisés		Aucun diplôme			Diplôme inférieur au Bac			Diplôme Bac et supérieur			Total	
		Eff.	% ligne	PEM	Eff.	% ligne	PEM	Eff.	% ligne	PEM	Eff.	% ligne
Âge	< 20 ans	**2 455**	**61,7**	**35 %**	1 200	30,1		326	8,2		3 981	100
	20 ans et plus	5 871	35,7		6 272	38,2	18 %	**4 294**	**26,1**	**64 %**	16 437	100
Sexe	Femme	4 253	40,5		3 386	32,2		**2 867**	**27,3**	**22 %**	10 507	100
	Homme	4 073	41,1		**4 085**	**41,2**	**12 %**	1 753	17,7		9 911	100
Statut	En emploi	1 037	15,8		2 511	38,2	3 %	**3 020**	**46**	**49 %**	6 568	100
	Sans emploi	**7 290**	**52,6**	**61 %**	4 960	35,8		1 600	11,6		13 850	100
Territoire	Centre-Est	3 153	34,2		2 922	31,7		**3 144**	**34,1**	**42 %**	9 219	100
	Intérieur	**1 309**	**67,7**	**45 %**	513	26,5		112	5,8		1 934	100
	Littoral-Ouest	2 858	42,6	3 %	**3 016**	**44,9**	**13 %**	839	12,5		6 712	100
	Savanes	1 006	39,4		1 021	40	5 %	526	20,6		2 553	100
	Total	**8 326**	**40,8**		**7 472**	**36,6**		**4 620**	**22,6**		**20 418**	**100**

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page179

> Plus du tiers des jeunes de Guyane sont sans aucun diplôme (pas même le brevet des collèges).
> Ce profil paraît bien différencié, avec trois pôles : des non-diplômés isolés dans l'Intérieur ; des jeunes faiblement diplômés dans le Littoral-Ouest, regrettant leur arrêt précoce et pouvant se tourner plus facilement vers la création d'entreprise ou une émigration hors de Guyane ; des jeunes diplômés, davantage dans le Centre-Est, vivant dans des conditions socio-économiques plus favorisées.
> Les Savanes se situent vraisemblablement entre les deux derniers pôles.

• Liens avec les variables d'échantillonnage.

- Fort logiquement, les moins âgés sont les moins diplômés. Puisque l'on ne s'intéresse ici qu'aux jeunes qui ne sont plus scolarisés, ceux qui ont entre 16 et 19 ans n'ont très vraisemblablement pas pu accéder à des qualifications élevées.
- La différence de genre existe également. Les hommes non scolarisés sont davantage à avoir obtenu des diplômes inférieurs au baccalauréat (41 % d'entre eux, contre 32 % pour les femmes), alors que les femmes ont plus obtenu des diplômes baccalauréat et supérieur (27 %, contre 18 %).
- Concernant le statut, on a dit déjà qu'il existait un lien très fort avec le niveau de diplôme. 53 % des jeunes non scolarisés et sans emploi n'ont aucun diplôme, 36 % ont un niveau inférieur au baccalauréat et 12 % un diplôme au moins égal au baccalauréat. Les chiffres sont respectivement de 16 %, 32 % et 46 % pour ceux qui sont en emploi.
- Les écarts territoriaux sont nets également : le nombre de non-diplômés est très important dans l'Intérieur (68 % des jeunes de ce territoire), et l'on trouve davantage de jeunes ayant un diplôme de niveau inférieur au baccalauréat dans le Littoral-Ouest et plus de diplômés du baccalauréat (45 %) et supétieur dans le Centre-Est (34 %).

• Liens avec les variables d'intérêt.

- L'analyse par PEM des non-diplômés fait apparaître spécifiquement les populations de l'Intérieur : prévalence des jeunes parlant des langues amérindiennes et une langue marronne comme langue première ; inactifs ; issus de milieux défavorisés ; ayant davantage connu une grossesse précoce ; avec des revenus faibles (moins de 500 euros par mois) et issus de jobs ou de revenus sociaux ; sans réseau professionnel ; ayant commencé à boire de l'alcool avant 15 ans. Ils sont aussi plus nombreux à ne pas vouloir la même vie que leurs parents, à vouloir se dégager de leur tutelle familiale, à vivre en célibataire et à devenir salarié(e) d'une entreprise.
- Ceux qui ont obtenu un diplôme inférieur au baccalauréat sont davantage des hommes, ayant été scolarisés en Guyane exclusivement, non décohabitants. Ils sont globalement davantage optimistes, soulignent l'importance des réseaux professionnels (filon), aimeraient plus créer leur propre entreprise, avoir un travail à l'extérieur de la Guyane, et changer de logement. Ils considèrent qu'ils ont arrêté trop tôt leur scolarité et disent en même temps que leur choix d'orientation scolaire leur a été refusé. Notons enfin qu'ils sont davantage de nationalité surinamaise.
- Enfin, ceux qui sont titulaires d'un diplôme baccalauréat ou supérieur sont, comme on pouvait s'en douter, davantage favorisés et confiants. Ils sont plus en emploi, gagnent entre 1 100 et 2 000 euros (plus d'activités déclarées), n'ont aucun regret scolaire (que ce soit en termes d'orientation ou d'arrêt précoce), n'ont pas d'enfant, utilisent beaucoup les Tic, ont déjà franchi la plupart des étapes vers l'âge adulte, ont une mobilité forte et davantage de réseaux professionnels. Les femmes sont surreprésentées dans cette population, tout comme les personnes de nationalité française de naissance, et celles issues de classes moyennes et de familles nombreuses (mais pas de familles « très nombreuses »). Les langues premières sont davantage le français et le créole guyanais (mais aussi l'anglais). •

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page180

TABLEAU 101. Jeunes disant avoir déjà ressenti des discriminations

1. Définition de la sous-population	
Question posée dans le questionnaire :	« Avez-vous déjà pu ressentir des discriminations ? »
Sous-population constituée des enquêtés ayant répondu :	Oui

2. Effectifs concernés	Effectifs	Fréquence
Oui	11 312	33 %
Non	23 112	67 %
Total	34 424	100 %

3. Répartition selon les variables d'échantillonnage (âge ; sexe ; statut ; territoire)		Oui			Non			Total	
		Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne
Âge	< 20 ans	4 449	28,4		11 190	71,6	14 %	15 639	100
	20 ans et plus	6 847	36,6	14%	11 844	63,4		18 691	100
Sexe	Femme	6 346	35,7	9%	11 431	64,3		17 777	100
	Homme	4 950	29,9		11 603	70,1	9%	16 553	100
Statut	En emploi	2 534	38,6	8%	4 034	61,4		6 568	100
	En études	4 465	32,1		9 447	67,9	2%	13 912	100
	Sans emploi	4 297	31		9 553	69	6%	13 850	100
Territoire	Centre-Est	6 496	35,8	10%	11 668	64,2		18 164	100
	Intérieur	738	31,7		1 593	68,3		2 331	100
	Littoral-Ouest	2 509	27,2		6 701	72,8	17%	9 210	100
	Savanes	1 554	33,6		3 071	66,4		4 625	100
Total		11 296	32,9		23 034	67,1		34 330	100

• Liens avec les variables d'échantillonnage.

- Les 20 ans et plus sont plus nombreux à ressentir la discrimination (ou à en être conscients), tout comme les femmes.
- Point *a priori* surprenant, ce sont davantage les jeunes en emploi ou même ceux en études qui l'expriment : 39 % pour les jeunes en emploi, 32 % pour ceux en études et 31 % pour ceux sans emploi.
- Enfin, ce sentiment est plus présent dans le Centre-Est et dans les Savanes que dans l'Intérieur et dans le Littoral-Ouest. C'est nettement dans ce dernier territoire qu'il est le moins fort : 27 %, contre 36 % dans le Centre-Est.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page181

> 11 312 jeunes de 16-25 ans ont déjà ressenti des discriminations à leur égard, soit presque un tiers des jeunes de Guyane.
> Lorsque l'on analyse les principales causes de discrimination invoquées par ces jeunes, trois d'entre elles se détachent particulièrement :
- une discrimination « du fait de mon apparence, de mon accent, de ma façon d'être, de parler », pour 14 % des jeunes ;
- une discrimination « du fait de mes origines culturelles ou étrangères », pour 14 % d'entre eux ;
- une discrimination « du fait de ma situation sociale ou administrative », pour 5 % d'entre eux.

• Liens avec les autres sous-populations cibles.

– La plupart des liens sont négatifs : ces jeunes sont issus de milieux populaires, ils sont diplômés, moins inactifs, ayant des revenus. Seule exception : un léger lien statistique positif avec le fait d'avoir consommé de l'alcool avant 13 ans. En revanche, ils semblent bien être davantage conscients de leur situation : ils estiment davantage avoir subi une mauvaise orientation scolaire et pensent qu'il est difficile d'être jeune en Guyane.

• Liens avec les variables d'intérêt.

– L'analyse des corrélations avec l'ensemble des variables confirme le profil présenté : ce sont plutôt des jeunes socialement et économiquement intégrés (diplômés, utilisant beaucoup les TIC, locataires de leur logement) mais ayant une confiance faible dans les institutions.

– On se sent discriminé lorsque, en amont, on a conscience de ce à quoi on a droit ou de ce que l'on n'est pas censé subir. Or beaucoup de populations fragilisées n'ont pas cette conscience et, dès lors, ne ressentent pas ces discriminations (ou n'osent pas les exprimer).

– Ajoutons que deux groupes semblent se distinguer : ceux dont la langue première est un créole issu des DOM (53 % disent avoir ressenti des discriminations) et ceux dont la langue première est le portugais du Brésil (46 %).

– On peut enfin s'interroger sur le degré de compréhension réelle de la notion même de « discrimination ». Ce concept récent forgé par les institutions européennes et nationales est sans doute d'autant moins bien compris que les personnes interrogées sont peu dotées en capital culturel. •

4. Liens avec la langue première

Langue première	Oui			Non			Total	
	Eff.	% ligne	PEM	Eff.	% ligne	PEM	Eff.	% ligne
Langues créoles DOM	345	52,6	30 %	311	47,4		656	100
Portugais du Brésil	889	46,1	20 %	1 037	53,9		1 926	100
Français	5 757	34,7	4 %	10 838	65,3		16 594	100
Créole haïtien	1 293	34,6	3 %	2 447	65,4		3 741	100
Langues bushinenge	2 048	25,6		5 950	74,4	22 %	7 998	100
Autres	2 153	32		4 570	68		6 723	100
Langues amérindiennes	431	24,5		1 328	75,5	25 %	1 759	100
Créole guyanais	1 007	32,2		2 117	67,8		3 124	100
Total	**13 923**	**32,7**		**28 598**	**67,3**		**42 521**	**100**

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page182

TABLEAU 102. Jeunes affirmant insuffisamment maîtriser le français

1. Définition de la sous-population

Question posée dans le questionnaire :	« Est-ce que votre maîtrise du français vous paraît suffisante ? »
Sous-population constituée des enquêtés ayant répondu :	« Plutôt insuffisant » / « Insuffisant »

2. Effectifs concernés

	Effectifs	Fréquence
Oui	8 764	25 %
Non	25 660	75 %
Total	34 424	100 %

3. Répartition selon les variables d'échantillonnage (âge ; sexe ; statut ; territoire)

		Oui			Non			Total	
		Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne
Âge	< 20 ans	3 689	23,6		11 950	76,4	7 %	15 6639	100
	20 ans et plus	5 040	27	7 %	13 651	73		18 691	100
Sexe	Femme	4 617	26	2 %	13 160	74		17 777	100
	Homme	4 112	24,8		12 441	75,2	2 %	16 553	100
Statut	En emploi	1 264	19,2		5 304	80,8	24 %	6 568	100
	En études	2 594	18,6		11 318	81,4	27 %	13 912	100
	Sans emploi	4 872	35,2	26 %	8 978	64,8		13 850	100
Territoire	Centre-Est	3 242	17,8		14 922	82,2	30 %	18 164	100
	Intérieur	1 168	50,1	33 %	1 163	49,9		2 331	100
	Littoral-Ouest	3 362	36,5	16 %	5 848	63,5		9 210	100
	Savanes	957	20,7		3 668	79,3	19 %	4 625	100
Total		8 729	25,4		25 601	74,6		34 330	100

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page183

> 8 764 jeunes de Guyane interrogés disent parler insuffisamment bien le français, soit plus de 25 % des jeunes.
> Ces jeunes sont certainement les publics les plus éloignés non seulement de l'emploi mais aussi des institutions publiques. Par leur nombre et par leur isolement, ils constituent certainement le plus grand défi d'une politique de jeunesse sur le territoire guyanais.

• Liens avec les variables d'échantillonnage.

- Le pourcentage de jeunes disant parler insuffisamment bien le français diminue pour les moins de 20 ans, témoignant de l'effet d'une plus longue scolarisation des jeunes en Guyane.
- Il n'existe en revanche pas de différence nette entre les sexes.
- Le fait d'être sans emploi est lui extrêmement significatif, puisqu'ils sont, en part relative, deux fois plus nombreux que ceux en emploi ou en études à l'exprimer (35 %, contre 18 % pour ces derniers).
- Enfin, les disparités territoriales sont également très fortes. Plus de la moitié des jeunes de l'Intérieur estiment maîtriser insuffisamment le français, contre 37 % pour le Littoral-Ouest, 21 % pour les Savanes et 18 % pour le Centre-Est. Notons toutefois que, même pour ce dernier territoire, le chiffre reste très conséquent.

• Liens avec les autres sous-populations cibles.

- Un profil de jeunes se dessine, qui combine de nombreux handicaps socio-économiques : inactifs, isolés, sans aucun diplôme, vivant d'allocations sociales, de nationalité étrangère, issus de milieux populaires, avec une mobilité faible ou nulle et ayant le sentiment d'avoir arrêté trop tôt leur scolarité.

• Liens avec les variables d'intérêt.

- L'analyse par variable d'intérêt confirme bien entendu le portrait déjà dressé. Elle précise que les jeunes sont plus souvent de nationalité surinamaise, ont comme langue première une langue marronne mais aussi amérindienne (lien fort, on l'a dit, avec le territoire de l'Intérieur), sont issus de fratries très nombreuses, habitent dans un logement appartenant à de la famille élargie...
- Ils sont par ailleurs davantage isolés (pas d'usage des TIC, aucune relation professionnelle), mais ont plus d'enfants.
- Enfin, point particulièrement intéressant, on observe que ces jeunes répondent beaucoup plus que les autres « Ne sait pas » aux questions sur la confiance dans les différentes institutions. Il semble que ces jeunes aient beaucoup de difficultés à se projeter et à produire un discours. La capacité à envisager son avenir et à penser ses relations aux autres (et notamment aux institutions) est très liée au capital scolaire, mais aussi social, des jeunes. •

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page184

Fiche 12. LES JEUNES ISOLÉS

TABLEAU 103. Jeunes isolés

1. Définition de la sous-population

Pour évaluer l'isolement social des jeunes, nous avons combiné plusieurs variables : la mobilité générale, l'usage des Tic et l'étendue du réseau professionnel.

Questions posées dans le questionnaire :	• Mobilité générale. • Usages des Tic : « Parmi les utilisations suivantes, désignez celles que vous avez pratiquées, au cours des derniers mois, sur un micro-ordinateur ou sur l'internet ? » • Étendue du réseau professionnel : « Si vous deviez chercher un travail, combien de personnes autour de vous pourriez-vous solliciter soit pour vous embaucher, soit pour vous diriger vers une personne influente, soit pour vous donner des conseils ? »
Sous-population constituée des enquêtés ayant répondu :	Mobilité générale = « Nulle » ou « Faible » + Tic Usages = « Pas d'usage » ou « Usage unique » + Nbre de personnes du « filon » = 0

2. Effectifs concernés

	Effectifs	Fréquence
Oui	1 128	3 %
Non	33 202	97 %
Total	34 330	100 %

3. Répartition selon les variables d'échantillonnage (âge ; sexe ; statut ; territoire)

		Oui			Non			Total	
		Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne
Âge	< 20 ans	248	1,6		15 391	98,4	52 %	15 639	100
	20 ans et plus	880	4,7	52 %	17 811	95,3		18 691	100
Sexe	Femme	756	4,3	32 %	17 021	95,7		17 777	100
	Homme	371	2,2		16 182	97,8	32 %	16 553	100
Statut	En emploi	113	1,7		6 455	98,3	47 %	6 568	100
	En études	16	0,1		13 896	99,9	96 %	13 912	100
	Sans emploi	998	7,2	81 %	12 852	92,8		13 850	100
Territoire	Centre-Est	231	1,3		17 933	98,7	61 %	18 164	100
	Intérieur	164	7	8 %	2 167	93		2 331	100
	Littoral-Ouest	615	6,7	38 %	8 595	93,3		9 210	100
	Savanes	118	2,5		4 507	97,5	22 %	4 625	100
Total		1 128	3,3		33 202	96,7		34 330	100

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page185

> Selon notre définition restrictive de l'isolement (qui combine des variables hétéroclites), 1 128 jeunes peuvent être considérés comme « isolés » (soit 3 % des jeunes).
> Ces jeunes sont de toute évidence les plus désinstitutionnalisés et méritent une attention particulière. Leurs conditions de vie précaires et leur isolement pèsent sur leurs représentations et perspectives, qui paraissent bien négatives.

• Liens avec les variables d'échantillonnage.

- Il s'agit surtout de jeunes de 20 ans et plus (5 %, contre 2 % des moins de 20 ans), de femmes (4 %, contre 2 % pour les hommes), de sans-emploi (7 %) et de jeunes de l'Intérieur et du Littoral-Ouest (7 %, contre 3 % pour les Savanes et 1 % pour le Centre-Est).

• Liens avec les autres sous-populations cibles.

- Ces jeunes sont davantage inactifs, sans aucun diplôme, sans revenus, issus de milieux populaires, de nationalité étrangère ou encore habitant un quartier prioritaire de la politique de la ville.
- Ils estiment davantage qu'ils ont arrêté l'école trop tôt, qu'ils maîtrisent insuffisamment le français, qu'il est difficile d'être jeune en Guyane et que leurs conditions de vie seront moins bonnes que celles de leurs parents.
- Ils sont, fort logiquement, moins engagés que les autres. En revanche, ils ne se souffrent pas spécifiquement de discriminations.

• Liens avec les variables d'intérêt.

- Le premier profil esquissé peut être complété : ces jeunes sont davantage issus de familles très nombreuses (au minimum 5 frères et sœurs), ont un ou des enfant(s), parlent les langues businenge (langue première et langue familiale), ont décohabité ou logent dans un logement appartenant à de la famille élargie (et aimeraient changer de logement), touchent des allocations sociales ou le RSA, jobbent moins que les autres et utilisent peu les TIC.
- Ils sont globalementpeu confiants vis-à-vis des institutions (police et justice, ONG, armée) ou des « gens en général ». •

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page186

TABLEAU 104. Jeunes ayant une situation de logement instable

1. Définition de la sous-population

Il ne s'agit pas ici de discuter de la qualité des logements (degré d'insalubrité) mais seulement de la plus ou moins forte stabilité du domicile. Habiter en structures d'accueil, en caserne, en internat ou même dans le logement de son conjoint (*a fortiori* des parents de celui-ci) peut être considéré comme « instable ».

Question posée dans le questionnaire :	« Où logez-vous ? »
Sous-population constituée des enquêtés ayant répondu :	« Dans le logement de votre conjoint (ou de ses parents) » / « Structures d'accueil » / « Autres »

2. Effectifs concernés

	Effectifs	Fréquence
Oui	2 051	6 %
Non	32 311	94 %
Total	34 330	100 %

NOTAS :
1. Autres modalités de réponse possibles : Dans le domicile de vos parents ou de l'un de vos parents ; Dans un logement appartenant à de la famille élargie ; Dans un logement que vous louez ; Dans un logement dont vous êtes propriétaire.
2. Par « Autres », on entend : internat ou cité universitaire ; structure d'accueil associative ; colocation ; famille d'accueil.

3. Répartition selon les variables d'échantillonnage (âge ; sexe ; statut ; territoire)

		Oui			Non			Total	
		Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne
Âge	< 20 ans	914	5,8		14 725	94,2		15 639	100
	20 ans et plus	1 136	6,1		17 555	93,9		18 691	100
Sexe	Femme	1 182	6,6	12 %	16 595	93,4		17 777	100
	Homme	869	5,2		15 684	94,8	12 %	16 553	100
Statut	En emploi	444	6,8	3 %	6 124	93,2		6 568	100
	En études	892	6,4	5 %	13 020	93,6		13 912	100
	Sans emploi	715	5,2		13 135	94,8	14 %	13 850	100
Territoire	Centre-Est	1 130	6,2	5 %	17 034	93,8		18 164	100
	Intérieur	86	3,7		2 245	96,3	38 %	2 331	100
	Littoral-Ouest	641	7	6 %	8 569	93		9 210	100
	Savanes	194	4,2		4 431	95,8	30 %	4 625	100
Total		2 051	6		32 279	94		34 330	100

4. Langues premières (parlées dans la famille avant d'être scolarisé) *(en %)*

	Portugais du Brésil	Langues amérindiennes	Langues bushinenge	Créole haïtien	Français	Créoles des Dom	Créole guyanais	Autres	Total
Oui	14	8	6	5	5	4	2	8	6
Non	86	92	94	95	95	96	98	92	94
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Lecture : 14 % des 16-25 ans dont le portugais du Brésil est la langue première sont dans une situation de logement instable, contre 5 % de ceux dont le créole haïtien est la langue première.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page187

• Par situation de logement instable nous signifions un logement en structure d'accueil, un logement chez son conjoint ou chez les parents de son conjoint, ou encore en internat, en cité universitaire, en colocation ou en famille d'accueil.

• Liens avec les variables d'échantillonnage.

- Les femmes sont davantage concernées.
- De façon *a priori* surprenante, les jeunes sans emploi sont moins touchés, sans doute parce que, faute de moyens, ils décohabitent moins que les jeunes en études et *a fortiori* ceux en emploi.
- Enfin, c'est surtout dans le Centre-Est, très vraisemblablement sur l'Île-de-Cayenne, et dans le Littoral-Ouest, sans doute Saint-Laurent-du-Maroni, que les situations précaires de logement sont les plus fréquentes ; cela s'explique certainement par le fait que ce sont des lieux d'études ou de recherche d'emploi où se retrouvent beaucoup de jeunes n'ayant pas de logement propre.

• Liens avec les autres sous-populations cibles.

- On n'observe pas de corrélations très nettes, hormis une : une partie conséquente des jeunes en situation de logement instable sont eux-mêmes en situation de précarité (PEM = 26).

> Environ 2 000 jeunes de 16-25 ans sont dans une situation de logement instable, soit près de 6 % de la population jeune de Guyane.

- Les autres liens statistiques sont négatifs : ils sont moins non diplômés, moins sans revenus, n'ont pas le sentiment d'avoir arrêté l'école trop tôt et ne trouvent pas particulièrement qu'il est difficile d'être jeune en Guyane.

• Liens avec les variables d'intérêt.

- Très logiquement, il existe un lien fort avec le fait d'avoir décohabité (PEM = 59).
- Pour le reste, ce profil semble plutôt celui de jeunes ayant une bonne scolarité (plus de diplômes baccalauréat et supérieur), nés en métropole, optimistes pour leur avenir professionnel mais n'ayant pour l'heure que peu de revenus (moins de 500 euros par mois).
- D'autres sous-groupes semblent émerger sans que l'on puisse donner beaucoup plus d'informations. Ceux dont la langue première est le portugais du Brésil semblent nettement plus concernés (14 % d'entre eux, contre 6 % pour tous les 16-25 ans) et, dans une moindre mesure, ceux dont une des langues amérindiennes fut une langue première (8 %) : sans doute des jeunes partis faire des études sur le littoral dont les conditions d'hébergement sont souvent difficiles. •

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page188

Fiche 14. LES JEUNES SOUHAITANT CRÉER LEUR ENTREPRISE

TABLEAU 105. Jeunes dont un des projets professionnels est de créer une entreprise

1. Définition de la sous-population

Question posée dans le questionnaire :	« Avez-vous un projet personnel que vous aimeriez réaliser ? Si oui, Précisez »
Sous-population constituée des enquêtés ayant répondu :	« Créer une entreprise »

2. Effectifs concernés

	Effectifs	Fréquence
Oui	3 854	11 %
Non	30 476	89 %
Total	34 330	100 %

3. Répartition selon les variables d'échantillonnage (âge ; sexe ; statut ; territoire)

		Oui			Non			Total	
		Eff.	% en ligne	Pem	Eff.	% ligne	Pem	Eff.	% ligne
Âge	< 20 ans	1 009	6,5		14 630	93,5	42 %	15 639	100
	20 ans et plus	2 844	15,2	42 %	15 847	84,8		18 691	100
Sexe	Femme	1 749	9,8		16 028	90,2	12 %	17 777	100
	Homme	2 105	12,7	12 %	14 448	87,3		16 553	100
Statut	En emploi	1 166	17,8	14 %	5 402	82,2		6 568	100
	En études	840	6		13 072	94	46 %	13 912	100
	Sans emploi	1 848	13,3	13 %	12 002	86,7		13 850	100
Territoire	Centre-Est	2 189	12,1	8 %	15 975	87,9		18 164	100
	Intérieur	207	8,9		2 124	91,1	21 %	2 331	100
	Littoral-Ouest	1 116	12,1	3 %	8 094	87,9		9 210	100
	Savanes	342	7,4		4 283	92,6	34 %	4 625	100
Total		3 854	11,2		30 476	88,8		34 330	100

• Liens avec les variables d'échantillonnage.

- Les plus âgés sont les plus enclins à y songer (15 % des 20 ans et plus, contre 7 % des moins de 20 ans), tout comme les hommes par rapport aux femmes (13 %, contre 10 %). Remarquons toutefois que près de 10 % des femmes ont un projet de ce type.
- La dimension territoriale est également pertinente, mais distingue deux pôles assez inhabituels : le Centre-Est et le Littoral-Ouest d'un côté ; les Savanes et l'Intérieur de l'autre.
- Enfin, point notable, créer son entreprise n'est pas une idée essentiellement développée par ceux qui n'ont pas d'emploi. Bien au contraire, les jeunes en emploi sont les plus nombreux à nourrir ce projet : 18 %, contre 13 % pour ceux sans emploi et 6 % pour ceux en études.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page189

> Plus de 11 % des 16-25 ans de Guyane ont pour projet la création d'entreprise. Ce projet peut bien sûr n'être qu'une envie, sans qu'une idée précise soit formulée ou formalisée. Malgré tout, cela représente près de 4 000 jeunes de Guyane.
> Ce sont davantage les jeunes les plus intégrés socio-économiquement (mais aussi les jeunes des quartiers prioritaires) qui envisagent une création d'entreprise. Un enjeu fort pour les pouvoirs publics consiste dès lors à accompagner les jeunes non diplômés et ceux des territoires isolés (mais aussi des Savanes) pour les amener à structurer – et à déclarer – des activités qui bien souvent restent informelles.

• Liens avec les autres sous-populations cibles.

- On note ici peu de corrélations : ces jeunes sont davantage de nationalité française, ils souhaitent décohabiter et estiment maîtriser suffisamment bien le français.
- Deux points doivent être plus particulièrement notés : les jeunes n'ayant aucun diplôme sont beaucoup moins enclins à créer leur entreprise ; les jeunes des quartiers prioritaires, en revanche, le sont nettement plus.

• Liens avec les variables d'intérêt.

- Les jeunes ayant le souhait de créer une entreprise semblent avoir des caractéristiques bien particulières, en plus de celles mentionnées plus haut.
- Ils sont davantage de nationalité française et souhaitent plus vivre en Guyane leur vie d'adulte.
- Ils ont déjà franchi plusieurs étapes (3 ou 4) vers l'âge adulte et manifestent une confiance importante en leur avenir (mais une confiance faible envers la politique ou la religion).
- Ils gagnent davantage entre 500 et 1 100 euros, issus de leur activité principale déclarée et/ou de jobs.
- Ils considèrent d'ailleurs que le filon est important pour trouver un travail.
- Enfin, ils utilisent beaucoup les Tic. •

4. Liens avec les autres sous-populations cibles.

	Souhait de création d'entreprise : Oui			Souhait de création d'entreprise : Non			Total	
	Eff.	% *(colonne)*	Pem	Eff.	% *(colonne)*	Pem	Eff.	% *(colonne)*
16-25 ans des communes Cucs								
Habitant un quartier prioritaire	2 372	77,4	21 %	16 940	70,4		19 311	71,2
N'habitant pas un quartier prioritaire	694	22,6		7 111	29,6	21 %	7 804	28,8
Total	3 065	100		24 050	100		27 116	100
16-25 ans non scolarisés								
Aucun diplôme	987	32,8		7 339	42,2	20 %	8 326	40,8
Diplôme inférieur au Bac	1 211	40,2	6 %	6 261	36		7 472	36,6
Diplôme Bac et supérieur	816	27,1	6 %	3 805	21,9		4 620	22,6
Total	3 014	100		17 404	100		20 418	100

Lecture : Parmi les jeunes qui souhaitent créer une entreprise, 77 % habitent un quartier prioritaire.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page190

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page191

Conclusion

Des jeunesses en mouvement : individualisation et intégration

PENDANT DES SIÈCLES, la question de la « jeunesse » ne se posait pas. L'enfant était considéré comme un être inachevé dont il n'était pas nécessaire de se préoccuper. Ce n'est qu'à partir du XIXe siècle que l'on commence à s'intéresser aux premiers âges de la vie : dans une perspective de santé publique (les enfants qu'il faut protéger), puis dans une perspective de sécurité publique (les jeunes dont il faut se protéger car pouvant menacer l'ordre public). Il faut attendre la seconde moitié du XXe siècle pour que les « jeunes » apparaissent comme les bénéficiaires directs des politiques publiques. Finalement, on s'est intéressé aux jeunes à partir du moment où ils ont constitué un « problème », pour eux-mêmes ou pour les autres. Et aujourd'hui encore, on reste quelque peu prisonnier de cette image réductrice et dépréciative de cette période de la vie.

L'attention portée à la jeunesse ne cesse désormais de croître. Nous sommes passés d'un désintérêt à une extrême focalisation. Plus une campagne présidentielle sans que la « jeunesse » soit au cœur des discours. L'âge est devenu une variable centrale que l'on ausculte en permanence. En témoigne la création récente d'un « Observatoire de la maturité » par l'institut de sondage IPSOS (Oudghiri, 2012).

Mais plus on entend parler de la « jeunesse », moins on sait ce que ce terme recouvre. En réalité, on peine de plus en plus à comprendre les « jeunes » et à leur proposer des politiques adaptées à leurs situations. Ils font dès lors l'objet de portraits souvent caricaturaux : pour les spécialistes du marketing, ils sont des « détecteurs et prescripteurs d'innovations[63] » (donc une cible commerciale) ; pour d'autres, ils sont essentiellement des « sauvageons » ; pour les parents, ils sont une source de bonheur… et souvent d'inquiétudes. Cette image ambivalente se retrouve dans les politiques de jeunesse elles-mêmes. Plus celles-ci se sont développées (à mesure que le chômage touchait les pays développés), plus elles devenaient segmentées et incapables d'une approche globale des enjeux « jeunesse »[64]. Dans le contexte guyanais (comme dans d'autres contextes sud-américains), la jeunesse a été peu étudiée. Ce déficit de connaissances se fait

[63] « Comprendre et cibler efficacement les jeunes : whY, la communauté 15-25 ans d'Ipsos Marketing Quali ».
[64] Récemment encore, un collectif d'associations en appelait à un « Big Bang des politiques de jeunesse », remettant dans le débat public aussi bien la pertinence de la politique familiale française que la logique de dispositifs (opposée à une logique de droits) des interventions publiques (Les invités de Médiapart, 2012).

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page192

sentir par le manque d'études sur des populations spécifiques (jeunes des quartiers prioritaires ou jeunesses rurales), mais également par l'absence d'une vue d'ensemble de la jeunesse dans sa diversité et sa complexité. L'urgence n'est donc pas seulement de combler un déficit de connaissances théoriques, mais bien de répondre à une urgence politique, économique et sociale.

Individualisation des parcours et culture juvénile : l'autonomisation des jeunes

Devenir adulte consiste finalement à combiner des réalisations disparates : avoir validé un certain nombre d'étapes de référence (comme être parent ou avoir un emploi stable) ; être autonome dans ses choix de vie ; être reconnu comme adulte par son/ses groupe(s) de référence, etc. Or les combinaisons multiples sont fonction des parcours de vie de chacun.

On assiste ainsi en Guyane, comme ailleurs en France, à une *individualisation des trajectoires*. Mais à ce premier processus s'ajoute un second : le développement de *cultures juvéniles*. Celle-ci se développe principalement en Guyane sous l'effet de la croissance démographique, de la scolarisation et des outils de communication (téléphone portable, réseaux sociaux sur Internet) qui véhiculent des références et des goûts largement partagés. La conscience d'un soi autonome se développe alors par la comparaison entre le « nous » familial et le « nous » des copains (de Singly, 2006). Le second « nous » ne remplace pas le premier, il le complète et provoque une sorte de décentrement. L'adolescent entend en effet lutter contre une forme de « réduction identitaire à l'une ou l'autre de ces assignations » (Duret *et al.,* 2010, p. 14). Pour de Singly, cette affirmation identitaire et cette revendication d'autonomie ne conduisent nullement au repli sur soi et à l'isolement ; « elle passe par l'intégration à un "nous générationnel" qui permet l'affirmation de soi » (Galland, 2008, p. 820). L'univers normatif des adolescents se serait déplacé des pères aux pairs. « Pour être soi, il faut d'abord être comme les autres », écrivent Dubet et Martuccelli (1996). Pasquier (2005) rappelle par ailleurs utilement que la norme sociale juvénile peut exercer une pression très forte, notamment autour de l'apparence : « L'image de soi et l'apparence prennent en effet une importance grandissante dans la culture adolescente [...]. La massification de cette culture, à travers les produits diffusés par les industries culturelles, autour du vêtement et de la musique notamment, a fourni aux adolescents de multiples codes d'identification. On peut ainsi se construire un style. Mais cette possibilité est aussi une obligation : il faut avoir un style » (Galland, 2008, p. 831).

Ces deux processus – individualisation des trajectoires et culture juvénile – agissent conjointement pour entraîner ce que Pierre Rosanvallon (1995) appelle une « individualisation du social ». Même si la dimension collective des destins est loin d'avoir disparu, la conscience des structures collectives se désagrège. Les identités collectives (famille, classe sociale, ethnie, nation) ne sont plus

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page193

des références exclusives. « Il semble que l'on assiste, en quelque sorte, à ce que l'on pourrait nommer une crise des « statuts » – le statut (pris ici au sens large) renvoyant à une identité collective, catégorie de représentation (pour décrire la réalité sociale) mais aussi d'action (au sens où elle sert de repère et d'appui pour l'action publique et collective), et pouvant, dans certains cas, faire l'objet d'une construction juridique, au niveau de sa délimitation et des droits qui lui sont attachés » (Gautié, 2003b, p. 16).

Sans nier la force des référents collectifs (« je suis haïtien », « je suis aluku », etc.) dans les discours ou dans les situations de conflit, il faut comprendre qu'il ne s'agit plus de fondements exclusifs, mais de dynamiques d'agrégation d'influences diverses. Ainsi les linguistes ont-ils montré qu'en Guyane les individus, et tout particulièrement les jeunes, utilisent des langages très différents : selon les lieux géographiques (en fonction des villages, des bourgs, des villes ou même des quartiers urbains), mais aussi selon les activités sociales (faire ses courses au marché, aller au bureau de poste, discuter entre amis, échanger dans la salle de classe, échanger hors de la salle de classe…), selon les interlocuteurs (parents, amis, enseignants, etc.), ou même selon les moments d'une même discussion (registres de la connivence, de l'ironie, de l'agressivité, etc.). L'usage d'une langue, et plus globalement de la catégorie ethnoculturelle qui lui est associée, n'est qu'un moyen parmi d'autres de se distinguer. Les autres modalités de distinction sont le sexe, l'âge, le niveau socio-économique, le niveau de diplôme, etc. (Wintrebert, 2013a).

Ce processus d'individualisation transforme en profondeur le rapport à sa culture d'origine. Celle-ci doit être davantage considérée comme « une boîte à outils composée de symboles, d'histoires, de rituels et de perceptions du monde que les gens peuvent utiliser dans de multiples situations pour résoudre différents types de problèmes » (Swidler, 1986, p. 273). La culture fournit un répertoire – limité – d'actions permettant de faire face à des situations variées (de coopération, de conflit…).

L'autonomie sans l'indépendance : quels modes d'intégration ?

Mais ce processus d'individualisation, relativement récent en Guyane, amène une nouvelle question, celle de l'intégration des jeunes générations. Car, d'une manière un peu paradoxale, il semble que, parallèlement à une individualisation des références et des parcours, une large partie des jeunes y partagent une expérience sociale négative : la sous-occupation liée au manque d'emploi et au manque de perspectives. Myriam Toulemonde-Niaussat le notait déjà en 1997 : « à la fin de cette scolarité, quelle qu'en soit la durée, ils se trouvent dans des situations de plus en plus analogues : stabilisés en ville ; rarement détenteurs d'un diplôme directement exploitable sur le marché du travail ; face à un secteur tertiaire quasi exclusif saturé, car leurs parents ne sont pas encore à la retraite ; sans possibilités d'accès à des emplois dans les secteurs primaire et secondaire, disparus ou ne correspondant pas au fait qu'ils ont été à l'école » (Toulemonde-Niaussat, 1997, p. 177).

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page194

Dans des sociétés organisées selon le principe de la tradition ou de la religion, la place et la fonction de chacun des membres ne sont ni un enjeu ni une question. Elles le deviennent en revanche lorsque l'individu est amené à la fois à construire son existence en ayant de moins en moins recours à des modèles imposés ou hérités, et à s'orienter sans savoir précisément vers où il va. « La sécurité et la contrainte liées à la tradition cèdent la place à l'autodétermination et à l'incertitude, l'individu devient incertain à mesure que s'accroît le souci de soi » (Mossu, 2005, p. 32).

Les jeunes sont de plus en plus autonomes, c'est-à-dire se donnent leurs propres règles et « exercent le choix de [leurs] interdépendances » (Parron et Sicot, 2009, p. 190), mais sans être pour autant indépendants, sans disposer des ressources (notamment économiques) pour se passer de l'aide des parents[65]. D'où les oscillations constantes entre jeunesse et vie adulte. Il n'existe plus de façon, de modèle, stable, de devenir adulte, pour les jeunes haïtiens de Matoury comme pour les jeunes wayana du Haut-Maroni. Et les sociétés, aussi bien familiale, communautaire, régionale que nationale, ne sont plus en mesure de leur assurer une place et des ressources. Tel est le défi auquel sont confrontés les jeunes, et donc les pouvoirs publics.

C'est finalement toute la problématique de l'*intégration* – aussi bien culturelle et sociale qu'économique – que nous posons. L'enquête quantitative n'a pas été conçue pour creuser spécifiquement cette question ; elle l'a fait émerger plus qu'elle ne l'a traitée. L'enquête qualitative (phase 2.2) vise à approfondir cet enjeu.

L'intégration y sera considérée non comme un état, une position statique où l'on « est » ou l'on « n'est pas » intégré (personne n'est totalement « intégré ») ; elle ne sera pas davantage réservée aux seuls étrangers à qui on demanderait systématiquement de faire la preuve de leur « bonne » intégration. Bien au contraire, nous considérons l'intégration comme un processus, jamais achevé, aux multiples dimensions, et qui concerne tous les individus. Processus dialectique qui articule l'intégration *à* une société et l'intégration *de* cette société. Comment s'intégrer à une société qui est elle-même de moins en moins intégrée ? On voit bien qu'à travers la réflexion sur la jeunesse, c'est en réalité tout le modèle de développement de la Guyane qu'il s'agit d'interroger.

[65] François de Singly distingue clairement autonomie et indépendance dans Anna Stellinger et Raphael Wintrebert (dir.), 2008.

Annexes
I. Méthodologie

Choix de l'échantillonnage

C'est un *échantillonnage par quota* qui a été retenu pour élaborer le plan de sondage. En effet, les objectifs de l'enquête, à savoir recueillir l'expression d'une population spécifique, les 16-25 ans, sur différents thèmes imposait de respecter en son sein ses différentes composantes. À l'issue de deux réunions préparatoires avec l'INSEE, il a été convenu que la déclinaison à retenir, en regard de la notion chronologique, sous-jacente à l'enquête, de « parcours des jeunes dans l'acquisition des attributs de l'âge adulte », était la position du jeune par rapport aux catégories suivantes : en études, en emploi, en recherche d'emploi ou inactif.

L'échantillon à acquérir devait donc respecter les poids de ces différentes catégories. À cette fin, l'INSEE a mis à la disposition du CRPV de Guyane une base de données (partiellement agrégées) ventilées en fonction de ces catégories et du territoire (Centre-Est, Savanes, Ouest guyanais et Maroni/Camopi).

Nous avons utilisé cette base comme fichier précurseur pour l'élaboration du plan de sondage[66].

En regard des spécificités culturelles, démographiques et géographiques de la zone Maroni/Camopi, il a également été convenu de distinguer ce sous-échantillon en augmentant son poids et en concentrant les entretiens sur trois chefs-lieux et trois villages, ce afin à la fois d'assurer une bonne représentativité des données à l'échelle de cette zone, mais également de fournir des monographies exhaustives des sites sélectionnés.

Plan de sondage

Le plan de sondage prévoyait ainsi d'interroger 1 800 jeunes suivant leur âge, leur zone de résidence et leur situation sociale.

Plan de sondage (1)

Territoires	Taille échantillon	En études	Chômeurs	Inactifs	Actifs
Centre-Est	796	362	123	137	174
Savanes	202	87	41	31	43
Littoral-Ouest	402	135	93	124	50
Total littoral	**1 400**	**584**	**257**	**292**	**267**
Intérieur	400	88	112	120	80
Total général	**1 800**	**672**	**369**	**412**	**347**

[66] Ce travail a été réalisé par Émeraude Conseil et était piloté par Frédéric Piantoni.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page196

Plan de sondage (2) – Par âge et par statut d'activité

Centre-Est : Cayenne, Matoury, Rémire Montjoly, Macouria, Roura, Montsinéry-Tonnégrande, Saint-Georges-de l'Oyapock, Ouanary

	Âge										
	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	Total
Chômage	3	4	8	13	13	17	15	17	16	16	123
Emploi	2	5	6	9	16	21	22	28	30	36	174
Études	91	80	60	47	28	21	15	8	7	4	362
Inactif	5	9	12	15	16	16	16	16	16	16	137
Total	**101**	**98**	**87**	**84**	**73**	**76**	**67**	**69**	**69**	**72**	**796**

Savanes: Kourou, Sinnamary, Iracoubo, Saül

	Âge										
	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	Total
Chômage	1	2	4	5	4	5	6	5	5	5	41
Emploi	0	1	1	3	4	6	7	5	6	9	42
Études	23	20	18	12	6	3	2	2	1	1	88
Inactif	1	2	3	4	3	4	3	4	4	2	31
Total	**25**	**25**	**26**	**23**	**17**	**19**	**18**	**16**	**16**	**16**	**202**

Littoral-Ouest : Saint-Laurent-du-Maroni, Apatou, Mana, Awala-Yalimapo

	Âge										
	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	Total
Chômage	2	4	7	9	11	15	12	12	12	11	93
Emploi	1	1	2	3	4	7	7	7	12	8	50
Études	41	31	29	15	8	5	2	1	1	1	134
Inactif	5	6	8	12	12	14	14	19	15	20	124
Total	**48**	**42**	**46**	**38**	**35**	**40**	**35**	**39**	**39**	**40**	**402**

Intérieur : Chefs-lieux : Maripasoula, Grand-Santi, Camopi. Villages : Taluen/Twenké, Antécume Pata, Zidoc

	Âge										
	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	Total
Chômage	4	8	9	12	12	13	12	15	11	15	112
Emploi	1	1	3	5	6	5	10	11	16	21	81
Études	41	13	13	9	4	2	2	2	1	1	88
Inactif	6	8	10	15	13	14	11	12	15	14	120
Total	**52**	**32**	**36**	**41**	**35**	**35**	**34**	**40**	**44**	**51**	**400**

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page197

Résultats d'enquête

La complexité du terrain d'enquête (distances, isolement de certaines communes et de certaines populations, volatilité des jeunes, difficultés à les mobiliser pour ce type d'enquête, questionnaires non recevables, etc.) n'a pas permis de réaliser exactement les objectifs du plan de sondage.

Néanmoins, les résultats de la phase de terrain sont très bons. Le taux de réalisation est de 95 % sur la partie littorale et de 80 % sur les territoires de l'Intérieur.

	Réalisé	Prévu	Solde	Taux de réalisation
TOTAL GENERAL	**1 648**	**1 800**	**-152**	**92 %**
Littoral				
En études	561	584	-23	96 %
Sans emploi (chômeurs + inactifs)	517	549	-32	94 %
Actifs	250	267	-17	94 %
Total Littoral	1 328	1 400	-72	95 %
Total Maroni/Oyapock (toutes catégories)	320	400	-80	80 %

Un travail de « calage sur marge » a ensuite été réalisé grâce à la collaboration de l'Insee Guyane[67]. « L'échantillon est redressé en utilisant des informations auxiliaires, appelées variables de calage, qui peuvent être aussi bien des dénombrements au sein de variables catégorielles que des variables quantitatives » (Guannel et Lhomme, 2002, p. 49).

En corrigeant ainsi les biais d'enquête, nous obtenons un échantillon représentatif de nos deux sous-populations (Littoral/Intérieur), et nous pouvons ainsi véritablement parler d'une analyse des jeunes de 16-25 ans en Guyane.

Outils statistiques mobilisés

Pem

Le pourcentage du Pem global sert d'indice pour estimer la force de la liaison entre deux variables, au même titre que le Khi²

[67] Nous tenons à remercier très chaleureusement l'équipe de l'Insee Guyane pour son appui technique, et tout particulièrement N'ouara Yahou (directrice), Barbara Gragnic ou encore Benoît Hurpeau.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:35 Page198

total. Si le Pem global est nul, on se trouve dans le cas d'une indépendance entre les deux variables ; il peut être égal à 100 (si l'on croise une question avec elle-même).

Consommation de stupéfiants / Effectifs observés			
	Oui	Non	Total
Centre-Est	1 994	16 170	**18 164**
Intérieur	191	2 140	**2 331**
Littoral-Ouest	659	8 551	**9 210**
Savanes	535	4 090	**4 625**
Total	**3 379**	**30 951**	**34 330**

Consommation de stupéfiants / Effectifs théoriques		
	Oui	Non
Centre-Est	1 788	16 376
Intérieur	229	2 102
Littoral-Ouest	907	8 303
Savanes	455	4 170

Consommation de stupéfiants	Centre-Est	Intérieur	Littoral-Ouest	Savanes
Effectif observé	1 994	191	659	535
Effectif théorique	1 788	229	907	455
Écart observé (Eff obs / Eff. th)	206	– 38	– 248	80
Effectif maximum	3 379	2 331	3 379	3 379
Écart maximum (eff max / eff th)	1 591	2 102	2 472	2 924
Pem (Écart obs / Écart max)	**13 %**	**– 2 %**	**– 10 %**	**3 %**

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:36 Page199

Une analyse comparative et relationnelle

Notre approche est résolument comparative et relationnelle. Il ne s'agit pas de dire que les jeunes du Centre-Est sont beaucoup diplômés, mais seulement qu'ils le sont plus par rapport aux jeunes des autres territoires. L'évaluation du profil des jeunes d'un territoire dépend donc directement des autres territoires avec lesquels il est comparé.

Région	Nom de la zone d'emploi	Population totale (en 2009)	Indicateur de jeunesse (en 2009)	Rang national
Guyane	Saint-Laurent	70 455	1 484,2	1
Guyane	Kourou	31 232	929,5	3
Guyane	Cayenne	122 782	489,7	4
L'indicateur de jeunesse est le rapport entre la population âgée de moins de 20 ans et celle des 60 ans et plus.				
Source : INSEE, recensement de la population, 2009.				

Du tableau ci-dessus on déduit que la zone d'emploi de Cayenne est moins jeune que celle de Kourou et encore bien moins jeune que celle de Saint-Laurent-du-Maroni (indice de 489,7 pour la première, de 929,5 pour la deuxième et de 1 484,2 pour la troisième). Mais si on élargit le référentiel à l'ensemble de la France, et plus simplement à la seule Guyane, l'image peut être sensiblement différente. La zone de Cayenne est en effet la 4e plus jeune des 355 zones d'emploi. Celle de Pointe-à-Pitre n'a qu'un indice de 176,1 et celle du Morvan (score le plus faible) que de 43,3.

Région	Nom de la zone d'emploi	Population totale (en 2009)	Indicateur de jeunesse (en 2009)	Rang national
Guyane	Cayenne	122 782	489,7	4
Guadeloupe	Pointe à Pitre	245 643	176,1	16
Nord-Pas-de-Calais	Lille	784 327	152,7	29
Martinique	Centre agglomération	165 494	134,5	49
Rhône-Alpes	Lyon	1 708 345	128,7	63
Île-de-France	Paris	5 897 029	128,0	64
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Marseille-Aubagne	1 298 686	105,1	134
Lorraine	Sarreguemines	112 862	100,0	158
Bourgogne	Morvan	36 541	43,3	355
L'indicateur de jeunesse est le rapport entre la population âgée de moins de 20 ans et celle des 60 ans et plus.				
Source : INSEE, recensement de la population, 2009.				

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:36 Page200

Il en est de même pour toutes nos variables d'analyse. L'(in)activité d'un territoire de Guyane peut par exemple se comparer avec d'autres territoires de Guyane ou avec des territoires français hors Guyane. Si le Centre-Est peut ainsi se prévaloir d'une « meilleure » situation économique ou d'un plus fort taux de diplômés, ce n'est qu'en l'observant à l'échelle régionale… Il en est tout autrement si l'on s'intéresse à l'ensemble des territoires français.

Cet aspect est essentiel en matière de politique publique. Dire par exemple que le chantier prioritaire à mener dans l'Ouest est l'éducation ne revient pas à dire que les situations du Centre-Est ou des Savanes ne méritent pas un investissement éducatif massif.

Annexes

II. Les 55 variables d'intérêt majeur retenues pour l'analyse dans la partie II

Catégories	Variables
1. Statut et ressources	Statut d'activité
	Jobbeur
	Tranches de revenu (5 modalités)
	Origine des revenus (6 modalités)
	Revenus sociaux (5 modalités)
	Filon (nb de soutiens professionnels)
	Langues professionnelles
2. Parcours et biographie	Langues premières
	Famille nombreuse
	Nationalité (4 modalités)
	Étapes vers l'âge adulte
	% de scolarité passée hors de Guyane
	Âge
	Mères mineures
	Classe sociale de la mère
	Sexe
	Lieu de naissance
	Nationalité (6 modalités)
	Durée de vie en Guyane (+ ou – 5 ans)
3. Scolarisation	Maîtrise du français jugée insuffisante
	Niveau de diplôme (3 modalités)
	Regret dans le choix des études
	Arrêt précoce des études
	Orientation scolaire refusée
4. Conditions de vie	Avoir un/des enfant(s)
	Usages des Tic
	Moyen de locomotion motorisé
	Mobilité générale
	Situation familiale
	Volonté de changer de logement
	Jeunes isolés
	Participation à une association
	Type de logement occupé
	Décohabitation
	Jeunes précaires
	Jeunes habitant un logement précaire

Catégories	Variables
5. Perceptions	Sentiment qu'il est difficile d'être jeune en Guyane
	Optimisme par rapport à son avenir professionnel
	Définition d'« être adulte »
	Sentiment que ses conditions de vie seront meilleures que celles de ses parents
	Lieu de vie souhaité pour sa vie d'adulte
	Confiance générale
	Aspirations professionnelles (17 modalités)
	Optimisme par rapport à son propre avenir
	Aspirations personnelles (9 modalités)
	Discriminations ressenties
	Sentiment que le filon est important pour trouver un emploi
6. Santé	Âge de la 1re consommation d'alcool
	Satisfaction par rapport à sa sexualité
	Consommation d'alcool
	Sentiment d'être en bonne santé
	Visite chez un médecin
	Consommation de stupéfiant
	Contraceptifs utilisés
	Difficultés d'accès aux contraceptifs

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:36 Page202

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:36 Page203

Bibliographie

AFEJ, « Les jeunes et l'engagement politique. Rapport de l'enquête 2014 », Observatoire de la jeunesse solidaire, février 2014.
http://www.afev.fr/pdf/OJS/2014/Rapport_OJS-2014_VF. pdf

AMSELLEM-MAINGUY Yaëlle et TIMOTEO Joaquim, *Atlas des jeunes en France*, Paris, Autrement, 2012.

APPRENTIS D'AUTEUIL, « Jeunes et familles : trajectoires de vie, visions d'avenir ». Une enquête de l'Observatoire des jeunes et des familles d'apprentis d'Auteuil, en partenariat avec OpinionWay, décembre 2012.
http://www.opinion-way.com/pdf/opinionway_-_enquete_jeunes_et_familles_-_observatoire_apprentis_d_auteuil_-_6dec2012.pdf

ARGOUARC'H Julie et CALAVREZO Oana, « La répartition des hommes et des femmes par métiers », *Dares Analyses*, n° 79, décembre 2013, p. 6-7.
http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2013-079.pdf

BECK François, LEGLEYE Stéphane, LE NÉZET Olivier et SPILKA Stanislas, *Atlas régional des consommations d'alcool 2005. Données Inpes/Ofdt,* Inpes, coll. Études, santé, territoires, 2008.

BERNARDIN Jean-François, « La mobilité des jeunes », *Les Avis du Conseil économique, social et environnemental*, novembre 2011.
http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2011/2011_13_mobilite.pdf

BIDARD Claire, *Devenir adulte aujourd'hui : perspectives internationales*, Paris, L'Harmattan, 2006.

BIGOT Régis et CROUTTE Patricia, « La diffusion des technologies de l'information et de la communication dans la société française », Crédoc, Rapport réalisé à la demande du Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies (ministère de l'Économie et des Finances) et de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, juin 2012.
http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/rapport-credoc-diffusion-tic-2012.pdf

ANC Quentin, « Les jeunes pessimistes sur la France, optimistes pour leur vie », *lefigaro.fr*, 7 décembre 2012.
http://etudiant.lefigaro.fr/vie-etudiante/news/detail/article/les-jeunes-pessimistes-sur-la-france-optimistes-pour-leur-vie-656/

BRETON Didier, MARIE Claude-Valentin, CONDON Stéphanie et TEMPORAL Franck, « Les départements d'Outre-Mer face aux défis du vieillissement démographique et des migrations », *Population et Sociétés*, n° 460, 2009.
http://www.ined.fr/fichier/t_publication/1480/publi_pdf1_pop. soc_460.pdf.

CECCHINI Isabelle et FALLON Catherine, « Genre et politiques publiques : de la découverte croisée au dialogue », communication lors du congrès Afsp, 2009, p. 3.
http://www.congresafsp2009.fr/sectionsthematiques/st15/st15cecchinifallon2.pdf

(de) CERTEAU Michel, *L'Invention du quotidien*, tome I, « Les arts de faire », Paris, Gallimard, 1990 (1re éd. 1980).

CHÉRUBINI Bernard, *Cayenne ville créole et polyethnique*, Paris, Karthala – Cenaddom, 1988.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:36 Page204

CIBOIS Philippe, « Le Pem, pourcentage de l'écart maximum : un indice de liaison entre modalités d'un tableau de contingence », *Bulletin de méthodologie sociologique*, n° 40, septembre 1993.
http://cibois.pagesperso-orange.fr/bms93.pdf

COURBAIN Jean-Claude, KALI Laureen et MOLIA Shiley, « La création d'entreprises en Guyane », *Insee Antilles-Guyane,* Chambre de commerce et d'industrie de Guyane, Acredeg, 2009.
http://insee.fr/fr/insee_regions/guyane/themes/etudes_detaillees/ce2009gy/ce_2009_gy.pdf

CRPV Guyane et BOUDHERI Nadir, « Approche évaluative des contrats urbains de cohésion sociale de Guyane », rapport d'évaluation, septembre 2010.
http://www.crpv-guyane.org/Documents/new/Evaluation_CUCS_de_Guyane_Phase_2_light_CRPV_vdef. pdf

DANDURAND Renée B., JENSON Jane et JUNTER Annie, « Les politiques publiques ont-elles un genre ? », *Lien social et Politiques*, n° 47, printemps 2002.
http://www.erudit.org/revue/lsp/2002/v/n47/000338ar.pdf

DUBET François et MARTUCELLI Daniello, *À l'école : sociologie de l'expérience scolaire*, Paris, Le Seuil, 1996.

DURET Pascal *et al.,* « Les différences culturelles dans les enquêtes comparatives internationales. Enjeux et méthodes », Injep, *Agora Débats/Jeunesses*, n° 55, 2010/2.

FARRAUDIERE Yvette, *École et Société en Guyane française*, Paris, L'Harmattan, 1989.

GALLAND Olivier, « Une nouvelle adolescence », *Revue française de sociologie*, n° 4, 2008 (vol. 49).
http://www.cairn.info/revue-francaise-de-sociologie-2008-4-page-819.htm

GAUTIÉ Jérôme (a), « Repenser l'articulation entre marché du travail et protection sociale : quelles voies pour l'après-fordisme ? », *Esprit*, novembre 2003.

GAUTIÉ Jérôme (b), « Quelle troisième voie ? Repenser l'articulation entre marché du travail et protection sociale », Centre d'études de l'emploi, *Document de travail,* n° 30, septembre 2003.
http://www.metiseurope.eu/content/pdf/n8/16_gautie.pdf

GRAGNIC Barbara, « En Guyane, les conditions de vie matérielles de l'enfant s'imposent comme le premier déterminant de la non-scolarisation », Insee, *Antiane Échos*, n° 33, juin 2013.
http://www.insee.fr/fr/insee_regions/guyane/themes/antiane_echos/aechos33/aechos33gy.pdf

GUANNEL Boris et LHOMME Yann, « L'utilisation du calage sur marges pour les enquêtes thématiques du Sessi : un retour d'expérience », Insee, *Insee-Méthodes,* Actes des journées de méthodologie statistique, 2002.
http://jms.insee.fr/files/documents/2002/329_1-JMS2002_SESSION1_GUANNEL-LHOMME_UTILISATION-DU-CALAGE-SESSI_ACTES.PDF

HELFTER Clémence, compte rendu du livre de Bernard Roudet (dir.), *Regard sur... Les jeunes en France* (Injep et Presses de l'université de Laval, 2009), *Politiques sociales et familiales*, n° 102, décembre 2010.

IEDOM (a), « Guyane : rapport annuel 2014 », juin 2015.
http://www.iedom.fr/IMG/pdf/ra2014_guyane.pdf

IEDOM (b), « Guyane : rapport annuel 2013 », juin 2014.
http://www.iedom.fr/IMG/pdf/ra2013_guyane_avec_liens_sommaire.pdf

IEDOM (c), « Guyane : rapport annuel 2012 », juin 2013.
http://www.iedom.fr/IMG/pdf/ra2012_guyane.pdf

INSEE, *Insee Antilles-Guyane,* « L'enquête emploi en Guyane au deuxième trimestre 2010 », n° 67, décembre 2010.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:36 Page205

JACQUOT Sophie, « Le *gender mainstreaming* et l'Union européenne : de l'égalité d'impact des politiques publiques à l'impact sur les politiques d'égalité », E-Prints – Centre d'études européennes, octobre 2012.
http://igvm-iefh.belgium.be/fr/domaines_action/gender_mainstreaming/

JOLIVET Marie-José et VERNON Diane, « Droits, polygamie et rapports de genre en Guyane », *Cahiers d'études africaines*, n° 187-188, 2007 (vol. 3).

LAFONTAINE Jean-François, *in* Centre de ressources politiques de la ville, « Les politiques de jeunesse – Diagnostic général – Quelle jeunesse martiniquaise ? », compte rendu de la rencontre du 15 mai 2009.
http://www.villecaraibe.com/docs/Cycle%20de%20qualification%20sur%20la%20politique%20de%20%20jeunesses-%20Atelier%201.%20Quelle% 20jeunesse%20martiniquaise_%20-compte%20rendu%20du%2015%20mai.pdf

LAURAS-LOCOH Thérèse et LOPEZ-ESCARTIN Nuria, « Les jeunes en Afrique : enjeux démographiques, enjeux sociaux », *Cahiers québécois de démographie*, n° 1, 1992 (vol. 21).

LÉGLISE Isabelle et MIGGE Béatrice (dir.), *Pratiques et Représentations linguistiques en Guyane : regards croisés*, Montpellier, IRD Éditions, 2007.

LEMELIN André, « Mesure de la dissimilarité », *Méthodes quantitatives*, 2004.
http://www.lemelin-metho.ucs.inrs.ca/1_5.pdf

LÉVI-STRAUSS Claude, *La Pensée sauvage*, Paris, Plon, 1962.

LINARD André, « Derrière Kourou, la misère. Signaux d'alarme en Guyane », *Le Monde diplomatique*, janvier 1997.

MARIE Claude-Valentin, TEMPORAL Franck, BRETON Didier et CHANTEUR Bénédicte, « Migrations, famille et vieillissement : Défis et enjeux pour la Guyane », INSEE, *Antiane Échos*, n° 21, septembre 2012.
http://www.insee.fr/fr/insee_regions/guyane/themes/antiane_echos/aechos21/aechos21_gy.pdf

MÉDIAPART, « Créons les conditions de l'émancipation des jeunes », Les invités de Médiapart, 5 janvier 2012. [En ligne] Consulté le 29 janvier 2012.
http://blogs.mediapart.fr/edition/2012-ce-que-propose-la-societe-civile/article/050112/creons-les-conditions-de-lemancipa

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, « Les parcours scolaires et les résultats », *Géographie de l'école*, n° 10, mai 2011.
http://cache.media.education.gouv.fr/file/geo10/58/4/DEPP-GEO-2011-parcours-scolaires-resultats_180584.pdf

MOUSSU Gérard (dir.), *Travail social et Sociologie de la modernité. La dignité et l'autonomie des sujets au cœur de l'action*, Paris, Seli Arslan, 2005.

NACITAS Joëlle et FORGEOT Gérard, « Une personne sur onze travaille sans être déclarée », *Antiane Échos*, n° 18, 2012.
http://www.insee.fr/fr/insee_regions/guyane/themes/antiane_echos/aechos18/aechos18_gy.pdf

OFDT, « Premiers Résultats de l'enquête Escapad, 2011 » [en ligne] 2011.
http://www.ofdt.fr/BDD/publications/docs/eisxstra.pdf

OTHILY Arthur, « Projet d'action globale pour une insertion cohérente et formatrice de la jeunesse dans la société guyanaise », *Rapport pour l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer (ORSTOM)*, Cayenne, décembre 1980.

OUDGHIRI Rémy, « Observatoire de la maturité. Limites d'âge », IPSOS, 13 janvier 2012.
http://www.ipsos.fr/actualites/2012-01-09-limites-d-ages

PAN KÉ SHON Jean-Louis, « La décohabitation n'a pas été un long fleuve tranquille. Examen de 1968 à 2008 en France », INED, *Document de travail,* 18 mai 2010.

PARRON Audrey et SICOT François, « Devenir adulte dans un contexte de troubles psychiques, ou les incertitudes de l'autonomie », *Revue française des affaires sociales,* n° 63, 2009.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:36 Page206

PASQUIER Dominique, *Cultures lycéennes. La tyrannie de la majorité,* Paris, Autrement, 2005.

PIANTONI Frédéric (a), *Migrants en Guyane,* Arles, Actes Sud/Cayenne, Musée des cultures guyanaises, 2011.

PIANTONI Frédéric (b), *L'Enjeu migratoire en Guyane. Une géographie politique*, coll. «Espace outre-mer», Kourou, Ibis rouge/ Paris, Matoury, 2009.

PIANTONI Frédéric (c), « Marquages territoriaux et catégories sociales dans l'espace ultramarin français », *L'Espace politique*, n° 6, 2009.
http://espacepolitique.revues.org/index1090.html

PIANTONI Frédéric (d), « Mobilités et recompositions territoriales dans l'estuaire transfrontalier du Maroni », *in* « Dynamiques migratoires dans la Caraïbe », *Terres d'Amériques*, Paris, Karthala, 2007.

PIANTONI Frédéric (e), « La question migratoire en Guyane française. Histoire, société et territoires », *Hommes et Migrations*, n° 1278, 2009.
https:hommesmigrations.revues.org/259

PIANTONI Frédéric (f), « Pouvoir national et acteurs locaux: l'enjeu des mobilités dans un espace en marges. Le cas de la Guyane française », thèse de doctorat de géographie sous la dir. de G. Simon, université de Poitiers, 2002.

REGINENSI Caterine, « Rythmes de vie et loisirs des jeunes en Guyane française », Séminaire « Revoir la ville », document personnel, juin 1998.

ROSANVALLON Pierre, *La Nouvelle Question sociale. Repenser l'État-providence*, Paris, Le Seuil, 1995.

SCHNAPPER Dominique, *Qu'est-ce que l'intégration?*, Paris, Gallimard, coll. « Folio actuel », 2007.

(de) SINGLY François (a), « Préface. Les jeunesses du monde moderne », *in* Anna Stellinger et Raphael Wintrebert (dir.), *Les Jeunesses face à leur avenir. Une enquête internationale*, Fondation pour l'innovation politique, Paris, 2008.

(de) SINGLY François (b), *Les Adonaissants*, Paris, Armand Colin, 2006.

STELLINGER Anna et WINTREBERT Raphaël (dir.), *Les Jeunesses face à leur avenir. Une enquête internationale,* Fondation pour l'innovation politique, Paris, 2008.

SWIDLER Ann, « Culture in action: Symbols and Strategies », *American Sociological Review*, vol. 51, n°2, avril 1986, p. 273-286.

TEMPORAL Franck et MARIE Claude-Valentin, « Les migrations des natifs des Dom: une sélection accrue au bénéfice de la France métropolitaine », in *Mobilités ultramarines*, éd. par Philippe Vitale, Paris: Archives contemporaines, 2015.
http://pub.lucidpress.com/MobilitesUltramarines/

TEMPORAL Franck, MARIE Claude-Valentin et BERNARD Stéphane, « Insertion professionnelle des jeunes ultramarins: Dom ou métropole? », *Population*, n° 66 (3-4), 2011.
http://www.ined.fr/fichier/t_telechargement/61407/telechargement_fichier_fr_popf1134_temporal_marie-bernard.pdf.

TODD Emmanuel, *L'Origine des systèmes familiaux*, tome I, Paris, Gallimard, 2011.

TOULEMONDE-NIAUSSAT Myriam, « L'évolution des relations interethniques à travers le vécu des jeunes: l'exemple de la région du Bas Maroni », *in* Serge Mam-Lam Fouck (dir.) *L'Identité guyanaise en question*, Kourou, Ibis rouge, 1997.

VAN DE VELDE Cécile (a), *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Le lien social », 2008.

VAN DE VELDE Cécile (b), « Jeunesses d'Europe, trajectoires comparées », *Projet*, n° 305, 2008 (vol. 4), p. 17-24.

WINTREBERT Raphaël (a), « Les jeunes adultes en Guyane : démographie et mobilité », *Études et Perspectives*, coll. « Jeunesse », CRPV Guyane et Région Guyane, juillet 2013.
http://www.crpv-guyane.org/Documents/new/JEUNES_ADULTES_DEMOGRAPHIE_ET_MOBILITE.pdf

WINTREBERT Raphaël (b), « Plurilinguisme, (en)jeux identitaires et ''parler jeune'' en Guyane », *Études et Perspectives*, coll. « Jeunesse », CRPV Guyane et Région Guyane, décembre 2013.
http://i.ville.gouv.fr/index.php/reference/9686

WINTREBERT Raphael (c) *et al.*, « Les jeunes adultes de Guyane : un état des lieux », Conseil régional de Guyane, CRPV Guyane, INSEE Guyane, Préfecture de Guyane, juin 2014.
http://www.insee.fr/fr/insee_regions/guyane/themes/etudes_detaillees/jeunes-adultes/INSEE%20DEM.%20JEUNES%20EN%20GUYANE.pdf

WINTREBERT Raphaël (d), « La ''Démarche Jeunesse'' en Guyane. Restitutions auprès des professionnels », Ateliers thématiques organisés par le CRPV Guyane, IRIG-Défis, Cayenne, 24 et 27 juin 2013.
http://www.crpvguyane.org/Documents/new/DEMARCHE_JEUNESSE_RESTITUTIONS_THEMATQUES.pdf

WINTREBERT Raphaël (e), « Diversité des jeunes adultes en Guyane », Rapport 2013 de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (ONZUS), novembre 2013, p. 141-156.
http://www.onzus.fr/uploads/media_items/rapport-de-l-onzus-2013.original.pdf

WINTREBERT Raphaël (f), « Activités, habitat et ressources : les conditions de vie des 15-25 ans en Guyane », *Études et Perspectives*, coll. « Jeunesse », CRPV Guyane et Région Guyane, septembre 2014.
http://www.crpv-guyane.org/wp-content/uploads/2015/04/2014-07-CRPV-Guyane-Jeunes-adultes.-Conditions-de-vie1.pdf

WINTREBERT Raphaël (g), « La santé comme rapport au corps et au risque : la situation des jeunes de 15-25 ans en Guyane », *Études et Perspectives*, coll. « Jeunesse », CRPV Guyane et Région Guyane, septembre 2014.
http://www.crpv-guyane.org/wp-content/uploads/2015/04/2014-09-CRPV-Guyane-Jeunes-adultes.-Sant % C3 % A91.pdf

WINTREBERT Raphaël (h), « L'insertion professionnelle et l'emploi des jeunes en Guyane », *Études et Perspectives*, coll. « Jeunesse », CRPV Guyane et Région Guyane, septembre 2015.
http://www.crpv-guyane.org/wp-content/uploads/2015/12/2015-11-CRPV-Guyane-Insertion_prof_et_emploi_jeunes.pdf

WINTREBERT Raphaël et MEUNIER Manon, « Élaborer une politique territoriale de jeunesse. Livret pédagogique issu du cycle de qualification organisé par le CNFPT Guyane et le CRPV Guyane du 16 au 21 février 2014 », *Méthodes et Outils*, coll. « Jeunesse », décembre 2014.

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:36 Page208

Index des tableaux

PAGE

24 TABLEAU 1 : Synthèse de la typologie des 16-25 ans en Guyane
31 TABLEAU 2 : L'âge selon le statut d'activité des jeunes (en emploi, en études, sans emploi)
32 TABLEAU 3 : Catégories de jeunes selon les classes sociales de leurs parents
32 TABLEAU 4 : Lien entre niveau de diplôme et milieu social des parents
34 TABLEAU 5 : Répartition des jeunes par nationalité étrangère
35 TABLEAU 6 : Complémentarité linguistique des langues premières
35 TABLEAU 7 : Répartition de la population d'étude par territoires
39 TABLEAU 8 : Les formations suivies par les jeunes en études selon le genre
39 TABLEAU 9 : Raisons du choix de la filière selon le genre chez les jeunes de 16-25 ans encore scolarisés
46 TABLEAU 10 : Niveau de diplôme selon la nationalité parmi les 16-25 ans n'étant plus scolarisés
48 TABLEAU 11 : Regrets de choix d'études selon le niveau de diplôme parmi les 16-25 ans n'étant plus scolarisés
49 TABLEAU 12 : Optimisme quant à l'avenir professionnel selon le niveau de diplôme parmi les 16-25 ans n'étant plus scolarisés
50 TABLEAU 13 : Raisons motivant l'optimisme quant à l'avenir professionnel selon le niveau de diplôme (sous-population des « optimistes »)
52 TABLEAU 14 : Statut matrimonial selon le genre et le territoire
55 TABLEAU 15 : Liens statistiques associés à une consultation médicale seul(e)
56 TABLEAU 16 : Moyens de contraception utilisés par les 16-25 ans
59 TABLEAU 17 : Contexte et âge de la première consommation d'alcool
61 TABLEAU 18 : Professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) selon le genre
62 TABLEAU 19 : Contrat de travail des jeunes en emploi selon le genre, l'âge et les revenus
62 TABLEAU 20 : Contrat de travail des jeunes en emploi, selon le niveau de diplôme
65 TABLEAU 21 : Origine des ressources financières selon le diplôme, l'âge et le statut
66 TABLEAU 22 : Origine des ressources financières selon le revenu
69 TABLEAU 23 : Motifs de déplacement selon le statut d'activité
71 TABLEAU 24 : Mobilité selon le genre
71 TABLEAU 25 : Mobilité selon le statut d'activité
72 TABLEAU 26 : Mobilité selon le niveau de diplôme (sous-population ayant achevé ses études)
73 TABLEAU 27 : Mobilité selon le niveau de revenu (sous-population déclarant des revenus)
74 TABLEAU 28 : Mobilité selon la nationalité
75 TABLEAU 29 : Mobilité selon l'usage des TIC

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:36 Page209

PAGE

77 TABLEAU 30 : Outils Tic selon le statut d'activité
78 TABLEAU 31 : Outils Tic selon le revenu (sous-population percevant des revenus)
79 TABLEAU 32 : Liens statistiques entre les usages des Tic et le statut (sous-population percevant des revenus)
80 TABLEAU 33 : Importance des réseaux interpersonnels selon le statut (sous-population percevant des revenus)
81 TABLEAU 34 : Importance des réseaux interpersonnels selon la nationalité
83 TABLEAU 35 : Langues parlées par les 16-25 ans selon les registres d'usage
84 TABLEAU 36 : Liens statistiques entre les langues véhiculaires parlées et le territoire
84 TABLEAU 37 : Liens statistiques associés à la maîtrise du francais
87 TABLEAU 38 : Liens statistiques associés à l'intérêt pour la politique
90 TABLEAU 39 : Étapes vers l'âge adulte
91 TABLEAU 40 : Étapes vers l'âge adulte selon l'âge, le sexe, le statut et le territoire
92 TABLEAU 41 : Typologie des femmes et des hommes de 16-25 ans non scolarisés
95 TABLEAU 42 : Liens statistiques associés aux représentations collectives partagées
95 TABLEAU 43 : Liens statistiques associés à la confiance envers les institutions
98 TABLEAU 44 : Matrice des aspirations personnelles
99 TABLEAU 45 : Projets personnels selon l'âge, le statut et le diplôme (sous-population des jeunes ayant un projet)
102 TABLEAU 46 : Lieu de vie souhaité en tant qu'adulte selon la nationalité
104 TABLEAU 47 : Aspirations professionnelles selon l'âge, le genre et le statut
105 TABLEAU 48 : Aspirations professionnelles selon la nationalité
111 TABLEAU 49 : Liens statistiques avec l'indice d'optimisme global
113 TABLEAU 50 : Étapes vers l'âge adulte selon le genre et l'âge
113 TABLEAU 51 : Valeurs numériques des cinq étapes sociales et économiques du passage à l'âge adulte
114 TABLEAU 52 : Liens statistiques associés au devenir adulte
119 TABLEAU 53 : Matrice des disparités territoriales
120 TABLEAU 54 : Disparités des quatre grands territoires selon 6 catégories de variable
120 TABLEAU 55 : Bilan Catégorie 2 : « Parcours & biographie »
121 TABLEAU 56 : Langues premières selon le territoire
121 TABLEAU 57 : Langues parlées avec les amis selon le territoire
122 TABLEAU 58 : Nationalités selon les territoires
123 TABLEAU 59 : Origine sociale des jeunes selon le territoire
124 TABLEAU 60 : Diplôme des jeunes non scolarisés selon leur origine sociale
124 TABLEAU 61 : Bilan catégorie 3 : « Scolarisation »
125 TABLEAU 62 : Sentiment sur leur maîtrise du français des jeunes non scolarisés selon leur diplôme

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:36 Page210

PAGE

125 TABLEAU 63 : Diplôme selon le territoire chez les jeunes non scolarisés
126 TABLEAU 64 : Sentiment de maîtrise du français selon le territoire
126 TABLEAU 65 : Scolarité selon le territoire chez les jeunes non scolarisés
127 TABLEAU 66 : Confiance envers l'école selon le diplôme obtenu
127 TABLEAU 67 : Confiance envers l'école selon le territoire
128 TABLEAU 68 : Bilan catégorie 1 : « Statut & ressources »
128 TABLEAU 69 : Bilan de la catégorie 4 : « Conditions de vie »
129 TABLEAU 70 : Statut d'activité selon le territoire
130 TABLEAU 71 : Bilan de la catégorie 5 : « Perceptions »
131 TABLEAU 72 : Sentiment qu'il est difficile d'être jeune en Guyane, selon le territoire
131 TABLEAU 73 : Optimisme par rapport à son avenir professionnel, selon le territoire
131 TABLEAU 74 : « Être adulte » : définition, selon le territoire
132 TABLEAU 75 : « Être adulte » : dimension, selon le territoire
133 TABLEAU 76 : Bilan de la catégorie 6 : « Santé »
133 TABLEAU 77 : Âge de la première consommation d'alcool, selon le territoire
134 TABLEAU 78 : Synthèse des écarts par catégorie de variables
140 TABLEAU 79 : Répartition des 16-25 ans dans les quartiers des communes en Cucs selon l'âge, le sexe, le statut et le territoire
141|2 TABLEAU 80 : Liens statistiques associés aux jeunes des communes en Cucs
143 TABLEAU 81 : Profil des 16-25 ans des quartiers prioritaires (soit 72,1 % des jeunes des communes en Cucs – 19 311 jeunes)
143 TABLEAU 82 : Liens statistiques associant les perceptions, les aspirations et les pratiques aux quartiers prioritaires (Qp) et non prioritaires (Qnp) des communes en Cucs
144 TABLEAU 83 : Profil des 16-25 ans des quartiers non prioritaires (soit 27,9 % des jeunes des communes en Cucs – 7 480 jeunes)
145 TABLEAU 84 : Scolarité et emploi dans les quartiers des communes en Cucs
146 TABLEAU 85 : Matrice des disparités entre quartiers prioritaires (Qp) et non prioritaires (Qnp)
147 TABLEAU 86 : Synthèse des écarts par catégorie de variables pour les communes Cucs
150 TABLEAU 87 : Synthèse des écarts filles/garçons par catégorie de variables (communes en Cucs)
151 TABLEAU 88 : Écarts filles/garçons selon les territoires
154 TABLEAU 89 : Régression logistique du statut « Inactif »
155 TABLEAU 90 : Probabilité d'être inactif / 90a Homme / 90b Femme
156 TABLEAU 91 : Publics jeunes prioritaires pour des actions jeunesse
158 TABLEAU 92 : Le rapport des jeunes à leur santé (« Prenez-vous soin de votre santé ? »)

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:36 Page211

PAGE

160|1 TABLEAU 93 : Jeunes disant avoir commencé à consommer de l'alcool avant 13 ans / avant 15 ans
162 TABLEAU 94 : Jeunes disant consommer, ou avoir déjà consommé, des stupéfiants
164 TABLEAU 95 : Jeunes n'utilisant aucun moyen de contraception / utilisant des moyens de contraception non recommandés uniquement / recommandés uniquement / mixtes (parmi les seuls jeunes déclarant avoir une activité sexuelle)
168 TABLEAU 96A : Jeunes filles ayant eu au moins un enfant lorsqu'elles étaient mineures (mères mineures)
170 TABLEAU 96B : Jeunes filles ayant eu au moins un enfant lorsqu'elles étaient mineures (mères mineures) / Liens avec les variables d'échantillonnage
172 TABLEAU 97 : Jeunes précaires
174 TABLEAU 98 : Jeunes dont la mobilité est faible ou nulle
176 TABLEAU 99 : Jeunes « inactifs » (ni en études, ni en emploi, ni inscrits à Pôle emploi)
178 TABLEAU 100 : Jeunes n'ayant aucun diplôme / jeunes ayant un diplôme inférieur au Bac / jeunes ayant un diplôme supérieur ou égal au Bac
180 TABLEAU 101 : Jeunes disant avoir déjà ressenti des discriminations
182 TABLEAU 102 : Jeunes affirmant insuffisamment maîtriser le français
184 TABLEAU 103 : Jeunes isolés
186 TABLEAU 104 : Jeunes ayant une situation de logement instable
188 TABLEAU 105 : Jeunes dont un des projets professionnels est de créer une entreprise

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:36 Page212

Index des graphiques

PAGE

33 GRAPHIQUE 1: Répartition des 16-25 ans par nationalité
35 GRAPHIQUE 2: Répartition des 16-25 ans par territoire
36 GRAPHIQUE 3: Mode de résidence selon le genre
38 GRAPHIQUE 4: Formations suivies en études, selon l'âge
41 GRAPHIQUE 5: Niveau de diplôme selon l'âge
42 GRAPHIQUE 6: Niveau de diplôme parmi les jeunes non scolarisés, selon le genre
43 GRAPHIQUE 7: Emploi et niveau du diplôme le plus élevé
44 GRAPHIQUE 8: Nationalité déclarée selon le temps de scolarité hors de Guyane (métropole et pays étrangers)
45 GRAPHIQUE 9: Niveau de diplôme le plus élevé selon la scolarité en Guyane
51 GRAPHIQUE 10: Statut matrimonial et enfant selon le genre
53 GRAPHIQUE 11: Motifs invoqués pour vouloir changer de logement selon le niveau de diplome parmi les 16-25 ans n'etant plus scolarises
57 GRAPHIQUE 12: Contextes de consommation d'alcool, selon le genre
58 GRAPHIQUE 13: Âge de la première consommation d'alcool
59 GRAPHIQUE 14: Consommation de tabac et des psychotropes, selon le genre
64 GRAPHIQUE 15: Activités non déclarées réalisées par les jeunes sans emploi, selon le genre
67 GRAPHIQUE 16: Revenus sociaux selon le genre
69 GRAPHIQUE 17: Permis de conduire selon le statut d'activité
70 GRAPHIQUE 18: Moyens de locomotion selon le statut d'activité
76 GRAPHIQUE 19: Raisons de l'absence de connexion internet
77 GRAPHIQUE 20: Outils Tic possédés
79 GRAPHIQUE 21: Modes de communication principaux entre amis selon le statut d'activité
86 GRAPHIQUE 22: Intérêt pour la politique selon le statut d'activité
87 GRAPHIQUE 23: Motifs d'adhésion à une association selon le genre
88 GRAPHIQUE 24: Pratiques religieuses selon le genre
96 GRAPHIQUE 25: Moyens nécessaires pour devenir adulte selon le genre
97 GRAPHIQUE 26: Moyens nécessaires pour devenir adulte selon le statut
107 GRAPHIQUE 27: Moyens nécessaires pour réussir professionnellement selon le statut
108 GRAPHIQUE 28: Indice de confiance selon le statut
109 GRAPHIQUE 29: Confiance dans les autres et dans les institutions
111 GRAPHIQUE 30: Optimisme chez les jeunes
119 GRAPHIQUE 31: Disparités territoriales (1) / Distances globales
123 GRAPHIQUE 32: Nationalités selon les territoires

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:36 Page213

PAGE

124 GRAPHIQUE 33: Disparités territoriales (2) / Parcours et biographie
127 GRAPHIQUE 34: Disparités territoriales (3) / Scolarisation
129 GRAPHIQUE 35: Disparités territoriales (4) / Conditions de vie
132 GRAPHIQUE 36: Disparités territoriales (5) / Perceptions
133 GRAPHIQUE 37: Disparités territoriales (6) / Santé
135 GRAPHIQUE 38: Distances entre les territoires 2 à 2 selon les catégories
147 GRAPHIQUE 39: Synthèse des écarts entre quartiers (non) prioritaires pour les communes Cucs
148 GRAPHIQUES 40: Écarts entre quartiers (non) prioritaires par catégorie de variables, pour les communes Cucs
40a Scolarisation / 40b Statut et ressources /
40c Parcours et biographie / 40d Conditions de vie
151 GRAPHIQUE 41: Écarts filles/garçons selon les territoires
152 GRAPHIQUE 42: Écarts filles/garçons. Synthèse toutes catégories

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:36 Page214

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:36 Page215

Partenaires de la Démarche Jeunesse :

Préfecture de Guyane
Ministère des Outre-mers
Direction régionale des affaires culturelles - Guyane
Commissariat général à l'égalité des territoires
Agence régionale de santé - Guyane
Éducation nationale - Académie de Guyane
Caisse d'allocations familiales de la Guyane
Centre national d'études spatiales
Insee - Guyane
Parc amazonien de Guyane
Centre Population et Développement (Ceped)

Directeur de publication :
Denis Souillard

Auteurs :
Frédéric Piantoni,
Ceped.
Raphaël Wintrebert,
Mission locale Argenteuil Bezons.

Septembre 2017

Conception graphique et réalisation : Claire Péraro
Impression : Stipa (Bagnolet, 93)

CRPV INTERIEUR PARTIE 2:EXCELLENCE 05/10/17 10:36 Page216